



Bulletin Officiel Département du Loiret

Directeur de publication : M. Marc GAUDET

ISSN : 0294-1317

N°07 - Tome 1 - SEPTEMBRE 2019 - *Partie 1*

S O M M A I R E

COMMISSION PERMANENTE

Pages

- Séance du vendredi 27 septembre 2019 - Partie 1 1 à 380

Commission Permanente du vendredi 27 septembre 2019

Etaient Présents : M. GAUDET, Président du conseil Départemental
Mme MARTIN, M. MALBO, Mme LECLERC, M. TOUCHARD, Mme JEHANNET, M. NERAUD,
Mme BELLAIS, M. BOURILLON, Mme GALZIN, M. GABELLE, Mme QUAIX, M. GRANDPIERRE, Vice-Présidents
Mme CHERADAME, M. GUERIN, Mme GABORIT, M. LECHAUVE, Mme CHAUVIERE, M. GUDIN,
Mme KERRIEN, M. RIGLET, Mme CHANTEREAU, M. DUPATY, Mme DUBOIS, M. SAURY,
Mme LORME, M. BREFFY, Mme COURROY, M. SOLER, Membres.

Absents excusés :

PARTIE 1

COMMISSION DES BATIMENTS, DES ROUTES, CANAUX ET DEPLACEMENTS 1

- A 01 - Résiliation de la convention-bail passée le 5 juin 1985 entre le Département du Loiret et le Syndicat mixte de gestion du Canal d'Orléans (SMGCO), créé par arrêté préfectoral en date du 7 juillet 1978 et conséquences induites 1
- A 02 - Politique des Infrastructures - Programme "Sécurité routière" - Attribution des enveloppes cantonales 2019 portant sur le produit des amendes de police et de la redevance des mines sur le pétrole 2
- A 03 - Politique des Infrastructures - Programme "Sécurité routière" - Programme pluriannuel des aménagements de sécurité - RD 44 - Aménagement d'un carrefour giratoire sur la commune de Lorris - Convention de gestion et d'entretien ultérieur des parties d'ouvrages..... 7
- A 04 - Politique des Infrastructures - Programme "Favoriser la qualité du patrimoine" - Convention de gestion et d'entretien d'un mur de soutènement situé sur la RD 2020 à La Ferté-Saint-Aubin en agglomération 16
- A 05 - Politique des Infrastructures - Programme "Entretien et exploitation du réseau routier" - Convention relative à la participation des collaborateurs occasionnels lors d'intempéries exceptionnelles sur le réseau routier secondaire départemental 23
- A 06 - Politique des Infrastructures - Modification des limites d'occupation du domaine public routier départemental - Transfert de parcelles départementales dans le domaine public autoroutier concédé de l'A19 à Saint-Hilaire-les-Andréis 35
- A 07 - Adapter le patrimoine aux besoins - Garantir une gestion active du patrimoine - Saint-Denis-de-l'Hôtel - Régularisations foncières sur le rond-point RD 921/RD 411 .. 38
- A 08 - Adapter le patrimoine aux besoins - Garantir une gestion active du patrimoine - Mise en vente de l'immeuble sis 19 rue des Huguenots à Orléans..... 39
- A 09 - Cession de terrain à ORMES au lieu-dit Champ de Sary 56
- A 10 - Elargissement de l'A10 au nord d'Orléans - Commune de SARAN - Cession d'emprise et convention de servitude de passage..... 57

A 11 - Déviation RD 921 entre Jargeau et Saint-Denis-de-l'Hôtel - Acquisitions - Indemnisations	75
A 12 - Délibération portant modification de la constitution de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF) de Jargeau, Darvoy, Férolles et Sandillon en lien avec la déviation de la RD 921 sur les communes de Jargeau/Saint-Denis-de-l'Hôtel	88
A 13 - Déploiement de la fibre optique ORANGE et SFR - Raccordement des immeubles propriétés du Département - Approbation du principe de raccordement et autorisation à signer les conventions	91
COMMISSION DU LOGEMENT ET DE L'INSERTION.....	100
B 01 - Le Département soutient la citoyenneté et la cohésion sociale sur les territoires	100
B 03 - Demande de subvention présentée par LogemLoiret.....	101
B 04 - Demande de subvention présentée par France Loire.....	101
COMMISSION DE L'ENFANCE, DES PERSONNES AGEES ET DU HANDICAP	102
C 01 - Conventions de partenariat avec le CCAS d'Orléans, la Commune de Montargis, la Communauté de communes du Pithiverais, la Communauté des communes Giennoises, la Commune de Saint-Jean-de-Braye, et la Communauté de communes du Pithiverais-Gâtinais concernant l'accueil d'enfants de moins de 6 ans requérant une attention particulière et dont les parents bénéficient d'un accompagnement médico-social par le service de Protection Maternelle et Infantile	102
C 02 - Convention de partenariat avec le SDIS 45 pour la formation des assistants maternels et familiaux, et des accueillants familiaux du Loiret	139
C 03 - Accueil en urgence - Réseau des assistants familiaux.....	143
C 04 - Demandes de subventions d'associations oeuvrant dans le champ de l'Aide Sociale à l'Enfance.....	148
C 05 - Création d'un Pôle Ressources Handicap pour le Département du Loiret.....	149
C 06 - Autorisation du Président à signer l'avenant à la convention CNSA.....	150
C 07 - Demande de subvention de fonctionnement.....	152
C 08 - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées - Attribution des crédits 2019 - 2ème appel à projets.....	153
COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES, DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	166
D 01 - Conventions tripartites de mise à disposition de points hauts dans le cadre du déploiement du Très Haut Débit Radio - Communes de Coullons, Chaussy, Triguères, Jouy-en-Pithiverais	166
D 02 - Convention de programmation et de suivi des déploiements FTTH sur le territoire de la métropole d'Orléans.....	227

D 03 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : subventions culturelles	272
D 04 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité - Subventions aux arts plastiques	274
D 05 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : Programme 2019 pour l'aide aux écoles de musique, de danse et de théâtre	277
D 06 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité - Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes	282
D 07 - Le Département soutient les pratiques artistiques - Education musicale dans les écoles élémentaires publiques et privées au titre de l'année scolaire 2018-2019	284
D 08 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : Convention cadre du Théâtre d'Orléans 2019-2020	288
D 09 - Mobilisation du Département en faveur des territoires (volet 2) - Contrat départemental de soutien aux projets structurants du territoire de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du Loing - Demandes de subvention de l'AME - Canton de Montargis	300
D 10 - Manifestations agricoles (politique E01) : demandes de subventions	301
D 11 - Soutien financier aux investissements dans le secteur agricole	302

COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT 304

E 01 - Le Département anticipe et fait face aux risques majeurs - Participation du Département aux actions inscrites dans le Programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) d'intention du Loing	304
E 02 - Le Département, partenaire essentiel des communes et EPCI pour préserver la ressource en eau et en garantir la qualité - Valoriser les milieux aquatiques - Demandes d'aide	308
E 03 - Le Département, partenaire constant de tous les sportifs - Subventions de fonctionnement pour les comités départementaux - Subventions aux associations de haut niveau et soutien aux manifestations sportives	348
E 04 - Agir pour nos Jeunes : le Département s'engage en faveur de la jeunesse loirétaine - Appel à Initiative Locale	350
E 05 - Agir pour nos Jeunes : le Département s'engage en faveur de la jeunesse loirétaine - Appels à Projets Jeunes 45 et ECSI	350
E 06 - Agir pour nos Jeunes : le Département s'engage en faveur de la jeunesse loirétaine - Appels à Projets et Classes de découverte	351
E 07 - Agir pour nos Jeunes : le Département s'engage en faveur de la jeunesse loirétaine - Classes de découverte	352
E 08 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : versement de l'aide aux repas en faveur des élèves des collèges privés pour la période d'avril à juillet 2019	353
E 09 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : Tarification des repas et taux de contribution des convives en 2020	355
E 10 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : évolution du règlement départemental relatif aux logements de fonction	358

E 11 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : Attribution de subventions exceptionnelles aux collèges Alain Fournier et Val de Loire, d'une dotation complémentaire au collège Pablo Picasso pour les frais de transport vers les installations sportives.....	371
E 12 - Le Département acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret (F01) - Convention cadre concernant l'échange d'informations nécessaires au pilotage du système éducatif entre le Ministère de l'Education nationale et le Département du Loiret	372

PARTIE 2

COMMISSION DES FINANCES, DES RESSOURCES HUMAINES ET DES SERVICES SUPPORTS.....	381
F 01 - Mise à disposition d'un agent du Département du Loiret auprès du Syndicat Mixte du Canal d'Orléans et auprès du Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Exploitation de la Desserte Aérienne de l'Ouest du Loiret.....	381
F 02 - Subvention FSE accordée à l'opération « marché de placement en emploi des bénéficiaires du RSA sur le territoire orléanais »	386
F 03 - Fonds Social Européen : opérations co-finançables au titre de 2019	387
F 04 - Fonds Social Européen : Demande d'avenant n°1 pour 2020 à la convention de subvention globale 2017-2019	422
F 05 - Garanties d'emprunts 2019	449

COMMISSION DES BATIMENTS, DES ROUTES, CANAUX ET DEPLACEMENTS

A 01 - Résiliation de la convention-bail passée le 5 juin 1985 entre le Département du Loiret et le Syndicat mixte de gestion du Canal d'Orléans (SMGCO), créé par arrêté préfectoral en date du 7 juillet 1978 et conséquences induites

Article 1 : Le rapport est adopté avec 25 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de résilier la convention-bail passée entre le Département et le Syndicat mixte de gestion du Canal d'Orléans (SMGCO) le 5 juin 1985 et ses annexes, d'un commun accord avec lui.

Article 3 : Il est pris acte que les conditions de dissolution de plein droit du Syndicat mixte de gestion du Canal d'Orléans et de ses annexes sont réunies du seul fait de cette résiliation. La dissolution du SMGCO sera formalisée par arrêté préfectoral ultérieur, à effet du 31 décembre 2019.

Article 4 : Il est pris acte des conséquences induites, notamment en application du contrat :

- le Département se trouvera subrogé dans les droits et obligations du Syndicat, sans indemnisation ;
- les comptes de gestion du Syndicat seront présentés au Département dans les 3 mois de la fin du contrat au plus tard ;
- les excédants restant après règlement de tous les engagements de dépenses seront versés au Département ;
- les matériels et outillages inventoriés deviendront propriété du Département ;
- le personnel sera intégralement repris par le Département avec effet probable au 1^{er} janvier 2020.

Article 5 : Il est décidé de saisir Monsieur le Préfet du Loiret afin qu'il donne la suite qu'il convient et prononce la dissolution avec toutes conséquences de droit à effet du 31 décembre 2019.

A 02 - Politique des Infrastructures - Programme "Sécurité routière" - Attribution des enveloppes cantonales 2019 portant sur le produit des amendes de police et de la redevance des mines sur le pétrole

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'abroger la subvention accordée à Bellegarde pour le projet « trottoirs et voirie rue des Pervenches (Bellegarde/Quiers) » d'un montant de 10 155 €, en Commission permanente du 12 juillet 2019.

Article 3 : Il est décidé d'arrêter la 2^{ème} vague de répartition des crédits d'Etat 2019, telle que présentée en annexe à la délibération, pour les cantons de Châteauneuf-sur-Loire, Gien, Sully-sur-Loire et Lorris.

CANTON DE CHATEAUNEUF SUR LOIRE							
Crédits d'Etat 2019							
Montants enveloppes 2019				42 473 €		12 266 €	
Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Amendes de police	Taux	Redevance des mines sur le petrole	Taux	
Bouzy-la-Forêt	Aménagement de voirie Impasse capitaine Goupil	19 455 €			5 837 €	30%	
Châteauneuf-sur-Loire	Travaux routiers de sécurisation du Boulevard de Verdun	84 000 €	25 200 €	30%			
Darvoy	Création d'un passage surélevé sur la RD 951 pour sécuriser la traversée des piétons et enfants se rendant à l'école	13 662 €	4 099 €	30%			
Darvoy	Aménagement des bords de la piste cyclable en vu de sécurisation avec la RD 951	7 320 €	2 196 €	30%			
Dagnery	Création d'un giratoire pour bus scolaire et cheminement piéton	135 125 €	10 378 €	8%			
Sully-la-Chapelle	Achat triflash	1 200 €	600 €	50%			
Total		260 762 €	42 473 €		5 837 €		
Solde enveloppes 2019			0 €		6 429 €		

CANTON DE GIEN						
Crédits d'Etat 2019						
Montants enveloppes 2019						
Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Amendes de police	Taux	Redevance des mines sur le pétrole	Taux
Adon	Aménagement de trottoirs et construction de ralentisseurs chicanes et plateaux RD 43	129 620,00 €	9 073,40 €	7%		
Autry-le-Chatel	Aménagement parking lotissement des Vergers	13 181,00 €	6 590,80 €	50%		
Autry-le-Chatel	Revêtement de trottoirs rue des Vergers	28 735,00 €			5 218,00 €	18%
Beaulieu-sur-Loire	Création places de stationnement	58 469,69 €	26 311,36 €	45%		
Chatillon-sur-Loire	Aménagement des trottoirs route de Gien avec construction plateau surélevé	16 450,00 €	8 106,44 €	49%		
Chatillon-sur-Loire	Aménagement des trottoirs route de Gien	109 015,00 €			19 798,00 €	18%
La Bussière	Mise en sens unique rue du Château	8 736,14 €	4 368,00 €	50%		
Nevoy	Aménagement d'un ralentisseur type plateau surélevé RD 2007 - RD 822	6 270,00 €	1 881,00 €	30%		
Ousson-sur-Loire	Aménagement carrefour RD 2007 - RD 821	72 404,00 €	18 101,00 €	25%		
Ouzouer-sur-Trézée	Mise en place signalétique routière route de la Bussière et avenue de la République	2 112,00 €	1 056,00 €	50%		
Total		142 801,00 €	75 488 €		25 016 €	

CANTON DE SULLY-SUR-LOIRE						
Crédits d'Etat 2019						
Montants enveloppes 2019						
Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût (€HT)	Amendes de police	Taux	Redevance des mines sur le pétrole	Taux
Dampierre-en-Burly	Travaux de voiries communales avec construction de plateaux surélevés	43 855,00 €	20 500,20 €	47%		
Germigny-des-Prés	Réhabilitation et reprofilage voiries communales	59 541,00 €			8 931,15 €	15%
Guilly	Aménagement de voirie route de Tournebride	16 050,00 €			2 407,50 €	15%
Les Bordes	Aménagements voirie rue du Hallier	37 800,00 €			5 670,00 €	15%
Ouzouer-sur-Loire	Aménagement de voirie rue de Bellevue avec réalisation de chicanes	54 149,75 €	27 074,80 €	50%		
Ouzouer-sur-Loire	Aménagement de voirie rue de Bellevue	106 917,20 €			3 977,35 €	4%
Saint-Benoit-sur-Loire	Aménagement du carrefour de Lazy	8 192,00 €	4 096,00 €	50%		
Sully-sur-Loire	Aménagement descentes trottoirs PMR rue Porte de Sologne	40 000,00 €	20 000,00 €	50%		
Viglain	Aménagement d'un parking pôle santé	24 294,00 €	1 000,00 €	4%		
Total		103 396,00 €	72 671 €		20 986 €	

CANTON DE LORRIS				
Crédits d'État 2019				
Bénéficiaire	Intitulé du projet	Coût du projet (€ HT)	Redevance des mines de pétrole Subvention accordée en €	Taux
Bellegarde	Réhabilitation des trottoirs et de la voirie rue des Pervenches	113 258,11 €	19 200 €	16,95 %

**A 03 - Politique des Infrastructures - Programme "Sécurité routière" -
Programme pluriannuel des aménagements de sécurité - RD 44 -
Aménagement d'un carrefour giratoire sur la commune de Lorris -
Convention de gestion et d'entretien ultérieur des parties
d'ouvrages**

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention relative à la gestion et l'entretien ultérieur des parties d'ouvrages du carrefour giratoire sur la RD 44 et la commune de Lorris, à passer avec la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention, telle qu'annexée à la présente délibération.



**DÉPARTEMENT DU
LOIRET**



**Communauté de
communes Canaux et
Forêts en Gâtinais**

CONVENTION DE GESTION ET D'ENTRETIEN ULTERIEUR DES PARTIES D'OUVRAGES

**RELATIVE A L'AMENAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE ENTRE
LA ROUTE DEPARTEMENTALE N°44, LA ZONE DU LIMETIN ET LA RUE DU CHEMIN
AUX COCHONS
SUR LA COMMUNE DE LORRIS**

ENTRE

La Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais, représentée par Monsieur Albert FEVRIER, Président de la communauté de communes, habilité par délibération du, ci-après désigné « Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais »,

d'une part

ET

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, dûment habilité par délibération n°..... de la Commission permanente du Conseil départemental en date du, désigné ci-après « Le Département »,

d'autre part

VU le Code de la voirie routière ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU la loi anti-endommagement, et ses décrets d'application n°2011-762 du 28 juin 2011, n°2011-1241 du 5 octobre 2011 et n°0045 du 22 février 2012 ;

VU la délibération de la communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais en date du approuvant les termes de la présente convention ;

VU la délibération n°.... de la Commission permanente du Département en date du approuvant les termes de la présente convention ;

VU le plan annexé à la présente convention relatif à l'aménagement du carrefour giratoire à l'intersection de la route départementale n°44, de la zone du Limetin et de la rue du chemin aux cochons et à la gestion et l'entretien des espaces verts, plantations et dispositifs d'accompagnement sur le carrefour giratoire (dôme central et accotements) et ses dépendances par la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais ;

VU le règlement général de voirie départementale adopté par délibération n°B02 du 17 juin 1992 ;

PREAMBULE

Le Département du Loiret est maître d'ouvrage de l'opération relative à l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection de la route départementale n° 44, de la rue du chemin aux cochons et de la zone du Limetin sur la commune de Lorris. Ce projet est inscrit au programme pluriannuel des aménagements de sécurité de la politique des Infrastructures du Département.

Le Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) en 2017 sur la RD44 est de 2 316 véh./j, dont 6.6% de poids lourds.

Ce carrefour dessert actuellement la zone d'activités du Limetin et va être le lieu de passage des usagers empruntant la déviation de Lorris. L'aménagement de cette intersection s'avère nécessaire de manière à sécuriser les échanges au droit de ce carrefour et assurer un

traitement homogène des carrefours situés sur la future voie comprise entre les RD961 et RD44. Par ailleurs, l'évolution prévisible de la zone d'activités du Limetin va également accentuer le trafic routier.

L'aménagement de ce carrefour giratoire présente donc un enjeu de sécurité et de fluidité à court terme. À ce titre, le Département va aménager des espaces verts, plantations et dispositifs d'accompagnement sur le carrefour giratoire (dôme central et accotements) et ses dépendances et réaliser un éclairage public du carrefour giratoire.

Ceci exposé,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties, dans le cadre de la gestion et de l'entretien ultérieur des parties d'ouvrages liées à l'aménagement du futur carrefour giratoire situé à l'intersection de la RD 44, de la rue du chemin aux cochons et de la zone du Limetin sur la commune de Lorris.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES

Article 2.1 : Les engagements de la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais

Sur la base du plan annexé à la présente convention, la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais assure la gestion et l'entretien des parties d'ouvrages suivantes :

- des espaces verts, plantations et dispositifs d'accompagnement sur le carrefour giratoire (dôme central et accotements) et ses dépendances conformément au plan joint en annexe ;
- de la signalisation horizontale et verticale à vocation locale ;
- de l'éclairage public du carrefour : le Département transférera à la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais et à titre gratuit, la propriété du futur réseau d'éclairage public, construit sous sa maîtrise d'ouvrage et implanté au droit du futur carrefour giratoire. La Communauté de communes devient propriétaire de l'ensemble du réseau d'éclairage, des dispositifs et matériels le constituant dès sa mise en service. À partir de ce moment, elle en assure la gestion et l'entretien. Elle assure également le paiement de l'abonnement et de la consommation électrique auprès du distributeur d'énergie de son choix. Enfin, elle assure tant financièrement que techniquement la maintenance et le renouvellement éventuel du matériel mis en place (tant en cas de détérioration du dispositif que de vétusté).

La Communauté de communes fera également son affaire des obligations imposées par la réglementation sur la prévention des risques d'endommagement des réseaux à proximité des travaux, et en particulier de l'enregistrement sur le téléservice www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr de la zone d'implantation du réseau d'éclairage (réseau sensible pour la sécurité).

Article 2.2 : Les engagements du Département

Le Département prend à sa charge l'investissement lié à l'aménagement du carrefour.

Sur la base du plan annexé à la présente convention, le Département assure la gestion et l'entretien des parties d'ouvrages suivantes :

- La chaussée de l'anneau et des branches de raccordement du carrefour giratoire sur les RD 44, la rue du chemin aux cochons et la zone du Limetin, ainsi que les flots en béton désactivé ;
- Les réseaux enterrés pour l'assainissement pluvial situé sur l'anneau et les branches de raccordement du carrefour giratoire sur les RD 44, la rue du chemin aux cochons et la zone du Limetin ;
- La signalisation horizontale et verticale (police et directionnelle) à vocation départementale.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le Département et la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais assument financièrement l'entretien des parties d'ouvrages définies respectivement aux articles 2.1 et 2.2 de la présente convention.

ARTICLE 4 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention prendra effet à compter de la réception de l'ensemble des travaux d'aménagement du carrefour giratoire, y compris des travaux d'éclairage public et d'espaces verts.

ARTICLE 5 : RÉCEPTION

Pour les espaces verts :

À l'issue de la période d'entretien des végétaux de 12 mois, le Département du Loiret est tenu d'obtenir l'accord préalable de la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais avant de prendre la décision de réception des végétaux. En conséquence, la réception des végétaux est organisée par le Département du Loiret selon les modalités suivantes.

Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (approuvé par arrêté du 3 mars 2014), le Département du Loiret organise une visite des végétaux à réceptionner à laquelle participe la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais.

Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations et avis présentés par la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais sur les végétaux la concernant, et qu'elle entend voir réglés avant d'accepter la réception.

Pour l'éclairage public :

À l'issue des travaux de réalisation de l'éclairage public, le Département du Loiret est tenu d'obtenir l'accord préalable de la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais avant de prendre la décision de réception d'ouvrages la concernant. En conséquence, la réception de l'éclairage public est organisée par le Département du Loiret selon les modalités suivantes.

Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (approuvé par arrêté du 3 mars 2014), le Département du Loiret organise une visite de l'éclairage public à réceptionner à laquelle participe la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais et l'entreprise en charge des travaux.

Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations et avis présentés par la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais sur l'éclairage public la concernant, et qu'elle entend voir réglés avant d'accepter la réception.

Le Département du Loiret s'assure ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

Il transmet ses propositions à la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais en ce qui concerne la décision de réception. Celle-ci fait connaître son avis au Département du Loiret dans les vingt jours suivants la réception des propositions de celui-ci.

Le Département du Loiret établit ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifie à l'entreprise. Copie en est notifiée à la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais.

La réception emporte transfert à la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais de la garde des ouvrages.

Le Département du Loiret remettra les dossiers complets relatifs à l'opération dans le délai de six mois suivant l'expiration du délai de parfait achèvement des ouvrages. En cas de non-respect de ces délais la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais fera établir ces dossiers aux frais du Département.

Les ouvrages sont remis à la Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que le Département ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate des ouvrages.

Entrent dans la mission du Département, la levée des réserves de réception et la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles. La Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais doit lui laisser toutes les facilités pour assurer ces obligations. Le Département ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de vingt (20) ans, renouvelable par tacite reconduction par périodes de 20 ans successives.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les modifications éventuelles des termes de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITE

Chaque partie est responsable des prestations et des éventuels dommages liés à la gestion et à l'entretien des parties d'ouvrages définies à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 9 : MODALITES DE RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée sans effets.

En dehors de tout litige, la présente convention pourra être dénoncée à tout moment moyennant accord des trois parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin les parties pourront, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. La partie à l'origine de la résiliation en avisera ses cocontractants par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

ARTICLE 11 : ENREGISTREMENT

Conformément au Code général des impôts, la présente convention est dispensée des formalités d'enregistrement et, s'il y a lieu, les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de la partie qui demanderait à la soumettre à cette formalité.

ARTICLE 12 : ANNEXE

Est joint à la présente convention le plan général de gestion et d'entretien de l'aménagement.

Établie en deux exemplaires originaux,

Fait à, le.....

Pour la Communauté de
communes Canaux et Forêts
en Gâtinais,

Albert FEVRIER
Président de la Communauté
de communes Canaux et
Forêts en Gâtinais



Pour le Département du Loiret,
Pour le Président et par délégation,

Alain TOUCHARD
Vice-Président,
Président de la Commission des Bâtiments,
des Routes, des Canaux et des
Déplacements



Extrait du registre des délibérations de la Communauté de Communes canaux et forêts en Gâtinais

Séance du 18 Décembre 2018

N°2018-162

Objet: Aménagement du carrefour giratoire D44 à Lorris- Approbation d'une convention de gestion et d'entretien ultérieur des parties d'ouvrages

Date de la convocation : 13 Décembre 2018

Nombre de délégués

- en exercice : 56 - votants : 55 - présents : 49

L'an deux mille dix-huit, le 18 Décembre, à 19 heures 00, le Conseil de Communauté, légalement convoqué, s'est réuni à la salle Escalé à Varennes-Changy, sous la présidence de Monsieur Albert FEVRIER.

Étaient présents : Madame Lysiane CHAPUIS, Monsieur Jean-Marc POINTEAU, Monsieur Claude GERMAIN, Monsieur Jean-Jacques MALET, Monsieur François JOURDAIN, Monsieur Ivan PETIT, Monsieur Alain GRANDPIERRE, Monsieur Dominique DAUX, Madame Isabelle ROBINEAU, Monsieur Gérard BEAUDOIN, Madame Véronique FLAUDER-CLAUS, Monsieur Patrice RAVARD, Madame Isabelle FRANCOIS, Monsieur Bernard BANNERY, Madame Marie-Laure BEAUDOIN, Monsieur André POISSON, Monsieur Pierre MARTINON, Monsieur Albert FEVRIER, Madame Evelyne GERMAIN, Madame Valérie MARTIN, Monsieur Daniel TROUPILLON, Madame Josette MAILLET, Monsieur Gérard BAKAES, Monsieur Alain THILLOU, Monsieur Yves BOSCARDIN, Monsieur Alain GERMAIN, Monsieur Jack LOQUET, Monsieur André PETIT, Madame Marie-Christine FONTAINE, Mesdames Eliane COGNOT, Gratiane DES DORIDES, Monsieur Jean-Marc SECQUEVILLE, Monsieur Jean-Loup OUDIN, Monsieur Xavier RELAVE, Monsieur Guy BAILLEUL, Monsieur Thierry BOUTRON, Monsieur Claude FOUASSIER, Monsieur Richard SENEGAS, Monsieur Alain DEPRUN (suppléant de Madame Brigitte LEFEBVRE), Monsieur Patrick LEBRUN, Monsieur André JEAN, Madame Véronique MANTECON, Monsieur Patrice VIEUGUE, Monsieur Yves SOCHAS, Madame Evelyne COUTEAU, Monsieur Joël DAVID, Madame Josseline TURBEAUX, Monsieur Bernard MOINEAU, Madame Christiane BURGEVIN.

Absents excusés : Madame Marie-Louise CANAULT donnant pouvoir à Monsieur François JOURDAIN, Monsieur Philippe POIRIER, Madame Karine PERRET donnant pouvoir à Madame Valérie MARTIN, Monsieur Alain HECKLI donnant pouvoir à Monsieur Alain GERMAIN, Monsieur Philippe MOREAU donnant pouvoir à Monsieur Alain GRANDPIERRE, Madame Brigitte LEFEBVRE suppléée par Monsieur Alain DEPRUN, Monsieur Yohan JOBET donnant pouvoir à Monsieur Patrick LEBRUN, Monsieur Arnaud CORABOEUF donnant pouvoir à Monsieur Albert FEVRIER.

Absents : /

Secrétaire: Monsieur François JOURDAIN

Formant la majorité des membres en exercice.

Le Département du Loiret est maître d'ouvrage de l'opération relative à l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection de la route départementale n° 44, de la rue du chemin aux cochons et de la zone du Limetin sur la commune de Lorris. A ce titre, le Département prend à sa charge l'investissement lié à l'aménagement du carrefour. Ce carrefour dessert actuellement la zone d'activités du Limetin et va être un lieu de passage des usagers empruntant la déviation de Lorris. L'aménagement de ce carrefour giratoire présente un enjeu de sécurité et de fluidité.

Cet aménagement rend nécessaire l'approbation d'une convention qui a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre de la gestion et de l'entretien ultérieur des parties d'ouvrages.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire a décidé à l'unanimité :

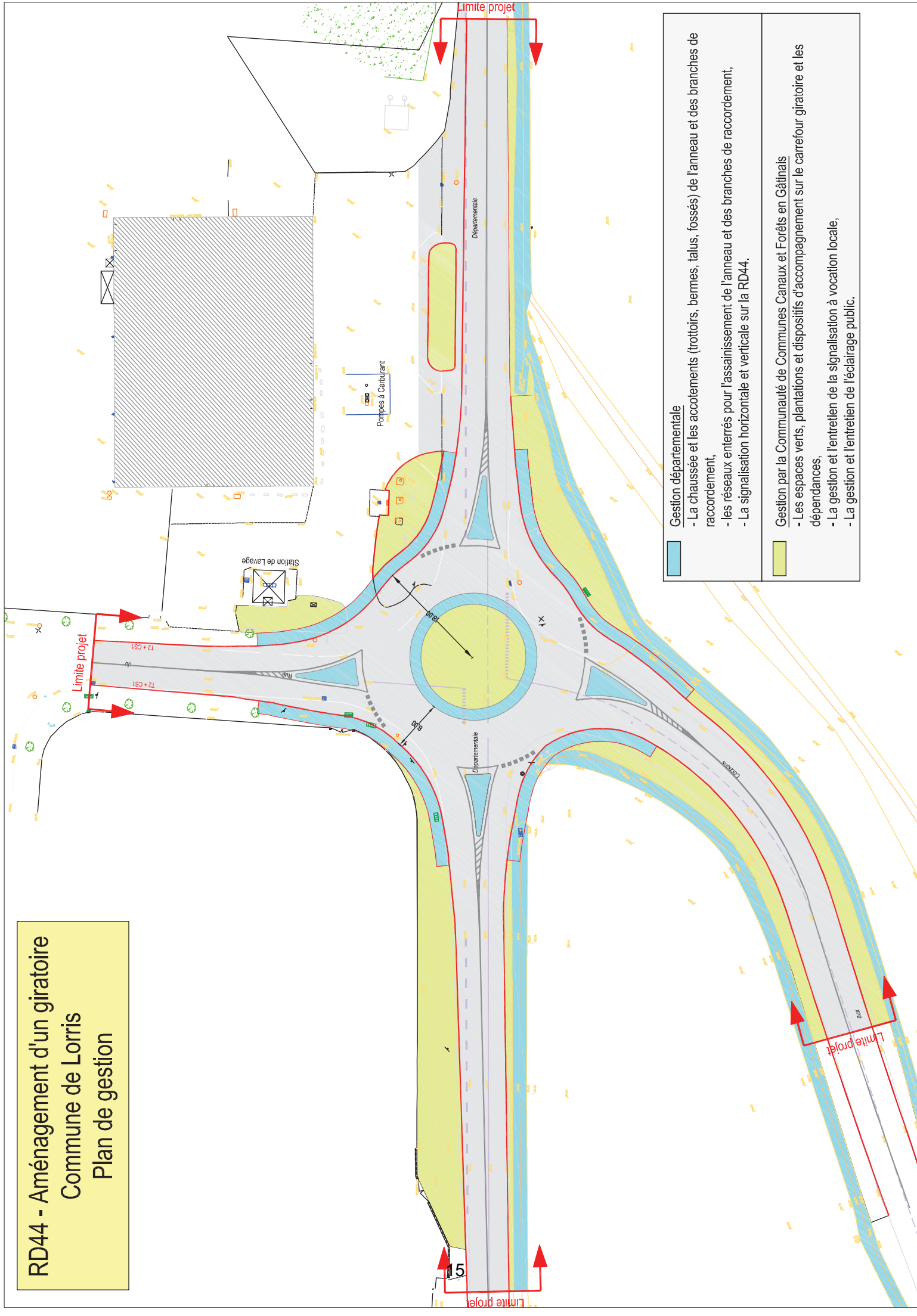
- **D'APPROUVER** la convention de gestion et d'entretien ultérieur des parties d'ouvrages concernant le carrefour giratoire D44 à Lorris,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ladite convention.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré en séance, les jours mois et an susdits.

Le Président de la Communauté
Albert FEVRIER

RD44 - Aménagement d'un giratoire
Commune de Lorris
Plan de gestion



A 04 - Politique des Infrastructures - Programme "Favoriser la qualité du patrimoine" - Convention de gestion et d'entretien d'un mur de soutènement situé sur la RD 2020 à La Ferté-Saint-Aubin en agglomération

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention relative à la gestion et à l'entretien du mur de soutènement situé sur la route départementale n°2020 en agglomération sur le territoire de la commune de La Ferté-Saint-Aubin.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer ladite convention, telle qu'annexée à la présente délibération.

PROJET DE CONVENTION

Entre,

Le Département du Loiret représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du 27 septembre 2019, ci-après désigné « le Département »,

d'une part,

Et

La Commune de La Ferté-Saint-Aubin représentée par Madame Constance de PELICHY, Maire, dûment habilitée par la délibération du Conseil municipal en date du, ci-après désignée « la Commune »,

D'autre part.

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code de voirie routière ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Règlement Départemental de Voirie adopté par l'Assemblée départementale en vigueur ;

Vu les arrêtés du Maire fixant les limites de l'agglomération.

PREAMBULE :

Un projet de construction d'un supermarché « Super U » à La Ferté-Saint-Aubin le long de la RD 2020, en agglomération, est actuellement en cours d'étude.

Le périmètre de ce projet inclut un vestige de mur qui permettait, à l'époque, de « soutenir » les matériaux des services de la DDE.

Ce mur, dit de « soutènement » au sens de sa vocation originelle, est situé sur le domaine public routier départemental, le long de la RD 2020, en agglomération.

Il constitue donc une dépendance du domaine public routier départemental au sens de l'article L. 111-1 du Code de la voirie routière qui dispose que « Le domaine public routier comprend l'ensemble des biens du domaine public de l'Etat, des Départements et des Communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées ». La Commune envisage d'utiliser ce vestige de mur pour enclore le périmètre de la future zone à aménager. C'est pourquoi, elle souhaite se voir confier la gestion et l'entretien du mur départemental dans l'attente d'un transfert de domanialité à son profit.

Les enjeux de cette volonté doivent être traduits au travers d'une convention entre les deux parties ; il a donc été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de :

- Transférer la gestion et l'entretien de cette dépendance départementale à la Commune de La Ferté-Saint-Aubin, en charge de la gestion et de l'organisation de la vie urbaine dans son ensemble ; par extension, ce transfert permettra :
 - de valoriser le cheminement piétonnier situé le long de la RD n°2020,
 - d'assurer une continuité de sécurisation des usagers du domaine public,
 - d'augmenter le niveau de service en matière d'entretien du mur de soutènement.
- Préciser et de formaliser les modalités d'entretien et de conservation du mur dit de « soutènement ».

Article 2 – Champ d'application

Le patrimoine concerné est situé sur le domaine routier départemental de la RD 2020 entre les PR 51+465 et 51+550 côté gauche.

En plus de la présence des retours d'angle qui servaient, à l'époque au maintien des matériaux qui y étaient déposés, l'état des lieux du mur présente les caractéristiques suivantes (cf. photographies en annexes) :

- Longueur : 85 mètres ; hauteur : 1,70 mètre ; largeur : 0,50 mètre.
- Mur constitué de pierres non apparentes avec mélange de ciment, enduit ciment taloché ton gris.
- Aux extrémités : deux murs en retour de 2 mètres.
- Etat : vétusté prononcée.

Article 3 – Engagement de la Commune

La Commune s'engage à prendre en charge la gestion, l'entretien et le financement de toutes les tâches techniques et administratives relatives à la gestion et à l'entretien du mur de soutènement mentionné à l'article 2.

La Commune s'engage à obtenir l'autorisation du Département en cas de modification de l'assiette du mur de « soutènement ».

Article 4 – Engagement du Département

Le Département s'engage à ne réaliser aucune intervention sur le mur, objet de la présente convention, sans consultation et autorisation préalable de la Commune.

En cas d'extrême urgence, si un mauvais entretien du mur, de nature à entraîner des désordres, venait à être constaté et risquait de causer un dommage à l'usager, le Président du Conseil Départemental s'autorise, après mise en demeure, à se substituer au Maire de la Commune et à pourvoir d'urgence au défaut d'entretien, aux frais et risques de la Commune.

Article 5 – Responsabilités

En cas de sinistre pouvant faire naître un contentieux, la Commune s'engage à garantir le Département de toute condamnation prononcée contre lui du fait des fautes commises dans l'exécution de la présente convention.

Cette garantie concerne notamment les dommages aux personnes et aux biens dus, même pour partie, à un défaut d'entretien normal du mur ou de ses accessoires ou à la mauvaise exécution des travaux d'entretien.

Dans tous les cas, la Commune demeure entièrement responsable des aménagements réalisés à son initiative sur le mur de soutènement, objet de la présente convention, de son entretien, et des dommages qu'elles pourraient causer à des tiers ou usagers, et s'engage à garantir le Département dans le cas de tout recours contentieux consécutif à la mise en cause des charges qui lui incombent.

En cas de carence constatée et après mise en demeure, le Département se substituera aux obligations de la Commune sans préjudice de la possibilité que se réserve le Département de se faire rembourser le cas échéant les sommes engagées en lieu et place de celle-ci.

Article 6 – Assurances

La Commune devra assurer de façon suffisante les risques créés par la prise en charge de l'entretien de ce mur, pour lui permettre de garantir le Département des conséquences dommageables de tout sinistre.

Article 7 – Rémunération des interventions

Les interventions, objet de la présente convention, sont effectuées à titre gratuit.

Article 8 – Durée - Prise d'effet

La durée de la présente convention est fixée à 2 (deux) ans à compter de la date de signature de celle-ci, ou à défaut, jusqu'à la date de transfert de domanialité du mur de soutènement au profit de la commune de La Ferté-Saint-Aubin.

Article 9 – Litiges

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis à la compétence juridictionnelle du Tribunal Administratif d'Orléans.

Préalablement à la saisine de cette juridiction les parties mettront en œuvre une procédure de conciliation amiable.

En cas d'échec dument constaté par les parties, la partie la plus diligente procèdera à la saisine du Tribunal Administratif d'Orléans. Et en informera préalablement l'autre partie 15 jours à l'avance.

Article 10 – Résiliation

Chacune des parties peut demander la résiliation de la convention par lettre recommandée par accusé de réception.

En cas de résiliation de la convention, l'emprise du domaine public départemental devra faire l'objet d'une remise dans son état initial.

A _____, le
(Mentions renseignées par le dernier signataire)

Madame Constance de PELICHY

Monsieur Marc GAUDET

Maire de la commune de La Ferté-Saint-Aubin

Président du Conseil Départemental
du Loiret

Annexes : Plan de situation du projet et photographies du mur de soutènement





A 05 - Politique des Infrastructures - Programme "Entretien et exploitation du réseau routier" - Convention relative à la participation des collaborateurs occasionnels lors d'intempéries exceptionnelles sur le réseau routier secondaire départemental

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver la convention tripartite type permettant de déterminer les modalités d'intervention des agriculteurs sur le réseau routier départemental secondaire.

Article 3 : Il est décidé d'approuver la convention bipartite type permettant de déterminer les modalités d'intervention d'un employé communal sur le réseau routier départemental secondaire.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les dites conventions, telles qu'annexées à la présente délibération.

**CONVENTION RELATIVE À LA PARTICIPATION DES EXPLOITANTS AGRICOLES AU
SERVICE AUXILIAIRE SUR LE RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL NON
STRUCTURANT**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route, et notamment ses articles R.311-1, R.313-32, R.313-34, R.413-11, R.4141-17 et R.432-4,

Vu l'article 10 de la loi d'orientation agricole n°99-574 du 9 juillet 1999, modifié par l'article 48 de la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010,

Vu l'arrêté modifié du 18 novembre 1996 relatif aux poids, dimensions et signalisation des engins de service hivernal,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental n°XXX en date du XXXXXX fixant le tarif de rémunération des prestations liées au service hivernal.

ENTRE,

Le Département du Loiret, représenté par le Président du Conseil départemental, autorisé par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental n°XXX en date du XXXXXX ci-après dénommé « le Département »,

d'une part,

Et, la Commune de xxxxxxxxxxxx, représenté par le Maire xxxxxxxxxxxx, autorisé par délibération du Conseil municipal en date du _____, ci-après dénommé « la Commune »,

Et, Monsieur xxxxxxxxxxxx, exploitant agricole à xxxxxxxxxxxx, demeurant au xxxxxxxxxxxx - xxxxxx xxxxxxxx, ci-après dénommé « le prestataire »,

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Chaque hiver, le département du Loiret connaît des périodes d'intempéries pénalisantes pour le trafic routier et pour l'usager de la route.

Pour limiter les conséquences de l'hiver sur le réseau routier départemental, le Conseil départemental a fixé des objectifs qualitatifs et a défini les principes et les modalités d'actions des services routiers départementaux dans un document dénommé « Dossier d'organisation de la viabilité hivernale ».

Ces dispositions résultent d'un juste compromis entre l'occurrence des phénomènes météorologiques et les moyens humains, matériels, et financiers susceptibles d'y être affectés dans l'intérêt général. Ainsi en cas de fortes intempéries, le réseau structurant est déneigé prioritairement jusqu'à l'obtention de conditions normales de circulation

Face à cette situation, l'Assemblée départementale a adopté en session de septembre 2005 le principe d'un recours à l'intervention des agriculteurs à titre expérimental pour le déneigement du réseau routier départemental non structurant dans le nord du Loiret où la formation de congères est fréquente. Au fil des années, ce dispositif d'entraide s'est élargi sur le territoire du Pithiverais et sur l'Orléanais depuis le début de l'année 2019.

Par ailleurs, lors des inondations de mai-juin 2016, les agriculteurs se sont montrés particulièrement solidaires. Tout en rendant hommage à leur action souvent décisive, le Conseil Départemental souhaite valoriser et encourager l'action des agriculteurs et que celle-ci puisse être mieux reconnue et protégée.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet principal de définir les modalités d'intervention du collaborateur occasionnel lors des opérations de déneigement à l'aide d'une lame fournie par la Commune de xxxxxxxxxxxxxxxx sur le réseau routier départemental non structurant.

TITRE I : CONDITIONS D'INTERVENTION

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE À DISPOSITION DU MATÉRIEL D'INTERVENTION EN SERVICE AUXILIAIRE :

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999, la Commune de xxxxxxxxxxxxxxxx s'engage à mettre à la disposition du collaborateur occasionnel une lame de raclage nécessaire à l'opération de déneigement, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Marque :
Largeur d'utilisation :
Orientation hydraulique
Attelage sur relevage avant trois points
Bavette caoutchouc anti-projection
Équipement de sécurité :

Cette lame sera remise avant et après chaque intervention à l'emplacement défini par la mairie de xxxxxxxxxxxxxxxx.

Le collaborateur occasionnel utilisera cette lame sur son propre tracteur d'une puissance minimale de 90 chevaux et 4 roues motrices. Il aura la charge du bon entretien de la lame.

ARTICLE 3 : CONDITIONS RÉGLEMENTAIRES D'INTERVENTION DU COLLABORATEUR OCCASIONNEL ET DE SON MATÉRIEL AGRICOLE EN SERVICE AUXILIAIRE :

Les véhicules agricoles utilisés pour le déneigement sont assimilés de par la loi à des engins de service hivernal.

Ils sont soumis à ce titre aux règles administratives et techniques applicables aux engins de service hivernal, et notamment aux articles du Code de la route et aux dispositions de l'arrêté modifié au 18 novembre 1996 relatif aux poids, dimensions, et signalisation des engins de service hivernal, susvisés.

Ils sont toutefois dispensés de soumettre leur véhicule à une nouvelle réception par la DREAL (article 10 de la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 susvisée, tel que complété par l'article 90 de la loi n°2006-11 d'orientation agricole du 5 janvier 2006), et sont également, s'ils sont attachés à une exploitation agricole, dispensés de permis de conduire (article R. 221-20 du Code de la route).

Ils bénéficient des dérogations aux règles de circulation prévues par le Code de la route (article R.432-4), uniquement lors des opérations de déneigement. Sous réserve du respect d'une obligation de prudence envers les autres usagers de la route, il leur est ainsi permis de déroger aux règles suivantes :

- circulation sur le bord droit de la chaussée,
- circulation sur les routes à sens unique ou à plus de 2 voies,
- circulation à une vitesse anormalement réduite,
- sens de circulation imposé,
- franchissement et chevauchement des lignes continues ou discontinues,
- engagement d'un véhicule dans une intersection.

TITRE II : MODALITÉS D'INTERVENTION

ARTICLE 4 : DÉFINITION DES ROUTES DÉPARTEMENTALES À DÉNEIGER :

La consistance du circuit de déneigement des routes départementales, pour laquelle l'intervention du collaborateur occasionnel est sollicitée, est définie ainsi qu'il suit :

- XXXXXXXXXXXXXXXX
- XXXXXXXXXXXXXXXX
- XXXXXXXXXXXXXXXX

La dite prestation sera assurée selon le circuit défini ci dessus.

Le Département se réserve le droit de modifier le circuit en concertation avec le collaborateur occasionnel suivant l'intensité du phénomène neigeux.

ARTICLE 5 : DÉCLENCHEMENT ET CONTRÔLE DE L'INTERVENTION :

La décision d'intervention est prise par la Direction de l'Ingénierie et des Infrastructures du Conseil départemental du Loiret. Elle sera transmise par SMS dans les 24h précédent l'épisode météorologique afin de prendre les dispositions nécessaires pour intervenir au plus près des intempéries. Le collaborateur occasionnel devra alors engager son action sur les circuits définis à l'article 4.

Le contrôle de l'intervention est effectué par l'agence territoriale de XXXXXXXXXXXXXXXX étant entendu que le collaborateur occasionnel devra indiquer à ce dernier, dès la fin d'intervention, la consistance de la prestation réalisée et le résultat obtenu.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES :

Le prestataire s'engage à respecter les conditions d'intervention telles que fixées par la réglementation en vigueur et notamment par le Code de la Route.

Si le collaborateur occasionnel subit un dommage lié à l'activité de déneigement qu'il apporte, la responsabilité civile du Département est engagée à son égard.

Si le collaborateur occasionnel cause des dommages lors de sa mission, il pourra être tenu responsable s'il s'agit d'une faute personnelle. Dans le cas inverse, la responsabilité civile du Département couvre les dommages causés.

Les dommages causés sur la lame de déneigement équipant le tracteur pour l'activité relèvent de la responsabilité de la commune. Elle s'engage donc à souscrire un contrat d'assurance couvrant le bien prêté ou lui appartenant. En cas d'endommagement de la lame qu'elle soit départementale ou communale, la commune se rapprochera de son assurance pour une prise en charge des réparations.

Le collaborateur occasionnel s'engage à porter connaissance de son activité de déneigement auprès de sa compagnie d'assurance.

ARTICLE 7 : DONNÉES PERSONNELLES :

Dans le cadre de la présente convention, des données personnelles sont collectées par le Département du Loiret pour la bonne exécution de la présente convention.

Ces données ne sont transmises qu'aux autres tiers qui en ont besoin, pour certaines informations (Mairies concernées par exemple). En interne, leur accès est réservé aux agents du Département du Loiret chargés de traiter votre situation, et de façon exceptionnelle, aux personnes chargées de la maintenance des systèmes d'information. Ces personnes sont soumises aux obligations de discrétion professionnelle et/ou de secret professionnel.

Les données personnelles collectées sont des données publiques, elles seront conservées dans le temps selon les prescriptions du code du patrimoine et des indications des Archives Départementales du Loiret.

Pour toute question relative à vos données personnelles, les demandes sont à adresser au :

- Département du Loiret,
à l'attention du Délégué à la protection des données,
45945 ORLEANS
Tél : 02.38.25.45.45
Contact internet : site loiret.fr ; rubrique mon espace, paragraphe « Mes démarches en ligne », catégorie « Protection des données personnelles » ou sur le lien suivant :
https://services.loiret.fr/public/requestv2/accountless/teleprocedure_id/242

TITRE III : CONDITIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

ARTICLE 8 : RÉMUNÉRATION DU PRESTATAIRE :

Le collaborateur occasionnel est rémunéré par le Département pour le temps effectif d'intervention à compter du départ du tracteur de son lieu de garage jusqu'à son retour, incluant également les trajets au point de remisage de la lame et le temps de montage et démontage.

Les tarifs de rémunération, fixés par la délibération en date du XXXXXX susvisée, figurent en annexe à la présente convention. Ces tarifs feront l'objet d'une actualisation annuelle établie au

mois d'octobre de l'année en cours et seront applicables durant toute la période hivernale allant jusqu'à fin mars de l'année suivante. Ils seront communiqués par mail aux intervenants et à la commune concernée avant le début de la période hivernale.

ARTICLE 9 : ENTRETIEN DU MATERIEL

8.1 Frais de tracteur

La rémunération du prestataire définie à l'article 8 de la présente convention couvre les dépenses de main d'œuvre et du tracteur. Elle comprend les frais annexes tels que carburant, entretien, réparation et mise en conformité du tracteur.

8.2 Entretien des lames

Quel que soit l'appartenance de la lame, le Département prend en charge la totalité des frais d'entretien d'usure (caoutchouc et dispositifs de sécurité). Le Département se décharge cependant de la pose du caoutchouc.

La commune aura à sa charge l'entretien courant (graissage des articulations) sur les lames départementales ou communales. La commune s'engage à fournir au collaborateur occasionnel une lame en état de fonctionnement.

ARTICLE 10 : DURÉE DE LA CONVENTION :

La présente convention est conclue pour une période 4 ans à compter de la signature.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS

Le collaborateur occasionnel devra avertir par mail la Direction de l'Ingénierie et des Infrastructures, agence territoriale de XXXXXX, de toute modification susceptible d'affecter l'application de cette convention :

- ☞ au moins dix (10) jours avant que la modification n'ait lieu, s'il s'agit d'une modification prévisible ;

- ☞ dans un délai de vingt-quatre (24) heures suivant la modification, s'il s'agit d'une modification imprévisible.

Ceci afin que les signataires puissent prendre les dispositions nécessaires à la maintenance du service auxiliaire hivernal. Ces modifications feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

Toute autre modification des termes de la présente convention devra également intervenir par voie d'avenant.

ARTICLE 12 : RÉSILIATION

Chacune des parties peut demander la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, et moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois, dans les conditions suivantes :

- ☞ un mois au moins avant la date d'expiration de la convention ;

ou

- ☞ au plus tard au 30 septembre de l'année en cours.

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations contractuelles, l'autre partie peut dénoncer la présente convention à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois suivant une mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 13 : RÉOLUTION DES LITIGES

En cas de différend portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable. A défaut, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

A ORLEANS le

A, le.....

Pour le Département du Loiret,
Le Président du Conseil départemental,

Pour la Commune de,
Le maire,

A, le.....

Le Prestataire, Exploitant agricole,

Pièces jointes :

Annexe 1 : le barème de la chambre d'agriculture du Loiret servant de base à la tarification des interventions

Annexe 2 : la note de calcul des indemnités allouées aux agriculteurs adoptée par délibération de la Commission permanente du.

Annexe 3 : la carte des itinéraires de déneigement

CONVENTION RELATIVE À LA PARTICIPATION DES SERVICES MUNICIPAUX AU SERVICE AUXILIAIRE SUR LE RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL NON STRUCTURANT

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route, et notamment ses articles R.311-1, R.313-32, R.313-34, R.413-11, R.4141-17 et R.432-4,

Vu l'arrêté modifié du 18 novembre 1996 relatif aux poids, dimensions et signalisation des engins de service hivernal,

ENTRE,

Le Département du Loiret, représenté par le Président du Conseil départemental, autorisé par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental n°XXX en date du XXXXXX ci-après dénommé « le Département »,

d'une part,

Et, la Commune de xxxxxxxxxxxx, représenté par le Maire xxxxxxxxxxxx, autorisé par délibération du Conseil municipal en date du _____, ci-après dénommé « la Commune »,

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Chaque hiver, le département du Loiret connaît des périodes d'intempéries pénalisantes pour le trafic routier et pour l'usager de la route.

Pour limiter ou supprimer les conséquences de l'hiver sur le réseau routier départemental, le Conseil départemental a fixé des objectifs qualitatifs et a défini les principes et les modalités d'actions des services routiers départementaux dans un document dénommé « Dossier d'organisation de la viabilité hivernale ».

Ces dispositions résultent d'un juste compromis entre l'occurrence des phénomènes météorologiques et les moyens humains, matériels, et financiers susceptibles d'y être affectés

dans l'intérêt général. Ainsi en cas de fortes intempéries, seul le réseau structurant est déneigé en priorité.

Face à cette situation, les collectivités territoriales peuvent coordonner leurs actions afin de désenclaver rapidement les communes « isolées » du réseau routier principal.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet principal de définir les modalités d'intervention hors agglomération des services municipaux lors des opérations de déneigement sur le réseau routier départemental non structurant.

TITRE I : CONDITIONS D'INTERVENTION

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE À DISPOSITION DU MATÉRIEL D'INTERVENTION EN SERVICE AUXILIAIRE :

La Commune de xxxxxxxxxxxxxxxx s'engage à mettre à la disposition de l'employé communal une lame de raclage nécessaire à l'opération de déneigement, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Marque :

Largeur d'utilisation :

Orientation hydraulique

Attelage sur relevage avant trois points

Bavette caoutchouc anti-projection

Équipement de sécurité :

Cette lame sera remise avant et après chaque intervention à l'emplacement défini par la mairie de xxxxxxxxxxxxxxxx.

La commune devra posséder un tracteur d'une puissance minimale de 90 chevaux et 4 roues motrices et s'assurer du bon entretien de la lame.

ARTICLE 3 : CONDITIONS RÉGLEMENTAIRES D'INTERVENTION DE L'INTERVENANT ET DU MATÉRIEL AGRICOLE EN SERVICE AUXILIAIRE :

Les employés communaux sont ainsi autorisés à conduire les véhicules agricoles sans avoir le permis correspondant sous réserve qu'ils soient titulaires du permis de conduire de catégorie B (modification de l'article L.221-2 du Code de la route par la loi n°2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives.

Ils bénéficient des dérogations aux règles de circulation prévues par le Code de la route (article R.432-4), uniquement lors des opérations de déneigement. Sous réserve du respect d'une obligation de prudence envers les autres usagers de la route, il leur est ainsi permis de déroger aux règles suivantes :

- circulation sur le bord droit de la chaussée,
- circulation sur les routes à sens unique ou à plus de 2 voies,
- circulation à une vitesse anormalement réduite,
- sens de circulation imposé,
- franchissement et chevauchement des lignes continues ou discontinues,
- engagement d'un véhicule dans une intersection.

TITRE II : MODALITÉS D'INTERVENTION

ARTICLE 4 : DÉFINITION DES ROUTES DÉPARTEMENTALES À DÉNEIGER :

La consistance du circuit de déneigement des routes départementales, pour laquelle l'intervention du prestataire est autorisée, est définie ainsi qu'il suit :

- **XXXXXXXXXXXXXX**
- **XXXXXXXXXXXXXX**
- **XXXXXXXXXXXXXX**

La dite prestation sera assurée selon le circuit défini ci dessus. Elle pourra faire l'objet d'adaptation selon l'intensité du phénomène et de la coordination entre les deux collectivités.

ARTICLE 5 : DÉCLENCHEMENT ET CONTRÔLE DE L'INTERVENTION :

La décision d'intervention est prise par la Direction de l'Ingénierie et des Infrastructures du Conseil départemental du Loiret. Elle sera transmise par SMS dans les 24h précédent l'épisode météorologique afin de prendre les dispositions nécessaires pour intervenir au plus près des intempéries. L'employé communal devra alors engager son action sur les circuits définis à l'article 4.

Le contrôle de l'intervention est effectué par l'agence territoriale de **XXXXXXXXXXXXXX** étant entendu que l'employé communal devra indiquer à ce dernier, dès la fin d'intervention, la consistance de la prestation réalisée et le résultat obtenu.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES :

L'intervenant s'engage à respecter les conditions d'intervention telles que fixées par la réglementation en vigueur et notamment par le Code de la Route.

Si l'employé communal subit un dommage lié à l'activité de déneigement qu'il apporte, la responsabilité civile du Département est engagée à son égard.

Si l'employé communal cause des dommages lors de sa mission, il pourra être tenu responsable s'il s'agit d'une faute personnelle. Dans le cas inverse, la responsabilité civile du Département couvre les dommages causés.

Les dommages causés sur la lame de déneigement équipant le tracteur pour l'activité relèvent de la responsabilité de la commune. Elle s'engage donc à souscrire un contrat d'assurance couvrant le bien prêté ou lui appartenant. En cas d'endommagement de la lame qu'elle soit départementale ou communale, la commune se rapprochera de son assurance pour une prise en charge des réparations.

ARTICLE 7 : DONNÉES PERSONNELLES :

Dans le cadre de la présente convention, des données personnelles sont collectées par le Département du Loiret pour la bonne exécution de la présente convention.

Ces données ne sont transmises qu'aux autres tiers qui en ont besoin, pour certaines informations (Mairies concernées par exemple). En interne, leur accès est réservé aux agents du Département du Loiret chargés de traiter votre situation, et de façon exceptionnelle, aux personnes chargées de la maintenance des systèmes d'information. Ces personnes sont soumises aux obligations de discrétion professionnelle et/ou de secret professionnel.

Les données personnelles collectées sont des données publiques, elles seront conservées dans le temps selon les prescriptions du code du patrimoine et des indications des Archives Départementales du Loiret.

Pour toute question relative à vos données personnelles, les demandes sont à adresser au :

- Département du Loiret,
à l'attention du Délégué à la protection des données,
45945 ORLEANS
Tél : 02.38.25.45.45
Contact internet : site loiret.fr ; rubrique mon espace, paragraphe « Mes démarches en ligne », catégorie « Protection des données personnelles » ou sur le lien suivant :
https://services.loiret.fr/public/requestv2/accountless/teleprocedure_id/242

TITRE III : CONDITIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

ARTICLE 8 : RÉMUNÉRATION DU COLLABORATEUR OCCASIONNEL :

Le service auxiliaire est effectué à titre gratuit et n'est donc sujet à aucune forme de rémunération de la part du Conseil Départemental du Loiret.

ARTICLE 9 : DURÉE DE LA CONVENTION :

La présente convention est conclue pour une période 4 ans à compter de la signature.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS

La commune devra avertir la Direction de l'Ingénierie et des Infrastructures de toute modification susceptible d'affecter l'application de cette convention :

☞ au moins dix (10) jours avant que la modification n'ait lieu, s'il s'agit d'une modification prévisible ;

☞ dans un délai de vingt-quatre (24) heures suivant la modification, s'il s'agit d'une modification imprévisible.

Ceci afin que les signataires puissent prendre les dispositions nécessaires à la maintenance du service auxiliaire hivernal. Ces modifications feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

Toute autre modification des termes de la présente convention devra également intervenir par voie d'avenant.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION

Chacune des parties peut demander la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, et moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois, dans les conditions suivantes :

☞ un mois au moins avant la date d'expiration de la convention ;
ou

☞ au plus tard au 30 septembre de l'année en cours.

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations contractuelles, l'autre partie peut dénoncer la présente convention à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois suivant une mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 12 : RÉOLUTION DES LITIGES

En cas de différend portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable. A défaut, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

A ORLEANS le

Pour le Département du Loiret,
Le Président du Conseil départemental,

A, le.....

Pour la Commune de,
Le maire,

Pièce jointe :

Annexe 1 : La carte des circuits de déneigement

A 06 - Politique des Infrastructures - Modification des limites d'occupation du domaine public routier départemental - Transfert de parcelles départementales dans le domaine public autoroutier concédé de l'A19 à Saint-Hilaire-les-Andréis

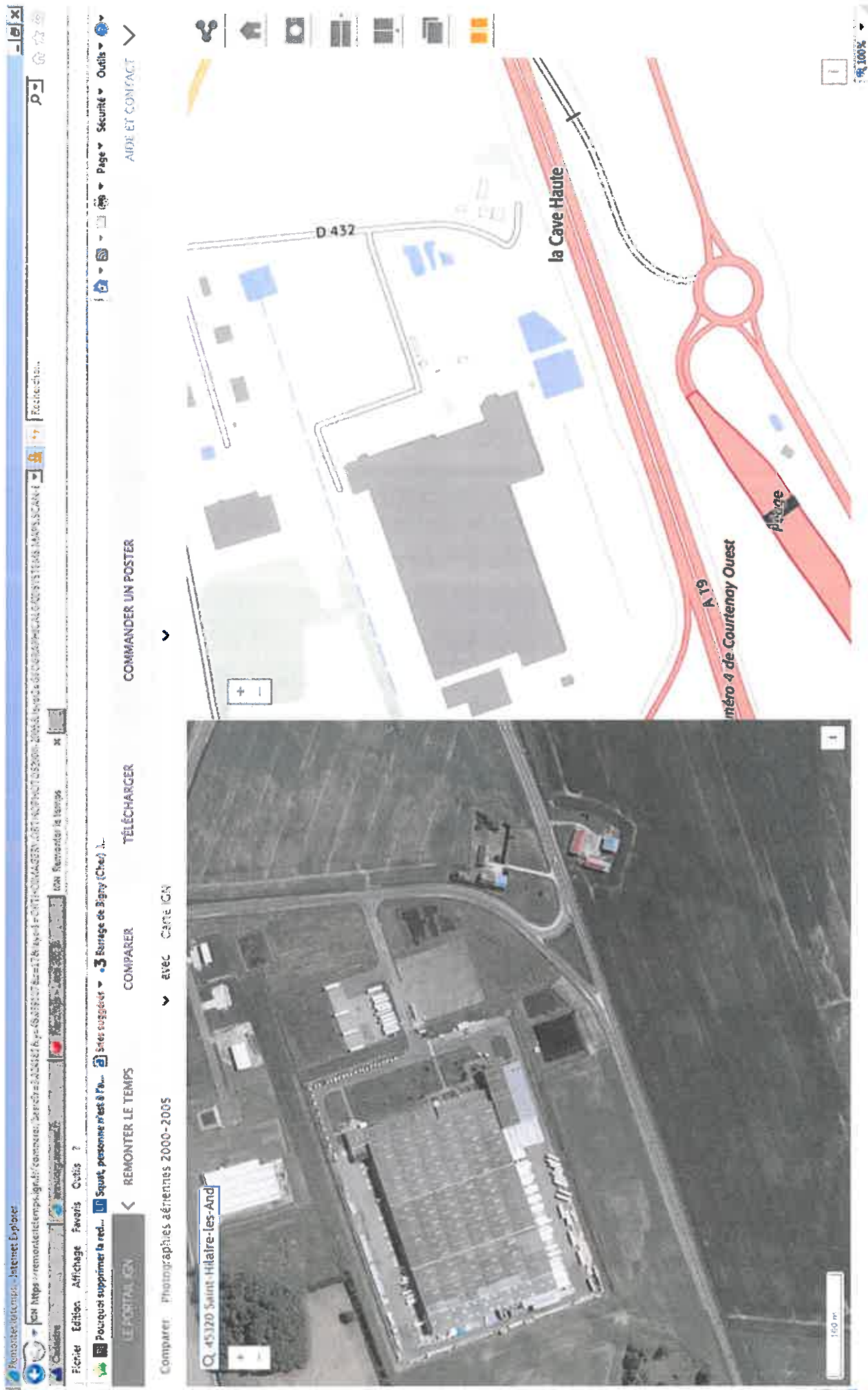
Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé du déclassement du domaine public routier départemental des parcelles de la section D n°462, 465, 466 et 468, sur la commune de Saint-Hilaire-les-Andréis (cf. annexes 1 et 2 à la présente délibération).

Article 3 : Il est décidé du reclassement de ces parcelles, à titre gratuit, au profit de l'Etat, par voie de transfert dans le domaine public autoroutier concédé de l'A 19.

Commune de Saint Hilaire les Andr  sis
Régularisations domaniales liées au tracé de l'A19
Parcelles départementales    transférer dans le domaine public autoroutier concédé





A 07 - Adapter le patrimoine aux besoins - Garantir une gestion active du patrimoine - Saint-Denis-de-l'Hôtel - Régularisations foncières sur le rond-point RD 921/RD 411

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver l'acquisition de la parcelle ZC 381 de 128 m² située sur la commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel pour être intégrée au domaine public départemental auprès de Monsieur Matthieu ROBINEAU, né à Orléans le 20 mai 1975, et Madame Christel ROBINEAU, née à Orléans le 4 octobre 1975, demeurant à Saint-Denis-de-l'Hôtel au 96 rue de la Solaie, au prix de 10 € du m², soit 1 280 € pour la parcelle.

Article 3 : La dépense d'environ 1 500 € avec les frais d'actes, sera imputée sur le chapitre 011, nature 6188 action G0701101 du budget départemental 2019.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer tous les actes et documents nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

A 08 - Adapter le patrimoine aux besoins - Garantir une gestion active du patrimoine - Mise en vente de l'immeuble sis 19 rue des Huguenots à Orléans

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver la mise en vente du bien immobilier situé 19 rue des Huguenots à ORLEANS, cadastré section BR n°30 pour 114 m² au prix d'environ 355 000 € net vendeur.

Article 3 : Il est décidé d'approuver le cahier des charges de cession, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 4 : Il est décidé de régler les dépenses liées à la cession sur le chapitre 11, nature 611, action G0701102 du budget départemental 2019, et d'imputer la recette sur le chapitre 77, nature 775, action G0701102 du budget départemental 2020.

VENTE D'UN IMMEUBLE DU DOMAINE PRIVÉ DÉPARTEMENTAL
19 rue des Huguenots à Orléans

Cahier des charges en vue d'une cession amiable

Modalités de la consultation et conditions de présentation des offres d'achat



SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE	3
1.1- Situation :	3
1.2 - Description :	4
1.3- Références cadastrales	5
ARTICLE 2 - URBANISME	6
2.1 - Règlement d'urbanisme applicable	6
2.2 - Servitudes :	6
ARTICLE 3 - DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUES	6
ARTICLE 4 - MISE A PRIX	6
ARTICLE 5 - PRECISION DIVERSES	7
5.1 - Composition des biens	7
5.2 - Impôt foncier	7
5.3 - Occupation	7
5.4 - Assurance	7
5.5 – Origine de propriété	7
ARTICLE 6 - PROCEDURE DE MISE EN VENTE	7
6.1 - Publicité	7
6.2 - Mandats de vente	7
6.3 - Visites	7
6.4 - Renseignements/Interlocuteurs	8
6.5 - Confidentialité	8
6.6 – Calendrier de la procédure (sous réserve de modifications)	8
ARTICLE 7 - CONTENU DU DOSSIER D'OFFRE	8
7.1 - Forme de l'offre	8
7.2 - Contenu de l'offre	9
7.2.1 - Concernant l'identité du candidat	9
7.2.2 - Concernant d'éventuelles conditions suspensives ou particulières	9
7.2.3 - Concernant le prix	9
7.2.4 - Concernant le projet du candidat	10
ARTICLE 8 - ACCEPTATION DES OFFRES	10
8.1 - Réception des offres	10
8.2 - Analyse des offres	10
8.3 – Validité des offres	11
8.4 - Précisions	11
ARTICLE 9 - REGULARISATION DE LA PROMESSE DE VENTE PUIS DE L'ACTE DE VENTE	11
ANNEXES	12
ANNEXES 1 : PLANS	13

PREAMBULE

Par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental du Loiret n°.... en date du 27 septembre 2019, transmise en Préfecture leet affichée le, a été décidée la mise en vente de l'immeuble vacant situé à ORLEANS (45000), 19 rue des Huguenots. Cet immeuble a abrité l'association l'« ADIL » jusqu'en août 2018. Ce bâti ne représente plus d'intérêt pour un projet ou un équipement départemental.

Le présent document fixe les modalités de la consultation et les conditions particulières de la vente de l'immeuble.

Le vocable employé aux présentes est le suivant :

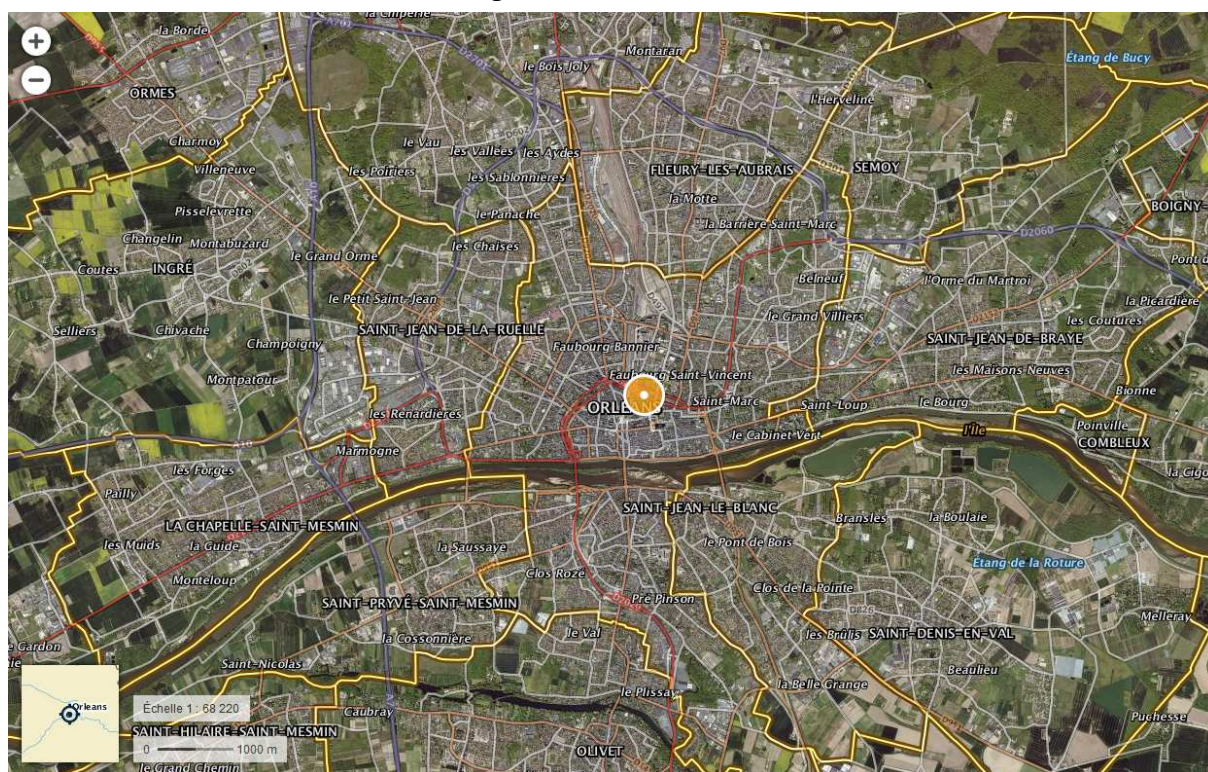
- les mots « Département du Loiret » désignent le propriétaire vendeur ;
- le mot « candidat » désigne la personne, physique ou morale, qui sera porteur d'une offre d'achat ;
- le mot « acquéreur » désigne le candidat dont l'offre d'achat aura été acceptée par le propriétaire vendeur ;
- les mots « biens » ou « immeuble » désignent indifféremment le ou les biens de nature immobilière objet des présentes.

ARTICLE 1 - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

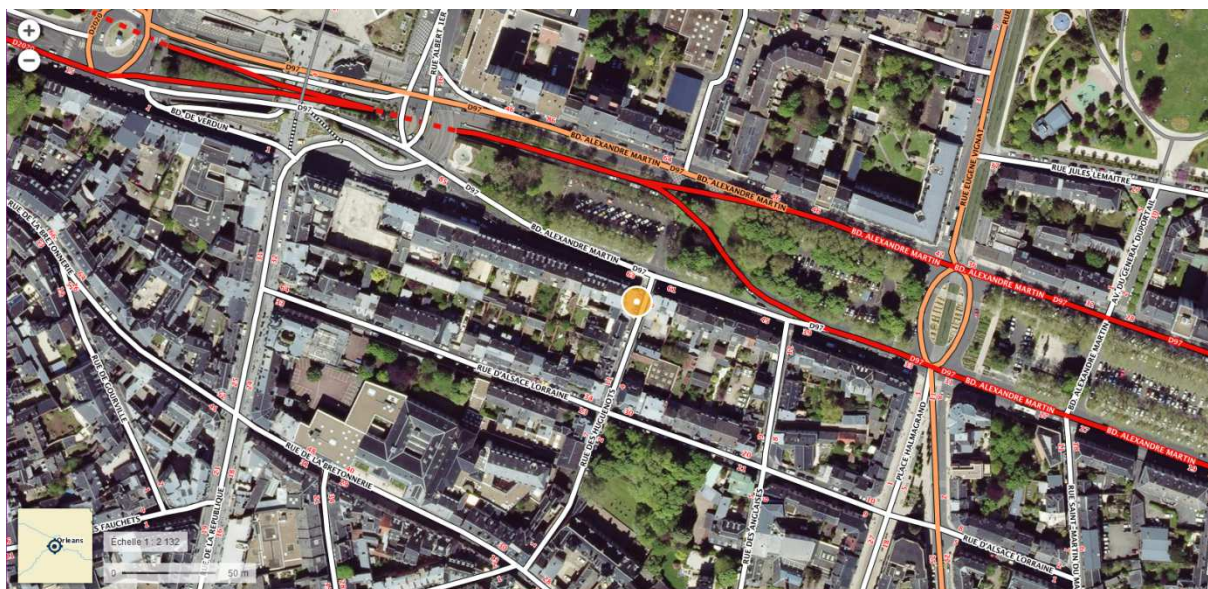
1.1- Situation :

ORLEANS, 19 rue des huguenots

Latitude : 47.905593 ° - Longitude : 1.907527 ° - Altitude : 113.15 m



Source géoportail – Données cartographiques : © IGN



1.2 - Description :

L'immeuble du 19 rue des Huguenots à Orléans est de construction ancienne et est situé à l'angle de la rue des Huguenots et du Boulevard Alexandre Martin.

Il s'agit d'un immeuble de bureaux sur la parcelle section BR n°30 pour 114 m². La surface utile de l'immeuble est d'environ 237 m².

L'immeuble comprend (voir plans en annexe 1) :

- Au **sous-sol** : Cave voutée avec chaudière, sol en terre battue et pièce avec sol cimenté
- Au **rez de chaussée** : entrée desservant hall, WC, débarras,
 - à droite : un grand bureau avec cheminée marbre,
 - à gauche : un dégagement desservant 2 bureaux.
- Au **1er étage** : palier, bloc sanitaire (2 wc et cabinet de toilette),
 - à droite : dégagement, local serveur, grand bureau,
 - à gauche : dégagement avec placards desservant 2 bureaux
- Au **2ème étage** : palier, bloc sanitaire (salle d'eau, wc),
 - à droite : dégagement desservant 3 bureaux et rangement,
 - à gauche : dégagement desservant 2 bureaux et 2 petits locaux éclairés par puits de lumière.

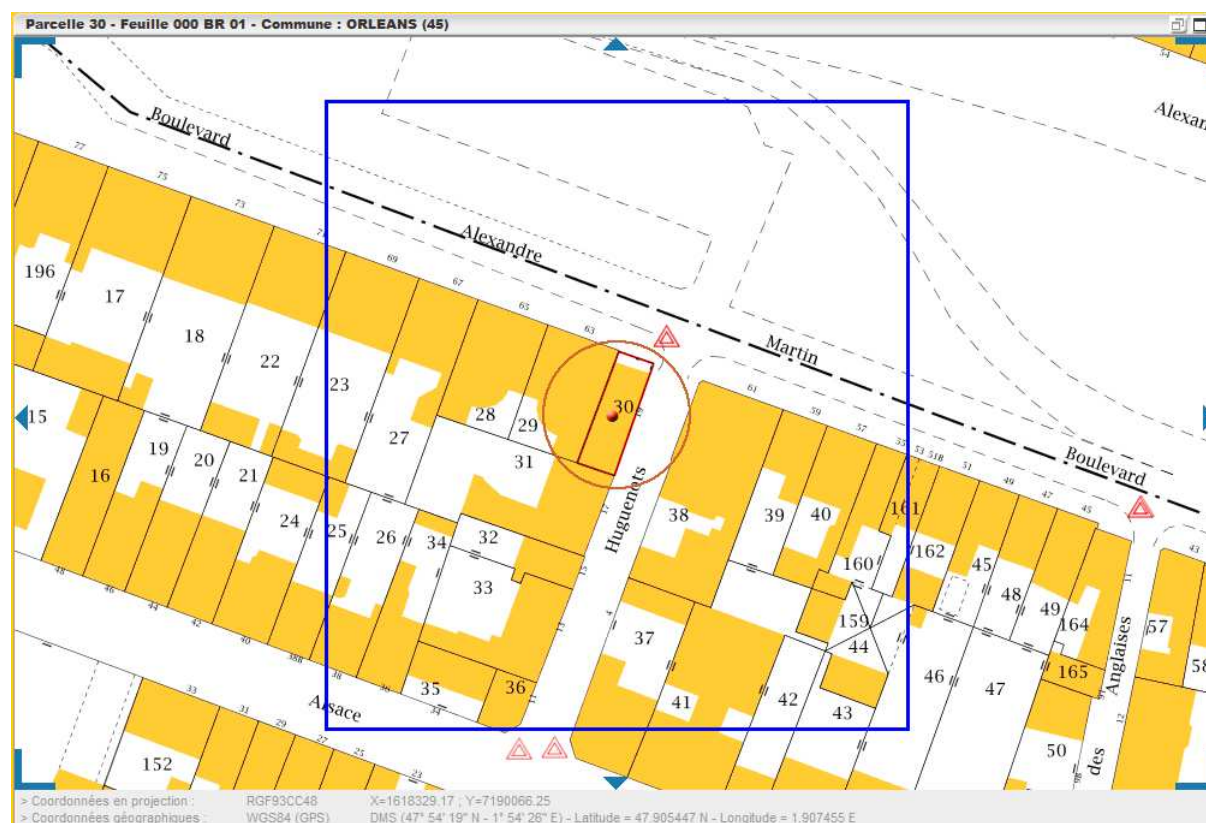
L'escalier est en bois. Les sols sont en PVC sur plancher bois hormis dans le hall d'entrée qui est carrelé. Les murs sont recouverts de papier en fibre de verre. La hauteur sous plafond est d'environ 3,20 mètres au RDC et 1er étage. Les volets sont en bois, les fenêtres en bois en simple ou double vitrage. Des barres anti-effraction ont été installées au RDC. La toiture est en zinc. Sur le devant, boulevard Alexandre Martin un jardinet est entouré de clôtures en fer forgé. Chauffage : individuel au gaz de ville.

1.3- Références cadastrales

Commune d'Orléans :

Section	N°	Lieudit	Surface
BR	30	19 RUE DES HUGUENOTS	00ha 01a 14ca

Plan cadastral



ARTICLE 2 - URBANISME

2.1 - Règlement d'urbanisme applicable

Tous les documents d'urbanisme sont consultables sur le site d'Orléans Métropole :

<http://www.orleans-metropole.fr/521/plan-local-durbanisme-dorleans.htm>

Immeuble : Zone UA du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de la commune.

➔ Voir règlement sur le site d'Orléans Métropole



Il appartient au candidat de se renseigner et de s'assurer de la faisabilité de son projet au regard de la réglementation d'urbanisme applicable.

2.2 - Servitudes :

L'acquéreur profitera des servitudes actives et supportera celles passives légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever l'immeuble.

Zone de Droit de Préemption Urbain (DPU) délégué à la commune

Zone de protection ZPPAUP : AC4 : aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine

➔ Voir liste des servitudes d'utilité publique sur site Orléans Métropole

ARTICLE 3 - DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUES

Le dossier comprend (voir en annexe 2) :

- ⇒ Le DPE (Diagnostic de Performance Energétique).
- ⇒ Le CREP (rapport de repérage des matériaux et produits contenant du plomb)
- ⇒ Le DTA (rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante).

ARTICLE 4 - MISE A PRIX

La mise à prix est fixée à 355 000 €.

Toutes les offres d'achat seront étudiées ainsi qu'il est exposé à l'article 8.

ARTICLE 5 - PRECISION DIVERSES

5.1 - Composition des biens

Garantie

La vente est faite sans autre garantie que la garantie d'éviction. L'immeuble est vendu en l'état. L'acquéreur sera réputé bien le connaître pour l'avoir visité préalablement et avoir pris connaissance du dossier comportant les différents diagnostics. Les candidats peuvent à leurs frais exclusifs procéder ou faire procéder par leurs conseils aux vérifications et audits d'ordre technique, administratif, juridique, qu'ils jugent opportun pour faire une offre d'acquisition. Du fait même de son offre, s'il devient attributaire, tout candidat s'engage à n'élever aucune réclamation relative à la nature et à la qualité de l'immeuble vendu. Celui-ci sera maintenu dans sa configuration actuelle jusqu'au transfert de propriété.

Meubles et objets mobiliers

Le Département du Loiret vend les biens immobiliers à l'exclusion de tous meubles et objets mobiliers.

5.2 - Impôt foncier

Le Département du Loiret est exempté d'impôt foncier sur ce bien, il appartient aux candidats de se renseigner auprès de l'administration fiscale sur son montant estimatif.

5.3 - Occupation

Les biens sont vendus libres de toute location ou occupation.

5.4 - Assurance

L'acquéreur devra faire assurer l'immeuble en sa qualité de propriétaire à compter de son acquisition.

5.5 - Origine de propriété

L'immeuble appartient au domaine privé du Département du Loiret pour l'avoir acquis suivant acte notarié en date du 25 juin 1990.

ARTICLE 6 - PROCEDURE DE MISE EN VENTE

6.1 - Publicité

Un avis d'appel à candidatures est publié sur le site internet du Conseil Départemental du Loiret www.loiret.fr rubrique « Actions & services » puis « vente d'immeubles départementaux » ainsi que sur le site « le bon coin » :

https://www.leboncoin.fr/ventes_immobilieres/offres/centre/loiret/

6.2 - Mandats de vente

Il n'y aura pas de mandat de vente sur ce bien

6.3 - Visites

Les visites sont organisées exclusivement sur rendez-vous et peuvent être collectives.

Elles sont conduites par un agent du Conseil Départemental du Loiret, hors samedi, dimanche et jours fériés.

6.4 - Renseignements/Interlocuteurs

Toute information complémentaire se rapportant à l'immeuble, aux modalités de visite ou aux modalités de présentation des candidatures peut être demandée ou retirée à :

Département du Loiret
Direction de l'Aménagement et du Patrimoine
Service gestion de l'Action Foncière
45945 ORLEANS
Tel : 02 38 25 40 55
gestionfonciere@loiret.fr

Le Département du Loiret se réserve néanmoins la possibilité de ne pas répondre à une question susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement entre les candidats.

Les candidats reconnaissent et acceptent qu'en soumettant une offre, ils ont obtenu les informations suffisantes pour faire cette offre sans réserve.

6.5 - Confidentialité

Les candidats et leurs conseils ou toute personne intervenant pour leur compte, s'engagent à ne communiquer à quiconque aucune information ou documentation sur la présente vente. A cet égard, le simple fait de participer aux visites vaut accord de confidentialité.

6.6 - Calendrier de la procédure (sous réserve de modifications)

Visite de l'immeuble	mi-octobre au fin novembre 2019
Date limite de réception des candidatures	début décembre 2019
Ouverture des plis	décembre 2019
Commissions Intérieure et Permanente	Janvier 2020

ARTICLE 7 - CONTENU DU DOSSIER D'OFFRE

La remise d'une offre d'achat vaut acceptation des termes du présent document par le candidat.

7.1 - Forme de l'offre

L'offre sera rédigée en français signée par une personne physique habilitée à engager juridiquement et financièrement le candidat, quelle que soit sa forme juridique, et envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Département du Loiret
Direction de l'Aménagement et du Patrimoine
Service gestion de l'Action Foncière
45945 ORLEANS

L'offre pourra également être remise contre récépissé à la Direction du Patrimoine Départemental, sur demande téléphonique du candidat.

Les plis parvenus hors délais ou sous enveloppe non cachetée seront irrecevables.

7.2 - Contenu de l'offre

Le candidat doit présenter une offre ferme et définitive d'acquérir le bien, à son profit, dans sa totalité, avec faculté de substitution au profit d'une société civile immobilière dont il serait associé.

7.2.1 - Concernant l'identité du candidat

Le candidat doit produire les éléments d'information suivants sur sa qualité et capacité juridique :

- **Pour une personne physique, mentionner :**
 - les éléments d'état-civil ;
 - les coordonnées complètes (adresse postale, numéro(s) de téléphone, adresse électronique) ;
 - la profession.
- **Pour une personne morale (société, association, autre), joindre :**
 - l'extrait de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés, au Répertoire des Métiers ou équivalent ;
 - le pouvoir donné à la personne représentant le candidat (le pouvoir doit permettre au signataire d'engager valablement le candidat acquéreur, notamment pour la signature de l'acte de vente).
- **Pour les candidats étrangers :**
 - documents équivalents à ceux décrits ci-dessus, avec traduction en langue française par traducteur assermenté.

Le défaut de justification et de capacité du signataire peut constituer un motif d'irrecevabilité de l'offre.

7.2.2 - Concernant d'éventuelles conditions suspensives ou particulières

Le candidat doit mentionner toutes les conditions suspensives ou particulières auxquelles il entend subordonner son offre d'achat et la vente.

- **En cas de demande de prêt, le candidat doit alors préciser :**
 - le montant et la durée maximum du ou des prêts sollicités ;
 - le taux d'intérêt maximum ;
 - le délai dans lequel il s'oblige à déposer sa ou ses demandes de prêt.

Dans cette hypothèse, le candidat est invité à produire tout document ou attestation permettant d'apprécier sa capacité financière à réaliser l'acquisition et à obtenir le prêt sollicité, par exemple l'avis favorable d'un établissement bancaire,

- **En cas de demande d'autorisations d'urbanisme et/ou administratives en vue de la réalisation de son projet, le candidat doit alors préciser :**
 - la nature des autorisations sollicitées ;
 - le délai dans lequel il entend déposer son dossier auprès des autorités concernées après signature de la promesse de vente.

7.2.3 - Concernant le prix

L'offre d'achat doit être exprimée en euros et en prix net vendeur, le candidat faisant son affaire personnelle des frais et émoluments de l'acte notarié, des taxes et droits divers et des éventuels honoraires de ses conseils.

Le candidat est invité à produire tous documents justifiant de sa solvabilité financière.

7.2.4 - Concernant le projet du candidat

Le candidat doit décrire succinctement son projet en précisant l'affectation qu'il entend donner au bien.

Le dossier d'offre devra comporter :

- Une note décrivant la destination et l'utilisation qui seront données au bien ;
- Dans le cas d'une opération de promotion immobilière :
 - une notice synthétique de présentation générale du projet et du projet architectural envisagées,
 - des références d'opération de restauration sur des immeubles de qualité similaire
 - Le calendrier de l'opération précisant les délais pour :
 - signer une promesse de vente puis l'acte définitif
 - déposer les dossiers de demande
 - le début et la durée des travaux en distinguant éventuellement plusieurs tranches
 - ainsi que toutes précisions utiles pour connaître le déroulement de l'opération.

Toute offre incomplète ou ne répondant pas aux caractéristiques précisées au présent document pourra être déclarée irrecevable.

ARTICLE 8 - ACCEPTATION DES OFFRES

8.1 - Réception des offres

Le Département du Loiret accusera réception des offres d'achat par courrier électronique ou à défaut par courrier postal.

Ce courrier précisera au candidat le délai dans lequel le dossier d'offre sera instruit par le Département du Loiret.

8.2 - Analyse des offres

Les offres seront jugées en prenant en compte les critères, non exhaustifs et non hiérarchisés suivants :

- le prix proposé ;
- le projet ;
- la date de l'offre d'achat ;
- les délais et les éventuelles conditions suspensives pour réaliser la vente.

Le dossier d'offre sera présenté, pour avis, à la Commission des Bâtiments, des Routes, Canaux et Déplacements, commission intérieure du Conseil Départemental du Loiret.

En cas d'avis favorable de ladite commission, le dossier sera présenté en Commission permanente du Conseil Départemental du Loiret pour acceptation.

Le Conseil Départemental du Loiret choisira ensuite librement d'accepter ou de refuser l'offre, au vu :

- de la synthèse des différentes offres d'achat reçues le cas échéant ;
- de l'avis de la Commission des Bâtiments, des Routes, canaux et Déplacements ;
- de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat sur la valeur vénale des biens.

La délibération du Conseil Départemental du Loiret décidant la vente deviendra exécutoire après transmission en Préfecture du Loiret au titre du contrôle de légalité et affichage, et sera définitive en l'absence de recours à l'expiration du délai de deux mois.

La décision du Département du Loiret sera notifiée à tous les candidats.

8.3 - Validité des offres

L'offre de contracter est ferme, non modifiable. Elle ne peut être rétractée que par l'envoi d'une lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception par le candidat, avant la date d'ouverture des plis.

8.4 - Précisions

Le Département du Loiret se réserve le droit d'interrompre le processus de vente à tout moment, de ne pas donner suite aux offres reçues ou de renoncer à la vente, sans que les candidats puissent se prévaloir d'un quelconque préjudice.

Le Département du Loiret n'aurait pas à justifier une telle décision qui serait dans cette hypothèse motivée par une considération d'intérêt général.

L'interruption du processus de vente serait alors publiée sur le site internet du Conseil Départemental du Loiret www.loiret.fr

Le Département du Loiret pourra également décider de proroger les délais prévus pour les visites et la remise des offres. Les personnes ayant visité et déclaré leur identité et adresse se verront alors informées par lettre simple ou courriel.

Le Département du Loiret se réserve la possibilité de demander à entendre les candidats afin qu'ils exposent leur projet, le montage financier et leurs références sur des opérations similaires.

ARTICLE 9 - REGULARISATION DE LA PROMESSE DE VENTE PUIS DE L'ACTE DE VENTE

La promesse de vente et l'acte de vente seront rédigés par actes notariés.

Délai de signature de la promesse de vente : le candidat dont l'offre aura été acceptée s'oblige à signer une promesse de vente notariée dans le délai maximum d'un mois à compter de la notification de la délibération exécutoire.

Indemnité d'immobilisation à verser par l'acquéreur : 5 % du prix au jour de la signature de la promesse de vente.

Paiement du prix : paiement comptant, en totalité, le jour de la signature de l'acte authentique qui constatera la vente, par virement bancaire au compte du notaire rédacteur ;

Frais : le candidat acquitte toutes les taxes, tous frais, salaires et émoluments se rapportant à la vente. Il fait son affaire personnelle des honoraires de ses conseils.

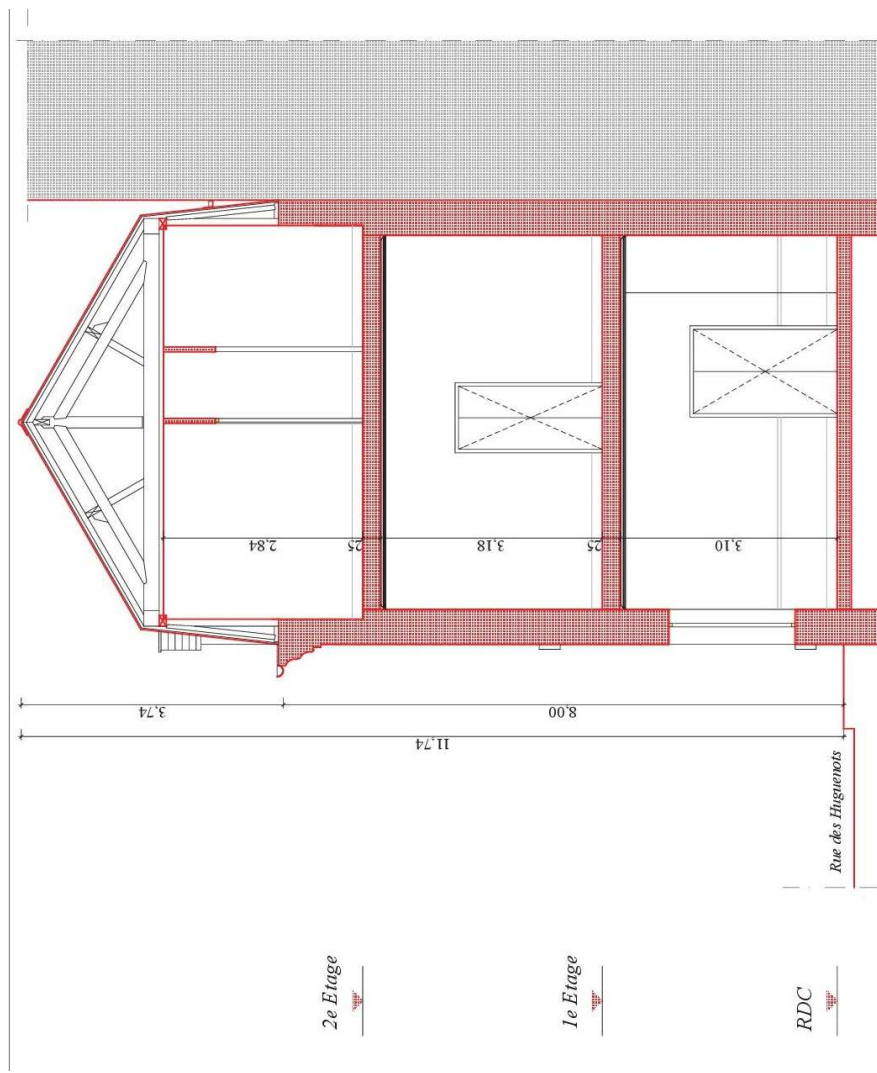


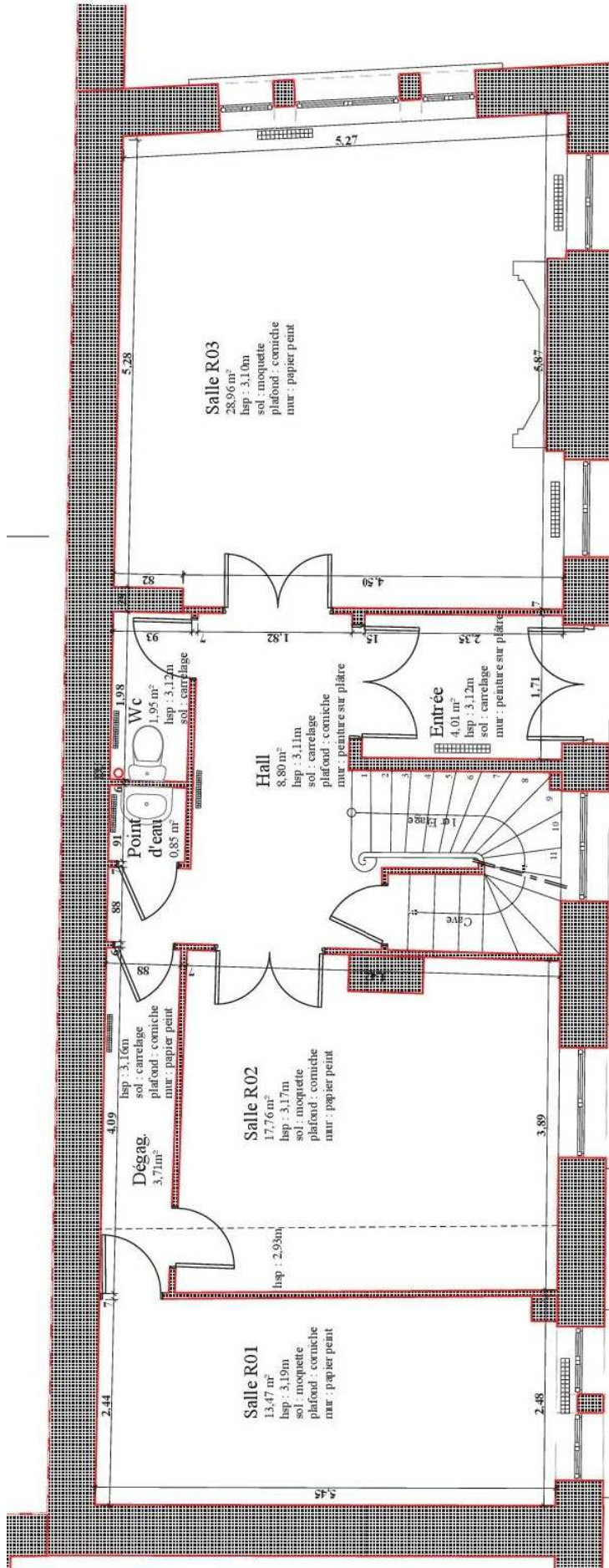
ANNEXES

- ⇒ Annexe 1 : PLANS
- ⇒ Annexe 2 : DIAGNOSTICS.

ANNEXES 1 : PLANS

COUPE





Salle E01
14.25 m²
hsp : 3.12m
sol : moquette
plafond : corniche

Dégag.
4.55 m²
hsp : 3.07m
sol : moquette
plafond : corniche

Dégag.
3.31 m²

Salle E02
8.85 m²
hsp : 3.15m
sol : moquette
plafond : corniche

Hall
5.24 m²
hsp : 3.11m
sol : scouple

Salle d'eau
2.36 m²
hsp : 3.15m
sol : pastique

Wc
2.36 m²
hsp : 1.59m
sol : plastique

Wc
2.36 m²
hsp : 1.22m
sol : plastique

Dégag.
3.20 m²
hsp : 3.16m
sol : moquette

Salle E03
27.09 m²
hsp : 3.18m
sol : moquette
plafond : corniche
mur : boiserie la 0.85m

Salle E04
5.21 m²
hsp : 3.17m
sol : moquette
plafond : corniche

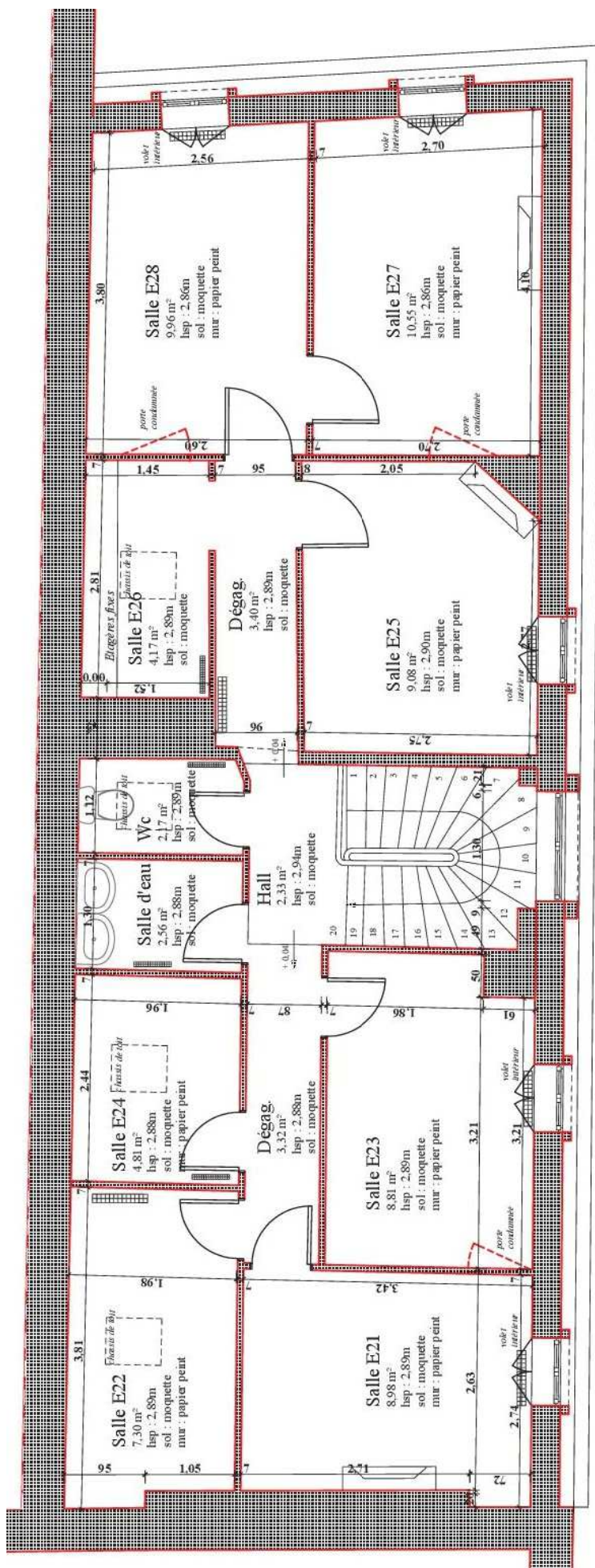
portes condamnées

courtoisier EDI

VH

Rue des Huguenots

2ème ETAGE



Rue des Huguenots

A 09 - Cession de terrain à ORMES au lieu-dit Champ de Sary

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'abroger l'article 2 de la délibération n°A04 de la Commission permanente du 25 mai 2018.

Article 3 : Il est décidé de céder le lot 4 d'une superficie de 2 032 m². Le lot 4 est issu des parcelles cadastrées section B n°1025 (1 768 m²) et B n°1030 (3 881 m²) au prix de vente de 71 120 € HT (35 €/m²), soit 85 344 € TTC, au profit de la **société civile immobilière ADTEC IMMO**, dont le siège social est situé à ORMES - 16 rue du Vivier, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Tribunal de Commerce d'Orléans, au capital de 500 €, sous le numéro de SIREN 835 337 007.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental du Loiret est autorisé à signer tous actes et pièces liés à cette vente.

Article 5 : La recette liée à la cession du lot 4, d'un montant de 71 120 € HT, soit 85 344 € TTC, est imputée sur l'opération de travaux 2014-01584 chapitre 77 - nature 775 - action E0202201.

A 10 - Elargissement de l'A10 au nord d'Orléans - Commune de SARAN - Cession d'emprise et convention de servitude de passage

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

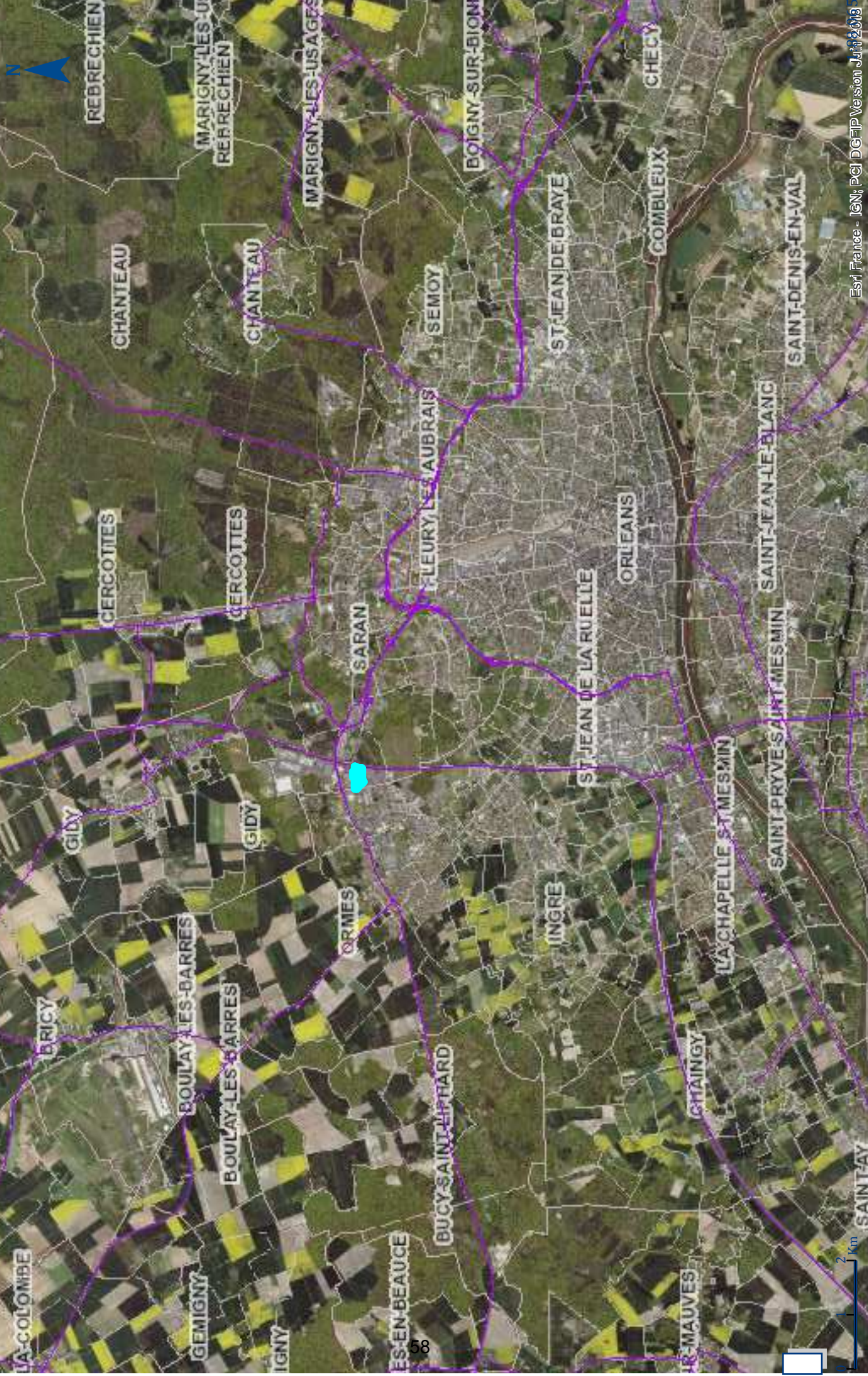
Article 2 : Il est décidé d'approuver la vente d'une partie de la parcelle AD 137 sise à SARAN pour environ 1 840 m² au prix d'environ 67 620 € à la Société COFIROUTE, Société Anonyme dont le siège social est situé 12-14 rue Louis BLERiot CS 30035 - 92500 - RUEIL MALMAISON, immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 552.115.891, concessionnaire des autoroutes A 10 et A 71, et agissant au nom et pour le compte de l'État, ou toute personne qu'elle se substituerait, dans les conditions indiquées dans l'offre de l'acquéreur, tous frais et droits de l'acquisition à la charge de l'acquéreur.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la constitution d'une servitude perpétuelle et réelle de droit de passage sur le fonds du Département - fonds servant - pour l'accès au DPAC - fonds dominant - en utilisant la parcelle AD 435, tel que défini sur le plan en annexe de la présente délibération. Cette servitude est consentie au profit de COFIROUTE et de son concédant, l'État, et plus généralement à l'exploitant de l'infrastructure ainsi que des entreprises dument mandatées par lui. Cette constitution de servitude est consentie contre une indemnité forfaitaire de 2 450 €.

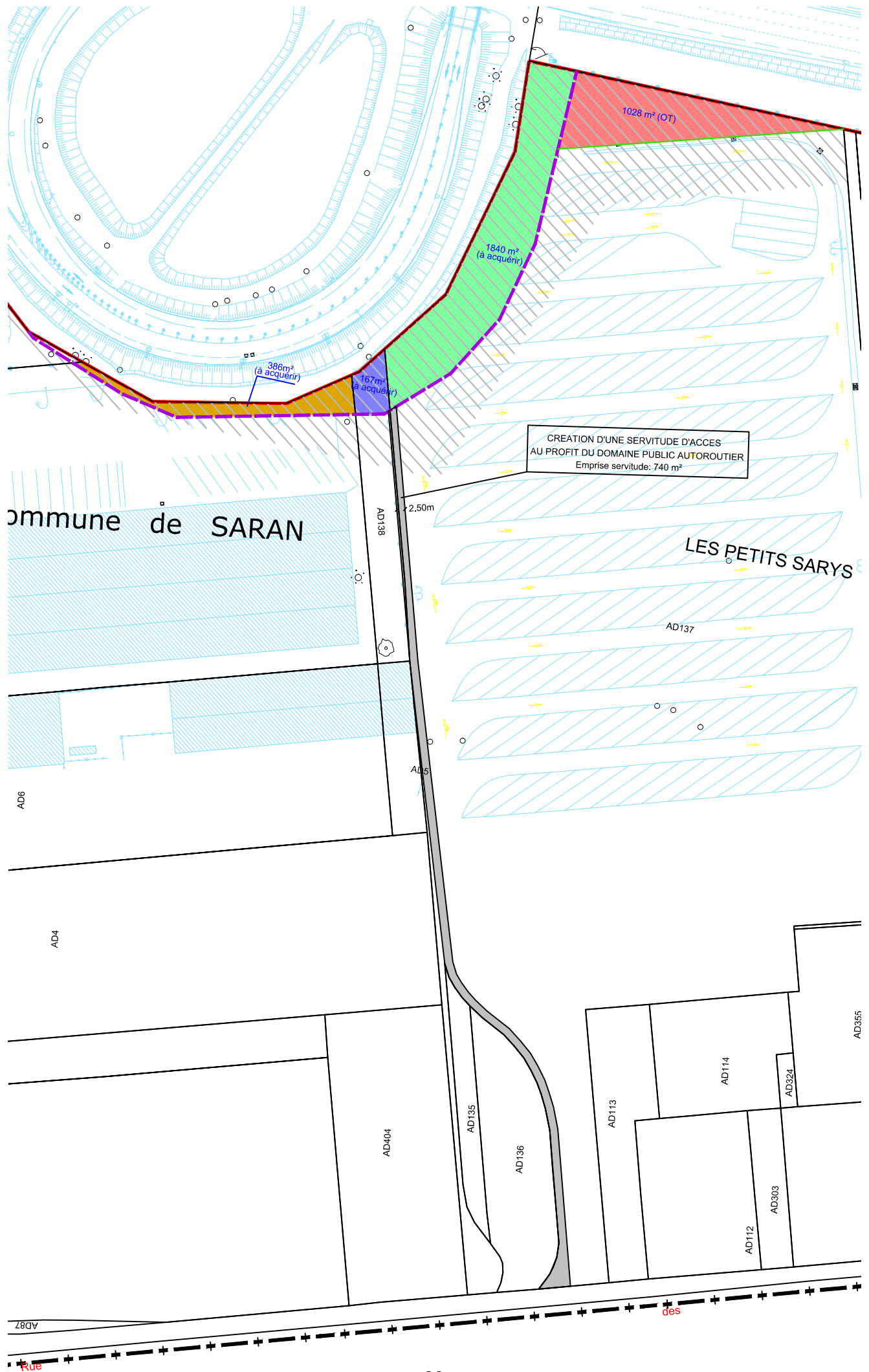
Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer, au nom du Département, les actes administratifs ou notariés correspondants ainsi que tous documents et pièces nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

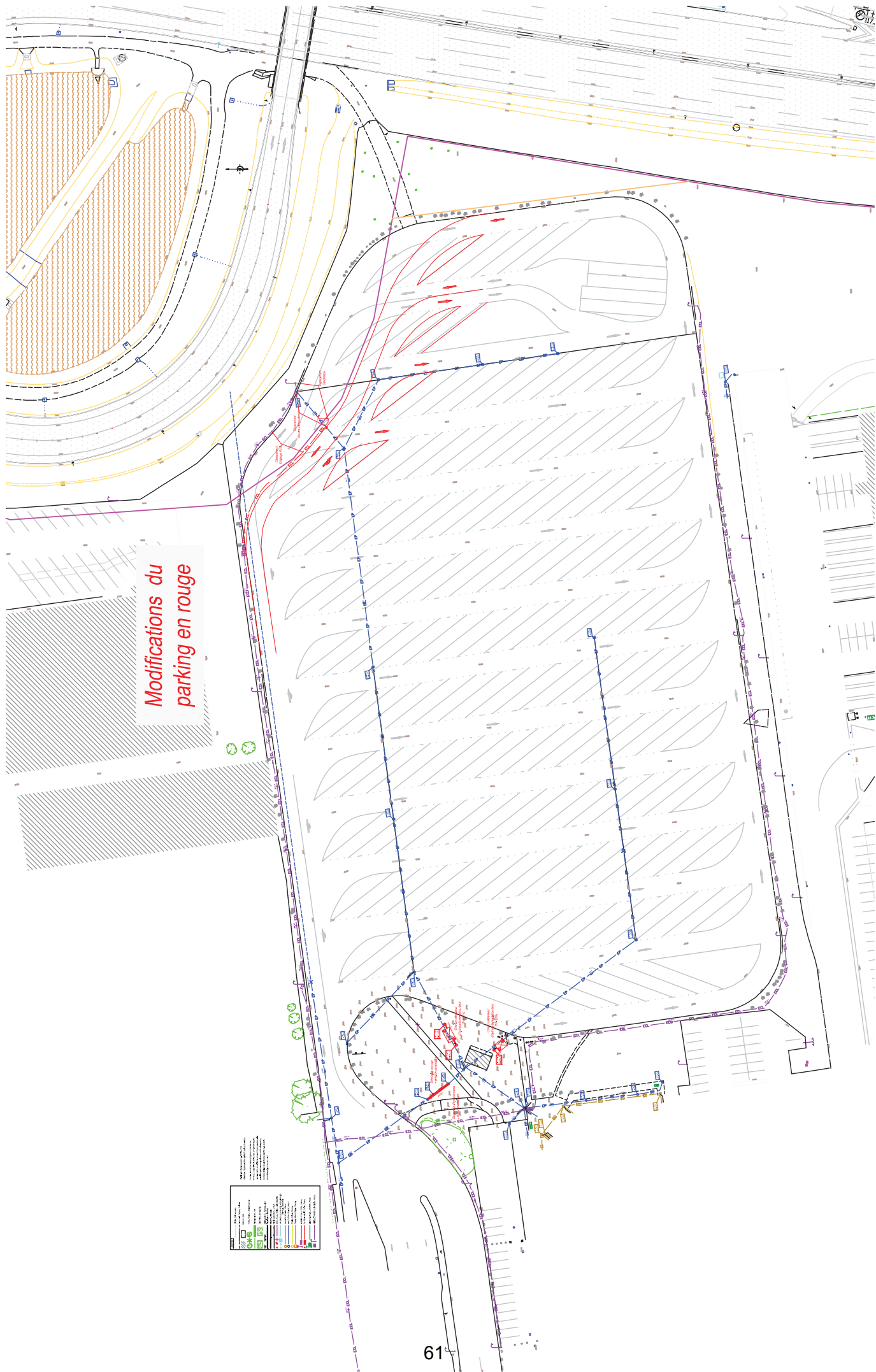
Article 5 : Il est décidé d'imputer les recettes, d'un montant total d'environ 70 070 €, sur le chapitre 77, nature 775, action G0701102 du budget départemental 2019.

Saran - Parking Poids Lourds - Situation









DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DU CENTRE-VAL DE LOIRE ET DU DÉPARTEMENT DU LOIRET

Pôle d'Évaluations Domaniales

CITÉ ADMINISTRATIVE COLIGNY – BAT P3

131 rue du Faubourg Bannier

CS 54211

45042 ORLEANS CEDEX 1

Enquêtrice : Muriel LOUIS

Tél. : 06 11 52 04 43

Courriel : muriel.louis1@dgfip.finances.gouv.fr

Référence : 2018-45302V0060

TERRIER N° 10

COMMUNE DE SARAN

Propriétaire :

DEPARTEMENT DU LOIRET

Hôtel du Département

BP 2019

15, rue Eugène Vignat

45000 ORLEANS

Références cadastrales, emprises et descriptions sommaires des immeubles :

Plan Parcellaire	Parcelles	Adresse / Lieu-dit	Zonage	Contenance totale/m ²	Contenance à acquérir/m ²	Nature	Valeur retenue/m ²
47	AB 533 (DP)	Route Départementale n°702	NC	12	12	Voirie	À l'euro symbolique
52	AC 538 (DP)	Route d'Ormes	1Nai	342	342	Voirie	À l'euro symbolique
53	AC 539 (DP)	Route d'Ormes	1Nai	159	159	Voirie	À l'euro symbolique
23	AD 137	Route d'Ormes	1Nai	39 033	5 763	Voirie	À l'euro symbolique
54	AD 540 (DP)	Route d'Ormes	1Nai	448	448	Voirie	À l'euro symbolique
55	AD 541 (DP)	Route d'Ormes	1Nai	217	217	Voirie	À l'euro symbolique
		Total			6 941		

Origine de propriété : non connue.

Situation locative : Parcelles présumées libres.

INDEMNITE DE DEPOSSESSION :

a. Indemnité principale :

Elle doit correspondre à la valeur de l'immeuble qui s'établit de la façon suivante (cf prix retenus dans la note de l'ESG du 25/05/2016 et dans le protocole d'accord d'indemnisation de l'autoroute A10 signé le 28/11/2017) :

6 parcelles à 1 € =	6 €	6 €
	-----	----
Total	6 €	6 €

b. Indemnités accessoires :

Celles-ci ne sont allouées que si le projet est déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral.

1) -Indemnité de emploi : 0,30 € 0,30 €
fixée selon barème ci-dessous :
20% jusqu'à 5 000 € du montant de la valeur vénale
15% de 5 000 à 15 000 €
10 % pour le surplus
Pour les biens appartenant aux collectivités (département, communes) : 5 %

Total de l'indemnité de dépossession : 6,30 €

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DU CENTRE-VAL DE LOIRE ET DU DÉPARTEMENT DU LOIRET

Pôle d'Évaluations Domaniales

CITÉ ADMINISTRATIVE COLIGNY – BAT P3

131 rue du Faubourg Bannier

CS 54211

45042 ORLEANS CEDEX 1

Enquêtrice : Muriel LOUIS

Tél. : 06 11 52 04 43

Courriel : muriel.louis1@dgfip.finances.gouv.fr

Référence : 2018-45302V0060





TERRIER N° 11

COMMUNE DE SARAN

Propriétaire :



Références cadastrales, emprises et descriptions sommaires des immeubles :

Plan Parcellaire	Parcelles	Adresse / Lieu-dit	Zonage	Contenance totale/m ²	Contenance à acquérir/m ²	Nature	Valeur retenue/m ²
		1495 route d'Ormes	INai	23 000	997	Fond de terrain industriel	35 €
		Les Petits Sarry	INai	967	330	Fond de terrain industriel	35 €
		Total			1 327		

Origine de propriété : Acquisition selon acte établi le 23 avril 2015, publié le 6 mai 2015 sous la référence 2015P03195.

Situation locative : Parcelles occupées .

Occupant:

Orléans Transport

AMENAGEMENT de l'AUTOROUTE A10 au NORD d'ORLEANS

Département : LOIRET

Commune : SARAN

Terrier : 00010

PROMESSE UNILATÉRALE DE VENTE Immeuble non bâti

ENTRE

Le(s) soussigné(s),

PROPRIETAIRE

- DEPARTEMENT DU LOIRET - CD 45

A l'attention de M. le Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département BP 2019 15 rue Eugène Vignat - ORLEANS (45000)

Désigné(s) sous le vocable « **le PROMETTANT** »

Et

La Société COFIROUTE, Société Anonyme au capital de 158.282.124 €,

Dont le siège social est 12-14 rue Louis BLERIOT CS 30035 – 92500 - RUEIL MALMAISON;

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE, sous le numéro SIRET 552.115.891.RCS NANTERRE,

Concessionnaire des autoroutes A10 et A71, et agissant de ce fait « au nom et pour le compte de l'Etat »,

Représentée par Monsieur Etienne Le FORESTIER de QUILLIEN - Chef de projet foncier ;

Désignée ci-après sous le vocable « **le BENEFICIAIRE** »,

ARTICLE 1 : OBJET

Le Promettant s'engage à vendre à l'immeuble dont il se déclare propriétaire et dont la désignation suit :

Commune SARAN

Référence cadastrale					Numéro du plan	Acquisition		Non acquis	
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²		N°	Empr.m²	N°	Surf. m²
AD	AD 137	S	Les Petits Sarys	39 033	23	460	1840	459	37 193
Total en m²							1840		

tel que ledit immeuble existe avec toutes ses dépendances, tous droits de mitoyenneté, pouvant en dépendre, et tous immeubles par destination pouvant y être attachés sans aucune exception et sans réserve et tel qu'il est représenté sur le plan ci-annexé.

Ledit immeuble est situé dans le périmètre des travaux d'aménagement de l'A10 au Nord d'Orléans déclaré d'utilité publique (D.U.P.) en date du 9 juillet 2018.

La surface définitivement aliénée sera déterminée par un document d'arpentage réalisé par un Géomètre-Expert au frais du BENEFICIAIRE, sauf dans le cas où il s'agit d'une parcelle entière.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L'ENGAGEMENT

Le « PROMETTANT » s'engage à vendre ledit immeuble au « BENEFICIAIRE », si ce dernier en fait la demande dans le délai de 6 mois à dater de la signature des présentes. Il engage expressément ses héritiers ou représentants, fussent-ils mineurs ou autrement incapables, à vendre à la première réquisition du « BENEFICIAIRE » l'immeuble dont il s'agit. La réalisation de la présente promesse de vente ne pourra être faite qu'à la condition que la demande lui ait été transmise par lettre recommandée avec avis de réception au domicile ci avant élu, avant le délai fixé ci-dessus.

La vente sera faite aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière.

Le transfert de propriété sera opéré à la diligence du « BENEFICIAIRE » par acte notarié.

ARTICLE 3 : PRIX

Ladite vente, si la réalisation en est demandée, est consentie et acceptée moyennant le prix de : **67 620,00 euros, toutes indemnités comprises et confondues.**

(en lettres : Soixante Sept Mille Six Cent Vingt Euros)

Ce prix inclut toutes indemnités de emploi ou autres, dues en matière d'expropriation.

Il se décompose comme suit :

Indemnité Principale: $1840\text{m}^2 \times 35\text{€/m}^2 =$	64 400,00 Euros
--	-----------------

Remploi :	3 220,00 Euros
-----------	----------------

TOTAL :	67 620,00 Euros
----------------	------------------------

Indemnité(s) accessoire(s) :	Euros
------------------------------	-------

Indemnité de libération rapide	Euros
--------------------------------	-------

TOTAL :	67 620,00 Euros
----------------	------------------------

Lequel prix sera soit payé ou consigné à la signature de l'acte notarié.

Le prix est ferme, définitif et indépendant de la surface exacte définie par le Géomètre-Expert en charge de la production du DMPC, dans la mesure où le présent document est établi sans garantie de mesure. De ce fait, il ne pourra être exercé respectivement aucun recours en indemnité, réduction ou augmentation du prix, quelle que puisse être la différence fût-elle supérieure ou inférieure au vingtième.

ARTICLE 4 : PRISE DE POSSESSION

Le « PROMETTANT » l'y autorise expressément à libérer l'emprise désignée à compter de la signature des présentes.

Le « BENEFICIAIRE » a la faculté de prendre possession desdits biens à compter de la signature des présentes.

ARTICLE 5 : CONDITIONS GÉNÉRALES

Cette vente sera faite sous les garanties de fait et de droit les plus étendues en la matière et aux conditions suivantes :

1. Le « PROMETTANT » soussigné déclare que les terrains objet de la présente promesse de vente ne sont grevés d'aucun privilège, servitude, hypothèque ou autres droits réels, à l'exception de -----

2. Il déclare que la situation locative de ces terrains est la suivante :

La (les) parcelle(s)..... est (sont) libre(s) de toute location ou occupation.

La (les) parcelle(s)..... est (sont) louée(s) en vertu du contrat suivant : à

en vertu du contrat suivant :

Le « BENEFICIAIRE » fera son affaire du règlement de l'indemnité d'éviction due au locataire – occupant – exploitant régulièrement dénoncé.

3. Le « PROMETTANT » s'engage à produire une origine de propriété régulière en vue de l'établissement de l'acte authentique de vente.

4. le « BENEFICIAIRE » acquittera les contributions foncières afférentes aux biens objet de la présente promesse de vente à compter du 1^{er} janvier suivant la date de l'acte authentique qui la régularisera. La taxe d'habitation de l'année en cours est intégralement à la charge du promettant dès lors qu'il a occupé l'immeuble au 1^{er} janvier.

5. Le prix stipulé à l'article 3 sera versé par le « BENEFICIAIRE » entre les mains du Notaire chargé de la régularisation de la vente, préalablement à la signature de l'acte.

Après signature de cet acte, cette indemnité sera remise par le Notaire au vendeur sur justification que les parcelles cédées ne sont grevées d'aucune inscription hypothécaire ou sur justification de la radiation des inscriptions existantes.

6. Les frais de l'acte de vente seront à la charge du « BENEFICIAIRE ». Toutefois, resteront à la charge du promettant, les frais de mainlevée et de purge des hypothèques s'il y en a, ou tous autres frais préalables à la vente.

Le coût des formalités nécessaires à l'obtention des autorisations prévues par la loi en présence d'incapables sera supporté par le « BENEFICIAIRE ».

7. Le « PROMETTANT » s'interdit de consentir toute autre cession des terrains sus-désignés ainsi que toute location (ou nouvelle location),

8. Le « PROMETTANT » s'oblige formellement à ne conférer à des tiers aucun droit réel, servitude ou charge quelconque autre que ceux qui peuvent déjà exister.

9. Le « BENEFICIAIRE » se réserve le droit de demander en justice l'annulation de tous actes faits en violation de la présente promesse nonobstant tous dommages intérêts.

10. Le « PROMETTANT » s'engage à régulariser la cession par acte authentique à la première demande du « BENEFICIAIRE », ou du Notaire chargé de recevoir l'acte.

11. Le « PROMETTANT » donne, par la présente, pouvoir à tout Géomètre-Expert désigné par le « BENEFICIAIRE » **pour signer en lieu et place tous les documents modificatifs du parcellaire cadastral** nécessaires pour finaliser la présente vente.

ARTICLE 6 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente promesse est, en outre consentie sous les conditions suspensives suivantes :

- 1) Du non exercice de tout droit de préemption qui pourrait être accordé par la loi sur la vente des terrains, objet des présentes,
- 2) De la signature de la convention de délaissement par l'exploitant,
- 3) De la réalisation du Document Modificatif du Parcellaire Cadastral qui attestera de la surface exacte d'emprise.

Il est par ailleurs expressément convenu que les conditions suspensives stipulées ci-dessus le sont au profit des deux parties et, en conséquence, elles pourront se prévaloir de leur défaillance, laquelle ne sera réputée acquise que par la notification de la décision d'en bénéficier, au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception.

A défaut de cette notification, une des parties pourra exiger au besoin par voie de justice, la réalisation de la vente aux conditions convenues.

ARTICLE 7 : CONDITIONS PARTICULIÈRES

Le paiement de l'indemnité de libération rapide est conditionné à la signature amiable du propriétaire et du locataire.

Cette indemnité intègre notamment :

- 1) La contrainte de devoir libérer immédiatement les parcelles,
- 2) L'autorisation pour des emprises complémentaires dans la limite de 10% de la surface totale d'emprise.

ARTICLE 7 : LITIGES

Tout litige relatif à l'application du présent document et à ses suites sera de la compétence du Tribunal de Grande Instance du lieu de l'immeuble.

Fait en 2 exemplaires à Le

Nom(s) et signature(s) du (des) Promettant(s)

Notaire du « PROMETTANT » : Maître, Notaire à

Notaire du « BENEFICIAIRE » : Maître DUROS Delphine, Notaire à ORLEANS.

Pour toutes correspondances :

**SYSTRA FONCIER
17 Rue Albin Haller
86000 POITIERS**

CONSTITUTION DE SERVITUDE DE PASSAGE

ENTRE

DEPARTEMENT DU LOIRET – CD 45

Hôtel du Département

BP 2019

Demeurant : 15 Rue Eugène Vignat 45000 ORLEANS

Ci-après désigné le « **Propriétaire** »

d'une part,

ET

COFIROUTE, Société Anonyme au capital de 158.282.124 €,

Dont le siège social est 12-14 rue Louis BLERiot CS 30035 – 92500 - RUEIL MALMAISON;

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE, sous le numéro SIRET 552.115.891.RCS NANTERRE,

Concessionnaire des autoroutes A10 et A71, et agissant de ce fait « au nom et pour le compte de l'Etat »,

Représentée par Monsieur Etienne Le FORESTIER de QUILLIEN - Chef de projet foncier ;

Ci-après désigné le « **Bénéficiaire** »
d'autre part

Ci-après dénommés collectivement « Parties » et individuellement « Partie ».

PREAMBULE :

L'exploitation de l'Autoroute A10 est assurée par COFIROUTE au titre d'une convention de concession signée avec l'Etat et approuvée par décret du 12 mai 1970.

Or, l'exploitation de l'Autoroute A10 au Nord d'Orléans nécessite l'accès au Domaine Public Autoroutier Concédé géré par COFIROUTE (DPAC) pour l'entretien de ses équipements.

L'accès au DPAC se fait par l'extérieur des emprises de l'Autoroute A10, nécessitant ponctuellement un passage sur des propriétés privées.

L'accès doit pouvoir être maintenu pendant toute la durée d'exploitation de l'Autoroute A10, pour permettre sa surveillance et son entretien. Ainsi, une servitude de passage doit être instituée afin de fiabiliser l'accès à la parcelle prochainement cadastrée AD460.

Sur la commune de SARAN, une servitude de passage est demandée sur la parcelle cadastrée AD435 pour l'accès au DPAC. La parcelle constituant la servitude appartient au Département du LOIRET - CD45 déclarant en être propriétaire.

Les Parties, vu les droits conférés pour la création de servitudes, ont convenu ce qui suit :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir :

- Les conditions d'exécution de la servitude de passage ;
- Les conditions d'indemnisation relatives à la mise en œuvre et à l'existence des servitudes.

Article 2 - NATURE ET ASSIETTE DE LA SERVITUDE

Le Propriétaire concède au Bénéficiaire à titre de servitude perpétuelle et réelle le droit de passage sur son fonds - fonds servant – pour l'accès au DPAC - fonds dominant en utilisant le passage situé sur la parcelle AD435 tel que défini en annexe 1.

Cette servitude est consentie au profit du Bénéficiaire et de son concédant, l'Etat, et plus généralement, à l'exploitant de l'infrastructure ainsi que des entreprises dument mandatées par lui.

Il est à noter que les parcelles concernées, celle du fonds servant et celle du fonds dominant, font l'objet d'acquisitions en cours à la date de signature des présentes. En conséquence, la désignation des parcelles ci-dessous ainsi que leurs surfaces peuvent être modifiés à l'issue de la publication des actes de vente. Cela ne remet pas en cause les engagements pris dans la Convention, en particulier sur l'assiette de la servitude telle que définie en annexe 1. Par anticipation, est prise comme hypothèse la propriété foncière telle que mentionnée à l'issue de l'enquête parcellaire qui s'est déroulée en date du 1^{er} décembre 2017 au 18 janvier 2018 portant sur le projet d'aménagement de l'Autoroute A10 au Nord d'Orléans.

La servitude ainsi concédée s'exercera sur la partie de parcelle ci-après désignée.

Commune : **SARAN (45)**

Fonds dominant : DPAC, parcelle AD460 (à l'issue des acquisitions, il est prévu aujourd'hui que cette parcelle soit propriété de l'Etat et sous gestion de COFIROUTE en tant que concessionnaire autoroutier. Ses références cadastrales (Section, numéro, contour, surface...) peuvent être modifiées).

Département et commune	Lieu-dit	Section cadastrale	N° des Parcelles	Contenance totale		
				ha	a	ca
45 SARAN	Les Petits Sarys	AD	460		18	40

Fonds servant : Département du LOIRET CD45, parcelle AD 435 (à l'issue des acquisitions, il est prévu aujourd'hui que cette parcelle reste propriété du Département du LOIRET CD45. Ses références cadastrales (Section, numéro, contour, surface...) peuvent être modifiées).

45 SARAN	Lieu-dit	Section cadastrale	N° des Parcelles	Contenance totale			Contenance Servitude en m²
				ha	a	ca	
	Les Petits Sarys	AD	435	03	89	08	700
TOTAL							700 m²

L'accès au DPAC s'effectue depuis la Rue des Châtaigniers puis sur la parcelle AD435 où se situe la servitude de passage propriété du Département du LOIRET CD45.

La présente assiette de la servitude de passage est représentée sur le plan joint en annexe 1 et approuvé par les Parties.

La fréquence d'accès à la plateforme désigné au présent préambule est estimée à environ une fois par semaine à une fois par mois et en tant que de besoin en cas d'urgence à intervenir.

Le passage devra permettre la circulation de tout véhicule léger, et poids lourds, indispensable à la maintenance des équipements.

Si des travaux d'aménagement s'avèrent nécessaires pour répondre aux besoins du fonds dominant, ces derniers seront réalisés par le Bénéficiaire.

Article 3 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire usera des servitudes conformément à leur destination telles que définies ci-dessus.

En cas de dégradation de l'accès de son fait, il s'engage à remettre en état les lieux tels qu'ils étaient initialement.

Si le Bénéficiaire entend changer l'assiette de la servitude, il devra en informer le Propriétaire au moins un mois à l'avance par LRAR en précisant les modifications qu'il envisage et la durée des travaux en découlant.

Article 4 - OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Le Propriétaire devra laisser en tout temps le libre passage au Bénéficiaire. Il s'interdit toute construction et/ou aménagement sur l'assiette de la servitude telle que définie sur le plan joint.

Il ne pourra édifier de clôture ou poser un portail d'accès sauf accord entre les Parties.

Il s'oblige, tant pour lui - même que pour son éventuel exploitant, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation du passage et des éventuels aménagements que le Bénéficiaire aurait été appelé à réaliser.

En cas de dégradation de son fait, le Propriétaire sera tenu, sur simple demande du Bénéficiaire, de remédier à leurs frais aux dommages causés.

A défaut, le Bénéficiaire fera exécuter les travaux aux frais du Propriétaire.

Si le Propriétaire entend changer l'assiette de la servitude, il devra en informer le Bénéficiaire au moins un mois à l'avance par LRAR en précisant les modifications qu'il envisage et la durée des travaux en découlant.

En cas de cession à titre gratuit ou onéreux d'une ou plusieurs des parcelles susvisées, le Propriétaire s'engage à informer le futur cessionnaire ou acquéreur de l'existence de ces servitudes.

Le Propriétaire engage expressément ses héritiers ou ses représentants, fussent-ils mineurs ou autrement incapables, à accepter la servitude décrite dans le présent document à première demande du bénéficiaire.

Article 5 -INDEMNITES

Cette constitution de servitude est consentie contre une indemnité forfaitaire dont le montant a été convenu à 2 450,00€.

Article 6 - DUREE DE LA CONVENTION

La Convention prend effet à la date de signature par les Parties et est conclue pour une durée illimitée.

Article 7- ACTE AUTHENTIQUE

La Convention fera l'objet d'un acte authentique sur justification du titre de propriété faisant suite à la finalisation des acquisitions foncières actuellement en cours sur la commune de SARAN(45).

Article 8 - ENREGISTREMENT

La Convention est soumise à enregistrement.

Elle doit en outre, être publiée, au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble à la diligence et aux frais du Bénéficiaire qui s'y oblige.

Cette publication interviendra par acte notarié auprès de Maître DUROS Delphine notaire à Orléans (45), réitérant la présente Convention de servitude.

Fait en trois (3) exemplaires originaux.

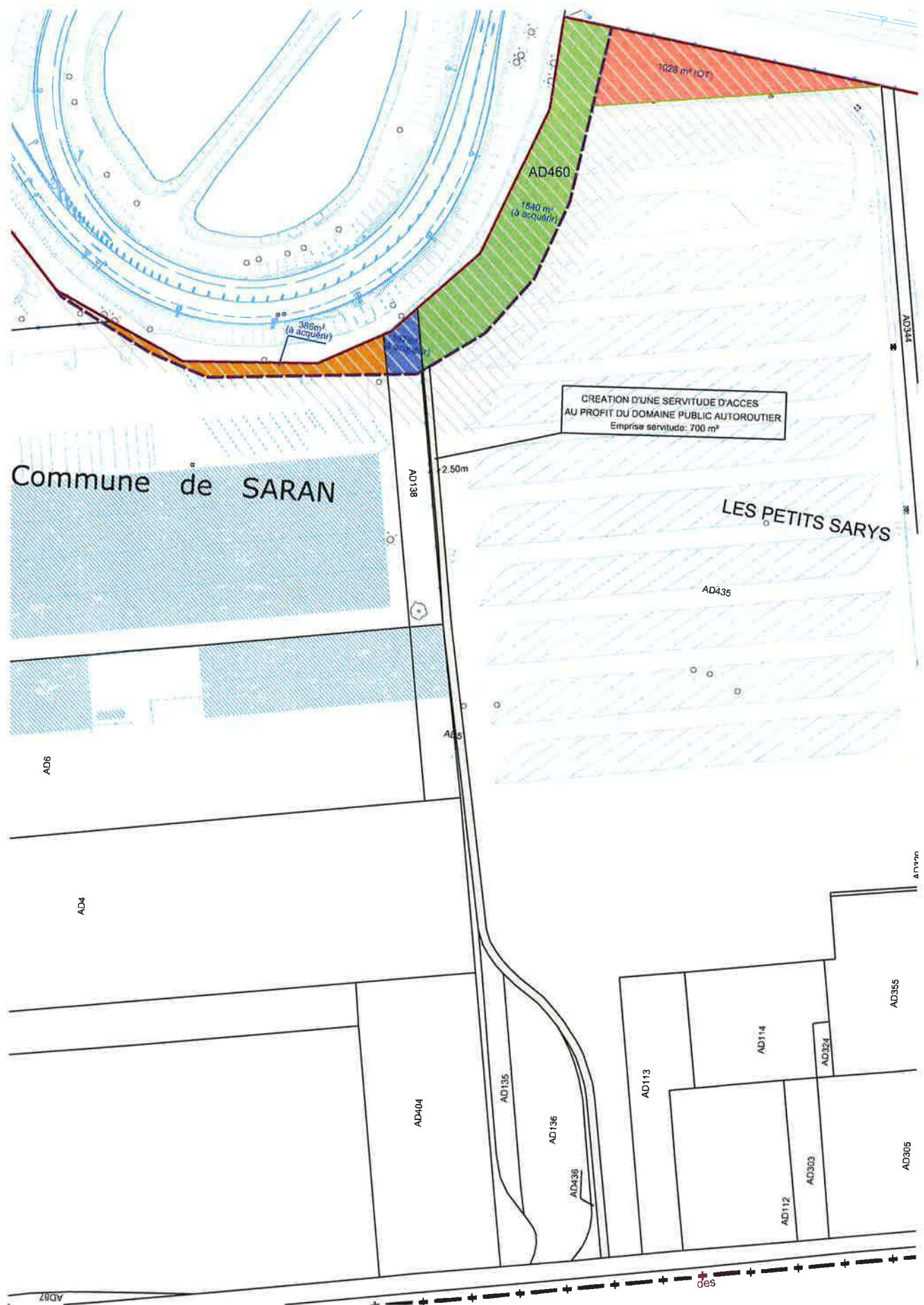
A

Le

Le Propriétaire

Le Bénéficiaire

ANNEXE 1



A 11 - Déviation RD 921 entre Jargeau et Saint-Denis-de-l'Hôtel - Acquisitions - Indemnisations

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 26 voix pour et 1 voix contre.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes du bulletin de règlement des indemnités, tel qu'annexé à la présente délibération, à Monsieur Benoît DURELLE, exploitant, immatriculé au RCS d'Orléans, SIREN 390 403 764, dont le siège social se situe Ferme de la Grange, rue de la Grange, 45550 Saint-Denis-de-l'Hôtel concernant les parcelles de l'Indivision DE BEAUCORPS à Saint-Denis-de-l'Hôtel, cadastrées AB 270 de 6 407 m², AB 282 de 3 051 m², AB 284 pour 1 239 m², AB 285 de 9 200 m², AB 296 de 9 686 m² et ZC 715 de 9 787 m², soit au total 39 370 m², visant à l'indemniser pour les dommages causés au système de drainage agricole de ces parcelles pour un montant de 42 256 € HT.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes du bulletin de règlement des indemnités, tel qu'annexé à la présente délibération, aux propriétaires les époux CHARRON, Pierre CHARRON et Micheline ETIENNE épouse CHARRON visant à les indemniser pour les dommages causés au système de drainage agricole des parcelles AH 175 et AH 176 (AH 829, AH 830 et AH 831 après division) à Mardié pour un montant de 33 245,76 € TTC.

Article 4 : Il est décidé d'approuver l'acquisition auprès de l'indivision GUEHENNEC, Madame Madeleine DUTORTRE, née le 19/09/1933 à Mesnil-le-Roi (78), Monsieur Jean-Claude GUEHENNEC, né le 06/12/1960 à Saint-Germain-en-Laye et Madame Annie GUEHENNEC, née le 24/04/1962 à Saint-Germain-en-Laye, des parcelles sur la commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel cadastrées AC 502 de 7 408 m² et AC 504 de 1 961 m² sous DUP, soit au total 9 369 m² au prix de 3 373 €.

Article 5 : Il est décidé d'approuver les termes du bulletin de règlement des indemnités, tel qu'annexé à la présente délibération, aux propriétaires de l'indivision GUEHENNEC, Madame Madeleine DUTORTRE, née le 19/09/1933 à Mesnil-le-Roi (78), Monsieur Jean-Claude GUEHENNEC, né le 06/12/1960 à Saint-Germain-en-Laye et Madame Annie GUEHENNEC, née le 24/04/1962 à Saint-Germain-en-Laye, visant à les indemniser pour la perte de peuplement des parcelles sur la commune de Saint-Denis-de-l'Hôtel cadastrées AC 502 de 7 408 m² et AC 504 de 1 961 m² sous DUP pour un montant de 4 578 €.

Article 6 : Il est décidé d'approuver l'acquisition auprès de Monsieur Stéphane DESCHAMPS, né le 05/01/1965 à Orléans, de la parcelle sur la commune de Marcilly-en-Villette cadastrée AE 456 de 2 758 m² sous DUP, soit au total 9 369 m² au prix de 1 986 €.

Article 7 : Il est décidé d'approuver l'acquisition auprès de la SAS CVGL IMMO, société par actions simplifiée, SIREN 791 178 270 dont le siège social se situe 2 520 route de Jargeau à Sandillon, représentée par M. Vincent LAYMA, son Président, ou toute personne s'y substituant, une partie des parcelles sur la commune de Sandillon cadastrées ZE 122 pour environ 1 083 m² et ZE 123 pour environ 2 439 m² sous DUP, soit environ 3 522 m² au total au prix d'environ 24 246 €.

Article 8 : Il est décidé d'imputer les dépenses correspondantes sur l'opération DEV Jargeau (père : 1999-00561 fille : 2003-0009).

Article 9 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer tous les actes et documents nécessaires à la réalisation de la délibération.

Aménagement de la déviation de la RD921 entre SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL et JARGEAU

Commune : SAINT DENIS DE L HOTEL

Terrier : 067

Indemnisation pour reprise du réseau de drainage

BULLETIN DE REGLEMENT D'INDEMNITES

A l'exploitant

Par les présentes, le soussigné :

Monsieur BENOIT DURELLE

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ORLEANS

SIREN numéro : 390 403 764 SIRET numéro : 39040376400017

Dont le siège social se situe

Ferme de la Grange, Rue de la Grange, 45550 SAINT DENIS DE L'HOTEL

Agissant en qualité d'exploitant agricole des parcelles désignées au tableau ci-dessous :

Commune de : SAINT DENIS DE L'HOTEL (Loiret)

SITUATION D'ORIGINE				EMPRISE	RELIQUAT NON ACQUIS
Section & N°	Lieu dit	Nature cadastrale	Surface (en m²)	Surface (en m²) *	Surface (en m²)
AB 270	Terres de St Nicolas	TERRE	6 407	6 407	-
AB 282	Terres de St Nicolas	TERRE	3 051	3 051	-
AB 284	Terres de St Nicolas	TERRE	1 239	1 239	-
AB 285	Terres de St Nicolas	TERRE	9 200	9 200	-
AB 296	Terres de St Nicolas	TERRE	9 686	9 686	-
ZC 715	Terres de St Nicolas	TERRE	9 787	9 787	-
TOTAL				39 370	-

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre du projet de déviation de la RD921 entre SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL et JARGEAU, le Département du Loiret a pour mission de réparer les préjudices occasionnés par les déboisements / défrichements, les diagnostics et fouilles archéologiques et les dévoiements des réseaux et la création de la déviation de la RD921.

Ce projet de déviation a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2016.

Par application de l'article L 222-2 du Code de l'Expropriation, la déclaration d'utilité publique a pour conséquence juridique de porter résolution de plein droit des locations et baux en cours du jour de l'aliénation intervenant à la suite de celle-ci, par voie amiable ou par celle de l'expropriation.

Le présent bulletin a pour but de fixer les indemnités à verser aux ayants droit.

ARTICLE 2 : CALCUL DE L'INDEMNITE

NATURE DES DEGATS	Prix unitaire	Surface en hectare	MONTANT
<i>Indemnité pour dommages causés au système de drainage agricole des parcelles concernées (devis du 30/11/2018 annexé)</i>			42 256 €
TOTAL HT, EN EUROS			42 256 € HT
TVA			8 451,20 €
TOTAL TTC, EN EUROS			50 707,20 € TTC

ARTICLE 3 : INDEMNITÉS

Le bénéficiaire de l'indemnité déclare accepter, pour solde de tout compte, sans recours ultérieur pour ce qui concerne les parcelles objet du présent bulletin de règlement d'indemnités, la somme de :

42 256 € HT – QUARANTE DEUX MILLE DEUX CENT CINQUANTE SIX EUROS HORS TAXE

ARTICLE 4 : INDEMNISATION

L'indemnisation, objet des présentes établies en réparation de dommages subis par le bénéficiaire dans le cadre du projet de déviation de la RD 921 entre les communes de Jargeau et Saint Denis de l'Hôtel, sera versée dans un délai de deux mois à compter de la délibération des instances départementales, cette indemnité couvrant l'ensemble des préjudices subis et détaillés.

A cet effet, en vue du paiement de ladite indemnité, **un RIB est remis ce jour.**

ARTICLE 5 : RENONCIATION - LITIGES

Le **bénéficiaire de l'indemnité** déclare renoncer à tous recours ultérieurs à l'encontre du Département du Loiret suite aux accords convenus lors des présentes.

Le bénéficiaire donne bonne et valable quittance au DEPARTEMENT DU LOIRET pour ce qui concerne la réparation intégrale des dommages précités et fera son affaire de toute déclaration fiscale ou autre, des sommes perçues.

Pour servir et valoir ce que de droit

Fait en 2 exemplaires originaux

Signature précédée de la mention « *lu et approuvée* »

Monsieur BENOIT DURELLE

A ; Le.....

Signature du : **Département du Loiret**

Représenté par : Monsieur Éric GAUTHIER, Directeur de l'aménagement et du patrimoine

A ; Le.....



M. DURELLE Benoît

15, avenue du Stade

Affaire suivie par Emeric CROSNIER

06 14 02 96 32

45550 SAINT DENIS DE L'HOTEL

Exeau Centre le , 30/11/2018

ASSAINISSEMENT
DRAINAGE
FORAGE
PLANS D'EAU
TRAVAUX PUBLICS

EXFAU CENTRE - Le Bois Chesneau - 282, route Départementale 948 - 45460 BOUZY-LA-FORET
Tel. 02 38 58 30 56 - 02 38 58 90 00 - Télécopie 02 38 58 30 50 - e-mail : exenau@exenau.com
Agence du Cher : Tel. 02 48 58 91 61

1-800-368-6868 ext. 333 • CHICAGO 312-746-2400 • FAX 312-746-2400 • SBBT 312-946-4660/3337 • APT 3402 • E-MAIL info@chicagoapts.com • FR 11:30-5:00 PM

SUITE DEVIS N° : D1811078 00

Page : 2 / 2

N° de prix	NATURE DES TRAVAUX	Quantité	Unité	Prix unitaire	Montant Partiel	Montant Total
14	Participation aux frais d'étude et de plans	1.00	HA	800.00	800.00	
15	Forfait de mise en chantier	1.00	FT	1 200.00	1 200.00	
	MONTANT DES TRAVAUX H.T.					42 256.00
	TVA 20 %					8 451.20
	MONTANT TTC Euros					50 707.20
	Devis aux prix unitaires applicables jusqu'au 31.12.2018 Paiements : 30 % à la livraison PVC et solde à facturation Intérêts de retard de paiement : 2 % par mois					
	L'acceptation et la signature de ce devis impliquent l'adhésion entière et sans réserves aux conditions générales jointes au verso de la page 1.					
	BON POUR ACCORD LE CLIENT		EXEAU La direction			

EXEAU CENTRE SAE
287 route départementale 948
45460 BOUZY LA FORET
RCS Nanterre 122 016 466 410 Z
SIRET 122 016 466 00077
Tél 01 38 30 56 56 Fax 02 38 59 30 50
E-mail : exeau@exeau-sae.fr
TVA BTRACOM FR 12 322 016 466

Aménagement de la déviation de la RD921 entre SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL et JARGEAU

Commune : MARDIE

Terrier : 059

BULLETIN DE REGLEMENT D'INDEMNITES

Aux Propriétaires

Par les présentes, les soussignés :
PROPRIETAIRES INDIVIS

- **Monsieur CHARRON Pierre Georges Louis Henri**; né le 30/06/1937 à LOURY (45)
époux de Madame ETIENNE Micheline; marié le 23/12/1963 à MARDIE (45)
demeurant 24 B Rue Eugène Vignat ORLEANS (45000)

- **Madame ETIENNE Micheline Jacqueline**; née le 01/01/1942 à CHALETTE SUR LOING (45)
épouse de Monsieur CHARRON Pierre ; mariée le 23/12/1963 à MARDIE (45)
demeurant 211 Rue de Génon MARDIE (45430)

Agissant en qualité de propriétaires, des parcelles désignées au tableau ci-dessous :

Commune de MARDIE (Loiret)

Référence cadastrale					Numéro du plan	Acquisition		Acquisition hors emprise		Non acquis	
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m²		N°	Empr.m²	N°	Surf m²	N°	Surf. m²
AH	176	T	Latingy	35189	15	by	9641	ca	7311	bz	18237
Total en m²							9641		7311		

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre du projet de déviation de la RD921 entre SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL et JARGEAU, le Département du Loiret a pour mission de réparer les préjudices occasionnés par les déboisements / défrichements, les diagnostics et fouilles archéologiques et les dévoiements des réseaux et la création de la déviation de la RD921.

Ce projet de déviation a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2016.

Le présent bulletin a pour but de fixer les indemnités à verser aux ayants droit au titre de ces préjudices.

ARTICLE 2 : CALCUL DE L'INDEMNITE

NATURE DES DOMMAGES	Quantité	MONTANTS
Indemnité pour busage d'un fossé entre les parcelles AH 175 et AH 176 à Mardié (selon le devis du 19 novembre 2018 ci-joint)	16 952 m²	33 245,76 €
TOTAL HT en EUROS		27 704,80 €
TVA		5 540,96 €
TOTAL TTC, EN EUROS		33 245,76 €

Paraphe :

ARTICLE 3 : INDEMNITÉS

Les bénéficiaires de l'indemnité déclarent accepter, pour solde de tout compte, sans recours ultérieur pour ce qui concerne les parcelles objet du présent bulletin de règlement d'indemnités, la somme de :

TRENTE-TROIS MILLE DEUX CENT QUARANTE-CINQ EUROS et SOIXANTE SEIZE CENTIMES (33 245,76 €)

ARTICLE 4 : INDEMNISATION

L'indemnisation, objet des présentes établies en réparation de dommages subis par le bénéficiaire dans le cadre du projet de déviation de la RD 921 entre les communes de Jargeau et Saint Denis de l'Hôtel, sera versée dans un délai de deux mois à compter de la délibération des instances départementales, cette indemnité couvrant l'ensemble des préjudices subis et détaillés.

A cet effet, en vue du paiement de ladite indemnité, un RIB est remis ce jour.

ARTICLE 5 : RENONCIATION - LITIGES

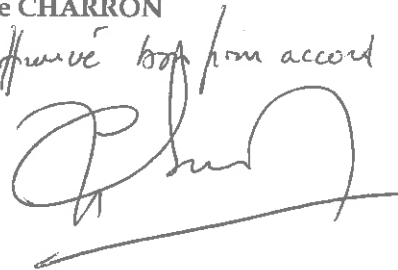
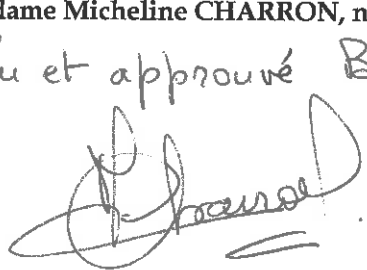
Les bénéficiaires de l'indemnité déclarent renoncer à tous recours ultérieurs à l'encontre du Département du Loiret suite aux accords convenus lors des présentes.

Les bénéficiaires donnent bonne et valable quittance au DEPARTEMENT DU LOIRET pour ce qui concerne la réparation intégrale des dommages précités et feront leur affaire de toute déclaration fiscale ou autre, des sommes perçues.

Pour servir et valoir ce que de droit
Fait en 2 exemplaires

Signature des PROPRIETAIRES, Précédée de la mention manuscrite : « Lu et approuvé - Bon pour accord »

A Oliaus, Le 21 mai 2019

<p>Monsieur Pierre CHARRON</p> <p><i>lu et approuvé bon pour accord</i></p> 	<p>Madame Micheline CHARRON, née ETIENNE</p> <p><i>Lu et approuvé Bon pour accord</i></p> 
---	--

Signature du représentant du DEPARTEMENT DU LOIRET

Précédée de la mention manuscrite : « Lu et approuvé - Bon pour acceptation »

A , Le

Représenté par Monsieur Eric GAUTHIER, Directeur de l'Aménagement et du Patrimoine.

Pièce Jointe

**CRÉATION & CURAGE D'ÉTANGS
TERRASSEMENTS - TRANSPORTS
ASSAINISSEMENTS
LOCATION D'ENGINS**

SARL Christian BOULMIER

91, rue du Maréchal Leclerc - B P 66
Bureau : Rue des Comtesses

45110 CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE
Tél. 02 38 58 43 65 - Fax 02 38 58 51 42
tp@boulmierchristiansarl.fr

Le 19 Novembre 2018

Madame et Monsieur PIERRE CHARRON
24 RUE EUGENE VIGNAT
45000 ORLEANS

DEVIS ESTIMATIF

CHANTIER : <u>PROJET DEVIATION DE LA RD 921</u> <u>ENTRE ST DENIS DE L'HOTEL ET MARDIE</u>			Page 1
OBJET : Busage d'un fossé sur les parcelles 175- 176 - Longueur 126 Ml			
Transfert d'une pelle sur chenilles par camion	1 U	368,00	368,00
Préparation du terrain : Déboisement du fossé à buser sur une longueur de 34 Ml - largeur 4 Ml - Incinération sur place	1 U	792,00	792,00
OPTION : Evacuation des souches par camions sur une plate-forme agréée (Terra-Nature)	10 M3	56,30	563,00
Frais de décharge	10 M3	156,50	1.560,00
Exutoire - Curage du fossé existant y compris déboisement	50 Ml	20,80	1.040,00
Chemin existant empierré sur une longueur de 10 Ml - largeur 6 Ml Terrassement du chemin sur une hauteur de 0,80 Ml - Chargement des déblais sur camions Surface 60 M2	48 M3	13,00	624,00
Evacuation des déblais en décharge contrôlée	48 M3	12,00	576,00
Frais de décharge	48 M3	16,70	801,60
Terrassement du busage Fouille en tranchée - L. 126 Ml - l. 1,30 Ml	126 Ml	21,90	2.759,40
Fourniture Transport Mise en place de : Gravillon de pose 4/16 sur une épaisseur de 0,10 Ml	126 Ml	10,40	1.310,40
Tubes PVC ECOBOX ID 500 SN8	126 Ml	64,00	8.064,00
Remblai autour des Tubes en gravillon 4/16 (V. 79 M3)	126 Ml	32,25	4.063,50
Fourniture Mise en place de Têtes de pont en béton - Hauteur 1,60 Ml	2 U	671,45	1.342,90
Suite Page 2			

au capital de 45 734,71 € - SIRET B 384 037 479 00019 - APE 4312 A - N° TVA FR 90 384 037 479

(Handwritten signature and initials)

Pièce - Jointe

CRÉATION & CURAGE D'ÉTANGS
TERRASSEMENTS - TRANSPORTS
ASSAINISSEMENTS
LOCATION D'ENGINS

SARL **Christian BOULMIER**


91, rue du Maréchal Leclerc - B P 66
Bureau : Rue des Comtesses



45110 CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE
Tél. 02 38 58 43 65 - Fax 02 38 58 51 42
tp@boulmierchristiansarl.fr

Le 19 Novembre 2018

Madame et Monsieur PIERRE CHARRON
24 RUE EUGENE VIGNAT
45000 ORLEANS

DEVIS ESTIMATIF

			Page 2
-	Estimation indicative du remblai Terre Végétale récupérée sur le site Chargement Transport par camion	400 M3	4,70 1.880,00
	Nivellement de la Terre Végétale à la pelle sur chenilles	400 M3	4,90 1.960,00
TOTAL H.T.			27.704,80
T.V.A. 20,00 %			5.540,96
TOTAL T.T.C.			33.245,76 €
*	Ne seront facturés que les mètres réalisés - Une moins-value sera effectuée en cas de longueur ou de fourniture moindre - Une plus-value en cas contraire.		
*	Nos assurances professionnelles responsabilité civile et décennale pour des travaux réalisés en France métropolitaine sont souscrites auprès de l'agence MMA de Châteauneuf S/L sous le numéro de contrat 000000124646050		
*	1 Exemplaire de ce devis sera à me retourner signé		
	Pour Accord : OUI ou NON		
	J. FILIPE	P.G. CHARRON	
			

Aménagement de la déviation de la RD921 entre SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL et JARGEAU

Commune : SAINT DENIS DE L'HOTEL

Terrier : 076

BULLETIN DE REGLEMENT D'INDEMNITES

Aux Propriétaires

Par les présentes, les soussignés :

PROPRIETAIRE INDIVIS/USUFRUITIERE

- **Madame DUTORTE Madeleine** Marie

Née le 19/09/1933 à MESNIL LE ROI (78)

Veuve de Monsieur GUEHENNEC Germain Joachim Marie, mariée le 16/10/1956 à LE MESNIL LE ROI (78)

Demeurant : 61 rue Maurice Berteaux - LE MESNIL LE ROI (78600)

NU-PROPRIETAIRE INDIVIS

- **Monsieur GUEHENNEC Jean-Claude** Germain Marie

Né le 06/12/1960 à SAINT GERMAIN EN LAYE (78)

Epoux de Madame BERNUZEAU Annie Jacqueline Rolande, marié le 20/10/1986 à FEUCHEROLLES (78)

Soumis au régime de la séparation de biens aux termes d'un acte reçu le 15/10/1986 par Maître SORLIN, notaire

Demeurant : 61 bis rue Maurice Berteaux - LE MESNIL LE ROI (78600)

NUE-PROPRIETAIRE INDIVIS

- **Madame GUEHENNEC Annie** Madeleine Marie

Née le 24/04/1962 à SAINT GERMAIN EN LAYE (78)

Epouse de Monsieur BRUEZ Marc, mariée le 04/07/1983 à LE MESNIL LE ROI (78)

Soumise au régime de la séparation de biens aux termes d'un acte reçu le 13/06/1983 par Maître PRAQUIN GUICHARD, notaire

Demeurant : 27 rue des Gravières - LE MESNIL LE ROI (78600)

Agissant en qualité de **PROPRIETAIRE** des parcelles désignées au tableau ci-dessous :

Commune de Saint Denis de l'Hôtel

Référence cadastrale					Num. du plan	Emprise		Reste	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface		N°	Surface	N°	Surface
AC	502	Taillis	Les Penillons	7408	32	a	7408		
AC	504	Taillis	Les Penillons	1961	30	a	1961		
						Total	9369		

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre du projet de déviation de la RD921 entre SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL et JARGEAU, le Département du Loiret a pour mission de réparer les préjudices occasionnés par les déboisements / défrichements, les diagnostics et fouilles archéologiques et les dévoiements des réseaux.

Ce projet de déviation a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2016.

Par application de l'article L 222-2 du Code de l'Expropriation, la déclaration d'utilité publique a pour conséquence juridique de porter résolution de plein droit des locations et baux en cours du jour de l'aliénation intervenant à la suite de celle-ci, par voie amiable ou par celle de l'expropriation.

Le présent bulletin a pour but de fixer les indemnités à verser aux ayants droit.

ARTICLE 2 : CALCUL DE L'INDEMNITE

NATURE DES DEGATS	P.U.	Quantité	MONTANTS
<i>Indemnité pour perte de peuplement, sous DUP</i>			
AC 502 pour partie	0,35 €/m ²	3 408 m ²	1 192,80 €
AC 502 pour partie	0,65 €/m ²	4 000 m ²	2 600,00 €
AC 504	0,40 €/m ²	1 961 m ²	784,40 €
TOTAL en euros			4 577,20 €
TOTAL arrondi à la somme de			4 578 €

ARTICLE 3 : INDEMNITÉS

Le(s) bénéficiaires(s) de l'indemnité déclare(nt) accepter, pour solde de tout compte, sans recours ultérieur pour ce qui concerne les parcelles objet du présent bulletin de règlement d'indemnités, la somme de

4 578 € - QUATRE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DIX-HUIT EUROS

ARTICLE 4 : INDEMNISATION

L'indemnisation, objet des présentes établies en réparation de dommages subis par le bénéficiaire dans le cadre du projet de déviation de la RD 921 entre les communes de Jargeau et Saint Denis de l'Hôtel, sera versée dans un délai de deux mois à compter de la délibération des instances départementales, cette indemnité couvrant l'ensemble des préjudices subis et détaillés.

A cet effet, en vue du paiement de ladite indemnité, **un RIB est remis ce jour.**

ARTICLE 5 : RENONCIATION - LITIGES

Les bénéficiaires de l'indemnité déclarent renoncer à tous recours ultérieurs à l'encontre du Département du Loiret suite aux accords convenus lors des présentes.

Le bénéficiaire donne bonne et valable quittance au DEPARTEMENT DU LOIRET pour ce qui concerne la réparation intégrale des dommages précités et fera son affaire de toute déclaration fiscale ou autre, des sommes perçues.

Pour servir et valoir ce que de droit
Fait en **3 exemplaires originaux**,

Signature du **PROPRIETAIRE**, précédée de la mention manuscrite : « *Lu et approuvé* »

A ; Le.....

GUEHENNEC Madeleine

GUEHENNEC Jean-Claude

BRUEZ Annie

Signature du : **Département du Loiret**,

A ; Le.....

Représenté par : Monsieur Éric GAUTHIER, Directeur de l'aménagement et du patrimoine

A 12 - Délibération portant modification de la constitution de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF) de Jargeau, Darvoy, Férolles et Sandillon en lien avec la déviation de la RD 921 sur les communes de Jargeau/Saint-Denis-de-l'Hôtel

Article 1 : Le rapport est adopté avec 27 voix pour.

Article 2 : L'article 4 de la délibération modifiant la constitution de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF) de Jargeau, Darvoy, Férolles et Sandillon, datée du 15 décembre 2017, susvisé est modifié comme suit :

I. Présidence

Madame Martine RAGEY	Titulaire
Monsieur Christian BRYGIER	Suppléant

II. Elus communaux

Monsieur Jean-Marc GIBEY, Maire de **Jargeau**, ou Monsieur Nicolas CHARNELET, Conseiller municipal désigné par lui,

Monsieur Philippe LODENET, Maire de **Darvoy**, ou Monsieur Yves ROBICHEZ, adjoint au Maire désigné par lui,

Monsieur Gérard MALBO, Maire de **Sandillon**,

Monsieur Rémi SORET adjoint au Maire de **Férolles**, désigné par Monsieur David DUPUIS, Maire de Férolles,

III. Représentants des propriétaires

Pour la commune de **Jargeau** :

- Monsieur Florent TRASSEBOT,
- Monsieur André ROUET,
- En qualité de titulaires,

- Monsieur Thierry DELAHAYE,
- En qualité de suppléant.

Pour la commune de **Darvoy** :

- Monsieur Jean-Claude MORET,
- Monsieur Marc BALLOUX,
- En qualité de titulaires,

- Monsieur Julien MESLAND,
- En qualité de suppléant.

Pour la commune de **Sandillon** :

- Monsieur Jean CIRRODE,
- Monsieur Marcel ROBERT,
- En qualité de titulaires,

- Monsieur Raymond De JESUS,
- En qualité de suppléant.

Pour la commune de **Férolles** :

- Monsieur Hervé ARIBAUD,
 - Monsieur Jean-François BOITARD,
- En qualité de titulaires,
- Monsieur Jean-Patrick BAUDU,
- En qualité de suppléant.

IV. Représentants des exploitants

Pour la commune de **Jargeau** :

- Monsieur Romain LEBOUT,
 - Monsieur Sylvain LANSON,
- En qualité de titulaires,
- Monsieur Fabrice DELAVARANNE,
- En qualité de suppléant.

Pour la commune de **Darvov** :

- Monsieur Denis TRASSEBOT,
 - Madame Virginie MESLAND,
- En qualité de titulaires,
- Monsieur Pascal DUBOIS,
- En qualité de suppléant.

Pour la commune de **Sandillon** :

- Monsieur Valentin CARON,
 - Monsieur Laurent GRASSIN,
- En qualité de titulaires,
- Monsieur David DUPUIS,
- En qualité de suppléant.

Pour la commune de **Férolles** :

- Monsieur Clovis DUCLOUX,
 - Monsieur Stéphane BOITARD,
- En qualité de titulaires,
- Monsieur Claude-Loïc LAMBERT,
- En qualité de suppléant.

V. Personnes qualifiées en matière de faune, de flore, de protection de la nature et des paysages

- Monsieur Etienne JOUBERT,
 - Monsieur Philippe PAROU,
 - Madame Louissette DAUBIGNARD,
- En qualité de titulaires,
- Monsieur Sébastien BARON,
 - Monsieur André TERRASSE,
 - Monsieur Michel LACROIX,
- En qualité de suppléants.

VI. Représentants Monsieur le Président du Conseil Départemental

- Monsieur Philippe VACHER, Conseiller Départemental
Membre titulaire,
- Madame Laurence BELLAIS, Conseillère Départementale
Membre suppléant.

VII. Fonctionnaires du Département

- Madame Armelle DENIS,
- Madame Mathilde FOURMAS,
- En qualité de titulaires,
- Monsieur Eric GAUTHIER,
- Madame Francine MORONVALLE,
- En qualité de suppléants.

VIII. Direction Départementale des Finances Publiques

- Monsieur Mickaël VIZIER.

IX. Représentant le maître d'ouvrage

- Monsieur Laurent GICQUEL,
A titre consultatif.

Article 3 : Les autres dispositions de la délibération restent inchangées.

Article 4 : La présente délibération sera affichée pendant quinze jours au moins en mairies de Jargeau, Darvoy, Sandillon, et Férolles. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Article 5 : Monsieur le Directeur général des Services Départementaux est chargé de l'exécution de la présente délibération.

A 13 - Déploiement de la fibre optique ORANGE et SFR - Raccordement des immeubles propriétés du Département - Approbation du principe de raccordement et autorisation à signer les conventions

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver le principe du raccordement à la fibre des immeubles publics ou privés appartenant au Conseil Départemental du Loiret, par tout opérateur habilité à déployer la fibre ou toute autre technologie équivalente.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer, au nom du Département du Loiret, les conventions, à titre gratuit, d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique et les avenants éventuels et toutes les pièces nécessaires à la réalisation de ce projet, selon les modèles de convention joints en annexe à la présente délibération.

CONVENTION D'INSTALLATION, GESTION, ENTRETIEN ET REMPLACEMENT DE LIGNES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT EN FIBRE OPTIQUE

Entre les soussignés

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU LOIRET, Propriétaire du 25 Route d'Olivet 45100 Orléans domicilié au 25 Route d'Olivet 45100 Orléans, et représenté par M BECERRA dûment habilité désigné ci-après sous la dénomination « le Propriétaire »

et
Orange, SA au capital de 10.640.226.396 euros dont le siège social est situé à Paris au 78, rue Olivier de Serres, 75015 Paris, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le N° 380 129 866 ; prise en son Unité de Pilotage Réseau Ouest et représentée par son Directeur en exercice Eric RIBOTEAU dûment habilité à cet effet et y faisant élection de domicile au 5 rue du Moulin de la Garde BP 53149 44331 Nantes CEDEX 03 désignée ci-après sous la dénomination « l'Opérateur »

Il est convenu ce qui suit:

Article 1 – Définitions

Le terme 'Convention' désigne ci-après la présente convention conclue sur le fondement des articles L. 33-6, R. 9-2, R. 9-3 et R. 9-4 du code des postes et des communications électroniques (CPCE). Le terme 'Lignes' désigne ci-après le réseau de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique permettant de desservir un ou plusieurs utilisateurs finals dans les parties communes bâties et non bâties d'un immeuble de logements ou à usage mixte ou dans les voies, équipements ou espaces communs d'un lotissement en vue de fournir des services de communications électroniques. Ce réseau est constitué d'un chemin continu en fibre optique, composé d'une ou plusieurs fibres optiques, partant du point de raccordement, tiré dans la colonne montante de l'immeuble ou dans les voies équipements ou espaces communs du lotissement, et aboutissant, via un boîtier d'étage le cas échéant, à un dispositif de terminaison installé à l'intérieur de chaque logement ou local à usage professionnel.

Le terme 'Propriétaire' désigne ci-après CONSEIL DEPARTEMENTAL DU LOIRET

Le terme 'Opérateur' désigne l'opérateur d'immeuble signataire de la 'Convention', choisi par le 'Propriétaire' pour installer, gérer, entretenir et remplacer les 'Lignes' dans l'immeuble ou le lotissement au titre de la 'Convention'.

Le terme 'Opérateurs tiers' désigne ci-après les opérateurs ayant signé avec l'Opérateur une convention d'accès aux Lignes au titre de l'article L. 34-8-3 du CPCE portant sur cet immeuble ou ce lotissement, afin de commercialiser leurs offres auprès des habitants de l'immeuble ou du lotissement.

Le terme 'Infrastructures d'accueil' désigne ci-après les infrastructures de génie civil et les gaines techniques installées en partie privative par le Propriétaire et nécessaires au déploiement des 'Lignes'.

Le terme 'Equipements' désigne ci-après l'ensemble des matériels installés par l'Opérateur et nécessaires au bon fonctionnement du service sur le réseau.

Article 2 – Objet

La 'Convention', définit les conditions d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement des 'Lignes'. Ces conditions ne font pas obstacles et sont compatibles avec la mise en œuvre de l'accès aux 'Lignes' prévu à l'article L. 34-8-3 du CPCE. Les 'Lignes' et équipements installés par l'Opérateur doivent faciliter cet accès.

L'Opérateur prend en charge et est responsable vis-à-vis du 'Propriétaire' des interventions ou travaux d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement de l'ensemble des 'Lignes'.

L'Opérateur peut mandater un tiers pour réaliser certaines opérations. La 'Convention' ne comporte en revanche aucune disposition fixant des conditions techniques ou tarifaires de l'accès aux 'Lignes'.

En complément du présent document, des conditions spécifiques décrivent les modalités de mise en œuvre de certaines des stipulations prévues par la 'Convention'.

Les parties peuvent, le cas échéant, s'accorder dans un document distinct de la 'Convention', sur les conditions techniques et financières de la fourniture de services de communications électroniques additionnels au bénéfice du 'Propriétaire' ou de l'ensemble des occupants.

La 'Convention' est modifiée en tant que de besoin pour tenir compte des évolutions législatives et réglementaires entrant en vigueur avant son terme.

Article 3 – Réalisation des travaux

L'Opérateur installe une 'Ligne' pour chaque logement ou local à usage professionnel de l'immeuble ou du lotissement.

La fin des travaux d'installation dans l'immeuble ou le lotissement ne peut excéder 6 (six) mois après la date de mise à disposition de l'Opérateur par le 'Propriétaire' des 'Infrastructures d'accueil' nécessaires à l'installation des 'Lignes'. En cas de non-respect de cette obligation, la 'Convention' peut être résiliée dans les conditions définies à l'alinéa 2 de l'article 12.

Le raccordement reliant le boîtier d'étage au dispositif de terminaison précité, dit raccordement client, peut être réalisé ultérieurement notamment pour répondre à la demande d'un opérateur tiers au titre de l'article L. 34-8-3 du CPCE, dans un délai convenu, sous réserve d'aléa opérationnel.

L'Opérateur respecte le règlement intérieur de l'immeuble ou du lotissement ou le règlement de copropriété, ainsi que les règles applicables, notamment les règles de l'art et les règles d'hygiène et de sécurité propres à l'immeuble ou au lotissement. Les installations et chemins de câbles respectent l'esthétique de l'immeuble ou du lotissement.

Le 'Propriétaire' met à la disposition de l'Opérateur et entretient les infrastructures d'accueil ou l'espace nécessaire (s) pour permettre l'installation des 'Lignes'. Lorsque de telles 'Infrastructures d'accueil' ne sont pas disponibles, le 'Propriétaire' en installe dans un délai maximum de 12 mois. Le 'Propriétaire' informe l'Opérateur du délai prévisionnel de réalisation des travaux et lui notifie sans délai tout retard éventuel. Une fois ceux-ci achevés, il lui notifie, par lettre recommandée avec avis de réception ou tout autre moyen permettant d'attester de leur date de réception, y compris par voie électronique, la mise à disposition des infrastructures d'accueil et des emplacements nécessaires à l'installation, la gestion, l'entretien ou au remplacement des 'Lignes'.

Dans tous les cas, le 'Propriétaire' fait en sorte que les 'Infrastructures d'accueil' puissent être utilisées par des 'Opérateurs tiers'. Lorsque le point de mutualisation installé par l'Opérateur se situe dans l'immeuble ou le lotissement, le 'Propriétaire' permet le raccordement des 'Opérateurs tiers', qui peuvent emprunter un accès existant sous la responsabilité de l'Opérateur. Chaque raccordement d'un 'Opérateur tiers' fait l'objet d'une information préalable du 'Propriétaire'. Les installations et chemins de câbles respectent l'esthétique de l'immeuble ou du lotissement.

Article 4 – Gestion, entretien et remplacement

La gestion, l'entretien et le remplacement de l'ensemble des 'Lignes' et des 'Equipements' installés en application de l'article 3 sont assurés par l'Opérateur. Le 'Propriétaire' autorise l'Opérateur à mettre à disposition d'Opérateurs tiers toutes les ressources nécessaires au titre de l'accès aux 'Lignes'. L'Opérateur est responsable de ces opérations et en informe le 'Propriétaire'.

Article 5 – Modalités d'accès au bâtiment

L'Opérateur respecte les modalités d'accès au bâtiment définies dans les conditions spécifiques à l'occasion de toute intervention nécessaire aux opérations d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement. Le 'Propriétaire' garantit cet accès à l'Opérateur, à tout tiers mandaté par lui et, à ce titre, aux 'Opérateurs tiers'.

Article 6 – Raccordement des 'Lignes' à un réseau de communications électroniques à très haut débit ouvert au public

Le raccordement des 'Lignes' à un réseau de communications électroniques à très haut débit ouvert au public interviendra dans les 3 mois suivant la fin des travaux d'installation dans l'immeuble ou le lotissement.

Article 7 – Responsabilité et assurances

L'Opérateur est responsable des dommages tant matériels que corporels causés par les travaux ou par ses installations et équipements, tant pour lui-même que pour les tiers mandatés par lui, et ce à l'égard du 'Propriétaire', de ses ayants droits et des tiers qui se trouveraient dans la propriété privée au moment des travaux. Préalablement au commencement des travaux, il contracte les assurances nécessaires pour couvrir les éventuels dommages matériels ou corporels, dont le périmètre et le montant du plafond sont précisés dans les conditions spécifiques, et s'engage à en justifier à la première demande du 'Propriétaire'.

L'Opérateur et le 'Propriétaire' établissent un état des lieux contradictoire, selon les modalités prévues à l'article 14.2 des conditions spécifiques avant les travaux et après achèvement des travaux d'installation. En cas de dégradations imputables aux travaux, l'Opérateur assure, à ses frais exclusifs, la remise en état des lieux.

Article 8 – Information du 'Propriétaire', de l'Opérateur et des 'Opérateurs tiers'

Préalablement à l'exécution des travaux, l'Opérateur propose au 'Propriétaire' un plan d'installation des 'Lignes' et des 'Equipements'. A cette occasion, l'Opérateur et le 'Propriétaire' dressent un constat contradictoire de l'état technique des parties communes de l'immeuble ou des voies, équipements ou espaces communs du lotissement afin de déterminer si les 'Infrastructures d'accueil' disponibles sont suffisantes pour permettre à l'Opérateur d'installer les 'Lignes' jusqu'à chacun des logements et locaux à usage professionnel de l'immeuble ou du lotissement. L'Opérateur transmet, le cas échéant, au 'Propriétaire' la description des caractéristiques que doivent présenter les 'Infrastructures d'accueil' pour permettre l'installation, la gestion, l'entretien et le remplacement des 'Lignes'. L'Opérateur tient à jour ce document et le tient à disposition du 'Propriétaire' ainsi que toutes les informations utiles sur les modifications apportées aux installations établies dans le cadre de la 'Convention', selon les modalités définies dans les conditions spécifiques. Dans le mois suivant la signature de la 'Convention', l'Opérateur en informe les 'Opérateurs tiers' conformément à l'article R. 9- 2 III du CPCE.

Le 'Propriétaire' informe l'Opérateur de la situation et des caractéristiques de l'immeuble ou du lotissement, notamment celles liées à son environnement, à sa vétusté, à son accès, à sa fragilité et aux nuisances sonores. En particulier, le 'Propriétaire' tient à disposition de l'Opérateur toutes les informations disponibles et nécessaires à la réalisation des travaux d'installation, notamment dans le cadre des études techniques préalables à l'installation.

Article 9 – Dispositions financières

L'autorisation accordée par le 'Propriétaire' à l'Opérateur d'installer les 'Lignes' et les 'Equipements' et d'utiliser les 'Infrastructures d'accueil' n'est assortie d'aucune contrepartie financière. L'installation, l'entretien, le remplacement et la gestion des 'Lignes' se font aux frais de l'Opérateur.

Article 10 – Propriété

L'Opérateur est propriétaire des 'Lignes' et 'Equipements' qu'il a installés dans l'immeuble ou dans le lotissement et le demeure au terme de la 'Convention'.

Article 11 – Durée et renouvellement de la 'Convention'

Sauf dispositions contraires définies dans les conditions spécifiques, la 'Convention' est conclue pour une durée de 25 (vingt-cinq) ans à compter de la date de sa signature. Lorsque la 'Convention' n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des parties dans les conditions définies à l'article 12, elle est renouvelée tacitement pour une durée indéterminée.

Article 12 – Résiliation de la 'Convention'

À l'initiative du 'Propriétaire' : Le 'Propriétaire' peut résilier la 'Convention' par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois avant le terme de la 'Convention'. Dans ce cas, l'Opérateur l'informe de l'identité des 'Opérateurs tiers' au plus tard dans les 90 (quatre-vingt-dix) jours suivant la date de réception de la notification de la dénonciation de la 'Convention'. Lorsque la 'Convention' est renouvelée, le 'Propriétaire' peut la résilier par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois minimum avant le terme envisagé. En cas d'inexécution des travaux d'installation des 'Lignes' dans l'immeuble ou le lotissement dans le délai de 6 (six) mois à compter de la date de mise à disposition de l'Opérateur par le 'Propriétaire' des 'Infrastructures d'accueil' nécessaires à l'installation des 'Lignes', le 'Propriétaire' peut résilier la 'Convention' par courrier recommandé avec avis de réception, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résiliation en justice.

À l'initiative de l'Opérateur :

L'Opérateur peut résilier la 'Convention' par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois avant le terme de la 'Convention'. À ce titre, l'Opérateur informe le 'Propriétaire' de l'identité des 'Opérateurs tiers' dans son courrier de résiliation. Lorsque la 'Convention' est renouvelée, l'Opérateur peut la résilier par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois minimum avant le terme envisagé.

Article 13 – Continuité du service

En cas de changement d'opérateur d'immeuble, l'Opérateur, signataire de la 'Convention', assure la continuité du service jusqu'à ce que les opérations de gestion, d'entretien et de remplacement des équipements installés soient transférées à un nouvel opérateur d'immeuble, et ce pendant un délai maximum de 6 mois, à compter du terme de la 'Convention'.

Article 14 – Conditions spécifiques

Les conditions spécifiques précisent obligatoirement :

- le suivi et la réception des travaux ;
 - les modalités d'accès aux parties communes de l'immeuble ou aux voies, équipements ou espaces communs du lotissement ;
 - la police d'assurance et le montant du plafond prévus à l'article 14.4.
 - les modalités d'information du 'Propriétaire' et de l'Opérateur quant au respect de la législation sur la présence d'amiante
- Les conditions spécifiques peuvent préciser :
- les engagements de qualité complémentaires éventuellement pris par l'Opérateur ;
 - les standards techniques mis en oeuvre par l'Opérateur,
 - les modalités de gestion, d'entretien et de remplacement des 'Lignes' et équipements, en complément des dispositions de l'article 4 ;
 - la durée de la 'Convention' et les conditions de son renouvellement si elles diffèrent de celles prévues à l'article 11 ;
 - les procédures et les cas de résiliations ;
 - les modalités d'évolution de la 'Convention'.

CONDITIONS SPECIFIQUES

Article 14.1 – Documents contractuels - Hiérarchie

Les présentes conditions spécifiques relèvent et font partie intégrante des conditions générales de la 'Convention', conclue sur le fondement de l'article L. 33-6 du Code des Postes et Communications Électroniques, entre l'Opérateur et le Propriétaire de l'immeuble ou du lotissement sis à **25 Route d'Olivet 45100 Orléans** relatives aux conditions d'installation, et/ou de gestion, d'entretien et de remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

Les documents composant la présente 'Convention' sont, par ordre de priorité décroissante :

- les conditions générales,
- les conditions spécifiques et leurs annexes
- annexe 1 : synthèse des informations sur l'accès à l'immeuble ou au lotissement.

Article 14.2 – Modalités d'exécution et de suivi des travaux d'installation

L'état des lieux contradictoire prévu à l'article 7 est effectué sur demande du Propriétaire.

Pour la réalisation des travaux d'installation de la fibre à l'intérieur de l'immeuble ou du lotissement, l'Opérateur s'engage à :

- mettre à disposition un interlocuteur unique pendant toute la phase du chantier,
 - remettre un modèle de travaux à effectuer dans les parties communes,
 - procéder à une ou plusieurs visites de l'immeuble ou du lotissement, après information préalable du syndic ou de l'association syndicale fibre, pour effectuer l'étude décrivant les travaux de câblage vertical ou horizontal en utilisant les infrastructures existantes.
- Orange ou l'Opérateur bénéficiaire de la mutualisation utilisent exclusivement les gaines et passages existants, mais en l'absence de gaine ou en cas de gaine saturée, le Propriétaire autorise :
- la pose du câblage dans une goulotte en apparent si le cahier des clauses techniques particulières du site l'exige,
 - ou la pose dans les règles de l'art du câblage en apparent sans goulotte.

Le Propriétaire autorise l'Opérateur à installer des équipements spécifiques au raccordement de locaux entreprises.

Pour respecter le droit d'accès au point d'adduction, s'il venait à être positionné en partie privative, le Propriétaire s'engage à faciliter l'accord des occupants pour la mise en oeuvre par l'Opérateur d'une solution technico-économique adaptée pour garantir la continuité du parcours de la fibre, entre la partie publique et les parties communes. L'Opérateur assure pendant les travaux :

- un affichage dans les parties communes ou les voies, équipements ou espaces communs du lotissement d'une information sur la durée et la nature des travaux,
- le maintien de la propreté et de l'esthétique des parties communes ou des voies, équipements ou espaces communs du lotissement,
- le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

A la fin des travaux l'Opérateur pose une plaque dans les parties communes de l'immeuble ou les espaces communs du lotissement afin d'informer les résidents que l'immeuble ou le lotissement est équipé par Orange d'un réseau fibre optique très haut débit.

Article 14.3 – Modalités d'informations du Propriétaire et de l'Opérateur - Amiante

Le Propriétaire et l'Opérateur conviennent que la communication relative aux conditions d'exécution des travaux ou d'exécution de la présente convention notamment sur les conditions d'accès à l'immeuble ou au lotissement pour la maintenance ou la mise en place d'un câblage d'étage, s'effectueront par courrier ou par échange de mails.

L'Opérateur informera le Propriétaire avec un préavis raisonnable des interventions dans l'immeuble ou le lotissement pour effectuer les études ou procéder aux travaux d'installation des lignes de communications électroniques, exception faite des câblages d'étage destinés au raccordement des Clients finals.

A titre indicatif les délais d'information préalables sont de 3 jours ouvrables pour l'étude et de 5 jours ouvrables pour les travaux. Le Propriétaire s'engage à :

- adresser à l'Opérateur les informations figurant en annexe 1 selon la périodicité mentionnée dans cette annexe
- informer l'Opérateur de tout changement de syndic.

Dans l'hypothèse où l'immeuble ou le lotissement est soumis à la réglementation sur la protection contre les risques liés à une exposition à l'amiante, le Propriétaire fournit à l'Opérateur, avant tous travaux, le dossier technique sur ce sujet.

Article 14.4 – Plafonnement de responsabilité et d'assurance

Le plafonnement de responsabilité et d'assurance prévu à l'article 7 des conditions générales est fixé comme suit :

- 7 000 000 € pour les dommages corporels,
- 1 500 000 € pour les dommages matériels et immatériels directs,
- 1 500 000 € contre les recours des voisins et des tiers.

Cette garantie est couverte par la police d'assurance souscrite par Orange. L'attestation d'assurance peut être fournie sur demande.

Article 14.5 – Durée – Résiliation – Annulation

La durée de la 'Convention', conformément aux conditions générales est de 25 ans à compter de sa signature. Elle pourra être résiliée avec un préavis de 18 mois par l'une ou l'autre des parties à l'issue de cette durée.

Elle pourra être résiliée de plein droit par anticipation par l'une ou l'autre des deux parties en cas de faute, à l'issue d'un délai de 3 mois après envoi d'un courrier recommandé avec demande d'avis de réception, visant le manquement constaté, non réparé dans le délai imparti dans ce courrier.

La 'Convention' sera résiliée en cas de destruction totale ou partielle de l'immeuble ou du lotissement rendant impossible la poursuite de l'exploitation des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

La 'Convention' sera annulée de plein droit en cas d'impossibilité technique d'accès à l'immeuble ou au lotissement notamment en adduction ou lorsque des travaux à la charge du Propriétaire n'auront pas été effectués dans un délai raisonnable.

La partie qui souhaite effectuer la formalité de l'enregistrement de la 'Convention' en supportera les frais y afférents.

Annexe 1 : Synthèse des informations sur l'accès à l'immeuble ou au lotissement.

Date

Signature du Propriétaire :

Date

Signature de l'Opérateur :

CONVENTION D'INSTALLATION, DE GESTION, D'ENTRETIEN ET DE REMPLACEMENT DE LIGNES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT EN FIBRE OPTIQUE. Convention conclue dans le cadre de l'article L. 33-6 du CPCE**Entre les soussignés**

- ☐ **Le Syndicat des Copropriétaires** de l'immeuble
☐ **Le Propriétaire/Bailleur** de l'immeuble
☐ **L'Association Syndicale de Propriétaires (ASP,ASL,ASA)** du lotissement

sis : _____

dûment autorisé après délibération de l'Assemblée Générale du _____
(uniquement pour les copropriétés et ASP)et représenté par : _____
en qualité de : _____**Ci-après le Propriétaire d'une part,
Et,****SFR FTTH** société par actions simplifiée au capital de 1 697 010 052 €, dont le siège social est sis 124 Boulevard de Verdun 92400 Courbevoie, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 844 717 587, représentée par son Directeur ou par une personne dûment habilitée aux fins des présentes.**Ci-après l'Opérateur d'autre part,**

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Définitions

Le terme '**Convention**' désigne ci-après la présente Convention conclue sur le fondement des articles L. 33-6, R. 9-2, R. 9-3 et R.9-4 du code des postes et des communications électroniques (CPCE).

Le terme '**Lignes**' désigne ci-après le réseau de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique permettant de desservir un ou plusieurs utilisateurs finaux dans un lotissement ou un immeuble de logements ou à usage mixte en vue de fournir des services de communications électroniques. Ce réseau est constitué d'un chemin continu en fibre optique, composé d'une ou plusieurs fibres optiques, partant du point de raccordement ou d'adduction puis d'un point de branchement situé à l'extérieur ou en façade, et aboutissant, via un boîtier d'étage le cas échéant, à un dispositif de terminaison installé à l'intérieur de chaque logement ou local à usage professionnel.

Le terme '**Propriétaire**' désigne notamment le syndicat des copropriétaires ou des colotis dûment autorisé après délibération en l'assemblée générale représenté par son syndic en exercice, l'ASL ou le propriétaire bailleur.

Le terme '**Opérateur**' désigne l'opérateur d'immeuble signataire de la Convention, autorisé par le 'Propriétaire' à installer, gérer, entretenir et remplacer les 'Lignes' dans les parties communes au titre de la Convention.

Le terme '**Opérateurs tiers**' désigne ci-après les opérateurs ayant signé avec l'Opérateur une convention d'accès aux 'Lignes', au titre de l'article L. 34-8-3 du CPCE portant sur cet ensemble immobilier constitué, afin de commercialiser leurs offres auprès des habitants.

Article 2 - Objet

La 'Convention', définit les conditions d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement des 'Lignes'.

Ces conditions ne font pas obstacles et sont compatibles avec la mise en œuvre de l'accès aux 'Lignes' prévu à l'article L. 34-8-3 du CPCE. Les 'Lignes' et équipements installés par l'Opérateur doivent faciliter cet accès. L'Opérateur prend en charge et est responsable vis-à-vis du 'Propriétaire' des interventions ou travaux d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement de l'ensemble des 'Lignes'. L'Opérateur peut mandater un tiers pour réaliser certaines opérations.

La 'Convention' ne comporte en revanche aucune disposition fixant des conditions techniques ou tarifaires de l'accès aux 'Lignes'.

En complément du présent document, des conditions spécifiques décrivent les modalités de mise en œuvre de certaines des stipulations prévues par la 'Convention'.

Les parties peuvent, le cas échéant, s'accorder dans un document distinct de la 'Convention', sur les conditions techniques et financières de la fourniture de services de communications électroniques additionnels au bénéfice du 'Propriétaire' ou de l'ensemble des occupants.

La 'Convention' est modifiée en tant que de besoin pour tenir compte des évolutions législatives et réglementaires entrant en vigueur avant son terme.

Article 3 - Réalisation des travaux

L'Opérateur installe une 'Ligne' pour chaque logement ou local à usage professionnel de l'ensemble immobilier constitué.

Les travaux d'installation des lignes doivent s'achever au plus tard 6 (six) mois à compter de la mise à disposition de l'opérateur des infrastructures d'accueil. En cas de non-respect de cette obligation, la 'Convention' peut être résiliée dans les conditions définies à l'alinéa 3 de l'article 12.

Le raccordement reliant le point de branchement au dispositif de terminaison précité, dit raccordement client, peut être réalisé ultérieurement pour répondre à la demande d'un occupant ou à la demande d'un opérateur tiers au titre de l'article L. 34-8-3 du CPCE, dans un délai de 30 (trente) jours à compter du jour de la demande, sous réserve d'aléa opérationnel.

L'Opérateur respecte le règlement intérieur, ainsi que les règles applicables, notamment les règles de l'art et les règles d'hygiène et de sécurité. Les installations et chemins de câbles respectent l'esthétique des lieux.

Le 'Propriétaire' met à la disposition de l'Opérateur les infrastructures d'accueil ou l'espace nécessaire pour permettre l'installation des 'Lignes'.

Lorsque de telles infrastructures d'accueil ne sont pas disponibles, l'Opérateur installe dans le respect de l'alinéa précédent. Dans tous les

cas, l'Opérateur fait en sorte que les infrastructures d'accueil puissent être utilisées par des opérateurs tiers.

Lorsque le point de branchement installé par l'Opérateur se situe en façade ou dans les parties communes, le 'Propriétaire' permet le raccordement des 'opérateurs tiers', qui peuvent emprunter un accès existant sous la responsabilité de l'Opérateur. Chaque raccordement d'un 'opérateur tiers' fait l'objet d'une information préalable du 'Propriétaire'. Les installations et chemins de câbles respectent l'esthétique des lieux.

Article 4 - Gestion, entretien et remplacement

La gestion, l'entretien et le remplacement de l'ensemble des 'Lignes', des équipements et des infrastructures d'accueil installés ou utilisés en application de l'article 3 sont assurés par l'Opérateur. Le 'Propriétaire' autorise l'Opérateur à mettre à disposition d'opérateurs tiers toutes les ressources nécessaires au titre de l'accès aux 'Lignes'. L'Opérateur est responsable de ces opérations et en informe le 'Propriétaire'.

Article 5 - Modalités d'accès au bâtiment

L'Opérateur respecte les modalités d'accès définies dans les conditions spécifiques à l'occasion de toute intervention nécessaire aux opérations d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement. Le 'Propriétaire' garantit cet accès à l'Opérateur, à tout tiers mandaté par lui et, à ce titre, aux 'opérateurs tiers'.

Article 6 – Raccordement des Lignes à un réseau de communications électroniques à très haut débit ouvert au public

Les lignes objet de la présente 'Convention' sont raccordées à un point de mutualisation situé hors de la propriété privée, lui-même raccordé à un réseau de communications électroniques à très haut débit ouvert au public.

Article 7 - Responsabilité et assurances

L'Opérateur est responsable de tous les dommages causés par les travaux ou par ses installations et équipements, tant pour lui-même que pour les tiers mandatés par lui, et ce à l'égard du 'Propriétaire', de ses ayants droits et des tiers qui se trouveraient dans la propriété privée au moment des travaux. Préalablement au commencement des travaux, il contracte les assurances nécessaires pour couvrir les éventuels dommages matériels ou corporels, dont le périmètre et le montant du plafond sont précisés dans les conditions spécifiques, et s'engage à en justifier à la première demande du 'Propriétaire'. L'Opérateur et le 'Propriétaire' établissent un état des lieux contradictoire avant les travaux et après achèvement des travaux d'installation. En cas de dégradations imputables aux travaux, l'Opérateur assure, à ses frais exclusifs, la remise en état des lieux.

Article 8 - Information du 'Propriétaire', de l'Opérateur et des 'Opérateurs tiers'

Préalablement à l'exécution des travaux, l'Opérateur propose au 'Propriétaire' un plan d'installation des 'Lignes', des équipements et des éventuelles infrastructures d'accueil. L'Opérateur tient à jour ce document et le tient à disposition du 'Propriétaire' ainsi que toutes les informations utiles sur les modifications apportées aux installations établies dans le cadre de la 'Convention', selon les modalités définies dans les conditions spécifiques. Dans le mois suivant la signature de la 'Convention', l'Opérateur en informe les 'Opérateurs tiers' conformément à l'article R. 9-2 III du CPCE.

Le 'Propriétaire' informe l'Opérateur de la situation et des caractéristiques de l'immeuble ou du lotissement, notamment celles liées à son environnement, à sa vétusté, à son accès, à sa fragilité et aux nuisances sonores. En particulier, le 'Propriétaire' tient à disposition de l'Opérateur toutes les informations disponibles et nécessaires à la réalisation des travaux d'installation, notamment dans le cadre des études techniques préalables à l'installation.

Article 9 - Dispositions financières

L'autorisation accordée par le 'Propriétaire' à l'Opérateur d'installer ou d'utiliser les 'Lignes', équipements et infrastructures d'accueil n'est assortie d'aucune contrepartie financière. L'installation, l'entretien, le remplacement et la gestion des 'Lignes' se font aux frais de l'Opérateur.

Article 10 - Propriété

L'Opérateur est propriétaire des 'Lignes', équipements et infrastructures d'accueil qu'il a installés dans l'immeuble ou le lotissement, et le demeure au terme de la 'Convention'.

Article 11 - Durée et renouvellement de la 'Convention'

Sauf dispositions contraires définies dans les conditions spécifiques, la 'Convention' est conclue pour une durée de 25 (vingt-cinq) ans à compter de la date de sa signature.

Lorsque la 'Convention' n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des parties dans les conditions définies à l'article 12, elle est renouvelée tacitement pour une durée indéterminée.

Article 12 – Résiliation de la 'Convention'**- À l'initiative du 'Propriétaire' :**

Le 'Propriétaire' peut résilier la 'Convention' par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 12 (douze) mois avant le terme de la 'Convention'. Dans ce cas, l'Opérateur l'informe de l'identité des 'Opérateurs tiers' au plus tard dans les 90 (quatre-vingt-dix) jours suivant la date de réception de la notification de la dénonciation de la 'Convention'.

Lorsque la 'Convention' est renouvelée, le 'Propriétaire' peut la résilier par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois minimum avant le terme envisagé.

En cas d'inexécution des travaux d'installation des 'Lignes' dans l'immeuble dans le délai de 6 (six) mois à compter de la mise à disposition de l'opérateur des infrastructures d'accueil, le 'Propriétaire' peut résilier la 'Convention' par courrier recommandé avec avis de réception, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résiliation en justice.

À l'initiative de l'Opérateur :

L'Opérateur peut résilier la 'Convention' par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois avant le terme de la 'Convention'. A ce titre, l'Opérateur informe le 'Propriétaire' de l'identité des 'Opérateurs tiers' dans son courrier de résiliation.

Lorsque la 'Convention' est renouvelée, l'Opérateur peut la résilier par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois minimum avant le terme envisagé.

Article 13 – Continuité du service

En cas de changement d'opérateur d'immeuble, l'Opérateur, signataire de la 'Convention', assure la continuité du service jusqu'à ce que les opérations de gestion, d'entretien et de remplacement des équipements installés soient transférées à un nouvel opérateur d'immeuble, et ce pendant un délai maximum de 6 (six) mois, à compter du terme de la 'Convention'.

Article 14 - Conditions spécifiques

Les conditions spécifiques précisent obligatoirement :

- le suivi et la réception des travaux ;
- les modalités d'accès aux lieux ;
- la police d'assurance et le montant du plafond prévus à l'article 7.

Les conditions spécifiques peuvent préciser :

- les engagements de qualité complémentaires éventuellement pris par l'Opérateur ;
- les standards techniques mis en œuvre par l'Opérateur ;
- les modalités de gestion, d'entretien et de remplacement des 'Lignes', équipements et infrastructures d'accueil, en complément des dispositions de l'article 4 ;
- la durée de la 'Convention' et les conditions de son renouvellement si elles diffèrent de celles prévues à l'article 11 ;
- les procédures et les cas de résiliations ;
- les modalités d'évolution de la 'Convention'.

Article 14.1 - Suivi et réception des travaux

Article 14.1.1 - Visite technique et état des lieux avant travaux

L'Opérateur effectuera en présence du Propriétaire ou de son représentant dûment mandaté, une visite technique sur site pour :

- établir un état des lieux avant travaux conformément à l'article 7 ;
- repérer les bâtiments et voies de circulation pour réaliser le(s) plan(s) d'installation des Lignes, des équipements et des éventuelles infrastructures d'accueil conformément à l'article 8.

A cet effet, l'Opérateur proposera une date de visite technique au Propriétaire, ou à son représentant, compatible avec les délais de fin de travaux fixés à l'article 3. En cas d'impossibilité du Propriétaire de se rendre à l'état des lieux, celui-ci s'engage à proposer une date de visite dans les dix jours ouvrés suivant la proposition de l'Opérateur. La date d'état des lieux fixée contradictoirement engage les parties. En cas d'absence du Propriétaire, l'état des lieux sera réalisé par l'Opérateur et adressé au Propriétaire dans les conditions fixées à l'article 14.1.2.

Dans l'hypothèse où le lotissement ou l'immeuble est soumis à la réglementation sur la protection contre les risques liés à une exposition à l'amiante, le Propriétaire fournit à l'Opérateur, avant tous travaux, le dossier technique à ce sujet.

Article 14.1.2 - Validation des plans d'installation

L'Opérateur adressera pour validation au Propriétaire ou à son représentant dûment mandaté, par courrier recommandé avec accusé de réception, les plans d'installation des Lignes, des équipements et des éventuelles infrastructures d'accueil accompagnés de l'état des lieux avant travaux.

Le Propriétaire ou son représentant dûment mandaté pourra :

- valider les plans d'installation et l'état des lieux avant travaux ;
- éventuellement demander des modifications, lui sera alors soumis un nouveau projet pour validation.

En tout état de cause, les plans et états des lieux seront réputés validés par le Propriétaire ou par son représentant dûment mandaté, sans réponse de sa part après un délai de 15 jours ouvrés à compter de leur date d'envoi par l'Opérateur au Propriétaire ou à son représentant dûment mandaté.

Article 14.1.3 - Réalisation et réception des travaux

L'Opérateur informera le Propriétaire ou son représentant dûment mandaté des dates de travaux avec un préavis de deux semaines et effectuera un affichage en parties communes pour en informer les résidents. Cet affichage comportera les coordonnées de l'entreprise en charge de la réalisation des travaux.

Durant toute la durée des travaux, le Propriétaire pourra joindre les équipes techniques de l'Opérateur en utilisant un numéro de téléphone spécifique mis à sa disposition et décrit en annexe. La fin des travaux, l'Opérateur effectuera, en présence du Propriétaire ou de son représentant dûment mandaté un état des lieux après travaux, conformément à l'article 7. A cet effet, l'Opérateur proposera une date de visite technique au Propriétaire, ou à son représentant,

compatible avec les délais de fin de travaux fixés à l'article 3. En cas d'impossibilité du Propriétaire de se rendre à l'état des lieux, celui-ci s'engage à proposer une date de visite dans les dix jours ouvrés suivant la proposition de l'Opérateur. La date d'état des lieux fixée contradictoirement engage les parties. En cas d'absence du Propriétaire, l'état des lieux sera réalisé par l'Opérateur et adressé au Propriétaire ou à son représentant dûment mandaté. Cet état des lieux sera réputé validé par le Propriétaire sans réponse de sa part après un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi au Propriétaire ou à son représentant dûment mandaté.

Le Propriétaire ou de son représentant dûment mandaté autorise l'Opérateur, à l'issue des travaux, à apposer, une plaque fournie par SFR FTTH informant les résidents de l'équipement en fibre optique de leur immeuble ou lotissement. Cette plaque sera installée dans les tableaux d'affichages existants ou à un endroit visible par les occupants.

Article 14.2 - Conditions d'accès à l'immeuble

Les conditions d'accès aux immeubles et voies de circulation sont décrites en annexe. En tout état de cause, les conditions d'accès ne peuvent faire obstacle à l'accès aux Lignes prévu à l'article L. 34-8-3 du CPCE.

Article 14.3 - Police d'assurance de l'Opérateur

Le plafonnement de la police d'assurance prévu à l'article 7 de la Convention est fixé à 15.000.000 € par année d'assurance.

Article 14.4 - Sort des installations à l'issue de la convention

En cas de non renouvellement ou de résiliation de la convention les installations resteront la propriété de l'Opérateur. A ce titre, elles pourront :

- être cédées à un autre opérateur au plus tard avant la fin de la période de continuité de service prévue à l'article 13 de la convention ;
- être déposées le cas échéant.

Les parties conviennent de se rapprocher dans les 12 mois précédant un éventuel cas de non renouvellement ou de résiliation de la convention afin de déterminer le sort possible des installations.

Article 14.5 - Engagements de qualité complémentaires pris par l'Opérateur et standards techniques mis en œuvre par l'Opérateur d'immeuble

Les engagements de qualité complémentaires pris par l'Opérateur sont décrits dans la « Charte Qualité La Fibre SFR » consultable sur le site www.lafibresfr.fr.

Les standards techniques mis en œuvre par l'Opérateur sont décrits dans le « Guide Technique » qui contient les principes généraux de déploiement de la fibre optique. Ce guide est remis au Propriétaire à la date de signature de la convention. Le projet technique de déploiement réalisé par l'Opérateur et validé par le Propriétaire prévaut sur le « Guide Technique ».

Article 14.6 – Cession – Résiliation

La présente Convention sera transférée de plein droit à tout autre opérateur d'immeuble qui prendrait la suite de l'Opérateur dans le cadre de l'exploitation des Lignes, sous réserve d'une notification préalable.

En cas de cession de l'immeuble ou du lotissement par le Propriétaire, la Convention se poursuivra de plein droit entre l'Opérateur et le nouveau propriétaire et sera pleinement opposable à ce dernier. Le Propriétaire s'engage à informer l'acquéreur de l'existence de la Convention et à lui remettre son exemplaire original ainsi que tous ses accessoires.

En cas de retrait ou de non-renouvellement de l'une des autorisations administratives de l'Opérateur, de recours d'un tiers (quelle que soit la forme du recours) ou de toutes raisons techniques impératives pour l'Opérateur, l'Opérateur pourra résilier la présente convention à tout moment, à charge pour lui de prévenir le Propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

En fin de contrat, quelle qu'en soit la cause, l'Opérateur pourra décider de reprendre les éléments non détachables incorporés à l'ensemble immobilier constitué, à moins que les parties n'en décident ensemble autrement. Dans cette hypothèse, l'Opérateur cédera ces équipements à la valeur comptable résiduelle.

Fait en deux exemplaires originaux entre les soussignés

Pour le Propriétaire

à : _____
le : _____

Pour l'Opérateur

à : _____
le : _____

*Cachet
&
Signature*

*Cachet
&
Signature*

ANNEXE 1
Localisation des immeubles ou du lotissement et conditions d'accès

Nom du Propriétaire ou Raison Sociale du Syndic/Bailleur : _____

N° de SIREN / SIRET : _____

Adresse(s) site à FIBRER : *Renseigner toutes les adresses postales de l'ensemble immobilier concerné*

Nombre de lots à usage d'habitation : _____ (à préciser) Nombre de locaux à usage professionnel : _____ (à préciser)

La résidence concernée est : ☐ Un lotissement de maisons individuelles

☐ Un ou plusieurs immeubles collectifs 

AMIANTE

Cadre réservé aux immeubles collectifs avec parties communes

Le Permis de construire a-t-il été déposé avant le 1er juillet 1997 ? : ☐ OUI, joindre obligatoirement le DT Amiante*
☐ NON

Année de construction de l'immeuble si connue: _____

NB : dans les immeubles collectifs dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997, aucune intervention ne pourra avoir lieu tant que le Propriétaire n'aura pas fourni le Dossier Technique Amiante à l'Opérateur

*Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante

Conditions d'accès au(x) immeuble(s) ou au lotissement :

Horaire d'accès / Digicodes : _____

Nom / coordonnées du gardien : _____

Autres conditions : _____

Personne à contacter pour obtention de clés ou de badges d'accès aux parties communes :

Nom : _____
Qualité/Fonction: _____
N° Tel : _____
N° Mob : _____
E-mail : _____

Personne à contacter pour la visite technique, les états des lieux, les validations des plans:

Nom : _____
Qualité/Fonction: _____
Adresse : _____
N° Tel : _____
N° Mob : _____
E-mail : _____

Numéro de téléphone et adresse mail de l'Opérateur dédiés aux gestionnaires d'immeubles :

0 805 770 217

(Appel gratuit depuis un fixe en France métropolitaine)

SFRFTTH@SFR-FTTH.COM

Convention à retourner à :

SFR FTTH - Direction des Opérations – Patrimoine FttH
124 boulevard de Verdun 92400 COURBEVOIE

ANNEXE 2
Prévention du risque lié à une exposition à l'amiante

DTA

Pour les immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, nous vous remercions d'annexer le Dossier Technique Amiante (DTA) à la présente convention

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

COMMISSION DU LOGEMENT ET DE L'INSERTION

B 01 - Le Département soutient la citoyenneté et la cohésion sociale sur les territoires

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre des crédits « Actions collectives RSA », « Fonds d'Aide aux Jeunes » et « Personnes En Difficulté », les subventions suivantes :

Thème / sous thème	Structure	Intitulé de l'action	Objectifs 2019 retenus	Subvention 2019 décidée
Actions collectives RSA	Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Loiret (CMA45)	Accompagnement des bénéficiaires du RSA vers la création d'entreprise	Accompagnement de 40 bénéficiaires du RSA vers la création-reprise d'entreprise, comprenant la réalisation de 220 heures d'accompagnement individuel (5 heures 30 par bénéficiaire) et 680 heures d'accompagnement collectif (17 heures par bénéficiaire).	20 000 €
	Nos Quartiers ont du Talent	/	Accompagnement de 10 bénéficiaires du RSA jeunes diplômés, habitant l'orléanais, comprenant la réalisation de 12 heures d'accompagnement collectif et 10 heures d'accompagnement individuel par bénéficiaire sur une période de 4 mois.	5 000 €
	ENVIE	Entreprise d'Insertion	Accueil et suivi de bénéficiaires du RSA sur 11 postes soit 11 ETP, comprenant la réalisation de 16 555 heures travaillées, 1 650 heures d'accompagnement individuel et 517 heures d'accompagnement collectif.	34 298 €
	Ligue de l'Enseignement (Fédération Loiret)	Accompagnement des bénéficiaires du RSA vers une action de bénévolat	Accompagnement de 10 bénéficiaires du RSA vers une action de bénévolat, comprenant la réalisation de 100 heures d'accompagnement individuel (10 heures par bénéficiaire) et 120 heures d'accompagnement collectif (12 heures par bénéficiaire).	11 600 €
Fonds d'Aide aux Jeunes	Association Locale pour la Promotion et l'Emploi des Jeunes (ALPEJ)	Insertion sociale et professionnelle de jeunes âgés de 18 à 30 ans	Accueil et suivi de 30 jeunes âgés de 18 à 30 ans, en contrat d'insertion (CDDI), issus de l'Agglomération Montargoise, ayant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle, comprenant la réalisation de 10 926,30 heures travaillées correspondant à 7,26 ETP, 240 heures d'accompagnement individuel ainsi que 330 heures d'accompagnement collectif.	16 335 €
Personnes En Difficulté	Mouvement Addictions Alcool Vie Libre	/	Subvention de fonctionnement.	1 450 €

Article 3 : La dépense sera imputée sur le budget départemental 2019, de la manière suivante :

Thème de la demande de subvention	Clé d'imputation	Chapitre	Nature	Fonction	Action	Montant décidé
Actions collectives RSA	D21332	017	6574	564	B0301401	70 898 €
Fonds d'Aide aux Jeunes	D23323	65	6556	58	B0302203	16 335 €
Personnes En Difficulté	D02488	65	6574	58	B0301401	1 450 €

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions correspondantes à la décision prise dans le cadre de la présente délibération, sur la base des modèles de conventions types adoptées par le Conseil Général lors de sa Session du 9 au 12 décembre 2008 (délibération n°C02).

B 03 - Demande de subvention présentée par LogemLoiret

Article 1 : Le rapport est adopté avec 26 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention à LogemLoiret, au titre de l'aide à l'équilibre financier, pour l'opération de Châteauneuf-sur-Loire, la Halle (30 logements), d'un montant de 138 000 €.

Cette subvention est engagée sur l'autorisation de programme 17-A0401301-APDPRPS EQUILIBRE FINANCIER DES BAILLEURS SOCIAUX (aide n°2018-03931).

B 04 - Demande de subvention présentée par France Loire

Article 1 : Le rapport est adopté avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention à France Loire, au titre de l'aide aux surcoûts pour fondations spéciales, pour l'opération de Vienne-en-Val, 19 Route de Jargeau (9 logements), d'un montant de 41 400 €.

Cette subvention est engagée sur l'autorisation de programme 17-A0401301-APDPRPS EQUILIBRE FINANCIER DES BAILLEURS SOCIAUX (aide n°2019-03028).

COMMISSION DE L'ENFANCE, DES PERSONNES AGEES ET DU HANDICAP

C 01 - Conventions de partenariat avec le CCAS d'Orléans, la Commune de Montargis, la Communauté de communes du Pithiverais, la Communauté des communes Giennoises, la Commune de Saint-Jean-de-Braye, et la Communauté de communes du Pithiverais-Gâtinais concernant l'accueil d'enfants de moins de 6 ans requérant une attention particulière et dont les parents bénéficient d'un accompagnement médico-social par le service de Protection Maternelle et Infantile

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes des conventions de partenariat avec le CCAS d'Orléans, la Commune de Montargis, la Communauté de communes du Pithiverais, la Communauté des communes Giennoises, la Commune de Saint-Jean-de-Braye, et la Communauté de communes du Pithiverais-Gâtinais concernant l'accueil d'enfants de moins de 6 ans requérant une attention particulière et dont les parents bénéficient d'un accompagnement médico-social par le service de Protection Maternelle et Infantile.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer ces conventions, telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 4 : Les dépenses sont imputées sur la chapitre 011, nature 611, action B0402101 du budget départemental 2019.

CONVENTION
relative à l'accueil des enfants requérant une attention particulière au sein des
Etablissements d'accueil du jeune enfant gérés par le CCAS d'Orléans

Entre d'une part :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental, agissant au nom et pour le compte du Département du Loiret, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du.....,

Ci après dénommé « le Département ».

-

Et d'autre part,

Le Centre communal d'action sociale d'Orléans, représenté par son Président, dûment habilité par délibération en date du

Ci après dénommé « le CCAS ».

-

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L. 2112-2 et suivants et L. 2112-4,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 112-3, L. 112-4, L. 123-4 et suivants, L. 214-2 et R. 123-1 et suivants,

Vu la délibération n°XX de la Commission permanente du Conseil Départemental permettant au Président du Conseil Départemental de signer la présente convention en date du,

PREAMBULE

Contexte général

Les textes régissant les compétences du Département et du CCAS fondent une action conjointe de ces structures au soutien des enfants requérant une attention particulière. Il convient de les rappeler :

○ **Pour le service de PMI du Département**

Article L. 2111-1 du Code de la santé publique :

« L'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale participent, dans les conditions prévues par le présent livre, à la protection et à la promotion de la santé maternelle et infantile qui comprend notamment : des mesures de prévention médicales, psychologiques, sociales et d'éducation pour la santé en faveur des futurs parents et des enfants ».

Article L. 2112-2 du Code de la santé publique :

« Le Président du Conseil Départemental a pour mission d'organiser : [...] des actions médico-sociales préventives à domicile (...) pour les enfants de moins de six ans requérant une attention particulière, assurées à la demande ou avec l'accord des intéressés, en liaison avec le médecin traitant et les services hospitaliers concernés [...]. En outre, le Conseil Départemental doit participer aux actions de prévention et de prise en charge des mineurs en danger ou qui risquent de l'être dans les conditions prévues au sixième alinéa (5°) de l'article L. 221-1 et aux [articles L. 226-1 à L. 226-11](#), L. 523-1 et L. 532-2 du Code de l'action sociale et des familles ».

Article L. 2112-4 du Code de la santé publique :

« Les activités mentionnées à l'article L. 2112-2 sont gérées, soit directement, soit par voie de convention avec d'autres collectivités publiques [...]. Elles sont organisées sur une base territoriale en fonction des besoins sanitaires et sociaux de la population [...]. Elles sont menées en liaison avec le service départemental d'action sociale et le service départemental d'aide sociale à l'enfance ».

- **Pour le CCAS d'Orléans**

Art L. 214-2 du Code de l'action sociale et des familles :

« Les modalités de fonctionnement des équipements et services d'accueil des enfants de moins de six ans doivent faciliter l'accès aux enfants de familles rencontrant des difficultés du fait de leurs conditions de vie ou de travail ou en raison de leur faiblesse de leurs ressources ».

- **Pour le CCAS d'Orléans et le service de PMI du Département**

Art L. 115-1 du Code de l'action sociale et de la famille :

« La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation [...]. L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics dont les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les organismes de sécurité sociale ainsi que les institutions poursuivent une politique destinée à connaître, à prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer la pauvreté et les exclusions ».

Contexte local

Certaines familles domiciliées à Orléans rencontrent des difficultés tant sur le plan éducatif que social et font, à ce titre, l'objet d'un accompagnement par le service de Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Département. Un accueil des enfants issus de ces familles dans des établissements d'accueil du jeune enfant gérés par le CCAS d'Orléans permet une intégration sociale de ces familles et une prévention médico-psycho-sociale précoce pour l'enfant. Les constats établis par les équipes de PMI du Département font ressortir la place privilégiée de ces structures dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que le Département et le CCAS s'engagent à développer des actions de prévention des difficultés médico-psycho-sociales précoces, à travers l'accueil au sein des établissements d'accueil d'enfants de moins de six ans requérant une attention particulière et dont les parents sont suivis par le service de PMI du Département.

Ces actions nécessitent de formaliser le travail partenarial et d'en assurer le financement.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties dans le cadre de l'accueil, au sein des établissements d'accueil du jeune enfant gérés par le CCAS, et à la demande du Département, d'enfants de moins de six ans requérant une attention particulière et dont les parents font l'objet d'un accompagnement par le service de PMI du Département.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS

- Pour les enfants : cet accueil concourt à la prévention des troubles du développement, des difficultés relationnelles, et aide à préparer la séparation d'avec le milieu familial en vue de l'entrée en maternelle.
- Pour les parents : il facilite et développe l'exercice de la fonction parentale en restaurant ou en consolidant un système relationnel à partir d'intérêts communs.
- Pour l'ensemble de la famille : il concourt à la lutte contre l'isolement social et l'exclusion.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE L'ACCUEIL

L'accueil des enfants au sein des établissements d'accueil du jeune enfant doit respecter les principes suivants :

- Respecter les familles et valoriser leurs expériences et leurs savoir-faire ;
- Privilégier la relation entre les parents et les enfants.

ARTICLES 4 – MODALITES DE L'ACCUEIL

Des informations générales sur les raisons pour lesquelles l'enfant fait l'objet d'une attention particulière, (pour justifier l'éligibilité au dispositif et orienter au mieux l'enfant et adapter sa prise en charge) seront préalablement fournies par l'équipe de PMI auprès de la directrice de la structure sollicitée.

L'accueil des enfants se fait dans les établissements d'accueil du jeune enfant gérés par le CCAS sur proposition écrite des professionnels de PMI du Département, adressée au responsable du service petite enfance du CCAS d'Orléans.

Cette proposition comporte :

- Les noms et prénoms de l'enfant et de ses représentants légaux ;
- La date de naissance de l'enfant ;
- La désignation et le numéro de la caisse versant les prestations familiales ;
- Le nom de la structure demandée en précisant qu'il s'agit d'une place réservée.

Les modalités de validation des propositions de prise en charge par le CCAS sont les suivantes :

- Accord de la Directrice de la structure sollicitée par la PMI en fonction du nombre de places réservées disponibles sur la structure concernée ;
- Accueil possible en cours de mois dès réception par la Directrice des pièces justificatives nécessaires à la constitution du dossier administratif et de la signature du contrat par la famille (entretien individuel sur place avec la famille et la Directrice).

Un contrat sera établi pour la première période et un second sera établi à l'échéance des 3 mois précisant la participation familiale à régler par les familles bénéficiant d'une place réservée.

Six places puis 10 places à compter du mois d'octobre sont réservées à cet accueil sur l'ensemble des structures gérées par le CCAS, charge aux services du Département de les pourvoir, dans le respect de l'avis technique de la structure.

La répartition sur les différentes structures se réalise en fonction des disponibilités et des besoins observés par le CCAS. Le nombre de places réservées à cet accueil peut être révisé par le biais d'un avenant à la présente convention.

Les enfants sont accueillis au sein des établissements d'accueil du jeune enfant du CCAS sur la base d'un Projet d'Accueil Individualisé, établi de façon concertée entre les parents de l'enfant accueilli, le professionnel de PMI de la Maison du Département (MDD) référent de la famille, le médecin du service petite enfance et la directrice de la structure pour un accompagnement éducatif et social. Le responsable du service petite enfance du CCAS en est informé, dans le respect du secret professionnel.

Semestriellement et plus si nécessaire, le professionnel de PMI de la MDD référent et la directrice de la structure font le point sur l'accueil.

La famille, le médecin des structures « Petite Enfance » et le responsable du service petite enfance du CCAS sont tenus informés des résultats de cette concertation.

Le règlement intérieur des structures « Petite Enfance » s'applique à tous, en particulier la visite médicale d'admission par le médecin de l'établissement.

En cas de nécessité, lorsque la situation de l'enfant et de ses parents se dégrade ou s'il est suspecté ou observé de la maltraitance sur les enfants accueillis dans le cadre de la présente convention, la structure d'accueil transmet une information préoccupante à la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) du Département ou un signalement direct au Parquet, avec copie à la CRIP, en cas de danger immédiat. Une information à l'équipe de PMI qui a orienté l'enfant est réalisée par la directrice de la structure.

En dehors des places réservées faisant l'objet de la présente convention, les professionnels de PMI peuvent orienter des familles qu'elles accompagnent, auprès du CCAS d'Orléans afin que leur(s) enfant(s) puisse(nt) bénéficier d'un accueil en structure type multi accueil sans que celui-ci nécessite un Projet d'Accueil Individualisé. Il n'y a pas de priorité d'accueil de définie à cet égard concernant ces enfants.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Une participation forfaitaire est versée par le Département, elle est égale à **4 800 € par place réservée par an**.

Pour les 4 places supplémentaires, la participation financière du Département sera calculée au prorata du nombre de mois d'accueil pour chaque place.

Le montant de cette participation forfaitaire peut être révisé par les deux parties par le biais d'un avenant à la présente convention.

Le Président du Conseil Départemental arrête les moyens alloués au CCAS d'Orléans dans le cadre du budget adopté annuellement par le Conseil Départemental.

ARTICLE 6 – PARTICIPATION DU CCAS

La participation des familles dont l'enfant est accueilli (ou les enfants sont accueillis) sur une place réservée par la PMI sera prise en charge par le CCAS d'Orléans durant les 3 premiers mois d'accueil de l'enfant. Cette prise en charge sera calculée sur la base du tarif horaire moyen des participations familiales de l'ensemble des structures n-1. Les parents seront informés du montant de cette prise en charge durant les 3 premiers mois de l'accueil.

Les parents seront avisés du caractère temporaire de cette gratuité avant signature du contrat d'accueil par la famille.

Au terme de ces 3 mois et en accord avec les services de la PMI, la famille devra s'acquitter de la participation familiale ; calculée suivant un taux d'effort appliqué aux ressources de la famille par référence au barème déterminé par la CNAF et conformément au règlement de fonctionnement des établissements du jeune enfant du CCAS d'Orléans.

Les parents devront fournir au 2^{ème} mois d'accueil et ce en lien avec les services de la PMI, les pièces justificatives nécessaires au calcul de leur tarif.

Conformément aux conditions du règlement intérieur des structures petites enfance, le défaut de règlement de la participation familiale donnera lieu à résiliation du contrat (article 4.2.1.3 du règlement).

ARTICLE 7 – EVALUATION ET SUIVI

Une commission technique composée de représentants du Département d'une part (le médecin départemental de PMI, les médecins des MDD Orléans Nord et Sud) et des représentants du CCAS d'Orléans d'autre part (le responsable du service petite enfance, le médecin des structures petite enfance et la coordinatrice petite enfance) se réunit au minimum 1 fois par an, à l'initiative du Département, pour évaluation et suivi de l'application de la présente convention.

Un rapport de fin d'année établi par le service de PMI du Département, pour le 31 mars de l'année N+1, permet à la commission d'apprécier le suivi des places réservées sur la base des informations recueillies par les professionnels de PMI des MDD et auprès des structures d'accueil du jeune enfant du CCAS d'Orléans.

ARTICLE 8 – MODIFICATION

Toute modification de la convention intervient par voie d'avenant.

ARTICLE 9 – RESILIATION

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de préavis de un mois suivant sa notification.

Dans cette hypothèse, le versement de la participation financière du Département pour l'année en cours se fait au prorata des actions réalisées sur l'année concernée.

En cas de trop perçu par le CCAS, le Département lui notifie, par lettre recommandée avec avis de réception, le montant des sommes à reverser. Ce remboursement doit s'effectuer dans les 30 jours suivant la réception de la lettre de notification.

ARTICLE 10 – LITIGES

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.
En cas d'échec, le litige sera porté devant le tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Les activités des établissements d'accueil sont placées sous leur responsabilité exclusive. Les établissements d'accueil souscrivent tout contrat d'assurance de façon à ce que le Département ne puisse être recherché ou inquiété.

ARTICLE 12 – DUREE ET RECONDUCTION

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature par les parties pour un an.

Elle est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Orléans,

Pour le CCAS d'Orléans,
La Vice - Présidente du CCAS d'Orléans

Pour le Département du Loiret,
Le Président du Conseil Départemental

Alexandrine LECLERC

Marc GAUDET

CONVENTION
Relative à l'accueil des enfants requérant une attention particulière au sein du
multi-accueil « Les Petits Princes » géré par la Communauté des communes
Giennoises

Entre d'une part :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental, agissant au nom et pour le compte du Département du Loiret, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du

Ci-après dénommé « le Département ».

-

Et d'autre part,

La Communauté des communes Giennoises, représentée par son Président, Monsieur Christian BOULEAU, dûment habilité par délibération en date du

Ci-après dénommée « la CDCG ».

-

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L. 2112-2 et suivants et L. 2112-4,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 112-3, L. 112-4, L. 123-4 et suivants, L. 214-2 et R. 123-1 et suivants,

Vu les statuts de la CDCG,

Vu la délibération relative au vote du budget en date du,

PREAMBULE

Contexte général

Les textes régissant les compétences du Département et de la Communauté des communes Giennoises (CDCG) fondent une action conjointe de ces structures au soutien des enfants requérant une attention particulière. Il convient de les rappeler :

- **Pour la CDCG et le Département du Loiret**

Art L. 115-1 du Code de l'action sociale et de la famille :

« La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation [...]. L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics dont les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les organismes de sécurité sociale ainsi que les institutions poursuivent une politique destinée à connaître, à prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer la pauvreté et les exclusions. »

Article L. 2111-1 du Code de la santé publique :

« L'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale participent, dans les conditions prévues par le présent livre, à la protection et à la promotion de la santé maternelle et infantile qui comprend notamment : des mesures de prévention médicales, psychologiques, sociales et d'éducation pour la santé en faveur des futurs parents et des enfants. »

- **Pour le Département du Loiret**

Art L. 112-3 du Code de l'action sociale et des familles :

« La protection de l'enfance a pour but de prévenir les difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives, d'accompagner les familles et d'assurer, le cas échéant, selon des modalités adaptées à leurs besoins, une prise en charge partielle ou totale des mineurs. Elle comporte à cet effet un ensemble d'interventions en faveur de ceux-ci et de leurs parents. (...) ».

Art L. 123-1 du Code de l'action sociale et des familles :

« Le Département est responsable des services suivants et en assure le financement : (...) 3° Le service de protection maternelle et infantile mentionné à l'article L. 2112-1 du code de la santé publique ».

- **Pour la CDCG**

Art L. 214-2 du Code de l'action sociale et des familles :

« Les modalités de fonctionnement des équipements et services d'accueil des enfants de moins de six ans doivent faciliter l'accès aux enfants de familles rencontrant des difficultés du fait de leurs conditions de vie ou de travail ou en raison de leur faiblesse de leurs ressources ».

Contexte local

Certaines familles domiciliées sur le territoire de la CDCG (Gien-Arrabloy, Coullons, Boismorand, Nevoy, Poilly-lez-Gien, le Moulinet-sur-Solin, Saint-Martin-sur-Ocre, Saint-Gondon, Langesse, Saint-Brissson-sur-Loire, les Choux) rencontrent des difficultés tant sur le plan éducatif que social et font, à ce titre, l'objet d'un accompagnement par le service de Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Département. Un accueil des enfants issus de ces familles dans le multi-accueil « Les Petits Princes » géré par la CDCG permet une intégration sociale de ces familles et une prévention médico-psycho-sociale précoce pour l'enfant. Les constats établis par l'équipe de PMI du Département font ressortir la place privilégiée de ce type de structures dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que le Département et la CDCG s'engagent à développer des actions de prévention des difficultés médico-psycho-sociales précoces, à travers l'accueil au sein de la structure d'enfants de moins de quatre ans requérant une attention particulière et dont les parents bénéficient d'un accompagnement médico-social par le service de PMI.

Ces actions nécessitent de formaliser le travail partenarial et d'en assurer le financement.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties dans le cadre de l'accueil, au sein du multi-accueil « Les Petits Princes » géré par la CDCG, et à la demande du Département, d'enfants de moins de quatre ans requérant une attention particulière et dont les parents font l'objet d'un accompagnement par le service de PMI du Département.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS

- Pour les enfants : cet accueil concourt à la prévention des troubles du développement, des difficultés relationnelles, et aide à préparer la séparation d'avec le milieu familial en vue de l'entrée en maternelle.
- Pour les parents : il facilite et développe l'exercice de la fonction parentale en restaurant ou en consolidant un système relationnel à partir d'intérêts communs.
- Pour l'ensemble de la famille : il concourt à la lutte contre l'isolement social et l'exclusion.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE L'ACCUEIL

L'accueil des enfants au sein du multi-accueil doit respecter les principes suivants :

- respecter les familles et valoriser leurs expériences et leurs savoir-faire ;
- privilégier la relation entre les parents et les enfants.

ARTICLES 4 – MODALITES DE L'ACCUEIL

Des informations générales sur les raisons pour lesquelles l'enfant fait l'objet d'une attention particulière (pour justifier l'éligibilité au dispositif et orienter au mieux l'enfant et adapter sa prise en charge) seront préalablement fournies par l'équipe de PMI auprès de la directrice du multi-accueil.

L'accueil des enfants se fait dans le multi-accueil « Les Petits Princes » sur proposition écrite des professionnels de PMI du Département, adressée à la directrice du multi-accueil.

Cette proposition comporte :

- Les noms et prénoms de l'enfant et de ses représentants légaux ;
- La date de naissance de l'enfant ;
- La désignation et le numéro de la caisse versant les prestations familiales.

Les modalités de validation des propositions de prise en charge par la CDCG sont les suivantes :

- Accord de la directrice du multi-accueil en fonction de la disponibilité existante pour le temps d'accueil ;
- Accueil possible en cours de mois dès réception par la directrice des pièces justificatives nécessaires à la constitution du dossier administratif et de la signature du contrat par la famille (entretien individuel sur place avec la famille et la directrice).

Un contrat sera établi pour la première période et un second sera établi à l'échéance des 3 mois précisant la participation familiale à régler par les familles bénéficiant d'une place réservée.

Une place est réservée à cet accueil sur cette structure gérée par la CDCG, charge aux services du Département de la pourvoir, dans le respect de l'avis technique de la structure. Le nombre de places réservées à cet accueil peut être révisé par le biais d'un avenant à la présente convention.

Les enfants sont accueillis au sein du multi-accueil « Les Petits Princes » sur la base d'un Projet d'Accueil Individualisé, établi de façon concertée entre les parents de l'enfant accueilli, le professionnel de PMI référent de la famille, le médecin et la directrice de la structure pour un accompagnement éducatif et social. La Directrice Générale Adjointe chargée des Services à la Population de la CDCG en est informée, dans le respect du secret professionnel.

Semestriellement et plus si nécessaire, le professionnel de PMI référent et la directrice de la structure font le point sur l'accueil.

La famille, la Directrice Générale Adjointe chargée des Services à la Population de la CDCG ainsi que le médecin du multi-accueil sont tenus informés des résultats de cette concertation.

Le règlement intérieur du multi-accueil s'applique à tous, en particulier la visite médicale d'admission par le médecin de l'établissement.

En cas de nécessité, lorsque la situation de l'enfant et de ses parents se dégrade ou s'il est suspecté ou observé de la maltraitance sur les enfants accueillis dans le cadre de la présente convention, le multi-accueil « Les Petits Princes » transmet une information préoccupante à la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) du Département ou un signalement direct au Parquet, avec copie à la CRIP, en cas de danger immédiat. Une information à l'équipe de PMI qui a orienté l'enfant est réalisée par la directrice de la structure.

En dehors de la place réservée faisant l'objet de la présente convention, les professionnels de PMI peuvent orienter des familles qu'elles accompagnent, auprès de la CDCG afin que leur(s) enfant(s) puisse(nt) bénéficier d'un accueil au sein du multi-accueil sans que celui-ci nécessite un Projet d'Accueil Individualisé. Il n'y a pas de priorité d'accueil de définie à cet égard concernant ces enfants. Les règles d'attribution des places définies par la CDCG seront respectées.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Une participation forfaitaire est versée par le Département, elle est égale à **4 800 € par place réservée par an**.

Le montant de cette participation forfaitaire peut être révisé en cours d'année par les deux parties par le biais d'un avenant à la présente convention.

Le Président du Conseil Départemental arrête les moyens alloués à la CDCG dans le cadre du budget adopté annuellement par le Conseil Départemental.

ARTICLE 6 – PARTICIPATION DE LA CDCG

La participation des familles dont le (ou les) enfants sont accueillis sur une place réservée par la PMI sera prise en charge par la CDCG durant les 3 premiers mois d'accueil de l'enfant. Cette prise en charge sera calculée sur la base du tarif horaire moyen des participations familiales de l'ensemble des structures n-1. Les parents seront informés du montant de cette prise en charge durant les 3 premiers mois de l'accueil.

Les parents seront avisés du caractère temporaire de cette gratuité avant signature du contrat d'accueil par la famille.

Au terme de ces 3 mois et en accord avec le service de la PMI, la famille devra s'acquitter de la participation familiale ; calculée suivant un taux d'effort appliqué aux ressources de la famille par référence au barème déterminé par la CNAF et conformément au règlement de fonctionnement du multi-accueil « Les Petits Princes ».

Les parents devront fournir au 2^{ème} mois d'accueil et ce en lien avec le service de la PMI, les pièces justificatives nécessaires au calcul de leur tarif.

En cas de défaut de règlement de la participation familiale, les services de la PMI de la Maison du Département (MDD) de Gien seront avertis afin de trouver une solution adaptée avec la famille.

Sans résultat et conformément aux conditions du règlement intérieur du Multi-accueil, le défaut de règlement de la participation familiale donnera lieu au non renouvellement du contrat.

ARTICLE 7 – EVALUATION ET SUIVI

Une commission technique composée de représentants du Conseil Départemental d'une part (le médecin départemental de PMI, le médecin de la MDD de Gien) et d'autre part des représentants de la CDCG (la Vice-présidente en charge des affaires sociales, la Directrice Générale Adjointe chargée des Services à la Population, le médecin et la directrice du multi-accueil) se réunit au minimum 1 fois par an, à l'initiative du Département, pour évaluation et suivi de l'application de la présente convention.

Un rapport de fin d'année établi par le service de PMI, pour le 31 mars de l'année N+1, permet à la commission d'apprécier le suivi de la place réservée sur la base des informations recueillies par les professionnels de PMI de la MDD et auprès de la structure d'accueil « Les Petits Princes ».

ARTICLE 8 – MODIFICATION

Toute modification de la convention intervient par voie d'avenant.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de préavis de un mois suivant sa notification.

Dans cette hypothèse, le versement de la participation financière du Département pour l'année en cours se fait au prorata des actions réalisées sur l'année concernée.

En cas de trop perçu par la CDCG, le Département lui notifie, par lettre recommandée avec avis de réception, le montant des sommes à reverser. Ce remboursement doit s'effectuer dans les 30 jours suivant la réception de la lettre de notification.

ARTICLE 10 - LITIGES

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.
En cas d'échec, le litige sera porté devant le tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Les activités des établissements d'accueil sont placées sous leur responsabilité exclusive. Les établissements d'accueil souscrivent tout contrat d'assurance de façon à ce que le Département ne puisse être recherché ou inquiété.

ARTICLE 12 – DUREE ET RECONDUCTION

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature par les parties pour un an.

Elle est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Orléans, le _____,

Pour la Communauté des communes Giennoises
Le Président de la CDCG

Pour le Département du Loiret,
Le Président du Conseil Départemental

Christian BOULEAU

Marc GAUDET

CONVENTION
Relative à l'accueil des enfants requérant une attention particulière au sein du
Multi-accueil « Fleur de Coton » géré par la Communauté de communes du
Pithiverais-Gâtinais

Entre d'une part :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc Gaudet, Président du Conseil Départemental, agissant au nom et pour le compte du Département du Loiret, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du

Ci après dénommé « le Département ».

-

Et d'autre part,

La Communauté de communes du Pithiverais-Gâtinais, représentée par sa Présidente Delmira DAUVILLERS, dûment habilité par délibération en date du

Ci après dénommée « CCPG ».

-

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L. 2112-2 et suivants et L. 2112-4,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 112-3, L. 112-4, L. 123-4 et suivants, L. 214-2 et R. 123-1 et suivants,

Vu la délibération 2017-234 du 21/12/2017 de la C. C. P. G. portant définition de l'intérêt communautaire « action sociale »,

Vu la délibération relative au vote du budget en date du,

PREAMBULE

Contexte général

Les textes régissant les compétences du Département et de la CCPG fondent une action conjointe de ces structures au soutien des enfants requérant une attention particulière. Il convient de les rappeler :

- **Pour la CCPG et le Département du Loiret**

Art L. 115-1 du Code de l'action sociale et de la famille :

« La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation [...]. L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics dont les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les organismes de sécurité sociale ainsi que les institutions poursuivent une politique destinée à connaître, à prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer la pauvreté et les exclusions ».

Article L. 2111-1 du Code de la santé publique :

« L'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale participent, dans les conditions prévues par le présent livre, à la protection et à la promotion de la santé maternelle et infantile qui comprend notamment : des mesures de prévention médicales, psychologiques, sociales et d'éducation pour la santé en faveur des futurs parents et des enfants ».

- **Pour le Département du Loiret**

Art L. 112-3 du Code de l'action sociale et des familles :

« La protection de l'enfance a pour but de prévenir les difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives, d'accompagner les familles et d'assurer, le cas échéant, selon des modalités adaptées à leurs besoins, une prise en charge partielle ou totale des mineurs. Elle comporte à cet effet un ensemble d'interventions en faveur de ceux-ci et de leurs parents (...).

Art L. 123-1 du Code de l'action sociale et des familles :

« Le département est responsable des services suivants et en assure le financement : (...) 3° Le service de protection maternelle et infantile mentionné à l'article L. 2112-1 du code de la santé publique ».

- **Pour la CCPG**

Art L. 214-2 du Code de l'action sociale et des familles :

« Les modalités de fonctionnement des équipements et services d'accueil des enfants de moins de six ans doivent faciliter l'accès aux enfants de familles rencontrant des difficultés du fait de leurs conditions de vie ou de travail ou en raison de leur faiblesse de leurs ressources ».

Contexte local

Certaines familles domiciliées sur les communes de la CCPG rencontrent des difficultés tant sur le plan éducatif que social et font, à ce titre, l'objet d'un accompagnement par le service de Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Département.

Un accueil des enfants issus de ces familles dans le multi-accueil « Fleur de Coton » géré par la CCPG permet une intégration sociale de ces familles et une prévention médico-psycho-sociale précoce pour l'enfant. Les constats établis par les équipes de PMI du Département font ressortir la place privilégiée de ce type de structures dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que le Département et la CCPG s'engagent à développer des actions de prévention des difficultés médico-psycho-sociales précoces, à travers l'accueil au sein de la structure d'enfants de moins de six ans requérant une attention particulière et dont les parents bénéficient d'un accompagnement médico-social par le service de PMI.

Ces actions nécessitent de formaliser le travail partenarial et d'en assurer le financement.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties dans le cadre de l'accueil, au sein du multi-accueil « Fleur de Coton » géré par la CCPG, et à la demande du Département, d'enfants de moins de six ans requérant une attention particulière et dont les parents font l'objet d'un accompagnement par le service de PMI du Département.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS

- Pour les enfants : cet accueil concourt à la prévention des troubles du développement, des difficultés relationnelles, et aide à préparer la séparation d'avec le milieu familial en vue de l'entrée en maternelle.
- Pour les parents : il facilite et développe l'exercice de la fonction parentale en restaurant ou en consolidant un système relationnel à partir d'intérêts communs.
- Pour l'ensemble de la famille : il concourt à la lutte contre l'isolement social et l'exclusion.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE L'ACCUEIL

L'accueil des enfants au sein du multi-accueil doit respecter les principes suivants :

- Respecter les familles et valoriser leurs expériences et leurs savoir-faire ;
- Privilégier la relation entre les parents et les enfants.

ARTICLES 4 – MODALITES DE L'ACCUEIL

Des informations générales sur les raisons pour lesquelles l'enfant fait l'objet d'une attention particulière (pour justifier l'éligibilité au dispositif et orienter au mieux l'enfant et adapter sa prise en charge) seront préalablement fournies par l'équipe de PMI auprès de la directrice du multi-accueil.

L'accueil des enfants se fait dans le multi-accueil « Fleur de Coton » sur proposition écrite des professionnels de PMI du Département, adressée à la coordinatrice petite enfance de la CCPG.

Cette proposition comporte :

- Les noms et prénoms de l'enfant et de ses représentants légaux ;
- La date de naissance de l'enfant ;
- La désignation et le numéro de la caisse versant les prestations familiales.

Les modalités de validation des propositions de prise en charge par la CCPG sont les suivantes :

- Accord de la directrice du multi-accueil en fonction de la disponibilité existante pour le temps d'accueil ;
- Accueil possible en cours de mois dès réception par la directrice des pièces justificatives nécessaires à la constitution du dossier administratif et de la signature du contrat par la famille, (entretien individuel sur place avec la famille et la directrice).

Un contrat sera établi pour la première période et un second sera établi à l'échéance des 3 mois précisant la participation familiale à régler par les familles bénéficiant d'un accueil sur une place réservée.

Une place est réservée à cet accueil sur cette structure gérée par la CCPG, charge aux services du Département de la pourvoir, dans le respect de l'avis technique de la structure. Le nombre de places réservées à cet accueil peut être révisé par le biais d'un avenant à la présente convention.

Les enfants sont accueillis au sein du multi-accueil « Fleur de Coton » sur la base d'un projet de vie (accompagné d'un projet d'accueil individualisé si nécessaire), établi de façon concertée entre les parents de l'enfant accueilli, le professionnel de PMI de la Maison du Département (MDD) référent de la famille, le médecin et la directrice de la structure pour un accompagnement éducatif et social. La coordinatrice petite enfance de la CCPG en est informée, dans le respect du secret professionnel.

Semestriellement et plus si nécessaire, le professionnel de PMI de la MDD référent et la directrice de la structure font le point sur l'accueil.

La famille, la coordinatrice petite enfance de la CCPG ainsi que le médecin du multi-accueil sont tenus informés des résultats de cette concertation.

Le règlement intérieur du multi-accueil s'applique à tous, en particulier la visite médicale d'admission par le médecin de l'établissement.

En cas de nécessité, lorsque la situation de l'enfant et de ses parents se dégrade ou s'il est suspecté ou observé de la maltraitance sur les enfants accueillis dans le cadre de la présente convention, le multi-accueil « Fleur de Coton » transmet une information préoccupante à la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) du Département ou un signalement direct au Parquet, avec copie à la CRIP, en cas de danger immédiat. Une information à l'équipe de PMI qui a orienté l'enfant est réalisée par la directrice de la structure.

En dehors de la place réservée faisant l'objet de la présente convention, les professionnels de PMI peuvent orienter des familles qu'elles accompagnent, auprès de la directrice de la structure afin que leur(s) enfant(s) puisse(nt) bénéficier d'un accueil au sein du multi accueil sans que celui-ci nécessite un projet de vie dans le cadre de la présente convention. Il n'y a pas de priorité d'accueil de définie à cet égard concernant ces enfants. Les règles d'attributions des places définies par la CCPG seront respectées.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Une participation forfaitaire est versée par le Département, elle est égale à **4 800 € par place réservée par an.**

Le montant de cette participation forfaitaire peut être révisé en cours d'année par les deux parties par le biais d'un avenant à la présente convention.

Le Président du Conseil Départemental arrête les moyens alloués à la CCPG dans le cadre du budget adopté annuellement par le Conseil départemental.

ARTICLE 6 – PARTICIPATION DE LA CCPG

La participation des familles dont le (ou les) enfants sont accueillis sur une place réservée par la PMI sera prise en charge par la CCPG durant les 3 premiers mois d'accueil de l'enfant. Cette prise en charge sera calculée sur la base du tarif horaire moyen des participations familiales du multi-accueil n-1. Les parents seront informés du montant de cette prise en charge durant les 3 premiers mois de l'accueil.

Les parents seront avisés du caractère temporaire de cette gratuité avant signature du contrat d'accueil par la famille.

Au terme de ces 3 mois et en accord avec les services de la PMI, la famille devra s'acquitter de la participation familiale, calculée suivant un taux d'effort appliqué aux ressources de la famille par référence au barème déterminé par la CNAF et conformément au règlement de fonctionnement du multi-accueil « Fleur de Coton ».

Les parents devront fournir au 2^{ème} mois d'accueil et ce en lien avec les services de la PMI, les pièces justificatives nécessaires au calcul de leur tarif.

En cas de défaut de règlement de la participation familiale, les services de la PMI de la MDD de Pithiviers seront avertis afin de trouver une solution adaptée avec la famille.

Sans résultat et conformément aux conditions du règlement intérieur du multi-accueil, le défaut de règlement de la participation familiale donnera lieu au non renouvellement du contrat.

ARTICLE 7 – EVALUATION ET SUIVI

Une commission technique composée de représentants du Conseil Départemental d'une part (le médecin départemental de PMI ou son représentant, le médecin de la MDD de Pithiviers et une puéricultrice de PMI du secteur) et d'autre part des représentants de la CCPG (le Vice-Président en charge de la petite enfance, la coordinatrice petite enfance, le médecin et la directrice du multi-accueil) se réunit au minimum 1 fois par an, à l'initiative du Département, pour évaluation et suivi de l'application de la présente convention.

Un rapport de fin d'année établi par le service de PMI, pour le 31 mars de l'année N+1, permet à la commission d'apprécier le suivi de la place réservée sur la base des informations recueillies par les professionnels de PMI de la MDD et auprès de la structure d'accueil « Fleur de Coton ».

ARTICLE 8 – MODIFICATION

Toute modification de la convention intervient par voie d'avenant.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de préavis d'un mois suivant sa notification.

Dans cette hypothèse, le versement de la participation financière du Département pour l'année en cours se fait au prorata des actions réalisées sur l'année concernée.

En cas de trop perçu par la CCPG, le Département lui notifie, par lettre recommandée avec avis de réception, le montant des sommes à reverser. Ce remboursement doit s'effectuer dans les 30 jours suivant la réception de la lettre de notification.

ARTICLE 10 - LITIGES

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.
En cas d'échec, le litige sera porté devant le tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Les activités de la structure d'accueil sont placées sous sa responsabilité exclusive. Le multi-accueil souscrit tout contrat d'assurance de façon à ce que le Département ne puisse être recherché ou inquiété.

ARTICLE 12 – DUREE ET RECONDUCTION

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature par les parties pour un an.

Elle est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Orléans,

Pour la Communauté de communes
du Pithiverais-Gâtinais
La Présidente de la Communauté de communes

Pour le Département du Loiret,
Le Président du Conseil Départemental

Delmira DAUVILLERS

Marc GAUDET

<p style="text-align: center;">CONVENTION Relative à l'accueil des enfants requérant une attention particulière au sein des structures petite enfance gérées par la Commune de Montargis</p>
--

Entre d'une part :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental, agissant au nom et pour le compte du Département du Loiret, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental en date,

Ci après dénommé « le Département ».

-

Et d'autre part,

La Commune de Montargis, représenté par son Député Maire, dûment habilité par délibération en date du

Ci après dénommé « la commune de Montargis »

-

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 112-3, L. 115-1, L. 123-1 et L. 214-2,

Vu la délibération relative au vote du budget en date du,

PREAMBULE

Contexte général

Les textes régissant les compétences du Département du Loiret et de la commune de Montargis fondent une action conjointe de ces collectivités territoriales au soutien des enfants requérant une attention particulière. Il convient de les rappeler :

- **Pour la Commune de Montargis et le Département du Loiret**

Art L. 115-1 du Code de l'action sociale et de la famille :

« La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation [...]. L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics dont les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les organismes de sécurité sociale ainsi que les institutions poursuivent une politique destinée à connaître, à prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer la pauvreté et les exclusions ».

Article L. 2111-1 du Code de la santé publique :

« L'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale participent, dans les conditions prévues par le présent livre, à la protection et à la promotion de la santé maternelle et infantile qui comprend notamment : des mesures de prévention médicales, psychologiques, sociales et d'éducation pour la santé en faveur des futurs parents et des enfants ».

- **Pour le Département du Loiret**

Art L. 112-3 du Code de l'action sociale et des familles :

« La protection de l'enfance a pour but de prévenir les difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives, d'accompagner les familles et d'assurer, le cas échéant, selon des modalités adaptées à leurs besoins, une prise en charge partielle ou totale des mineurs. Elle comporte à cet effet un ensemble d'interventions en faveur de ceux-ci et de leurs parents. (...) »

Art L. 123-1 du Code de l'action sociale et des familles :

« Le Département est responsable des services suivants et en assure le financement : (...) 3° Le service de protection maternelle et infantile mentionné à l'article L. 2112-1 du Code de la santé publique ».

- **Pour la Commune de Montargis**

Art L. 214-2 du Code de l'action sociale et des familles :

« Les modalités de fonctionnement des équipements et services d'accueil des enfants de moins de six ans doivent faciliter l'accès aux enfants de familles rencontrant des difficultés du fait de leurs conditions de vie ou de travail ou en raison de leur faiblesse de leurs ressources ».

Contexte local

Certaines familles domiciliées à Montargis rencontrent des difficultés tant sur le plan éducatif que social et font, à ce titre, l'objet d'un accompagnement par le service de Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Département. Un accueil des enfants issus de ces familles dans des établissements d'accueil du jeune enfant gérés par la Commune de Montargis permettrait une intégration sociale de ces familles et une prévention médico-psycho-sociale précoce pour l'enfant. Les constats établis par les équipes de PMI du Département font ressortir la place privilégiée de ces structures dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que le Département et la Commune de Montargis s'engagent à développer des actions de prévention des difficultés médico-psycho-sociales précoces, à travers l'accueil, au sein des établissements d'accueil du jeune enfant, de mineurs de moins de quatre ans requérant une attention particulière, et dont les parents bénéficient d'un accompagnement médico-social par le service de PMI du Département.

Ces actions nécessitent de formaliser le travail partenarial et d'en assurer le financement.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties dans le cadre de l'accueil, au sein des établissements d'accueil du jeune enfant gérés par la Commune de Montargis, et à la demande du Département, d'enfants de moins de six ans requérant une attention particulière et dont les parents font l'objet d'un accompagnement par le service de PMI du Département.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS

- Pour les enfants : cet accueil concourt à l'éveil, à la prévention des troubles du développement, des difficultés relationnelles, et aide à préparer la séparation d'avec le milieu familial en vue de l'entrée en maternelle.
- Pour les parents : il facilite et développe l'exercice de la fonction parentale en restaurant ou en consolidant un système relationnel à partir d'intérêts communs.
- Pour l'ensemble de la famille : il concourt à la lutte contre l'isolement social et l'exclusion.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE L'ACCUEIL

L'accueil des enfants au sein des établissements d'accueil du jeune enfant doit respecter les principes suivants :

- Respecter les familles et valoriser leurs expériences et leurs savoir-faire ;
- Privilégier la relation entre les parents et les enfants.

ARTICLES 4 – MODALITES DE L'ACCUEIL

Des informations générales et strictement limitées à ce qui est nécessaire à l'objectif poursuivi, sur les raisons pour lesquelles l'enfant fait l'objet d'une attention particulière afin de justifier l'éligibilité au dispositif, d'orienter au mieux l'enfant et d'adapter sa prise en charge, seront préalablement fournies par l'équipe de PMI de la MDD du Montargois auprès de la directrice de la structure sollicitée.

L'accueil des enfants se fait dans les établissements d'accueil du jeune enfant gérés par la commune de Montargis sur proposition écrite des professionnels de PMI du Département, adressée à la directrice de la structure d'accueil concernée.

Cette proposition comporte :

- Les noms et prénoms de l'enfant et de ses représentants légaux ;
- La date de naissance de l'enfant ;
- La désignation et le numéro de la caisse versant les prestations familiales ;
- Le nom de la structure demandée en précisant qu'il s'agit d'une place réservée.

Les modalités de validation des propositions de prise en charge par la Commune de Montargis sont les suivantes :

- Accord de la Directrice de la structure sollicitée par la PMI en fonction du nombre de places réservées disponibles sur la structure concernée.

- Accueil possible en cours de mois dès réception par la Directrice des pièces justificatives nécessaires à la constitution du dossier administratif et de la signature du contrat par la famille (entretien individuel sur place avec la famille, le professionnel de PMI et la Directrice).

Un premier contrat d'accueil sera établi pour une période de 3 mois puis un second sera conclu à l'échéance de ces 3 mois précisant la participation familiale à régler par les familles bénéficiant d'une place réservée.

Deux places sont réservées à cet accueil, **une place au multi-accueil Dom Pedre et une place au multi-accueil des Closiers**, 2 établissements d'accueil du jeune enfant gérés par la Commune de Montargis, charge au service de PMI du Département de les pourvoir, dans le respect de l'avis technique de la structure.

La répartition sur les différentes structures se réalise en fonction des disponibilités et des besoins observés par la Commune de Montargis. Le nombre de places réservées à cet accueil peut être révisé en cours d'année par le biais d'un avenant à la présente convention.

Les enfants sont accueillis au sein des établissements d'accueil du jeune enfant de la Commune de Montargis sur la base d'un Projet d'Accueil Individualisé, établi de façon concertée entre les parents de l'enfant accueilli, le professionnel de PMI de la MDD référent de la famille, le médecin du service Petite Enfance et la directrice de la structure pour un accompagnement éducatif et social.

Semestriellement et plus si nécessaire, le professionnel de PMI de la MDD référent et la directrice de la structure font le point sur l'accueil.

La famille, le médecin des structures « Petite Enfance » de la Commune de Montargis sont tenus informés des résultats de cette concertation.

Le règlement intérieur des établissements d'accueil du jeune enfant de la Commune de Montargis s'applique à tous, en particulier la visite médicale d'admission par le médecin de l'établissement.

En cas de nécessité, lorsque la situation de l'enfant et de ses parents se dégrade ou s'il est suspecté ou observé de la maltraitance sur les enfants accueillis dans le cadre de la présente convention, la structure d'accueil transmet une information préoccupante à la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) du Département ou un signalement direct au Parquet, avec copie à la CRIP, en cas de danger immédiat. Une information à l'équipe de PMI qui a orienté l'enfant est réalisée par la directrice de la structure.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Une participation forfaitaire sera versée par le Département, elle sera égale à **4 800 € par place réservée par an**, sous réserve du budget qui sera voté par le Conseil Départemental. Le montant de cette participation forfaitaire pourra être révisé en cours d'année par les deux parties par le biais d'un avenant à la présente convention.

Le versement de la participation forfaitaire sera effectué annuellement.

ARTICLE 6 – PARTICIPATION DE LA COMMUNE DE MONTARGIS

La participation des familles dont l'enfant est accueilli (ou les enfants sont accueillis) sur une place réservée par la PMI sera prise en charge par la Commune de Montargis durant les 3 premiers mois d'accueil de l'enfant pour les familles montargoises. Cette prise en charge sera calculée sur la base du tarif horaire moyen des participations familiales des structures n-1. Les parents seront informés du montant de cette prise en charge durant les 3 premiers mois de l'accueil.

Les parents seront avisés du caractère temporaire de cette gratuité avant signature du contrat d'accueil par la famille.

Pour les familles hors commune de Montargis, elles devront s'acquitter du montant de leur participation familiale (barème CNAF) avec une majoration de 20% comme stipulé dans le règlement de la structure, dès le début de l'accueil de leur(s) enfant(s).

Au terme de ces 3 mois et en accord avec les services de la PMI, la famille devra s'acquitter de la participation familiale; calculée suivant un taux d'effort appliqué aux ressources de la famille par référence au barème déterminé par la CNAF et conformément au règlement de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant de la Commune de Montargis.

Les parents devront fournir au cours du 2^{ème} mois d'accueil et ce en lien avec les services de la PMI, les pièces justificatives nécessaires au calcul de leur tarif.

En cas de défaut de règlement de la participation familiale, le service de PMI sera averti afin de trouver une solution adaptée à la famille.

Sans résultat et conformément aux conditions du règlement intérieur des structures Petite Enfance, le défaut de règlement de la participation familiale donnera lieu à résiliation du contrat.

ARTICLE 7 – EVALUATION ET SUIVI

Une commission technique composée de représentants du Département d'une part (le médecin départemental de PMI, les médecins de PMI de la MDD du Montargois) et des représentants de la Commune de Montargis d'autre part (les responsables des structures, le médecin des structures petite enfance et la coordinatrice petite enfance) se réunit au minimum 1 fois dans l'année, à l'initiative du Département, pour évaluation et suivi de l'application de la présente convention.

Un rapport de fin d'année établi par le service de PMI du Département, pour le 15 février de l'année N+1, permet à la commission d'apprécier le suivi des places réservées sur la base des informations recueillies par les professionnels de PMI de la MDD du Montargois et auprès des établissements d'accueil du jeune enfant de la commune de Montargis.

ARTICLE 8 – MODIFICATION

Toute modification de la convention intervient par voie d'avenant.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de préavis de un mois suivant sa notification.

Dans cette hypothèse, le versement de la participation financière du Département se fait au prorata des actions réalisées sur l'année 2018.

En cas de trop perçu par la Commune de Montargis, le Département lui notifie, par lettre recommandée avec avis de réception, le montant des sommes à reverser. Ce remboursement doit s'effectuer dans les 30 jours suivant la réception de la lettre de notification.

ARTICLE 10 - LITIGES

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.
En cas d'échec, le litige sera porté devant le tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Les activités des établissements d'accueil du jeune enfant sont placées sous leur responsabilité exclusive. Les établissements d'accueil du jeune enfant souscrivent tout contrat d'assurance de façon à ce que le Département ne puisse être recherché ou inquiété.

ARTICLE 12 – DUREE ET RECONDUCTION

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature par les parties pour un an.
Elle est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Orléans,

Pour la Commune de Montargis,
Le Maire

Pour le Département du Loiret,
Le Président du Conseil Départemental

Benoît DIGEON

Marc GAUDET

CONVENTION
Relative à l'accueil des enfants requérant une attention particulière au sein du
multi-accueil « A petits pas » géré par la Communauté de communes
du Pithiverais

Entre d'une part :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc Gaudet, Président du Conseil Départemental, agissant au nom et pour le compte du Département du Loiret, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du,

Ci après dénommé « le Département ».

Et d'autre part,

La Communauté de communes du Pithiverais, représentée Monsieur Jean-Claude Bouvard, Président, dûment habilité par délibération en date du 19 septembre 2018,

Ci après dénommée « la CCDP ».

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L. 2112-2 et suivants et L. 2112-4,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 112-3, L. 112-4, L. 123-4 et suivants, L. 214-2 et R. 123-1 et suivants,

Vu la délibération relative au vote du budget en date du,

PREAMBULE

Contexte général

Les textes régissant les compétences du Département et de la Communauté de communes du Pithiverais (CCDP) fondent une action conjointe de ces structures au soutien des enfants requérant une attention particulière. Il convient de les rappeler :

○ **Pour la CCDP et le Département du Loiret**

Art L. 115-1 du Code de l'action sociale et de la famille :

« La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égale dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation [...]. L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics dont les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les organismes de sécurité sociale ainsi que les institutions poursuivent une politique destinée à connaître, à prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer la pauvreté et les exclusions ».

Article L. 2111-1 du Code de la santé publique :

« L'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale participent, dans les conditions prévues par le présent livre, à la protection et à la promotion de la santé maternelle et infantile qui comprend notamment : des mesures de prévention médicales, psychologiques, sociales et d'éducation pour la santé en faveur des futurs parents et des enfants ».

○ **Pour le Département du Loiret**

Art L. 112-3 du Code de l'action sociale et des familles :

« La protection de l'enfance a pour but de prévenir les difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives, d'accompagner les familles et d'assurer, le cas échéant, selon des modalités adaptées à leurs besoins, une prise en charge partielle ou totale des mineurs. Elle comporte à cet effet un ensemble d'interventions en faveur de ceux-ci et de leurs parents (...).

Art L. 123-1 du Code de l'action sociale et des familles :

*« Le département est responsable des services suivants et en assure le financement : (...)
3° Le service de protection maternelle et infantile mentionné à l'article L. 2112-1 du code de la santé publique ».*

○ **Pour la CCDP**

Art L. 214-2 du Code de l'action sociale et des familles :

« Les modalités de fonctionnement des équipements et services d'accueil des enfants de moins de six ans doivent faciliter l'accès aux enfants de familles rencontrant des difficultés du fait de leurs conditions de vie ou de travail ou en raison de leur faiblesse de leurs ressources ».

Contexte local

Certaines familles domiciliées sur les communes de la CCPD rencontrent des difficultés tant sur le plan éducatif que social et font, à ce titre, l'objet d'un accompagnement par les services de Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Département. Un accueil des enfants issus de ces familles dans le multi-accueil « A petits Pas » géré par la CCDP permet une intégration sociale de ces familles et une prévention médico-psycho-sociale précoce pour l'enfant. Les constats établis par les équipes de PMI du Département font ressortir la place privilégiée de ce type de structures dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que le Département et la CCDP s'engagent à développer des actions de prévention des difficultés médico-psycho-sociales précoces, à travers l'accueil au sein de la structure d'enfants de moins de six ans requérant une attention particulière et dont les parents bénéficient d'un accompagnement médico-social par le service de PMI.

Ces actions nécessitent de formaliser le travail partenarial et d'en assurer le financement.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties dans le cadre de l'accueil, au sein du multi-accueil « A petits pas » géré par la CCDP, et à la demande du Département, d'enfants de moins de quatre ans requérant une attention particulière et dont les parents font l'objet d'un accompagnement par le service de PMI du Département.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS

- Pour les enfants : cet accueil concourt à la prévention des troubles du développement, des difficultés relationnelles, et aide à préparer la séparation d'avec le milieu familial en vue de l'entrée en maternelle.
- Pour les parents : il facilite et développe l'exercice de la fonction parentale en restaurant ou en consolidant un système relationnel à partir d'intérêts communs.
- Pour l'ensemble de la famille : il concourt à la lutte contre l'isolement social et l'exclusion.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE L'ACCUEIL

L'accueil des enfants au sein du multi-accueil doit respecter les principes suivants :

- Respecter les familles et valoriser leurs expériences et leurs savoir-faire ;
- Privilégier la relation entre les parents et les enfants.

ARTICLES 4 – MODALITES DE L'ACCUEIL

Des informations générales sur les raisons pour lesquelles l'enfant fait l'objet d'une attention particulière (pour justifier l'éligibilité au dispositif et orienter au mieux l'enfant et adapter sa prise en charge) seront préalablement fournies par l'équipe de PMI auprès de la directrice du multi-accueil.

L'accueil des enfants se fait dans le multi-accueil « A petits pas » sur proposition écrite des professionnels de PMI du Département, adressée à la directrice du multi-accueil.

Cette proposition comporte :

- Les noms et prénoms de l'enfant et de ses représentants légaux ;
- La date de naissance de l'enfant ;
- La désignation et le numéro de la caisse versant les prestations familiales.

Les modalités de validation des propositions de prise en charge par la CCDP sont les suivantes :

- Accord de la directrice du multi-accueil en fonction de la disponibilité existante pour le temps d'accueil ;
- Accueil possible en cours de mois dès réception par la directrice des pièces justificatives nécessaires à la constitution du dossier administratif et de la signature du contrat par la famille, (entretien individuel sur place avec la famille et la directrice).

Un contrat sera établi pour la première période et un second sera établi à l'échéance des 3 mois précisant la participation familiale à régler par les familles bénéficiant d'une place réservée.

Une place est réservée à cet accueil sur cette structure gérée par la CCDP, charge aux services du Département de la pourvoir, dans le respect de l'avis technique de la structure. Le nombre de places réservées à cet accueil peut être révisé par le biais d'un avenant à la présente convention.

Les enfants sont accueillis au sein du multi-accueil « A petits pas » sur la base d'un Projet d'Accueil Individualisé, établi de façon concertée entre les parents de l'enfant accueilli, le professionnel de PMI de la Maison du Département (MDD) référent de la famille, le médecin et la directrice de la structure pour un accompagnement éducatif et social. La directrice des Services à la Population de la CCDP en est informée, dans le respect du secret professionnel.

Semestriellement et plus si nécessaire, le professionnel de PMI de la MDD référent et la directrice de la structure font le point sur l'accueil.

La famille, la directrice des Services à la Population de la CCDP ainsi que le médecin du multi-accueil sont tenus informés des résultats de cette concertation.

Le règlement intérieur du multi-accueil s'applique à tous, en particulier la visite médicale d'admission par le médecin de l'établissement.

En cas de nécessité, lorsque la situation de l'enfant et de ses parents se dégrade ou s'il est suspecté ou observé de la maltraitance sur les enfants accueillis dans le cadre de la présente convention, le multi-accueil « A petits pas » transmet une information préoccupante à la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) du Département ou un signalement direct au Parquet, avec copie à la CRIP, en cas de danger immédiat. Une information à l'équipe de PMI qui a orienté l'enfant est réalisée par la directrice de la structure.

En dehors de la place réservée faisant l'objet de la présente convention, les professionnels de PMI peuvent orienter des familles qu'elles accompagnent, auprès de la CCDP afin que leur(s) enfant(s) puisse(nt) bénéficier d'un accueil au sein du multi accueil sans que celui-ci nécessite un Projet d'Accueil Individualisé. Il n'y a pas de priorité d'accueil définie à cet égard concernant ces enfants. Les règles d'attributions des places définies par la CCDP seront respectées.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Une participation forfaitaire est versée par le Département, elle est égale à **4 800 € par place réservée par an**.

Le montant de cette participation forfaitaire peut être révisé en cours d'année par les deux parties par le biais d'un avenant à la présente convention.

Le Président du Conseil Départemental arrête les moyens alloués à la CCDP dans le cadre du budget adopté annuellement par le Conseil Départemental.

ARTICLE 6 – PARTICIPATION DE LA CCDP

La participation des familles dont le (ou les) enfants sont accueillis sur une place réservée par la PMI sera prise en charge par la CCDP durant les 3 premiers mois d'accueil de l'enfant. Cette prise en charge sera calculée sur la base du tarif horaire moyen des participations familiales de l'ensemble des structures n-1. Les parents seront informés du montant de cette prise en charge durant les 3 premiers mois de l'accueil.

Les parents seront avisés du caractère temporaire de cette gratuité avant signature du contrat d'accueil par la famille.

Au terme de ces 3 mois et en accord avec les services de la PMI, la famille devra s'acquitter de la participation familiale ; calculée suivant un taux d'effort appliqué aux ressources de la famille par référence au barème déterminé par la CNAF et conformément au règlement de fonctionnement du multi-accueil « A petits pas ».

Les parents devront fournir au 2^{ème} mois d'accueil et ce en lien avec les services de la PMI, les pièces justificatives nécessaires au calcul de leur tarif.

En cas de défaut de règlement de la participation familiale, les services de la PMI de la MDD de Pithiviers seront avertis afin de trouver une solution adaptée avec la famille.

Sans résultat et conformément aux conditions du règlement intérieur du multi-accueil, le défaut de règlement de la participation familiale donnera lieu au non renouvellement du contrat (article VII du règlement).

ARTICLE 7 – EVALUATION ET SUIVI

Une commission technique composée de représentants du Conseil départemental d'une part (le médecin départemental de PMI, le médecin de la MDD de Pithiviers) et d'autre part des représentants de la CCDP (le Vice-Président en charge de la Petite Enfance, la directrice des Services à la Population, le médecin et la directrice du multi-accueil) se réunit au minimum 1 fois par an, à l'initiative du Département, pour évaluation et suivi de l'application de la présente convention.

Un rapport de fin d'année établi par le service de PMI, pour le 31 mars de l'année N+1, permet à la commission d'apprécier le suivi de la place réservée sur la base des informations recueillies par les professionnels de PMI de la MDD et auprès de la structure d'accueil « A petits pas ».

ARTICLE 8 – MODIFICATION

Toute modification de la convention intervient par voie d'avenant.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de préavis de un mois suivant sa notification.

Dans cette hypothèse, le versement de la participation financière du Département pour l'année en cours se fait au prorata des actions réalisées sur l'année concernée.

En cas de trop perçu par la CCDP, le Département lui notifie, par lettre recommandée avec avis de réception, le montant des sommes à reverser. Ce remboursement doit s'effectuer dans les 30 jours suivant la réception de la lettre de notification.

ARTICLE 10 - LITIGES

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.

En cas d'échec, le litige sera porté devant le tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Les activités des établissements d'accueil sont placées sous leur responsabilité exclusive. Les établissements d'accueil souscrivent tout contrat d'assurance de façon à ce que le Département ne puisse être recherché ou inquiété.

ARTICLE 12 – DUREE ET RECONDUCTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les parties. Sa durée de validité est d'une année à compter de sa signature

Elle est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Orléans,

Pour la Communauté de communes
du Pithiverais
Le Président de la CCDP

Pour le Département du Loiret,
Le Président du Conseil Départemental

Jean-Claude BOUVARD

Marc GAUDET

CONVENTION

Relative à l'accueil des enfants requérant une attention particulière au sein d'une structure petite enfance gérée par la Commune de Saint-Jean-de-Braye

Entre d'une part :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental, agissant au nom et pour le compte du Département du Loiret, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du

Ci après dénommé « le Département ».

Et d'autre part,

La Commune de Saint-Jean-de-Braye, représentée par sa Maire, Madame Vanessa SLIMANI, dûment habilitée par délibération en date du,

Ci-après dénommée « la ville de Saint-Jean-de-Braye ».

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L. 2112-2 et suivants et L. 2112-4,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 112-3, L. 112-4, L. 123-4 et suivants, L. 214-2 et R. 123-1 et suivants,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération relative au vote du.....,

PREAMBULE

Contexte général

Les textes régissant les compétences du Département et de la Commune de Saint-Jean-de-Braye fondent une action conjointe de ces structures au soutien des enfants requérant une attention particulière. Il convient de les rappeler :

○ **Pour la Commune de Saint-Jean-de-Braye et le Département du Loiret**

Article L. 115-1 du Code de l'action sociale et de la famille :

« La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation [...]. L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics dont les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les organismes de sécurité sociale ainsi que les institutions poursuivent une politique destinée à connaître, à prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer la pauvreté et les exclusions ».

Article L. 2111-1 du Code de la santé publique :

« L'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de sécurité sociale participent, dans les conditions prévues par le présent livre, à la protection et à la promotion de la santé maternelle et infantile qui comprend notamment : des mesures de prévention médicales, psychologiques, sociales et d'éducation pour la santé en faveur des futurs parents et des enfants. »

- **Pour le Département du Loiret**

Article L. 112-3 du Code de l'action sociale et des familles :

« La protection de l'enfance a pour but de prévenir les difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives, d'accompagner les familles et d'assurer, le cas échéant, selon des modalités adaptées à leurs besoins, une prise en charge partielle ou totale des mineurs. Elle comporte à cet effet un ensemble d'interventions en faveur de ceux-ci et de leurs parents (...) ».

Article L. 123-1 du Code de l'action sociale et des familles :

« Le département est responsable des services suivants et en assure le financement : (...) 3° Le service de protection maternelle et infantile mentionné à l'article L. 2112-1 du code de la santé publique ».

- **Pour la Commune de Saint-Jean-de-Braye**

Article L. 214-2 du Code de l'action sociale et des familles :

« Les modalités de fonctionnement des équipements et services d'accueil des enfants de moins de six ans doivent faciliter l'accès aux enfants de familles rencontrant des difficultés du fait de leurs conditions de vie ou de travail ou en raison de leur faiblesse de leurs ressources ».

Contexte local

Certaines familles domiciliées sur la Commune de Saint-Jean-de-Braye rencontrent des difficultés tant sur le plan éducatif que social et font, à ce titre, l'objet d'un accompagnement par le service de Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Département. Un accueil des enfants issus de ces familles dans le multi-accueil « Les Petits Cailloux » ou « Anne Franck » gérées par la Commune de Saint-Jean-de-Braye permet une intégration sociale de ces familles et une prévention médico-psycho-sociale précoce pour l'enfant. Les constats établis par l'équipe de PMI du Département font ressortir la place privilégiée de ce type de structures dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que le Département et la Commune de Saint-Jean-de-Braye s'engagent à développer des actions de prévention des difficultés médico-psycho-sociales précoces, à travers l'accueil au sein de structure d'enfants de moins de quatre ans requérant une attention particulière et dont les parents bénéficient d'un accompagnement médico-social par le service de PMI.

Ces actions nécessitent de formaliser le travail partenarial et d'en assurer le financement.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties dans le cadre de l'accueil, au sein d'une structure petite enfance gérée par la Commune de Saint-Jean-de-Braye, et à la demande du Département, d'enfants de moins de quatre ans requérant une attention particulière et dont les parents font l'objet d'un accompagnement par le service de PMI du Département.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS

- Pour les enfants : cet accueil concourt à la prévention des troubles du développement, des difficultés relationnelles, et aide à préparer la séparation d'avec le milieu familial en vue de l'entrée en maternelle.
- Pour les parents : il facilite et développe l'exercice de la fonction parentale en restaurant ou en consolidant un système relationnel à partir d'intérêts communs.
- Pour l'ensemble de la famille : il concourt à la lutte contre l'isolement social et l'exclusion.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE L'ACCUEIL

L'accueil des enfants au sein d'une des structures petite enfance doit respecter les principes suivants :

- Respecter les familles et valoriser leurs expériences et leurs savoir-faire ;
- Privilégier la relation entre les parents et les enfants.

ARTICLES 4 – MODALITES DE L'ACCUEIL

Des informations générales sur les raisons pour lesquelles l'enfant fait l'objet d'une attention particulière (pour justifier l'éligibilité au dispositif et orienter au mieux l'enfant et adapter sa prise en charge) seront préalablement fournies par l'équipe de PMI auprès de la directrice de la structure.

L'accueil des enfants se fait sur proposition écrite des professionnels de PMI du Département, adressée au Maire de la Commune.

L'accueil des enfants se fait dans la structure petite enfance sur proposition écrite des professionnels de PMI du Département, adressée au maire de la commune.

Cette proposition comporte :

- Les noms et prénoms de l'enfant et de ses représentants légaux ;
- La date de naissance de l'enfant ;
- La désignation et le numéro de la caisse versant les prestations familiales.

Les modalités de validation des propositions de prise en charge par la Commune de Saint-Jean-de-Braye sont les suivantes :

- Accord du maire de la commune en fonction de la disponibilité existante sur une structure petite enfance pour le temps d'accueil ;

- Accueil possible en cours de mois dès réception par le service petite enfance d'accueil des pièces justificatives nécessaires à la constitution du dossier administratif et de la signature du contrat par la famille (entretien individuel sur place avec la famille et la directrice).

Un contrat sera établi pour la première période et un second sera établi à l'échéance des 3 mois précisant la participation familiale à régler par les familles bénéficiant d'une place réservée.

Une place (équivalent à 10 demi-journées d'accueil par semaine) est réservée à cet accueil sur l'ensemble des structures Petite Enfance gérées par la Commune de Saint-Jean-de-Braye, charge aux services du Département de la pourvoir, dans le respect de l'avis technique de la structure.

Le nombre de places réservées à cet accueil peut être révisé par le biais d'un avenant à la présente convention.

Les enfants sont accueillis au sein de la structure petite enfance sur la base d'un projet d'accueil, établi de façon concertée entre les parents de l'enfant accueilli, le professionnel de PMI référent de la famille, le médecin et la directrice de la structure pour un accompagnement éducatif et social. Le Directeur Familles de la Commune de Saint-Jean-de-Braye en est informé, dans le respect du secret professionnel.

Semestriellement et plus si nécessaire, le professionnel de PMI référent et la directrice de la structure font le point sur l'accueil.

La famille, le Directeur Familles de la Commune de Saint-Jean-de-Braye ainsi que le médecin de la structure, sont tenus informés des résultats de cette concertation.

Le règlement intérieur de la structure petite enfance s'applique à tous, en particulier la visite médicale d'admission par le médecin de l'établissement.

En cas de nécessité, lorsque la situation de l'enfant et de ses parents se dégrade ou s'il est suspecté ou observé de la maltraitance sur les enfants accueillis dans le cadre de la présente convention, la structure petite enfance transmet une information préoccupante à la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) du Département ou un signalement direct au Parquet, avec copie à la CRIP, en cas de danger immédiat. Une information à l'équipe de PMI qui a orienté l'enfant est réalisée par la directrice de la structure.

En dehors de la place réservée faisant l'objet de la présente convention, les professionnels de PMI peuvent orienter des familles qu'elles accompagnent, auprès de la Commune de Saint-Jean-de-Braye afin que leur(s) enfant(s) puisse(nt) bénéficier d'un accueil au sein d'une des structures petite enfance sans que celui-ci nécessite un Projet d'Accueil Individualisé. Il n'y a pas de priorité d'accueil de définie à cet égard concernant ces enfants. Les règles d'attributions des places définies par la Commune de Saint-Jean-de-Braye seront respectées.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Une participation forfaitaire est versée par le Département, elle est égale à **4 800 € par place (équivalent à 10 demi-journées d'accueil par semaine) réservée par an.**

Le montant de cette participation forfaitaire peut être révisé en cours d'année par les deux parties par le biais d'un avenant à la présente convention.

Le Président du Conseil Départemental arrête les moyens alloués à la Commune de Saint-Jean-de-Braye dans le cadre du budget adopté annuellement par le Conseil Départemental.

ARTICLE 6 – PARTICIPATION DE LA COMMUNE de SAINT-JEAN-DE-BRAYE

La participation des familles dont le (ou les) enfants sont accueillis sur une place réservée par la PMI sera prise en charge par la Commune de Saint-Jean-de-Braye durant les 3 premiers mois d'accueil de l'enfant. Cette prise en charge sera calculée sur la base du tarif horaire moyen des participations familiales de l'ensemble des structures n-1. Les parents seront informés du montant de cette prise en charge durant les 3 premiers mois de l'accueil.

Les parents seront avisés du caractère temporaire de cette gratuité avant signature du contrat d'accueil par la famille.

Au terme de ces 3 mois et en accord avec le service de la PMI, la famille devra s'acquitter de la participation familiale ; calculée suivant un taux d'effort appliqué aux ressources de la famille par référence au barème déterminé par la CNAF et conformément au règlement de fonctionnement de la structure d'accueil.

Les parents devront fournir au 2^{ème} mois d'accueil et ce en lien avec le service de la PMI, les pièces justificatives nécessaires au calcul de leur tarif.

En cas de défaut de règlement de la participation familiale, le service de la PMI sera averti afin de trouver une solution adaptée avec la famille.

Sans résultat et conformément aux conditions du règlement intérieur des structures Petite enfance gérées par la Commune de Saint-Jean-de-Braye, le défaut de règlement de la participation familiale donnera lieu au non renouvellement du contrat (IV-Accueil des enfants, article 4 du règlement).

ARTICLE 7 – EVALUATION ET SUIVI

Une commission technique composée de représentants du Conseil Départemental d'une part (le médecin départemental de PMI, le médecin de PMI du secteur) et d'autre part des représentants de la Commune de Saint-Jean-de-Braye (la Vice-présidente en charge des affaires sociales, le Directeur Familles, le médecin et la directrice de la structure petite enfance) se réunit au minimum 1 fois par an, à l'initiative du Département, pour évaluation et suivi de l'application de la présente convention.

Un rapport de fin d'année établi par le service de PMI, pour le 31 mars de l'année N+1, permet à la commission d'apprécier le suivi de la place réservée sur la base des informations recueillies par les professionnels de PMI et auprès de la structure d'accueil.

ARTICLE 8 – MODIFICATION

Toute modification de la convention intervient par voie d'avenant.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de préavis de un mois suivant sa notification.

Dans cette hypothèse, le versement de la participation financière du Département pour l'année en cours se fait au prorata des actions réalisées sur l'année concernée.

En cas de trop perçu par la Commune de Saint-Jean-de-Braye, le Département lui notifie, par lettre recommandée avec avis de réception, le montant des sommes à reverser. Ce remboursement doit s'effectuer dans les 30 jours suivant la réception de la lettre de notification.

ARTICLE 10 - LITIGES

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.

En cas d'échec, le litige sera porté devant le tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Les activités des établissements d'accueil sont placées sous leur responsabilité exclusive. Les établissements d'accueil souscrivent tout contrat d'assurance de façon à ce que le Département ne puisse être recherché ou inquiété.

ARTICLE 12 – DUREE ET RECONDUCTION

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2019 pour une durée d'un an.

Elle est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Orléans, le _____,

Pour la Commune de Saint-Jean-de-Braye
La Maire

Pour le Département du Loiret,
Le Président du Conseil Départemental

Vanessa SLIMANI

Marc GAUDET

C 02 - Convention de partenariat avec le SDIS 45 pour la formation des assistants maternels et familiaux, et des accueillants familiaux du Loiret

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention de partenariat avec le SDIS 45 pour la formation des assistants maternels et familiaux, et des accueillants familiaux du Loiret.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention, telle qu'annexée à la présente délibération.



Sapeurs-Pompiers

CONVENTION DE FORMATION DES ASSISTANTS MATERNELS

PREVENTION ET SECOURS CIVIQUE 1 (PSC1)

ENTRE :

- Le Département du Loiret, représenté par le Président du Conseil Départemental dûment habilité, ci-après dénommé « le Département »,

ET :

- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret représenté par le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret dûment habilité, agissant en exécution de la décision du Conseil d'administration, ci-après dénommé « le SDIS 45 ».

PREAMBULE :

Le Département du Loiret est en charge de la formation des assistantes maternelles.

Au sein du dispositif de formation initiale permettant l'attribution de l'agrément d'assistante maternelle (AM), le conseil départemental du Loiret a souhaité voir figurer un module d'enseignement aux gestes de secourisme qui doit être dispensé conformément à la loi du 9 juin 2010 portant notamment sur diverses dispositions relatives aux AM.

Afin de renforcer la qualité de l'accueil, le Conseil Départemental de Loiret a souhaité proposer l'unité d'enseignement « Prévention et Secours Civique niveau 1 (PSC1) » instauré par l'arrêté du 16 novembre 2011 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de coopération entre le Département du Loiret et le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret pour la mise en œuvre de la formation PSC1 des assistantes maternelles sur l'année 2019.

ARTICLE 2 – MISSIONS DU SDIS 45

Le SDIS 45 s'engage à dispenser la formation définie à l'article 1 au profit des assistantes maternelles.

Le SDIS 45 s'engage à accueillir dans ses locaux les agents à former pour la durée de la formation (8 heures) selon un planning annuel établi par la direction « enfance famille » du conseil départemental.

ARTICLE 3 – CONTENU DE L’ACTION

Le programme de la formation que le SDIS 45 s’engage à dispenser recouvre :

La protection et l’alerte à la population ;

Le malaise ;

La perte de connaissance ;

L’arrêt cardiaque ;

L’obstruction des voies aériennes par un corps étranger ;

Les traumatismes, les brûlures, les plaies et les hémorragies.

La mort subite du nourrisson, le syndrome du bébé secoué.

ARTICLE 4 – DEROULEMENT DE L’ACTION

4-1 : Modalités

Les formations faisant l’objet de la présente convention sont dispensées à des groupes d’un effectif de 10 assistantes maternelles.

La formation représente huit heures par groupe d’adultes (08h30-12h30 ; 13h30-17h30)

Le Département planifie annuellement la formation de 320 nouveaux assistants maternels, d’accueillants familiaux et d’assistants familiaux qui n’auraient pas bénéficié de cette formation PSC1 et/ou qui souhaiteraient un recyclage, représentant ainsi 32 sessions de formation au PSC1.

Dans l’hypothèse de groupes de stagiaires incomplets, le Département pourra inscrire des personnes agréées en tant qu’assistant familial et/ou des personnes agréées pour accueillir des personnes âgées ou en situation de handicap.

Le SDIS 45 organise 16 journées de formation annuelles réparties dans les centres d’incendie et de secours du département.

Ainsi chaque journée de formation permettra d’accueillir 2 groupes de stagiaires sur un même lieu de formation.

Le Département transmettra au SDIS 45 la liste des stagiaires pour chaque journée de formation.

4-2 : Conditions matérielles de l’exécution de l’action

Le SDIS 45 prévoit les structures de formation : salle de cours, ainsi que les matériels et supports pédagogiques pour le bon déroulement de l’action de formation.

Le SDIS45 fournit à chaque stagiaire un livret de formation spécifique PSC1.

Chaque session de formation est animée par un sapeur-pompier titulaire de la qualification « PAE FPS » (pédagogie appliquée à l’emploi de formateur aux premiers secours).

4-4 : Suivi de l’action

Le Département et le SDIS 45 désignent chacun un référent chargé d’assurer le suivi de l’ensemble des actions de formation.

Le Département adresse à chaque stagiaire une convocation précisant le lieu et les horaires de la formation.

Le SDIS 45 est chargé du suivi administratif de l’action et à ce titre délivre à chaque stagiaire le certificat de compétence.

4-5 : Modalités financières

Le Département s'engage à indemniser annuellement le SDIS 45 des charges financières inhérentes aux actions réalisées sur la base d'un montant forfaitaire de 12 480 € par an soit 780 € / journée de formation.

Ce montant sera à régler à réception de l'avis des sommes à payer qui sera émis à l'issue de la dernière journée de formation.

ARTICLE 5 – ASSURANCES– RESPONSABILITE

Le Département déclare être assuré civilement pour les dommages éventuellement causés du fait de ses stagiaires.

Le SDIS 45 s'engage à prévenir le Département de tout accident, sinistre ou dégradation qui surviendrait dans les locaux utilisés au cours des formations.

ARTICLE 6 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du jour de sa signature, jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 7 – MODIFICATION

Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention sera résiliée de plein droit et sans préavis en cas de non-respect des lois et règlements en vigueur ou non-respect de l'une quelconque des dispositions de la présente par l'une des parties.

Dans tous les autres cas, elle pourra être résiliée à tout moment, par l'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis d'un mois.

En aucun cas, la résiliation par une des parties ne peut donner lieu à indemnité.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention doit, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

Fait en deux exemplaires originaux, à ORLEANS, le

LE PRESIDENT DE CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU SDIS DU LOIRET,
Pour le Président et par délégation
La 1^{ère} Vice-Présidente du CASDIS du Loiret

LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL DU LOIRET

Viviane JEHANNET

Marc GAUDET

C 03 - Accueil en urgence - Réseau des assistants familiaux

Article 1 : Il est pris acte de :

- la structuration du dispositif d'accueil en urgence autour de deux modes complémentaires de prise en charge : accueil collectif et accueil familial, sous pilotage de la Maison de l'Enfance ;
- l'organisation d'un réseau d'assistants familiaux spécialisés dans l'accueil en urgence.

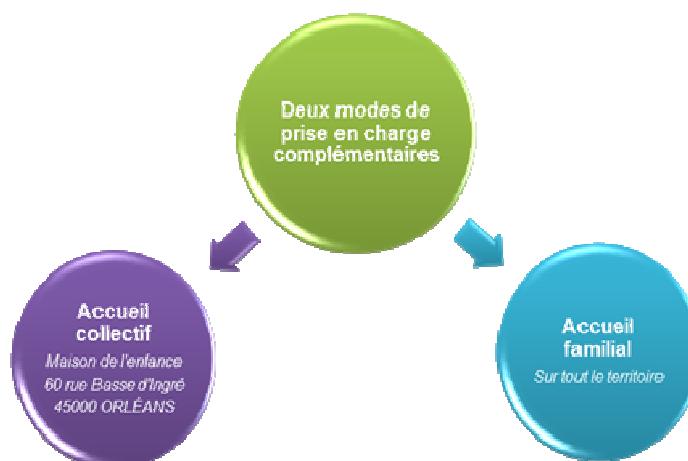
MODALITES DE FONCTIONNEMENT
DU DISPOSITIF D'ACCUEIL EN
URGENCE

Evolution du dispositif d'accueil en urgence

Il est proposé la constitution d'une unité d'accueil familial en urgence, rattachée à la Maison de l'Enfance sous l'autorité hiérarchique du Directeur de la Maison de l'Enfance et du coordinateur.

L'accueil en urgence peut s'exercer selon deux modalités :

- L'accueil collectif dans les bâtiments de la Maison de l'Enfance ;
- L'accueil familial sur tout le territoire par des assistants familiaux rattachés à la MDE.



Ce dispositif s'adresse à tous les enfants mineurs « primo-arrivants » confiés à l'ASE, dans un cadre administratif ou judiciaire. Par primo-accueil, on entend les mineurs pour lesquels une première mesure d'éloignement du domicile familial est organisée. Les mineurs devant bénéficier d'une mise à l'abri, dans le cadre d'une mise en œuvre de l'article L. 223-2 du Code de l'action sociale et des familles ou récupérés par les services de police et gendarmerie dans le cadre d'une fugue de leur département, sont également susceptibles d'être accueillis.

Statut et recrutement

Les assistants familiaux sont recrutés par le Président du Conseil Départemental et dépendent de la fonction publique territoriale. C'est l'Unité Mode de Suivi (UMS), de la Direction Petite Enfance, Enfance et Famille, qui est en charge :

- du recrutement ;
- de la signature du contrat de travail relatif à l'accueil en urgence ;
- de la formation de 60 heures préparatoires au 1^{er} accueil organisée en interne ;
- de la formation obligatoire de 240 heures obligatoires : l'UMS participe au choix de l'organisme de formation habilité aux formations de travail social dans le cadre d'un marché public. Les travailleurs sociaux de l'UMS sont référencés en tant que référents professionnels des assistants familiaux en formation en application de l'article D. 421-43 du CASF.

Les assistants familiaux disposeront d'un contrat de travail spécifique.

Cadre financier

Au regard de la spécificité de ces accueils et du taux de rotation imprévisible des accueils, il est convenu que leur rémunération s'effectue sur la base du nombre d'accueils correspondant à la capacité d'accueil définie dans l'agrément.

Cette rémunération est forfaitaire, que l'assistant familial ait ou non des enfants accueillis au titre du réseau d'accueil en urgence :

	Salaire total brut (fonction globale + accueil) en heures SMIC	Salaire total brut (fonction globale + accueil) en € au 01/01/2019
1 place	131 h	1 313,93 €
2 places	211 h	2 116,33 €
3 places	291 h	2 918,73 €

- Les indemnités d'entretien seront versées de façon forfaitaire en fonction du nombre de places d'accueil en urgence mobilisables et mobilisées sur l'intégralité du mois quel que soit le taux d'occupation, soit 12,67 € par jour et par place d'accueil.
- Les assistants familiaux du dispositif d'accueil en urgence bénéficient d'une prime mensuelle de fonction de 200 €, au regard de la spécificité de la fonction, et de la production écrite attendue, nécessaire pour la définition de l'orientation adaptée.

Comme pour l'ensemble des assistants familiaux du Département, la gestion de la rémunération, est effectuée par la DROMS.

Arrêt maladie

En cas d'arrêt maladie, c'est-à-dire lorsque tous les enfants sont réorientés, seule la prime mensuelle est maintenue. Les indemnités d'entretien, liées à la prise en charge des enfants, seront suspendues.

Congés

Les assistants familiaux du réseau d'accueil en urgence sont soumis aux mêmes obligations en matière de congés que l'ensemble des assistants familiaux. La gestion des remplacements et la validation des congés incombent à la Maison de l'Enfance.

Départ à la retraite

L'indemnité de départ à la retraite est versée pour tous les assistants familiaux ayant au moins 2 ans d'ancienneté. Son montant s'élève par année d'ancienneté à 2/10^{ème} de la moyenne mensuelle des sommes perçues par l'intéressé au titre des six meilleurs mois consécutifs de salaire versés par l'employeur.

Organisation du service

Les assistants familiaux du dispositif d'accueil en urgence, exercent leurs missions sous la responsabilité hiérarchique de la Directrice de la Maison de l'Enfance et du Coordinateur :

- organisation du travail (réunions, accompagnements des enfants, participations aux instances de travail, etc.) ;
- organisation et validation des congés annuels selon les règles départementales en vigueur ;
- préconisation de formation continue en lien avec l'UMS qui pourra diffuser l'offre de formation ouverte aux assistants familiaux dans le département et procéder aux inscriptions.

Les assistants familiaux assurent une disponibilité de 9h à 19h en semaine, du lundi au vendredi, jours fériés inclus, lorsqu'ils sont compris en semaine.

L'accueil des mineurs s'organisera sous la responsabilité de la MDE. Il incombe à la MDE de déterminer à l'égard des informations disponibles les modalités de prise en charge du mineur pendant cette phase d'observation.

Toutes les places d'agrément des assistants familiaux de l'accueil en urgence seront par ailleurs dédiées à ce type d'accueil.

Le responsable hiérarchique, en charge du dispositif assistants familiaux (coordinateur des services), assurera le conseil technique, ainsi que l'organisation de la coordination avec les équipes des Maisons du Département (MDD) ou les référents d'accueil en urgence (RAU).

Missions

La Maison de l'Enfance est garante de la qualité de la prise en charge des enfants et de l'efficacité du dispositif.

Les assistants familiaux d'accueil en urgence exercent une fonction d'observation et accomplissent les actes professionnels liés à la prise en charge du quotidien de l'enfant qui s'inscrit dans un cadre éducatif et psychoaffectif du mineur, sous la responsabilité du coordinateur.

Le document individuel de prise en charge (DIPC), ainsi que le contrat d'accueil sont élaborés sous la responsabilité du coordinateur, en lien avec l'assistant familial (et le représentant ASE, référent de l'enfant pour ce qui le concerne).

L'élaboration et le suivi du projet pour l'enfant (PPE) sont de la responsabilité du représentant ASE, référent de l'enfant.

De ce fait, l'ensemble des prestations auxquelles ouvre droit le mineur sont versées sous l'égide de la Maison de l'Enfance conformément à l'organisation de la MDE.

La MDE aura en charge le versement de l'argent de poche, l'attribution de bons pour les frais d'habillement ou les prestations telles que anniversaire, Noël en fonction de la situation du mineur et de sa famille.

La MDE fournit les vêtements nécessaires lors de la prise en charge de l'enfant par les assistants familiaux du réseau d'accueil en urgence ; la famille est également sollicitée ; un bon d'achat peut être réalisé par la MDE en cas de nécessité.

C 04 - Demandes de subventions d'associations œuvrant dans le champ de l'Aide Sociale à l'Enfance

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 27 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre des crédits de subventions à caractère social et médico-social, pour l'année 2019, les subventions suivantes :

Dénomination	Subvention décidée
Association Olivet Solidarité	1 000 €
Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles du Loiret	18 500 €
TOTAL	19 500 €

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental, à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tél 02 38 25 43 25- communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental.

Article 4 : Les dépenses liées seront imputées de la manière suivante sur le budget départemental 2019 :

Domaine	Thème de demande de subvention	Intitulé de l'action	Chapitre	Nature	Action	Montant décidé
Petite Enfance - Enfance Famille	Subvention A.S.E / F.J.T	Financer des actions sur la parentalité, de prévention, de médiation familiale	65	6574	B0402101	18 500 €
	Subvention Association Olivet Solidarité	Action spécifique Mineurs Non accompagnés	65	6574	B0403209	1 000 €

Article 5 : M. le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions correspondantes sur la base des modèles de conventions types adoptés lors de la Session du 9 au 12 décembre 2008 (délibération CO2).

C 05 - Création d'un Pôle Ressources Handicap pour le Département du Loiret

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver la participation financière du Département au fonctionnement du Pôle Ressources Handicap, au titre de l'année 2019. Ces dépenses nouvelles de fonctionnement, d'un montant de 12 500 €, seront prises sur le budget de la Direction Petite Enfance - Enfance Famille, en imputant de la manière suivante :

Domaine	Intitulé de l'action	Chapitre	Nature	Action
Petite Enfance- Enfance Famille	Financement lieux accueil parent/enfant	65	6574	B0402101

Pour l'année 2020, la participation financière du Département s'élèvera à 50 000 € sous réserve du vote du budget 2020.

C 06 - Autorisation du Président à signer l'avenant à la convention CNSA

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver les termes de l'avenant type à la convention, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départementale est autorisé à signer cet avenant à la convention.

**AVENANT
A LA CONVENTION PLURIANNUELLE RELATIVE AUX RELATIONS ENTRE LA
CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE ET LE CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE XX
2016-2019**

Entre d'une part,

La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie représentée par sa Directrice, Madame Virginie Magnant, (ci-dessous dénommée "la CNSA"),

Et d'autre part,

Le Département de XX représenté par le Président du Conseil Départemental, XX (dénommé "le Département"),

- Vu les articles L. 14-10-1 du Code de l'action sociale et des familles relatif aux compétences de la CNSA ;
- Vu l'article L. 14-10-7-2 et L. 14.10.7.3 du Code de l'action sociale et des familles, qui prévoit la signature d'une convention pluriannuelle entre chaque président de Conseil Départemental et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) afin de définir leurs engagements réciproques dans le champ de l'autonomie des personnes âgées et handicapées ;
- Vu la délibération du 4 juillet 2019 du Conseil de la CNSA, approuvant l'avenant aux éléments communs des conventions signées entre la CNSA et chaque Département pour la période 2016-2019 ;
- Vu l'avis de la commission exécutive du GIP-MDPH en date du XX ;
- Vu la délibération du Conseil Départemental de XX, en date du XX ;
- Vu la convention pluriannuelle relative aux relations entre la CNSA et le Département XX du XX.

Dans le contexte des travaux faisant suite à la concertation Grand âge et autonomie et de la future loi sur l'autonomie qui sera discutée au Parlement en 2020 et des prochaines orientations de la conférence nationale du handicap, il apparaît nécessaire, afin que les conventions pluriannuelles entre la CNSA et les départements prennent en compte ces évolutions, de prévoir une prorogation des conventions existantes qui prennent fin le 31 décembre 2019.

Il est convenu ce qui suit :

Le présent avenant a pour objet de proroger d'une année la convention pluriannuelle 2017-2019 liant la CNSA au Département xx. À cet effet, il modifie son article 6.4.

Article 1 – Durée de la convention

L'article 6.4 de la convention est ainsi rédigé :

« La convention est établie jusqu'au 31 décembre 2020 ».

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

La Directrice de la CNSA
Virginie MAGNANT

Le Président/La Présidente du Conseil
Départemental de xx

C 07 - Demande de subvention de fonctionnement

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'allouer, au titre des crédits de subventions à caractère social et médico-social, pour l'année 2019, la subvention suivante :

Thème	Sous thème	Dénomination	Objet de la demande	Subvention décidée
PERSONNES HANDICAPEES				
	Subvention santé			
		UDADSB45	Subvention de Fonctionnement	2 600 €

Article 3 : Les dépenses liées seront imputées de la manière suivante sur le budget départemental 2019 :

Domaine	Thème	Chapitre	Nature	Action	Montant décidé
Personnes âgées /Tous publics	Subvention santé	65	6574	B0102106	2 600 €

C 08 - Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées - Attribution des crédits 2019 - 2^{ème} appel à projets

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver l'ensemble des projets examinés par la Conférence des financeurs du 12 septembre 2019, tels que joints en annexe à la présente délibération.

Article 3 : Il est décidé d'approuver les termes de la convention type de partenariat pour la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées, au titre de l'année 2019, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 4 : Il est décidé d'approuver la modification des attributions erronées présentées précédemment, et de valider les attributions suivantes arrêtées lors de la Conférence des financeurs du 8 mars dernier.

AGECLIC « Ateliers équilibre et relaxation »	2 276 €
CCAS BEAUGENCY « Sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire »	361 €
CLIC ORPADAM « Favoriser la mobilité et l'équilibre »	1 003 €

Article 5 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions permettant de financer les actions avec les partenaires énumérés en annexe.

CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE DES PERSONNES AGEES

CONVENTION 2019

« OPERATEUR » « PROJET »

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et ses textes d'application,

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu le Programme coordonné de financement adopté par la Conférence des financeurs le 17 octobre 2018 et la Commission permanente du 18 octobre 2018,

Vu la publication du Programme coordonné de financement au Recueil des actes administratifs du Département le 22 octobre 2018,

Vu l'appel à projets relatif développement des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus résidant dans le Loiret, publié le 6 mai 2019,

Vu la délibération n°CXX du Conseil Départemental adoptée lors de la Commission permanente du 27 septembre 2019, relative à l'attribution des crédits relatifs aux actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus,

Vu le procès-verbal de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du 12 septembre 2019,

Entre d'une part :

Le Département du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental, agissant au nom et pour le compte du Département du Loiret, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental en date du 27 septembre 2019.

ci-après dénommé « le Département »,

Et d'autre part :

L'organisme désigné ci-après :

- Raison sociale : « OPERATEUR »
- Forme juridique : « STATUT »
- Adresse : « ADRESSE OPERATEUR »
- Représenté par : « REPRESENTANT OPERATEUR »
- Qualité : « FONCTION OPERATEUR »

Ci-après dénommé « l'organisme »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les engagements réciproques des parties dans le cadre de la mise en œuvre des actions collectives de prévention de la perte d'autonomie à destination des personnes âgées de 60 ans et plus, réalisées par le « **OPERATEUR** » pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : LES ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département assure la gestion administrative, technique et financière de la Conférence des financeurs. A ce titre, le Département est garant de la bonne utilisation des concours versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et de l'exécution des actions financées.

2.1. Dispositions financières

Le Département s'engage à allouer au « **OPERATEUR** » une subvention d'un montant de « **CREDITS ACCORDES** » € correspondant à l'action « **PROJET** ».

Cette subvention sera versée en une fois à la signature de la présente convention par mandat administratif sur le compte du bénéficiaire n° _____.

2.2. Les modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention par le Département

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit du contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006, dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée

Le Département se réserve le droit de récupérer tout ou partie des fonds alloués en cas de non-utilisation ou d'utilisation à des fins autres que celles prévues lors du dépôt de la demande, ainsi qu'en l'absence de production des documents d'évaluation (bilan d'évaluation et pièces comptables justificatives).

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non-conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 3 : LES ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE

3.1. Destination de la subvention :

L'organisme s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet, tel que défini dans la présente convention.

3.2. Obligations de l'organisme :

L'opérateur s'engage à informer le Département de tout changement de programmation de l'action subventionnée dès lors que le calendrier est amené à évoluer entre le dépôt de la demande de financement et la réalisation effective de l'action.

Si une action ne peut être mise en œuvre selon le programme et le calendrier arrêtés, le porteur se doit d'informer, sans délai, le Département, qui le cas échéant, se réserve le droit de procéder à une récupération de l'aide financière allouée et de l'affecter au financement d'une autre action.

3.3. Evaluation et contrôle :

L'organisme s'engage à donner suite à toutes demandes du Département aux fins d'obtenir les pièces ou informations relatives au conventionnement. Le Département procédera à la clôture du dossier faute de réponse dans les délais impartis. Cette clôture pourra entraîner la déprogrammation des crédits affectés à l'action.

L'organisme s'engage à communiquer au Département, dès la fin de l'action :

- le bilan détaillé de l'action mise en œuvre comprenant le bilan financier accompagné des pièces comptables (factures acquittées, fiches de paie...) justifiant l'utilisation des fonds publics alloués.

L'organisme s'engage à communiquer au Département, au cours du premier semestre 2020 :

- le rapport d'activités de l'organisme se rapportant à l'année 2018,

- pour tout organisme à l'exception des organismes publics : le « *Bilan financier de l'organisme* » (joint en annexe) se rapportant à l'année 2019.

3.4. Information et communication :

L'organisme s'engage, en respectant les logos de l'ensemble des membres de la Conférence des financeurs :

- à mentionner le soutien financier de la Conférence des financeurs sur tous les documents, édités ou numériques, d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de communication, les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels les membres de la Conférence des financeurs seront associés en amont.

La promotion des actions financées peut être faite notamment par l'intermédiaire de l'Agenda du Loiret accessible à l'adresse suivante : <https://openagenda.com/loiret>

3.5. Responsabilité et assurances :

Les activités de l'organisme sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'organisme devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée ou inquiétée.

A ce titre, il est également tenu de souscrire une assurance couvrant les dommages causés aux bénéficiaires dont il a la charge.

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS

Toute modification de la convention interviendra par voie d'avenant.

ARTICLE 5 : RESILIATION OU DENONCIATION DE LA CONVENTION

5.1. Résiliation de la convention :

La résiliation de la convention peut avoir lieu à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois consécutif à une mise en demeure préalable adressée à l'une ou l'autre des parties dans les mêmes formes, restée sans effets.

Dans cette hypothèse, le Département s'engage à solliciter du bénéficiaire le reversement de la subvention allouée au prorata de l'action réalisée, conformément à l'article 2.2 de la présente.

5.2. Résiliation de plein droit :

Par ailleurs, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité en cas de faillite, de liquidation judiciaire, de dissolution de l'organisme bénéficiaire ou de toute autre cause ayant pour effet d'engendrer la disparition même de l'objet de la subvention.

Dans toutes ces hypothèses, la récupération de la subvention allouée par le Département s'effectuera au prorata de l'action réalisée, conformément à l'article 2.2 de la présente.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir à cette occasion, avant de porter le litige devant la juridiction compétente.

ARTICLE 7 : DUREE ET PERIODE D'EFFET DE LA CONVENTION

L'action afférente à la présente convention est réalisée entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019.

La période d'effet de la présente convention s'étend du 1^{er} janvier 2019 jusqu'à réception par le Département des pièces mentionnées à l'article «3.2. *Evaluation et contrôle* ».

ARTICLE 8 : DONNEES PERSONNELLES

Le Département du Loiret, agissant au nom de la Conférence des financeurs, recueille des données personnelles. Au regard du Règlement général à la protection des données (RGPD), le Département du Loiret est responsable de traitement en matière de traitement de données personnelles pour l'action financée dans le cadre de la présente convention.

L'organisme signataire est quant à lui sous-traitant aux termes du RGPD.

À ce titre, il lui appartient de se mettre en conformité au RGPD et aux textes législatifs et réglementaires qui en découlent, le Département du Loiret étant habilité à effectuer des contrôles de mise en conformité dans ce domaine. Si d'éventuels litiges devaient apparaître, ils seront réglés selon les dispositions de l'article 6 ci-dessus.

Il appartient au sous-traitant de bien informer les bénéficiaires de l'action du recueil de données personnelles les concernant selon les dispositions du RGPD et du corpus juridique français qui y est associé.

Afin d'être en conformité avec les lois et règlements concernant les données personnelles, le document en annexe intitulé « DONNÉES PERSONNELLES » est à remplir impérativement, pour rendre cette convention pleinement valide entre les parties.

Fait en trois exemplaires originaux,

A Orléans, le

Pour l'organisme,

Pour le Président et par délégation,

Le représentant
« REPRESENTANT »
« FONCTION »

Alexandrine LECLERC
3^{ème} Vice-Présidente du Conseil Départemental
Présidente de la Conférence des financeurs de
la prévention de la perte d'autonomie

DONNÉES PERSONNELLES

Le Département du Loiret, agissant au nom de la Conférence des financeurs, recueille des données personnelles. Au regard du Règlement général à la protection des données (RGPD), le Département du Loiret est responsable de traitement en matière de traitement de données personnelles. Il diffuse tout ou partie de ces coordonnées aux partenaires de la Conférence des financeurs énumérés dans le Code de l'action sociale et des familles (art. L233-1 et suivants) et dont la liste se trouve au bas de ce document, pour la bonne exécution des termes de la convention dont vous avez été destinataire.

La durée de conservation des documents est déterminée par le Code du patrimoine et les instructions des Archives départementales du Loiret.

Il est précisé que l'application du RGPD et des dispositions légales et réglementaires qui y sont associées impliquent que votre structure est sous-traitant au titre du RGPD des traitements de données personnelles que vous mettez en œuvre dans le cadre du financement du ou des projets auxquels la Conférence des financeurs participe.

Il vous appartient donc dans le cadre des obligations d'informations aux personnes de bien leur signifier que ces traitements recueillent des données personnelles qui les concernent et de leur indiquer leur destination, leur durée de conservation ainsi que leurs droits à rectification éventuelle.

Pour toute question relative au traitement des données personnelles, vous pouvez contacter le Département du Loiret à l'adresse ci-dessous :

DEPARTEMENT DU LOIRET
Délégué à la protection des données
45945 ORLEANS

ou sur www.loiret.fr

- ↳ Rubrique « Mon espace »
- ↳ section « Vos démarches en ligne »
- ↳ sous-section « Protection des données personnelles ».

ou par téléphone au 02.38.25.45.45.

Recueil du consentement pour le (la) représentant(e) légal(e)

Je soussigné(e) « CIVILITE, PRENOM, NOM », en qualité de représentant(e) légal(e) de « STRUCTURE »

- ☐ **Autorise**
☐ **N'autorise pas**

le Département du Loiret, agissant au nom de la Conférence des financeurs, à traiter et diffuser mes données personnelles auprès des partenaires de la Conférence des financeurs

Fait à

Le

« prénom nom »

« fonction »

Signature

Recueil du consentement pour le (la) référent(e) de l'action

Je soussigné(e) « CIVILITE, PRENOM, NOM », en qualité de référent(e) de l'action « NOM DU PROJET »

- ☐ **Autorise**
☐ **N'autorise pas**

le Département du Loiret, agissant au nom de la Conférence des financeurs, à diffuser mes données personnelles sur le site internet www.loiret.fr à des fins de communication.

Fait à

Le

« prénom nom »

« fonction »

Signature

Membres de la conférence des financeurs du Loiret : Agence Régionale de Santé Centre Val de Loire ; CARSAT ; Mairie d'Orléans ; Communauté de communes du Pithiverais-Gâtinais, Sécurité sociale des Indépendants ; Assurance maladie ; Agence Nationale de l'Habitat ; Mutualité Française ; MSA Beauce cœur de Loire ; Association des Maires du Loiret ; Caisse retraite complémentaire agirc-arcco ; CDCA

OPERATEUR	PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	CANTON(S)	LIEU(X)	CREDITS ACCORDES 2019
CCAS INGRÉ	SPORT INTERGENERATION NEL	2 après-midi sportifs au printemps + octobre bleu animés par l'UFOLEP (2 x 2h d'intervention) avec la participation de 48 enfants (périscolaire) et de 20 seniors clôturés par un goûter	Saint Jean de la Ruelle	Ingré	412 €
161 ASSOCIATION SOUS LES ARBRES	300 CONFÉRENCES PAR AN	<p>300 conférences => 1h de conférence thématique par jour du lundi au samedi animée par un professionnel, par le biais d'une plateforme téléphonique ou accessible par tablette/ordinateur</p> <p>Les sujets proposés sont adaptés à l'avancée en âge. Ils sont également étudiés pour maintenir le lien sociale</p> <p>Thématique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MA SANTÉ, prévenir pour bien vieillir : Entraîner sa mémoire en s'amusant => avec neuropsychologue Avoir une bonne alimentation => avec diététicienne Comprendre le sommeil => avec neuropsychologue Prévenir les risques de chutes => Ergothérapeute - MON DOMICILE, aménager, communiquer : Réviser la sécurité routière => Association ANPER Aménager son domicile => Ergothérapeute Préparer son passage à la retraite => Caisse de retraite Sujets de fiscalité / de droits => Avocat / conseiller juridique Internet => Association @TOUTAGE - MON BIEN-ETRE, choyer les petits bonheurs : Chanter ensemble / Karoké avec coach vocal => Association MELODICAP Découvrir / retravailler une langue étrangère avec l'anglais et l'espagnol => Professeurs de langue Se relaxer avec la sophro relaxation => diplômée MBSR Gérer le stress, les émotions => neuropsychologue <p>Les personnes n'étant pas en mesure de s'inscrire seront contactés par la structure pour les accompagner dans la démarche</p>	Tous cantons du Loiret	Toutes les communes du Loiret	0 €
CCAS SAINT JEAN DE LA RUELLE	ATELIER MARCHÉ BÂTON	<p>1 atelier de 7 séances d'1h</p> <p>Mobilisation des PA : campagne d'information (site internet de la ville, flyers, affiches..)</p>	Saint Jean de la Ruelle	Saint Jean de la Ruelle	573 €

OPERATEUR	PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	CANTON(S)	LIEU(X)	CREDITS ACCORDES 2019
CCAS SAINT JEAN DE LA RUELLE	ATELIER EQUILIBRE PREVENTION DES CHUTES "BOUGEONS ENSEMBLE"	1 atelier de 10 séances Mobilisation du public : campagne d'information (République du Centre, bulletin municipal "les Nouvelles", information sur site internet de la Ville, flyers, affiches..)	Saint Jean de la Ruelle	Saint Jean de la Ruelle	555 €
CCAS SAINT JEAN DE LA RUELLE	ATELIER CARTONNAGE	1 atelier de 7 séances de 2h (mercredi tous les 15 jours, de 14h à 16h, avec 10 participants) Matériels utilisés : carton gris, feuille de cartonnage et colle Mobilisation du public : campagne d'information (site internet de la ville, flyers, affiches..)	Saint Jean de la Ruelle	Saint Jean de la Ruelle	0 €
162 CCAS SAINT JEAN DE LA RUELLE	ATELIER "RENDRE LA PEINTURE ACCESSIBLE A TOUS"	1 atelier de 7 séances, 2h, tous les 15 jours, le mercredi, 14h30 à 16h30 Matériels utilisés : Blocs de feuille, tubes de peinture aquarelle et acrylique Mobilisation du public : campagne d'information (site internet de la ville, flyers, affiches..)	Saint Jean de la Ruelle	Saint Jean de la Ruelle	0 €

OPERATEUR	PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	CANTON(S)	LIEU(X)	CREDITS ACCORDES 2019
DOMITYS CENTRE-OUEST RESIDENCE LE JARDIN FLEURI	MEMO GYM : COMMENT STIMULER LA MEMOIRE PAR L'ACTIVITE PHYSIQUE	<p><u>Thèmes abordés :</u> Renforcement musculaire ciblé Endurance générale Associer un mouvement à une couleur ou un son Mémoriser un enchaînement de gestes Construire un enchaînement Jeux de mémoire sémantique, épisodique et procédurale</p> <p>1 atelier de 24 séances (1 séance hebdomadaire d'une heure proposée à une quinzaine de participants) + entract gourmand pour lien social</p> <p>Atelier se déroulant au sein de la Résidence, animés par Siel bleu</p> <p>Stratégie de communication : flyers communiqués à l'ensemble de leur réseau</p>	Beaugency Fleury-les Aubrais Meung-sur-Loire Olivet Orléans 1, 2, 3, 4 Saint Jean de Braye Saint Jean de la ruelle Saint Jean le Blanc Sully sur Loire	Beaugency Châteauneuf-sur-Loire Fleury les Aubrais Meung sur Loire Olivet Orléans 1 2 3 4 Saint Jean de Braye Saint Jean de la ruelle Saint Jean le Blanc Sully sur Loire	2 700 €
163 CCAS SAINT JEAN DE BRAYE	REMOBILISATION LUDIQUE PAR L'ACTIVITE PHYSIQUE ADAPTEE	<p>16 séances d'1h (40 € de l'heure soit 640 €)</p> <p>Contenu : Prévention des chutes et renforcement musculaire Groupe de 10 seniors</p> <p>Les ateliers seront animés par APA-S Conseil travaillant sur la motivation et le plaisir de pratiquer une activité physique. Un accompagnement sera également mis en place pour faire comprendre aux seniors comment s'organiser pour pratiquer par la suite une activité physique de façon autonome => intervenant avec Licence STAPS d'activité physique adaptée - Santé, ancien pompier volontaire</p> <p>Les ateliers seront aussi l'occasion de : - de voir comment l'APA peut améliorer les aspects liés à son hygiène de vie (appétit, sommeil, stress) - d'échanger sur les limites et les leviers pour le passage à un mode de vie actif</p>	Saint Jean de Braye	Saint Jean de Braye	640 €

OPERATEUR	PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	CANTON(S)	LIEU(X)	CREDITS ACCORDES 2019
COMMUNE D'ORMES	ACTIONS COLLECTIVES REFERENTE SENIORS	<p>Actions précises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nutropathe (1 journée) : Présentation de " L'alimentation vivante". Découverte pour les seniors d'une nouvelle façon de se nourrir avec des repas à base de légumes germés, crus ou séchés. Conseils pour le transit. Préparation et manipulation des ingrédients par les seniors. - Sortie Coqalane intergénérationnelle (visite ferme) : sortie intergénérationnelle avec les enfants du centre de loisirs maternel.Les seniors se chargeront de fairez découvrir aux enfants les animaux de la ferme et partageront un atelier de fabrication de teintures végétales. - Dietéticienne (2 dates) - Evell musical (7 séances) : animé par un professionnel de l'association "Conte à mille temps". Enfants de 3 mois à 3 ans de la halte-garderie et du RAM. Découverte du chant, des sons par le biais de comptines. Les seniors prennent en charge les enfants. - Jeux d'Antan (2 dates) : animé par M.JOYEZ qui est à l'origine de la conception de ce jeu éducatif et créatif. Par le biais de cartes/photos des années 1945/65 qui traitent une quarantaine de sujets, il invite les seniors) se remémorer et à prendre plaisir à partager les anecdotes, les astuces et les souvenirs. But : créer du lien et faire travailler la mémoire Expression libre. - Karoké dansant + partage d'un repas : animé par personnel de l'association Quintessence - Journée intergénérationnelle avec ASLH - Campagne de vaccination - Intervention UTOM + produits naturels - Atelier "travaux manuels" et jeux de société (régulièrement) - Ateliers manuels intergénérationnels - Visite d'un moulin Olivet - Projections de films : "Bernard, ni dieu ni chaussettes" de Pascal BOUCHER = témoignage d'un homme marginal qui reste fidèle au mode de vie rurale et à la condition paysanne. Il est aussi le gardien de la mémoire du poète Gaston COUTÉ. + "Un jour tu vieilliras". - Atelier pâtisserie intergénérationnel (Pâques) - Thé dansant - Conférence réflexologie 	Orléans 3	Ormes	2 082 €
EPGV	MISE EN PLACE DE SEANCES D'ACTIVITES PHYSIQUES POUR SENIORS A REBRECHEN	<p>Mise en place d'un cours hebdomadaire d'activités physiques séniors : tous les vendredis matins de 9h à 10h à Rebréchien</p> <p>Contenu des cours : Equilibre et prévention des chutes Mémoire Tonification musculaire Mobilisation corporelle et articulaire Gestion du stress Perception fine Communication Adaptation cardio-respiratoire</p> <p>L'animateur fera un parallèle entre les exercices proposés et leur intérêt dans la vie quotidienne + conseil sur l'alimentation et l'aménagement de la maison</p>	Fleury les Aubrais	Rebréchien	1 968 €

OPERATEUR	PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	CANTON(S)	LIEU(X)	CREDITS ACCORDES 2019
EPGV	CYCLES D'ACTIVITE PHYSIQUE "BIEN VIEILLIR"	Gym'Oxygene : 12 séances - Séances d'activités physiques en plein air, adaptées à tout niveau sportif, et encadrées par un éducateur sportif professionnel. => parcours ludique exploitant les équipements urbains ou les éléments de la nature à des fins de forme et de santé. => obj : travailler la résistance cardio-vasculaire, renforcement musculaire, équilibre, souplesse... => 60 min La Marche Nordique Sport Santé : 12 séances - Marche dynamique d'endurance pratiquée en pleine nature où la propulsion se fait grâce à des bâtons spécifiques => Accessible et adapté à tous => rythmé par des séquences de cardio, de renforcement musculaire, et d'étirements	Meung sur Loire Pithiviers Sully sur Loire	Meung sur Loire Pithiviers Saint Benoît sur Loire	3 160 €
EPGV 165	MISE EN PLACE DE SEANCES D'ACTIVITES PHYSIQUES " SENIORS PREVENTION " A SAINT GONDON	Mise en place d'un cours hebdomadaire , d'activités physiques séniors, les jeudis de 10h à 11h au Dojo de Saint Godon, de sept à dec, pour 15 personnes. L'animatrice fera le parallèle entre les exercices travaillés et leur intérêt dans la vie quotidienne conseil sur l'alimentation et l'aménagement de la maison Climat convivial => lien social Contenu des cours : - Equilibre et prévention des chutes - Mémoire - Tonification musculaire - Mobilisation corporelle et articulaire - Gestion du stress - Perception fine - Communication	Gien	Saint Godon	1 937 €
CCAS DE BOIGNY SUR BIONNE	ACTIVITE PHYSIQUE ADAPTEE POUR LES SENIORS	Mise en place d'un cours hebdomadaire d'activité physique de prévention adaptée aux séniors avec l'EPGV => tous les jeudis de 9h30 à 10h30 au dojo de Boigny Groupe de max 20 personnes Contenu des cours : Equilibre et prévention des chutes Mémoire Tonification musculaire Mobilisation corporelle et articulaire Gestion du stress Perception fine Communication L'animatrice fera un parallèle entre les exercices proposés et leur intérêt dans la vie quotidienne + conseil sur l'alimentation et l'aménagement de la maison dans la prévention des chutes	Saint Jean de Braye	Boigny sur Bionne	1 640 €
MONTANT TOTAL ACCORDE					15 667 €

**COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES, DE LA CULTURE
ET DU PATRIMOINE**

**D 01 - Conventions tripartites de mise à disposition de points hauts dans le
cadre du déploiement du Très Haut Débit Radio - Communes de
Coullons, Chaussy, Triguères, Jouy-en-Pithiverais**

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Les termes des 4 conventions tripartites, annexées à la présente délibération, sont approuvés, et Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à les signer.

Convention THD Radio avec la commune de Coullons

Convention pour l'utilisation du Château d'eau de Coullons (Loiret) comme point haut pour le déploiement et l'exploitation d'un service « THD Radio ».
--

Entre les soussignés :

La mairie de Coullons – 6 rue de la mairie, 45720 COULLONS - représentée par Monsieur Hervé Pichery agissant en qualité de Maire.

Ci-après désigné « le gestionnaire », d'une part,

Et

Le Département du Loiret, dont le siège est l'Hôtel du département, 15, rue Eugène Vignat, 45010 Orléans Cedex 1, représenté par Monsieur Marc Gaudet, agissant en qualité de Président.

Ci-après désigné « le Département » d'autre part,

Et

La Société WE ACCESS GROUPE, sise 59 rue Caroline Herschel – 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray, représentée par Monsieur François Hédin, agissant en qualité de Président Directeur Général.

Ci-après désigné « l'opérateur », d'autre part,

Préambule :

A horizon 2020, selon les annonces du gouvernement du 14 décembre 2018, l'ensemble du territoire français devrait être couvert en « bon haut débit », soit un seuil de 8 Mbit/s descendant.

Le département du Loiret s'est engagé depuis 2004 dans une importante stratégie d'aménagement numérique de son territoire, qui s'inscrit dans les objectifs du Plan France Très Haut Débit. En particulier, le Département a attribué deux contrats de Délégation de Service Public (Médialys en 2004 puis Lysséo en 2014) permettant d'apporter des solutions de desserte à haut et très haut débit sur le territoire du Loiret.

A l'issue des déploiements actuellement programmés de Lysséo, il restera toutefois dans le département du Loiret, environ 17 000 foyers qui ne bénéficieront pas d'un bon haut débit (en dehors des différentes zones AMII).

Dans l'optique d'offrir une meilleure desserte numérique aux Loirétains, les technologies dites « THD Radio » sont un des moyens envisagés pour améliorer le niveau de service du territoire.

Le projet de We Access, s'inscrit totalement dans cet objectif ; il s'agit d'apporter à l'horizon 2020 un bon haut débit dans 40 communes qui en sont dépourvues actuellement. Cette demande de licence s'inscrit dans un partenariat déjà éprouvé : We Access (ex-Infosat Télécom) est présent sur ce territoire du Loiret depuis plusieurs années.

C'est dans cette logique que la société We Access a obtenu l'autorisation d'émettre sur la bande de fréquences 3410 - 3460 Mhz pour la mise en place d'une offre très haut débit sur le territoire du Loiret jusqu'au 26 juillet 2026.

40 communes ont été ciblées dans ce contexte et une soixantaine de communes seront impactées. Une quarantaine d'émetteurs devront être déployés sur des points hauts à créer ou à utiliser. Coullons a été identifiée de par ses caractéristiques géographiques et la disponibilité d'un point haut intéressant comme commune d'accueil d'un des émetteurs THD Radio.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit ;

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet d'autoriser le Département à occuper les emplacements sur le site du château d'eau de Coullons, situé chemin de la Perlandière, présentés à l'article 2 afin que l'opérateur puisse en disposer, y installer et exploiter des équipements destinés à offrir un service « THD Radio » sur la commune.

Article 2 : Liste des aménagements et équipements spécifiques à mettre en œuvre dans le cadre de la présente convention

Afin de permettre le fonctionnement du service THD Radio, les aménagements et équipements suivants sont nécessaires. Le dossier APD constituant l'annexe 1 précise les caractéristiques et la localisation de ces différents aménagements et équipements.

A l'extérieur du château d'eau :

- Réalisation de tranchées pour permettre l'adduction en fibre optique et le raccordement électrique des équipements électroniques
- Pose de fourreaux dans les tranchées et de chambres aux extrémités des tranchées
- Réalisation d'une dalle en béton pour implanter une armoire technique.
- Pose d'une armoire technique pour héberger les équipements électroniques.
- Réalisation d'un coffret électrique pour l'alimentation des équipements THD Radio.

Au sommet du château d'eau :

- Installation de mats pour accueillir les différents émetteurs
- Pose des antennes sur les mats
- Installation des équipements de mise en sécurité.
- Pose de gaines pour le cheminement des câbles.

Sur toute la hauteur du château d'eau :

- Pose de gaines et de câbles entre l'armoire technique et les antennes.
- Pose de câbles électriques pour la mise à la terre des mats

Article 3 : Listes des tâches à la charge du gestionnaire du site

3.1 : En phase Etudes

Le gestionnaire désignera au sein de ses équipes un ou plusieurs référents qui seront les interlocuteurs de l'opérateur et du Département. Cette désignation s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 6. .

3.2 : En phase Travaux

Le gestionnaire autorisera l'accès au site aux personnes dûment habilités par l'opérateur ainsi qu'aux sous-traitants de l'opérateur préalablement identifiés afin de permettre la réalisation des aménagements et la pose des équipements listés à l'article 2.

Le gestionnaire se réserve la possibilité de vérifier la conformité des travaux projetés avec l'APD et d'interrompre les travaux en cas de non-conformité.

3.3 : En phase Exploitation

Le gestionnaire autorisera l'accès au site aux personnels de l'opérateur ou à ses sous-traitants afin qu'ils puissent procéder à toute intervention programmée ou non, rendue nécessaire par l'exploitation des équipements objet de la présente convention. Cet accès s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 9.

Article 4 : Listes des tâches à la charge de l'opérateur

4.1 : Engagements et responsabilités

L'opérateur fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir du fait de son activité. Il est seul responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit du fait de cette activité.

Il contracte à cet effet toutes assurances utiles, notamment en responsabilité civile, et en donne justification au gestionnaire.

Une clause de non recours contre le gestionnaire doit être insérée dans ces polices et, systématiquement **l'opérateur** s'engage à garantir le gestionnaire en cas de recours direct contre lui, la responsabilité de la collectivité ne pouvant être recherchée.

L'opérateur présente au gestionnaire pour contrôle, les polices d'assurances ainsi que les avenants éventuels et les quittances de primes.

L'opérateur s'engage à respecter avec rigueur les modalités d'accès au site telles que rappelées à l'article 9.

4.2 : En phase Etudes

L'opérateur désignera au sein de ses équipes un ou plusieurs référents qui seront les interlocuteurs du Gestionnaire et du Département. Cette désignation s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 6.

L'opérateur fournira dès l'entrée en vigueur de la présente convention, la liste exhaustive des personnes dûment habilités au sein de ses services ou chez ses sous-traitants, à intervenir sur le

château d'eau objet de la présente convention et pourra produire à la demande du gestionnaire ces habilitations.

L'opérateur informera le gestionnaire au moins 5 jours à l'avance de toute visite préalable à l'installation et s'assurera que les autorisations administratives nécessaires ont bien été obtenues.

Au terme des différentes visites, l'opérateur remettra en préalable aux travaux la version définitive de l'APD annexé à la présente convention.

4.3 : En phase Travaux

Les travaux visant à la réalisation des aménagements et à la pose des équipements décrits en Annexe 1 sont sous la responsabilité exclusive de l'opérateur qui informera le gestionnaire au moins 5 jours à l'avance des interventions programmées et s'assurera que les autorisations nécessaires ont bien été obtenues.

L'opérateur s'engage à implanter l'ensemble des équipements dans le respect de l'environnement et de la qualité architecturale et esthétique des lieux et d'en limiter la perception visuelle, ceux-ci à l'occasion de la première installation ou dans le cadre de travaux de renouvellement ou de modification de l'installation.

Au terme des travaux, l'opérateur remettra aux parties une copie du Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE) matérialisant la réalisation conforme au dossier APD. Ce document précisera notamment le résultat des mesures de champs électromagnétiques et leur conformité aux normes en vigueur. Ces résultats seront remis au gestionnaire avec le DOE.

4.4 : En phase Exploitation

L'opérateur fera son affaire, moyennant le respect des règles d'intervention annexées à la présente convention, de conduire les actions d'exploitation et de maintenance curative ou préventive rendues nécessaires par l'exploitation du service THD Radio.

L'opérateur s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations d'émissions aux normes en vigueur et, le cas échéant, à les adapter immédiatement aux nouvelles normes. Il communiquera au gestionnaire les résultats de ces contrôles. Le gestionnaire pourra à tout moment demander à **l'opérateur** le résultat de ces contrôles.

L'opérateur s'engage formellement à maintenir les lieux et toute installation en bon état d'entretien pendant toute la durée de l'occupation, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au gestionnaire et à son exploitation.

Il s'engage à prévenir immédiatement le gestionnaire de toutes dégradations qu'il constaterait dans les lieux, entraînant des réparations à la charge du gestionnaire. Au cas où il manquerait à cet engagement, il ne pourrait réclamer aucune indemnité en raison de ces dégradations et serait responsable vis-à-vis du gestionnaire de l'aggravation du dommage survenu après la date à laquelle il l'a constaté.

L'installation et le fonctionnement des dispositifs d'antennes de **l'opérateur** ne devront engendrer aucune interférence sur les installations radioélectriques en place et à venir du gestionnaire.

Dans l'hypothèse où les installations techniques de **l'opérateur** gêneraient les activités du gestionnaire, les frais occasionnés par l'adaptation technique des matériels seront à la charge de

l'opérateur, pour autant que les équipements techniques d'émissions et réceptions relatifs aux activités de chacun soient conformes aux normes et règlements en vigueur. En cas de conflit, la priorité sera donnée au service public de gestion de l'eau.

L'installation des équipements techniques de **l'opérateur** ne pourra en aucun cas avoir pour conséquence d'empêcher le gestionnaire d'installer ou d'autoriser l'implantation d'autres stations radioélectriques sur le site.

De même après installation des équipements de **l'opérateur**, dans l'hypothèse où un nouvel occupant solliciterait du gestionnaire l'autorisation d'installer des équipements sur le site, le gestionnaire s'engage avant autorisation de ladite installation, à ce que soient réalisées, à la charge financière de ce nouvel occupant, des études de compatibilité avec les équipements techniques déjà existants de **l'opérateur** et leur éventuelle mise en compatibilité.

Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, les équipements techniques projetés par ce nouvel occupant ne pourront être installés.

Dans tous les cas, le gestionnaire ne saurait être tenu pour responsable en cas de perturbations des équipements de **l'opérateur**, consécutives à l'installation, sur le site d'un nouvel occupant. Il appartiendra le cas échéant à **l'opérateur** de se retourner directement contre le nouvel occupant.

L'opérateur devra faire droit avec diligence à toute demande relative à d'éventuelles interférences entre ses équipements et d'autres équipements mis en place par le gestionnaire et qui s'avèreraient incompatibles avec les activités de la commune.

Article 5 : Référents

Les parties désigneront par échange de mail dès l'entrée en vigueur de la présente convention des référents pour la bonne exécution de cette convention. Les parties feront leur affaire d'actualiser cette liste de référents autant que de besoin.

Article 6 : Réception des ouvrages et démarrage de la phase exploitation

Le démarrage de la phase d'exploitation sera matérialisé par la remise par l'opérateur d'un Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE) et par un état des lieux contradictoire tel qu'issu de la phase travaux. Cet état des lieux fera référence pour toute la durée de la convention.

A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra évacuer les lieux occupés, enlever les installations techniques qu'il aura installées et remettre les lieux en l'état à ses frais.

A défaut, le gestionnaire utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet.

Article 7 : Travaux du fait du gestionnaire en phase exploitation

Dans le cas où des travaux de toute nature, notamment d'entretien, de réparation ou de modification effectués par le gestionnaire, réalisés sur l'ouvrage ou le fonds dépendant, nécessiteraient le déplacement ou l'enlèvement de tout ou partie des installations de **l'opérateur**, celui-ci s'engage à effectuer lui-même, à ses frais, et sans aucune indemnité, la dépose, la protection

et la remise en place des installations, après avoir été avisée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le gestionnaire au moins trois mois à l'avance, sauf en cas de d'urgence.

Le gestionnaire précisera la durée prévisionnelle des travaux.

Si les travaux prévus entrent dans le cadre de programmation annuelle, le gestionnaire préviendra **l'opérateur** au moins six mois avant le début des travaux.

Même si le fonctionnement du service devait être suspendu, **l'opérateur** ne pourrait prétendre à aucune indemnité.

Le gestionnaire fera ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux afin de permettre à **l'opérateur** de transférer et de continuer à exploiter ses équipements techniques dans les meilleures conditions.

Si aucune solution de remplacement satisfaisante pour **l'opérateur** n'est trouvée, celui-ci pourra résilier sans contrepartie la présente convention.

De même, à l'occasion de travaux (qui n'aura pas nécessité la dépose du matériel) sur une partie de l'ouvrage exposant le personnel intervenant au champs électromagnétiques , **l'opérateur** sera tenu de suspendre ces émissions aussi longtemps que nécessaire.

A la suite d'éventuels travaux d'embellissement de façade réalisés par le gestionnaire sur son réservoir, **l'opérateur** s'engage à peindre de la même couleur les chemins de câbles et les antennes posées en applique sur les parois.

Article 8: Modalités d'accès au site

L'opérateur et ses sous-traitants ont accès au site sous réserve du respect des mesures arrêtées aux plan de protection issus des directives nationales de sécurité Eau et qui peuvent s'appliquer de façon permanente ou de manière graduée en fonction du niveau de la menace.

L'opérateur s'engage par ailleurs à respecter les règles et principes listé à l'annexe 4.

Article 9 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Article 10 : Durée

La présente convention prendra fin au terme de l'autorisation donnée par le régulateur à l'opérateur pour l'exploitation et la commercialisation de la solution THD Radio, c'est-à-dire au 26 juillet 2026.

Article 11 : Conditions financières

La présente convention est conclue à titre gracieux.

Article 12 : Sort des installations au terme de la convention

Dans les 6 mois qui précèdent le terme de la convention, les parties se réuniront pour convenir du sort des aménagements et équipements décrits sommairement à l'article 2 et précisés au sein de l'annexe 1.

Article 13 : Modification et Résiliation

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

Une résiliation anticipée de la convention sans indemnité pourra être demandée par chacune des parties à tout moment et pour quelque motif que ce soit moyennant l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, un an avant la prise d'effet de cette résiliation. Aucune autre formalité n'est requise pour la rendre effective.

Il pourra également être mis fin à l'autorisation d'occupation pour les raisons suivantes :

- non exploitation des équipements techniques, modification de l'exploitation commerciale sans accord du gestionnaire
- non-respect des règlements et normes de sécurité et d'hygiène,
- non-respect des mesures qui pourraient être prises par l'exploitant en application des circulaires Vigipirate et des directives des plans de protection d'opérateur d'importance vitale après confirmation par fax ou par mail,
- non-respect des normes sur l'exposition du public aux champs électromagnétiques,
- en cas de travaux ou de force majeure qui nécessiterait l'occupation de l'espace, sans que **l'opérateur** puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 14 : IMPOTS ET TAXES

L'opérateur aura à sa charge tous impôts, taxes et redevances sauf impôts fonciers se rapportant à l'espace occupé.

ARTICLE 15 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente convention et à ne pas divulguer aucune des informations techniques.

ARTICLE 16 : JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les parties font éléction de domicile chacune à l'adresse mentionnée en début de convention. En cas de différends relatifs à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à tenter de résoudre le litige à l'amiable, avant de recourir à la juridiction compétente

ARTICLE 17 : ANNEXES

Sont annexés à la présente convention :

- les plans de réalisation des travaux – document APD (annexe 1),
- les caractéristiques de la technologie et de l'offre THD Radio (Annexe 2),
- le rapport favorable d'un bureau de contrôle agréé sur les travaux projetés (annexe 3),
- les conditions d'accès au site (annexe 4)

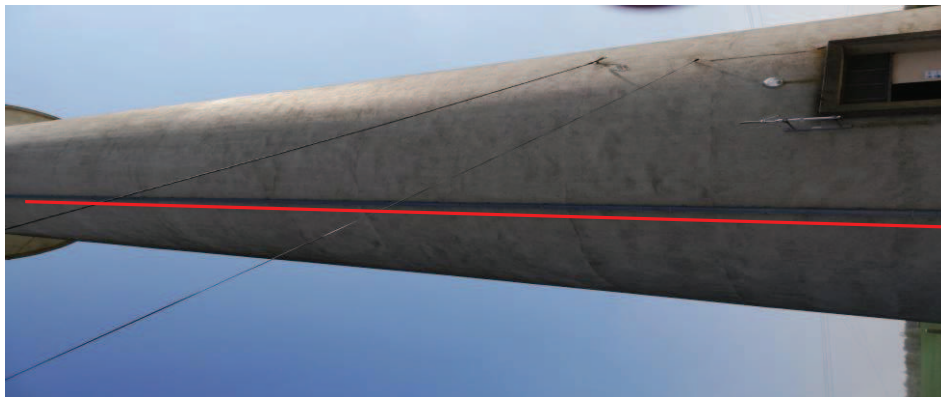
Fait à Le

Monsieur Hervé PICHERY
Maire de Coullons.

Monsieur Marc GAUDET
Le Président du Conseil départemental

Monsieur François HEDIN
Le Président Directeur Général de WE ACCESS
Group

ANNEXE 1 : Détail des aménagements à réaliser et des équipements à installer



SITE – « Coullons »



Implantation des équipements :


- Installation d'une antenne enode b+ splitter 0°+135°
- 1 câble alimentation 4G2,5
- 1 câble de terre
- 1 câble réseau cat 5^e extérieur

Méthodologie de mise en place :

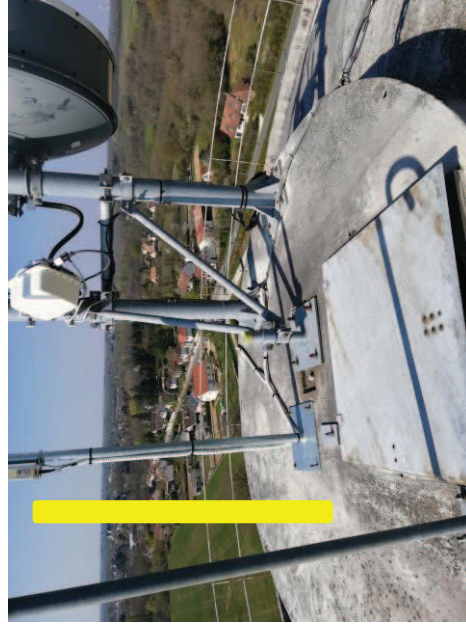
- Installation des antennes sur mât
- Passage des câbles sur le filin porteur, chemin de câble et fourreau en place.
- Reprise de la terre existante en pied de mât.
- Reprise de l'énergie armoire extérieur en place.
- Raccordement et mise en service des équipements.

Nacelle :

- 40 mètres 4x4 .

	<div><div>SRTC</div><div>24 RUE BERNARD PALISSY</div><div>45800 ST JEAN DE BRAYE</div><div>02 38 61 05 89</div></div>	Réseau Hertzien : Site Coullons	
		Site : Château d'Eau	Plan N° : 1 Date : 15/04/19
		Détail : Installation des équipements	
		Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC ¹⁰	

SITE – « Coullons »




	<p> <i>SRTC</i> 24 RUE BERNARD PALISSY 45800 ST JEAN DE BRAYE 02 38 61 05 89 </p>	<p> Réseau Hertzien : Site Coullons </p>	
<p> Site : Château d'Eau </p>		<p> Plan N° : 2 Date : 15/04/19 </p>	
<p> Détail : Installation des équipements </p>		<p> Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC¹¹ </p>	

SITE – « Coullons »



Matériel d'installation	Quantité	Fourniture WEACCESS	Fourniture SRTC
Support alu orientable pour acrotère diam 110mm			
Mât alu 2 mètres avec platine diam 110 mm			
Mât alu 2 mètres avec platine diam 50 mm	1		
Potence alu double 350 mm collier diam 110 / 50	0		
Mât Alu 1,5 m diam 50			
Câble RO2V 4G2,5	100		X
Câble Cat 5e	100	X	
Câblote de terre 6 carré	2		X
Colliers de mise à la terre 17,7-114 /lg 400	1		X
Jarretière xx m	0	X	
Etagère 19 pouces			
NACELLE 4x4 - 40 mètres	1 j		X

 <div><div>SRTC</div><div>24 RUE BERNARD PALISSY 45800 ST JEAN DE BRAYE 02 38 61 05 89</div></div>	Réseau Hertzien : Site Coullons	
	Site : Château d'Eau	Plan N°: 3
	Détail : Installation des équipements	Date : 15/04/19
	Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC ¹²	

ANNEXE 2 : caractéristiques de la technologie THD Radio (schéma de principe, prix, ...)

La technologie THD Radio est une technologie hertzienne permettant aux particuliers d'un territoire donné (commune ou ensemble de communes) de bénéficier d'un bon haut débit moyennant la souscription à l'abonnement adéquat et un équipement spécifique (voir illustration ci-dessous)

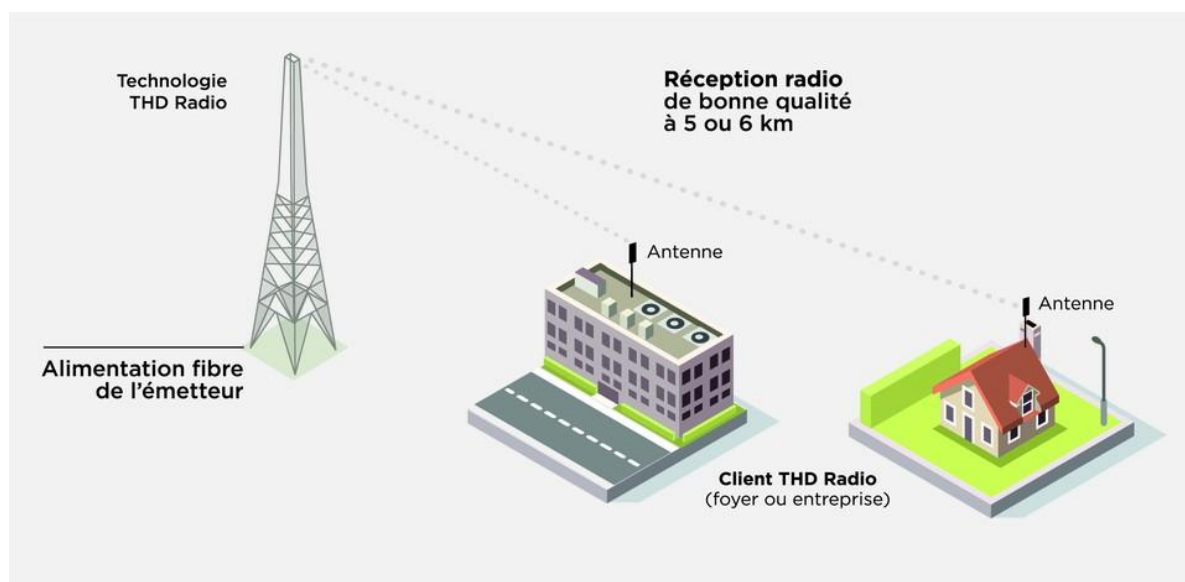


Illustration du fonctionnement de la technologie THD Radio

Le Département du Loiret en tant qu'autorité compétente pour l'aménagement numérique du Loiret à l'exception du territoire de la métropole d'Orléans et de la Ville de Montargis a retenu cette technologie pour sa capacité à apporter à l'horizon fin 2020, une solution d'accès internet de qualité (c'est-à-dire au moins 8 Mbit/s) aux foyers et entreprises qui ne peuvent disposer d'un tel accès via des technologies classiques (fibre ou DSL).

L'opérateur autorisé par le régulateur (ARCEP) à déployer et à exploiter cette technologie est l'opérateur WE ACCESS (voir <https://www.weaccess.fr/>).

Offre de service au 01/05/2019 :

THD radio : Les services

Offre 27.90 € TTC Mois , illimité data triple play

FAS 59 €

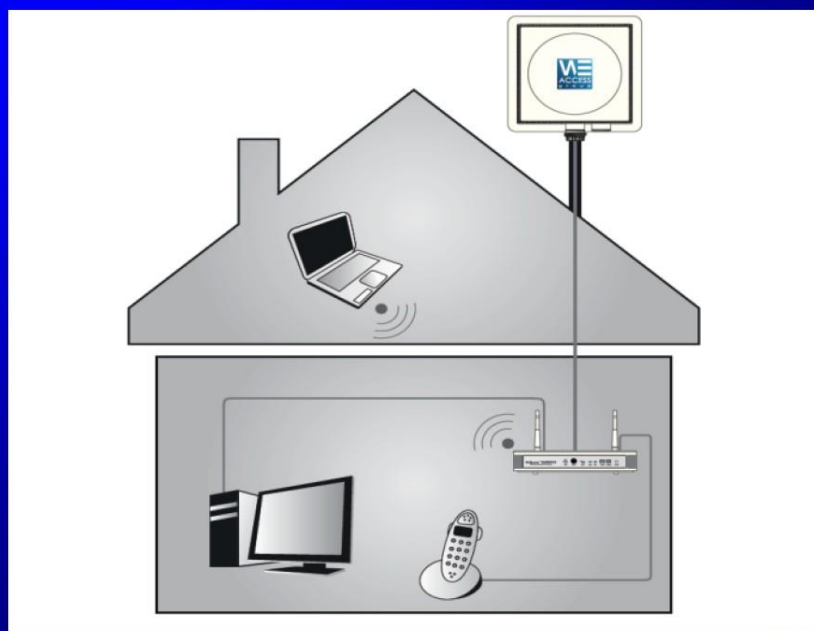
Téléphonie vers les fixes illimités France + 40 pays

Télévision + OTT + Replay

Appel vers les mobiles 0.1 € / mn France .

Equipement nécessaire côté Particulier ou entreprise :

THD Radio : le terminal



Convention THD Radio avec le Syndicat de Chaussy Tivernon

Convention pour l'utilisation du Château d'eau d'Attraps (Commune de Chaussy - Loiret) comme point haut pour le déploiement et l'exploitation d'un service « THD Radio ».

Entre les soussignés :

Le Syndicat Intercommunal des Eaux de Tivernon-Chaussy, 19, rue du Gouanon - 45170 Tivernon, représenté par Monsieur Pierre-Etienne Delanoue, agissant en qualité de Président

Ci-après désigné « le gestionnaire », d'une part,

Et

Le Département du Loiret, dont le siège est l'Hôtel du département, 15, rue Eugène Vignat, 45010 Orléans Cedex 1, représenté par Monsieur Marc Gaudet, agissant en qualité de Président.

Ci-après désigné « le Département » d'autre part,

Et

La Société WE ACCESS GROUP, sise 59 rue Caroline Herschel – 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray , représentée par Monsieur François Hédin, agissant en qualité de Président Directeur Général.

Ci-après désigné « l'opérateur », d'autre part,

Préambule :

A horizon 2020, selon les annonces du gouvernement du 14 décembre 2018, l'ensemble du territoire français devrait être couvert en « bon haut débit », soit un seuil de 8 Mbit/s descendant.

Le département du Loiret s'est engagé depuis 2004 dans une importante stratégie d'aménagement numérique de son territoire, qui s'inscrit dans les objectifs du Plan France Très Haut Débit. En particulier, le Département a attribué deux contrats de Délégation de Service Public (Médialys en 2004 puis Lysséo en 2014) permettant d'apporter des solutions de desserte à haut et très haut débit sur le territoire du Loiret.

A l'issue des déploiements actuellement programmés de Lysséo, il restera toutefois dans le département du Loiret, environ 17 000 foyers qui ne bénéficieront pas d'un bon haut débit (en dehors des différentes zones AMII).

Dans l'optique d'offrir une meilleure desserte numérique aux Loirétains, les technologies dites « THD Radio » sont un des moyens envisagés pour améliorer le niveau de service du territoire.

Le projet de We Access, s'inscrit totalement dans cet objectif ; il s'agit d'apporter à l'horizon 2020 un bon haut débit dans 40 communes qui en sont dépourvues actuellement. Cette demande de licence s'inscrit dans un partenariat déjà éprouvé : We Access (ex-Infosat Télécom) est présent sur ce territoire du Loiret depuis plusieurs années.

C'est dans cette logique que la société We Access a obtenu l'autorisation d'émettre sur la bande de fréquences 3410 - 3460 Mhz pour la mise en place d'une offre très haut débit sur le territoire du Loiret jusqu'au 26 juillet 2026.

40 communes ont été ciblées dans ce contexte et une soixantaine de communes seront impactées. Une quarantaine d'émetteurs devront être déployés sur des points hauts à créer ou à utiliser. Le hameau d'Attraps, sur la commune de Chaussy a été identifié de par ses caractéristiques géographiques et la disponibilité d'un point haut intéressant comme commune d'accueil d'un des émetteurs THD Radio.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit ;

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet d'autoriser le département à occuper les emplacements sur le site du château d'eau d'Attraps (commune de Chaussy) présentés à l'article 2 afin que l'opérateur puisse en disposer, et y installer et exploiter des équipements destinés à offrir un service « THD Radio » sur les communes suivantes :

- **Chaussy et Oison (communes ciblées)**
- Lion en Beauce et Tivernon (communes impactées)

Article 2 : Liste des aménagements et équipements spécifiques à mettre en œuvre dans le cadre de la présente convention

Afin de permettre le fonctionnement du service THD Radio, les aménagements et équipements suivants sont nécessaires. Le dossier APD constituant l'annexe 1 précise les caractéristiques et la localisation de ces différents aménagements et équipements.

A l'extérieur du château d'eau :

- Réalisation de tranchées pour permettre l'adduction en fibre optique et le raccordement électrique des équipements électroniques
- Pose de fourreaux dans les tranchées et de chambres aux extrémités des tranchées
- Réalisation d'une dalle en béton pour implanter une armoire technique.
- Pose d'une armoire technique pour héberger les équipements électroniques.
- Réalisation d'un coffret électrique pour l'alimentation des équipements THD Radio.

Au sommet du château d'eau :

- Installation de mats pour accueillir les différents émetteurs
- Pose des antennes sur les mats
- Installation des équipements de mise en sécurité.
- Pose de gaines pour le cheminement des câbles.

Sur toute la hauteur du château d'eau :

- Pose de gaines et de câbles entre l'armoire technique et les antennes.
- Pose de câbles électriques pour la mise à la terre des mats

Article 3 : Listes des tâches à la charge du gestionnaire du site

3.1 : En phase Etudes

Le gestionnaire désignera au sein de ses équipes un ou plusieurs référents qui seront les interlocuteurs de l'opérateur et du Département. Cette désignation s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 6. .

3.2 : En phase Travaux

Le gestionnaire autorisera l'accès au site aux personnes dûment habilités par l'opérateur ainsi qu'aux sous-traitants de l'opérateur préalablement identifiés afin de permettre la réalisation des aménagements et la pose des équipements listés à l'article 2

Le gestionnaire se réserve la possibilité de vérifier la conformité des travaux projetés avec l'APD et d'interrompre les travaux en cas de non-conformité.

3.3 : En phase Exploitation

Le gestionnaire autorisera l'accès au site aux personnels de l'opérateur ou à ses sous-traitants afin qu'ils puissent procéder à toute intervention programmée ou non, rendue nécessaire par l'exploitation des équipements objet de la présente convention. Cet accès s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 9.

Article 4 : Listes des tâches à la charge de l'opérateur

4.1 : Engagements et responsabilités

L'opérateur fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir du fait de son activité. Il est seul responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit du fait de cette activité.

Il contracte à cet effet toutes assurances utiles, notamment en responsabilité civile, et en donne justification au gestionnaire

Une clause de non recours contre le gestionnaire doit être insérée dans ces polices et, systématiquement **l'opérateur** s'engage à garantir le gestionnaire en cas de recours direct contre lui, la responsabilité de la collectivité ne pouvant être recherchée.

L'opérateur présente au gestionnaire pour contrôle, les polices d'assurances ainsi que les avenants éventuels et les quittances de primes.

L'opérateur s'engage à respecter avec rigueur les modalités d'accès au site telles que rappelées à l'article 9

4.2 : En phase Etudes

L'opérateur désignera au sein de ses équipes un ou plusieurs référents qui seront les interlocuteurs du Gestionnaire et du Département. Cette désignation s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 6.

L'opérateur fournira dès l'entrée en vigueur de la présente convention, la liste exhaustive des personnes dûment habilités au sein de ses services ou chez ses sous-traitants, à intervenir sur le

château d'eau objet de la présente convention et pourra produire à la demande du gestionnaire ces habilitations.

L'opérateur informera le gestionnaire au moins 5 jours à l'avance de toute visite préalable à l'installation et s'assurera que les autorisations administratives nécessaires ont bien été obtenues.

Au terme des différentes visites, l'opérateur remettra en préalable aux travaux la version définitive de l'APD annexé à la présente convention.

4.3 : En phase Travaux

Les travaux visant à la réalisation des aménagements et à la pose des équipements décrits en Annexe 1 sont sous la responsabilité exclusive de l'opérateur qui informera le gestionnaire au moins 5 jours à l'avance des interventions programmées et s'assurera que les autorisations nécessaires ont bien été obtenues.

L'opérateur s'engage à implanter l'ensemble des équipements dans le respect de l'environnement et de la qualité architecturale et esthétique des lieux et d'en limiter la perception visuelle, ceux-ci à l'occasion de la première installation ou dans le cadre de travaux de renouvellement ou de modification de l'installation.

Au terme des travaux, l'opérateur remettra aux parties une copie du Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE) matérialisant la réalisation conforme au dossier APD. Ce document précisera notamment le résultat des mesures de champs électromagnétiques et leur conformité aux normes en vigueur. Ces résultats seront remis au gestionnaire avec le DOE.

4.4 : En phase Exploitation

L'opérateur fera son affaire, moyennant le respect des règles d'intervention annexées à la présente convention, de conduire les actions d'exploitation et de maintenance curative ou préventive rendues nécessaires par l'exploitation du service THD Radio

L'opérateur s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations d'émissions aux normes en vigueur et, le cas échéant, à les adapter immédiatement aux nouvelles normes. Il communiquera au gestionnaire les résultats de ces contrôles. Le gestionnaire pourra à tout moment demander à **l'opérateur** le résultat de ces contrôles.

L'opérateur s'engage formellement à maintenir les lieux et toute installation en bon état d'entretien pendant toute la durée de l'occupation, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au gestionnaire et à son exploitation.

Il s'engage à prévenir immédiatement le gestionnaire de toutes dégradations qu'il constaterait dans les lieux, entraînant des réparations à la charge du gestionnaire. Au cas où il manquerait à cet engagement, il ne pourrait réclamer aucune indemnité en raison de ces dégradations et serait responsable vis-à-vis du gestionnaire de l'aggravation du dommage survenu après la date à laquelle il l'a constaté.

L'installation et le fonctionnement des dispositifs d'antennes de **l'opérateur** ne devront engendrer aucune interférence sur les installations radioélectriques en place et à venir du gestionnaire.

Dans l'hypothèse où les installations techniques de **l'opérateur** gêneraient les activités du gestionnaire, les frais occasionnés par l'adaptation technique des matériels seront à la charge de

l'opérateur, pour autant que les équipements techniques d'émissions et réceptions relatifs aux activités de chacun soient conformes aux normes et règlements en vigueur. En cas de conflit, la priorité sera donnée au service public de gestion de l'eau.

L'installation des équipements techniques de **l'opérateur** ne pourra en aucun cas avoir pour conséquence d'empêcher le gestionnaire d'installer ou d'autoriser l'implantation d'autres stations radioélectriques sur le site.

De même après installation des équipements de **l'opérateur**, dans l'hypothèse où un nouvel occupant solliciterait du gestionnaire l'autorisation d'installer des équipements sur le site, le gestionnaire s'engage avant autorisation de ladite installation, à ce que soient réalisées, à la charge financière de ce nouvel occupant, des études de compatibilité avec les équipements techniques déjà existants de **l'opérateur** et leur éventuelle mise en compatibilité.

Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, les équipements techniques projetés par ce nouvel occupant ne pourront être installés.

Dans tous les cas, le gestionnaire ne saurait être tenu pour responsable en cas de perturbations des équipements de **l'opérateur**, consécutives à l'installation, sur le site d'un nouvel occupant. Il appartiendra le cas échéant à **l'opérateur** de se retourner directement contre le nouvel occupant.

L'opérateur devra faire droit avec diligence à toute demande relative à d'éventuelles interférences entre ses équipements et d'autres équipements mis en place par le gestionnaire et qui s'avèreraient incompatibles avec les activités de la commune.

Article 5 : Référents

Les parties désigneront par échange de mail dès l'entrée en vigueur de la présente convention des référents pour la bonne exécution de cette convention. Les parties feront leur affaire d'actualiser cette liste de référents autant que de besoin.

Article 6 : Réception des ouvrages et démarrage de la phase exploitation

Le démarrage de la phase d'exploitation sera matérialisé par la remise par l'opérateur d'un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et par un état des lieux contradictoire tel qu'issu de la phase travaux. Cet état des lieux fera référence pour toute la durée de la convention.

A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra évacuer les lieux occupés, enlever les installations techniques qu'il aura installé et remettre les lieux en l'état à ses frais.

A défaut, le gestionnaire utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet.

Article 7 : Travaux du fait du gestionnaire en phase exploitation

Dans le cas où des travaux de toute nature, notamment d'entretien, de réparation ou de modification effectués par le gestionnaire, réalisés sur l'ouvrage ou le fonds dépendant, nécessiteraient le déplacement ou l'enlèvement de tout ou partie des installations de **l'opérateur**, celui-ci s'engage à effectuer lui-même, à ses frais, et sans aucune indemnité, la dépose, la protection

et la remise en place des installations, après avoir été avisée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le gestionnaire au moins trois mois à l'avance, sauf en cas de d'urgence.

Le gestionnaire précisera la durée prévisionnelle des travaux.

Si les travaux prévus entrent dans le cadre de programmation annuelle, le gestionnaire préviendra **l'opérateur** au moins six mois avant le début des travaux.

Même si le fonctionnement du service devait être suspendu, **l'opérateur** ne pourrait prétendre à aucune indemnité.

Le gestionnaire fera ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux afin de permettre à **l'opérateur** de transférer et de continuer à exploiter ses équipements techniques dans les meilleures conditions.

Si aucune solution de remplacement satisfaisante pour **l'opérateur** n'est trouvée, celui-ci pourra résilier sans contrepartie la présente convention.

De même, à l'occasion de travaux (qui n'aura pas nécessité la dépose du matériel) sur une partie de l'ouvrage exposant le personnel intervenant au champs électromagnétiques , **l'opérateur** sera tenu de suspendre ces émissions aussi longtemps que nécessaire.

A la suite d'éventuels travaux d'embellissement de façade réalisés par le gestionnaire sur son réservoir, **l'opérateur** s'engage à peindre de la même couleur les chemins de câbles et les antennes posées en applique sur les parois.

Article 8: Modalités d'accès au site

L'opérateur et ses sous-traitants ont accès au site sous réserve du respect des mesures arrêtées aux plan de protection issus des directives nationales de sécurité Eau et qui peuvent s'appliquer de façon permanente ou de manière graduée en fonction du niveau de la menace.

L'opérateur s'engage par ailleurs à respecter les règles et principes listés à l'annexe 4.

Article 9 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties

Article 10 : Durée

La présente convention prendra fin au terme de l'autorisation donnée par le régulateur à l'opérateur pour l'exploitation et la commercialisation de la solution THD Radio, c'est-à-dire au 26 juillet 2026.

Article 11 : Conditions financières

La présente convention est conclue à titre gracieux.

Article 12 : Sort des installations au terme de la convention

Dans les 6 mois qui précèdent le terme de la convention, les parties se réuniront pour convenir du sort des aménagements et équipements décrits sommairement à l'article 2 et précisés au sein de l'annexe 1.

Article 13 : Modification et Résiliation

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

Une résiliation anticipée de la convention sans indemnité pourra être demandée par chacune des parties à tout moment et pour quelque motif que ce soit moyennant l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, un an avant la prise d'effet de cette résiliation. Aucune autre formalité n'est requise pour la rendre effective.

Il pourra également être mis fin à l'autorisation d'occupation pour les raisons suivantes :

- non exploitation des équipements techniques, modification de l'exploitation commerciale sans accord du gestionnaire
- non-respect des règlements et normes de sécurité et d'hygiène,
- non-respect des mesures qui pourraient être prises par l'exploitant en application des circulaires Vigipirate et des directives des plans de protection d'opérateur d'importance vitale après confirmation par fax ou par mail,
- non-respect des normes sur l'exposition du public aux champs électromagnétiques,
- en cas de travaux ou de force majeure qui nécessiterait l'occupation de l'espace, sans que **l'opérateur** puisse prétendre à une quelconque indemnité

ARTICLE 14 : IMPOTS ET TAXES

L'opérateur aura à sa charge tous impôts, taxes et redevances sauf impôts fonciers se rapportant à l'espace occupé et acquittés par le département.

ARTICLE 15 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente convention et à ne pas divulguer aucune des informations techniques.

ARTICLE 16 : JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les parties font éléction de domicile chacune à l'adresse mentionnée en début de convention. En cas de différends relatifs à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à tenter de résoudre le litige à l'amiable, avant de recourir à la juridiction compétente.

ARTICLE 17 : ANNEXES

Sont annexés à la présente convention :

- les plans de réalisation des travaux – document APD (annexe 1),
- les caractéristiques de la technologie et de l'offre THD Radio (Annexe 2),
- le rapport favorable d'un bureau de contrôle agréé sur les travaux projetés (annexe 3),
- les conditions d'accès au site (annexe 4)

Fait à Le

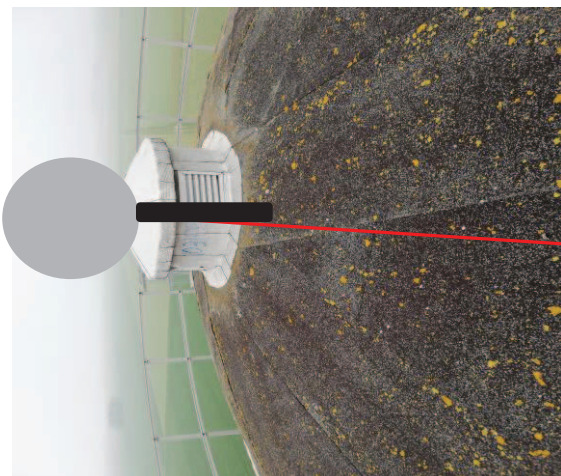
Monsieur Pierre-Etienne DELANOUE
Le Président du Syndicat Intercommunal
des Eaux de Tivernon-Chaussy

Monsieur Marc GAUDET
Le Président du Conseil départemental

Monsieur François HEDIN
Le Président Directeur Général de WE ACCESS
Group

ANNEXE 1 : Détail des aménagements à réaliser et des équipements à installer

SITE – « Chaussy (Atraps) »



Implantation des équipements :


- Installations de 2 mâts de 2 M Diamètre 50 mm avec support ascenseur
- Réalisation d'un tendu entre le mât et le bord de la cuve
- Installation 1 antenne enodeB omni
- 1 câble alimentation 4G2,5
- 1 câble de terre
- 3 câble réseau cat 5^e extérieur

Méthodologie de mise en place :

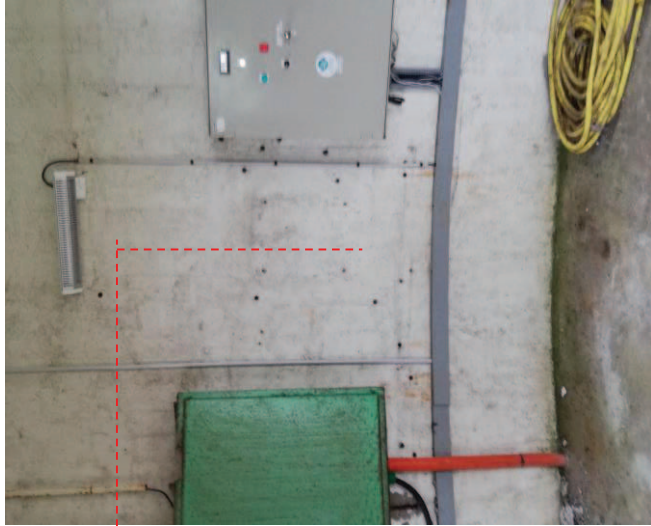
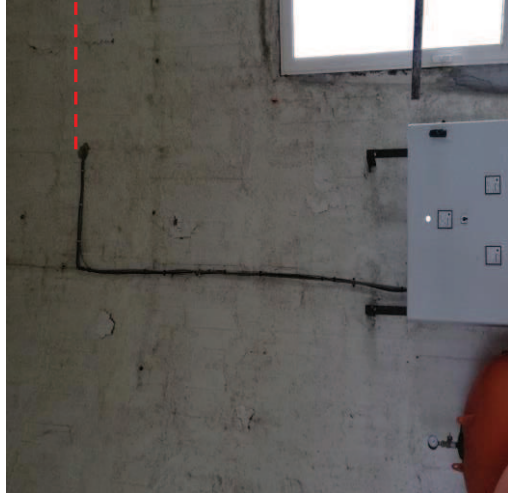
- Installation des antennes sur les mâts
- Passage des câbles a l'extérieur sous tube irl
- Tube irl fixés sur les crenolines
- Passage du cablette de terre .
- Reprise de l'énergie dans la baie Cegelec
- Raccordement et mise en service des équipements.


Nacelle :

- x

 <div><div>SRTC</div><div>24 RUE BERNARD PALISSY 45800 ST JEAN DE BRAYE 02 38 61 05 89</div></div>	Réseau Hertzien : Site Atraps		
	Site : Château d'Eau	Plan N°: 1 Date : 10/04/19	
	Détail : Installation des équipements		
	Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC		

SITE – « Chaussy (Atraps) »




 <div><div>SRTC</div><div>24 RUE BERNARD PALISSY</div><div>45800 ST JEAN DE BRAYE</div><div>02 38 61 05 89</div></div>	Réseau Hertzien : Site Atraps	
	Site : Château d'Eau	Plan N° : 2 Date : 10/04/19
	Détail : Installation des équipements	
	Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC	

SITE – « Chaussy (Atraps) »



Matériel d'installation	Quantité	Fourniture WEACCESS	Fourniture SRTC
Support alu orientable pour acrotère diam 110mm			
Mât alu 2 mètres avec platine diam 110 mm			
Mât alu 2 mètres avec platine diam 50 mm			
Potence alu double 350 mm collier diam 110 / 50			
Mât Alu 1,5 m diam 50	0		
Câble RO2V 4G2,5	50		X
Câble Cat 5e	150	X	
Câblotte de terre 6 carré	2		X
Colliers de mise à la terre 17,7-114 /lg 400	1		X
Jarretière xx m	2	X	
Etagère 19 pouces			
Mâts 2 mètres	2		X
Support ascenseur	2		X
NACELLE 4x4 - 40 mètres	0		

	<p><i>SRTC</i> 24 RUE BERNARD PALISSY 45800 ST JEAN DE BRAYE 02 38 61 05 89</p>	Réseau Hertzien : Site Atraps		
		Site : Château d'Eau		Plan N°: 3
		Détail : Installation des équipements		Date : 10/04/19
Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC				

SRTC
24 RUE BERNARD PALISSY
45800 ST JEAN DE BRAYE
02 38 61 05 89

ANNEXE 2 : caractéristiques de la technologie THD Radio (schéma de principe, prix, ...)

La technologie THD Radio est une technologie hertzienne permettant aux particuliers d'un territoire donné (commune ou ensemble de communes) de bénéficier d'un bon haut débit moyennant la souscription à l'abonnement adéquat et un équipement spécifique (voir illustration ci-dessous)

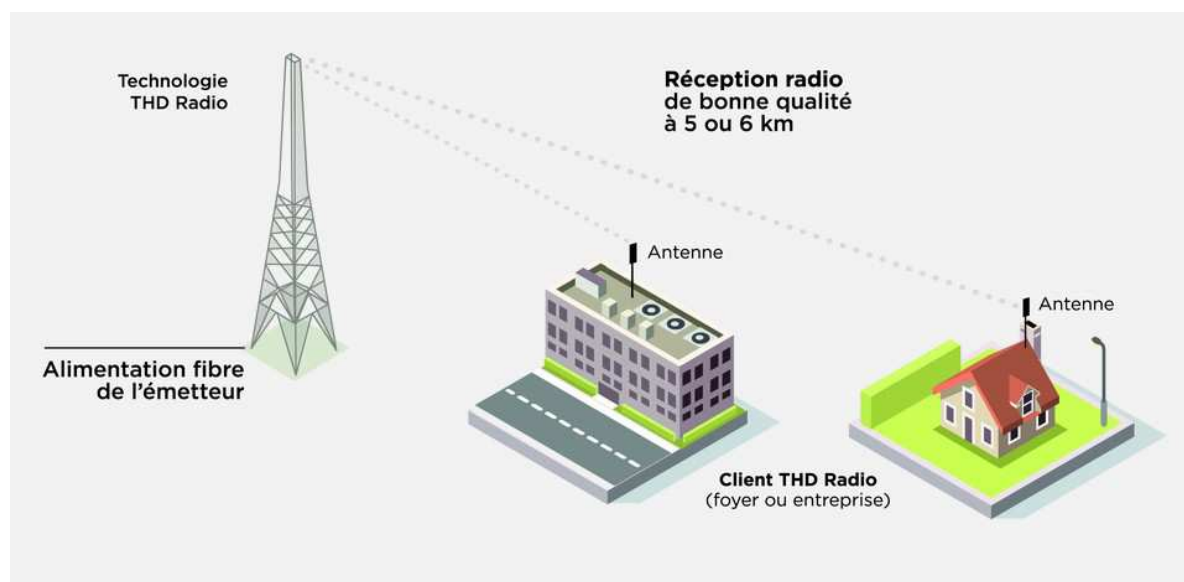


Illustration du fonctionnement de la technologie THD Radio

Le Département du Loiret en tant qu'autorité compétente pour l'aménagement numérique du Loiret à l'exception du territoire de la métropole d'Orléans et de la Ville de Montargis a retenu cette technologie pour sa capacité à apporter à l'horizon fin 2020, une solution d'accès internet de qualité (c'est-à-dire au moins 8 Mbit/s) aux foyers et entreprises qui ne peuvent disposer d'un tel accès via des technologies classiques (fibre ou DSL)

L'opérateur autorisé par le régulateur (ARCEP) à déployer et à exploiter cette technologie est l'opérateur WE ACCESS (voir <https://www.weaccess.fr/>).

Offre de service au 01/05/2019 :

THD radio : Les services

Offre 27.90 € TTC Mois , illimité data triple play

FAS 59 €

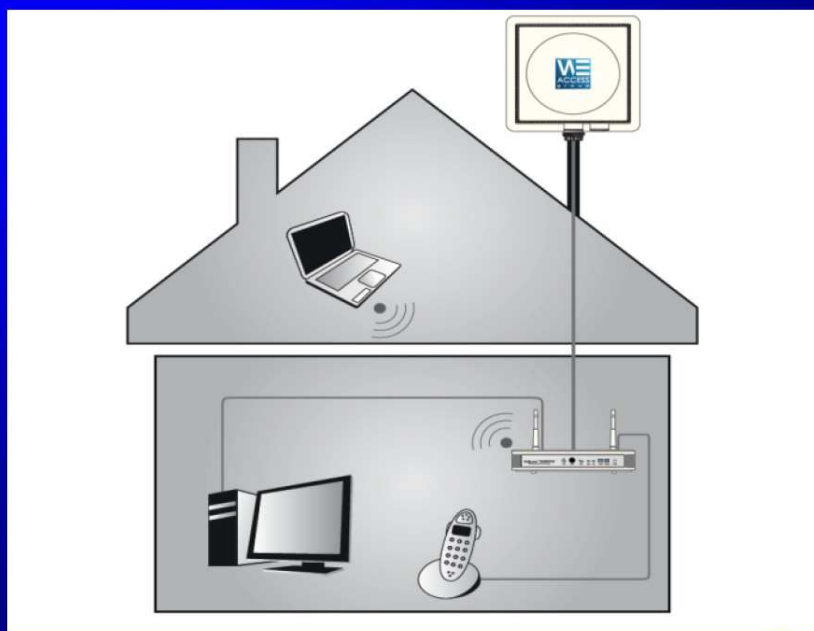
Téléphonie vers les fixes illimités France + 40 pays

Télévision + OTT + Replay

Appel vers les mobiles 0.1 € / mn France .

Equipement nécessaire côté Particulier ou entreprise :

THD Radio : le terminal



Convention THD Radio avec la commune de Triguères

Convention pour l'utilisation du Château d'eau de Triguères (Loiret) comme point haut pour le déploiement et l'exploitation d'un service « THD Radio ».

Entre les soussignés :

La Mairie de Triguères – 2, avenue de la gare - 45220 Triguères, représenté par Monsieur Michel Raigneau, agissant en qualité de Maire

Ci-après désigné « le gestionnaire », d'une part,

Et

Le Département du Loiret, dont le siège est l'Hôtel du département, 15, rue Eugène Vignat, 45010 Orléans Cedex 1, représenté par Monsieur Marc Gaudet, agissant en qualité de Président.

Ci-après désigné « le Département » d'autre part,

Et

La Société WE ACCESS GROUP, sise 59 rue Caroline Herschel – 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray , représentée par Monsieur François Hédin, agissant en qualité de Président Directeur Général.

Ci-après désigné « l'opérateur », d'autre part,

Préambule :

A l'horizon 2020, selon les annonces du gouvernement du 14 décembre 2018, l'ensemble du territoire français devrait être couvert en « bon haut débit », soit un seuil de 8 Mbit/s descendant.

Le département du Loiret s'est engagé depuis 2004 dans une importante stratégie d'aménagement numérique de son territoire, qui s'inscrit dans les objectifs du Plan France Très Haut Débit. En particulier, le Département a attribué deux contrats de Délégation de Service Public (Médialys en 2004 puis Lysséo en 2014) permettant d'apporter des solutions de desserte à haut et très haut débit sur le territoire du Loiret.

A l'issue des déploiements actuellement programmés de Lysséo, il restera toutefois dans le département du Loiret, environ 17 000 foyers qui ne bénéficieront pas d'un bon haut débit (en dehors des différentes zones AMII).

Dans l'optique d'offrir une meilleure desserte numérique aux Loirétains, les technologies dites « THD Radio » sont un des moyens envisagés pour améliorer le niveau de service du territoire.

Le projet de We Access, s'inscrit totalement dans cet objectif ; il s'agit d'apporter à l'horizon 2020 un bon haut débit dans 40 communes qui en sont dépourvues actuellement. Cette demande de licence s'inscrit dans un partenariat déjà éprouvé : We Access (ex-Infosat Télécom) est présent sur ce territoire du Loiret depuis plusieurs années.

C'est dans cette logique que la société We Access a obtenu l'autorisation d'émettre sur la bande de fréquences 3410 - 3460 Mhz pour la mise en place d'une offre très haut débit sur le territoire du Loiret jusqu'au 26 juillet 2026.

40 communes ont été ciblées dans ce contexte et une soixantaine de communes seront impactées. Une quarantaine d'émetteurs devront être déployés sur des points hauts à créer ou à utiliser. La commune de Triguères a été identifiée de par ses caractéristiques géographiques et la disponibilité d'un point haut intéressant comme commune d'accueil d'un des émetteurs THD Radio.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit ;

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet d'autoriser le département à occuper les emplacements sur le site du château d'eau de Triguères présentés à l'article 2 afin que l'opérateur puisse en disposer, et y installer et exploiter des équipements destinés à offrir un service « THD Radio » sur les communes suivantes :

- **Triguères (commune ciblée)**

Article 2 : Liste des aménagements et équipements spécifiques à mettre en œuvre dans le cadre de la présente convention

Afin de permettre le fonctionnement du service THD Radio, les aménagements et équipements suivants sont nécessaires. Le dossier APD constituant l'annexe 1 précise les caractéristiques et la localisation de ces différents aménagements et équipements.

A l'extérieur du château d'eau :

- Réalisation de tranchées pour permettre l'adduction en fibre optique et le raccordement électrique des équipements électroniques
- Pose de fourreaux dans les tranchées et de chambres aux extrémités des tranchées
- Réalisation d'une dalle en béton pour implanter une armoire technique.
- Pose d'une armoire technique pour héberger les équipements électroniques.
- Réalisation d'un coffret électrique pour l'alimentation des équipements THD Radio.

Au sommet du château d'eau :

- Installation de mats pour accueillir les différents émetteurs
- Pose des antennes sur les mats
- Installation des équipements de mise en sécurité.
- Pose de gaines pour le cheminement des câbles.

Sur toute la hauteur du château d'eau :

- Pose de gaines et de câbles entre l'armoire technique et les antennes.
- Pose de câbles électriques pour la mise à la terre des mats

Article 3 : Listes des tâches à la charge du gestionnaire du site

3.1 : En phase Etudes

Le gestionnaire désignera au sein de ses équipes un ou plusieurs référents qui seront les interlocuteurs de l'opérateur et du Département. Cette désignation s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 6. .

3.2 : En phase Travaux

Le gestionnaire autorisera l'accès au site aux personnes dûment habilités par l'opérateur ainsi qu'aux sous-traitants de l'opérateur préalablement identifiés afin de permettre la réalisation des aménagements et la pose des équipements listés à l'article 2

Le gestionnaire se réserve la possibilité de vérifier la conformité des travaux projetés avec l'APD et d'interrompre les travaux en cas de non-conformité.

3.3 : En phase Exploitation

Le gestionnaire autorisera l'accès au site aux personnels de l'opérateur ou à ses sous-traitants afin qu'ils puissent procéder à toute intervention programmée ou non, rendue nécessaire par l'exploitation des équipements objet de la présente convention. Cet accès s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 9.

Article 4 : Listes des tâches à la charge de l'opérateur

4.1 : Engagements et responsabilités

L'opérateur fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir du fait de son activité. Il est seul responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit du fait de cette activité.

Il contracte à cet effet toutes assurances utiles, notamment en responsabilité civile, et en donne justification au gestionnaire

Une clause de non recours contre le gestionnaire doit être insérée dans ces polices et, systématiquement **l'opérateur** s'engage à garantir le gestionnaire en cas de recours direct contre lui, la responsabilité de la collectivité ne pouvant être recherchée.

L'opérateur présente au gestionnaire pour contrôle, les polices d'assurances ainsi que les avenants éventuels et les quittances de primes.

L'opérateur s'engage à respecter avec rigueur les modalités d'accès au site telles que rappelées à l'article 9

4.2 : En phase Etudes

L'opérateur désignera au sein de ses équipes un ou plusieurs référents qui seront les interlocuteurs du Gestionnaire et du Département. Cette désignation s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 6.

L'opérateur fournira dès l'entrée en vigueur de la présente convention, la liste exhaustive des personnes dûment habilités au sein de ses services ou chez ses sous-traitants, à intervenir sur le

château d'eau objet de la présente convention et pourra produire à la demande du gestionnaire ces habilitations.

L'opérateur informera le gestionnaire au moins 5 jours à l'avance de toute visite préalable à l'installation et s'assurera que les autorisations administratives nécessaires ont bien été obtenues.

Au terme des différentes visites, l'opérateur remettra en préalable aux travaux la version définitive de l'APD annexé à la présente convention.

4.3 : En phase Travaux

Les travaux visant à la réalisation des aménagements et à la pose des équipements décrits en Annexe 1 sont sous la responsabilité exclusive de l'opérateur qui informera le gestionnaire au moins 5 jours à l'avance des interventions programmées et s'assurera que les autorisations nécessaires ont bien été obtenues.

L'opérateur s'engage à implanter l'ensemble des équipements dans le respect de l'environnement et de la qualité architecturale et esthétique des lieux et d'en limiter la perception visuelle, ceux-ci à l'occasion de la première installation ou dans le cadre de travaux de renouvellement ou de modification de l'installation.

Au terme des travaux, l'opérateur remettra aux parties une copie du Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE) matérialisant la réalisation conforme au dossier APD. Ce document précisera notamment le résultat des mesures de champs électromagnétiques et leur conformité aux normes en vigueur. Ces résultats seront remis au gestionnaire avec le DOE.

4.4 : En phase Exploitation

L'opérateur fera son affaire, moyennant le respect des règles d'intervention annexées à la présente convention, de conduire les actions d'exploitation et de maintenance curative ou préventive rendues nécessaires par l'exploitation du service THD Radio

L'opérateur s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations d'émissions aux normes en vigueur et, le cas échéant, à les adapter immédiatement aux nouvelles normes. Il communiquera au gestionnaire les résultats de ces contrôles. Le gestionnaire pourra à tout moment demander à **l'opérateur** le résultat de ces contrôles.

L'opérateur s'engage formellement à maintenir les lieux et toute installation en bon état d'entretien pendant toute la durée de l'occupation, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au gestionnaire et à son exploitation.

Il s'engage à prévenir immédiatement le gestionnaire de toutes dégradations qu'il constaterait dans les lieux, entraînant des réparations à la charge du gestionnaire. Au cas où il manquerait à cet engagement, il ne pourrait réclamer aucune indemnité en raison de ces dégradations et serait responsable vis-à-vis du gestionnaire de l'aggravation du dommage survenu après la date à laquelle il l'a constaté.

L'installation et le fonctionnement des dispositifs d'antennes de **l'opérateur** ne devront engendrer aucune interférence sur les installations radioélectriques en place et à venir du gestionnaire.

Dans l'hypothèse où les installations techniques de **l'opérateur** gêneraient les activités du gestionnaire, les frais occasionnés par l'adaptation technique des matériels seront à la charge de

l'opérateur, pour autant que les équipements techniques d'émissions et réceptions relatifs aux activités de chacun soient conformes aux normes et règlements en vigueur. En cas de conflit, la priorité sera donnée au service public de gestion de l'eau.

L'installation des équipements techniques de **l'opérateur** ne pourra en aucun cas avoir pour conséquence d'empêcher le gestionnaire d'installer ou d'autoriser l'implantation d'autres stations radioélectriques sur le site.

De même après installation des équipements de **l'opérateur**, dans l'hypothèse où un nouvel occupant solliciterait du gestionnaire l'autorisation d'installer des équipements sur le site, le gestionnaire s'engage avant autorisation de ladite installation, à ce que soient réalisées, à la charge financière de ce nouvel occupant, des études de compatibilité avec les équipements techniques déjà existants de **l'opérateur** et leur éventuelle mise en compatibilité.

Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, les équipements techniques projetés par ce nouvel occupant ne pourront être installés.

Dans tous les cas, le gestionnaire ne saurait être tenu pour responsable en cas de perturbations des équipements de **l'opérateur**, consécutives à l'installation, sur le site d'un nouvel occupant. Il appartiendra le cas échéant à **l'opérateur** de se retourner directement contre le nouvel occupant.

L'opérateur devra faire droit avec diligence à toute demande relative à d'éventuelles interférences entre ses équipements et d'autres équipements mis en place par le gestionnaire et qui s'avèreraient incompatibles avec les activités de la commune.

Article 5 : Référents

Les parties désigneront par échange de mail dès l'entrée en vigueur de la présente convention des référents pour la bonne exécution de cette convention. Les parties feront leur affaire d'actualiser cette liste de référents autant que de besoin.

Article 6 : Réception des ouvrages et démarrage de la phase exploitation

Le démarrage de la phase d'exploitation sera matérialisé par la remise par l'opérateur d'un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et par un état des lieux contradictoire tel qu'issu de la phase travaux. Cet état des lieux fera référence pour toute la durée de la convention.

A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra évacuer les lieux occupés, enlever les installations techniques qu'il aura installé et remettre les lieux en l'état à ses frais.

A défaut, le gestionnaire utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet.

Article 7 : Travaux du fait du gestionnaire en phase exploitation

Dans le cas où des travaux de toute nature, notamment d'entretien, de réparation ou de modification effectués par le gestionnaire, réalisés sur l'ouvrage ou le fonds dépendant, nécessiteraient le déplacement ou l'enlèvement de tout ou partie des installations de **l'opérateur**, celui-ci s'engage à effectuer lui-même, à ses frais, et sans aucune indemnité, la dépose, la protection

et la remise en place des installations, après avoir été avisée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le gestionnaire au moins trois mois à l'avance, sauf en cas de d'urgence.

Le gestionnaire précisera la durée prévisionnelle des travaux.

Si les travaux prévus entrent dans le cadre de programmation annuelle, le gestionnaire préviendra **l'opérateur** au moins six mois avant le début des travaux.

Même si le fonctionnement du service devait être suspendu, **l'opérateur** ne pourrait prétendre à aucune indemnité.

Le gestionnaire fera ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux afin de permettre à **l'opérateur** de transférer et de continuer à exploiter ses équipements techniques dans les meilleures conditions.

Si aucune solution de remplacement satisfaisante pour **l'opérateur** n'est trouvée, celui-ci pourra résilier sans contrepartie la présente convention.

De même, à l'occasion de travaux (qui n'aura pas nécessité la dépose du matériel) sur une partie de l'ouvrage exposant le personnel intervenant au champs électromagnétiques , **l'opérateur** sera tenu de suspendre ces émissions aussi longtemps que nécessaire.

A la suite d'éventuels travaux d'embellissement de façade réalisés par le gestionnaire sur son réservoir, **l'opérateur** s'engage à peindre de la même couleur les chemins de câbles et les antennes posées en applique sur les parois.

Article 8: Modalités d'accès au site

L'opérateur et ses sous-traitants ont accès au site sous réserve du respect des mesures arrêtées aux plan de protection issus des directives nationales de sécurité Eau et qui peuvent s'appliquer de façon permanente ou de manière graduée en fonction du niveau de la menace.

L'opérateur s'engage par ailleurs à respecter les règles et principes listés à l'annexe 4.

Article 9 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties

Article 10 : Durée

La présente convention prendra fin au terme de l'autorisation donnée par le régulateur à l'opérateur pour l'exploitation et la commercialisation de la solution THD Radio, c'est-à-dire au 26 juillet 2026.

Article 11 : Conditions financières

La présente convention est conclue à titre gracieux.

Article 12 : Sort des installations au terme de la convention

Dans les 6 mois qui précèdent le terme de la convention, les parties se réuniront pour convenir du sort des aménagements et équipements décrits sommairement à l'article 2 et précisés au sein de l'annexe 1.

Article 13 : Modification et Résiliation

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

Une résiliation anticipée de la convention sans indemnité pourra être demandée par chacune des parties à tout moment et pour quelque motif que ce soit moyennant l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, un an avant la prise d'effet de cette résiliation. Aucune autre formalité n'est requise pour la rendre effective.

Il pourra également être mis fin à l'autorisation d'occupation pour les raisons suivantes :

- non exploitation des équipements techniques, modification de l'exploitation commerciale sans accord du gestionnaire
- non-respect des règlements et normes de sécurité et d'hygiène,
- non-respect des mesures qui pourraient être prises par l'exploitant en application des circulaires Vigipirate et des directives des plans de protection d'opérateur d'importance vitale après confirmation par fax ou par mail,
- non-respect des normes sur l'exposition du public aux champs électromagnétiques,
- en cas de travaux ou de force majeure qui nécessiterait l'occupation de l'espace, sans que **l'opérateur** puisse prétendre à une quelconque indemnité

ARTICLE 14 : IMPOTS ET TAXES

L'opérateur aura à sa charge tous impôts, taxes et redevances sauf impôts fonciers se rapportant à l'espace occupé et acquittés par le département.

ARTICLE 15 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente convention et à ne pas divulguer aucune des informations techniques.

ARTICLE 16 : JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les parties font élection de domicile chacune à l'adresse mentionnée en début de convention. En cas de différends relatifs à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à tenter de résoudre le litige à l'amiable, avant de recourir à la juridiction compétente.

ARTICLE 17 : ANNEXES

Sont annexés à la présente convention :

- les plans de réalisation des travaux – document APD (annexe 1),
- les caractéristiques de la technologie et de l'offre THD Radio (Annexe 2),
- le rapport favorable d'un bureau de contrôle agréé sur les travaux projetés (annexe 3),
- les conditions d'accès au site (annexe 4)

Fait à Le

Monsieur Michel RAIGNEAU
Le Maire de Triguères

Monsieur Marc GAUDET
Le Président du Conseil départemental

Monsieur François HEDIN
Le Président Directeur Général de WE ACCESS
Group

ANNEXE 1 : Détail des aménagements à réaliser et des équipements à installer

SITE – « TRIGUERES »



Implantation des équipements :

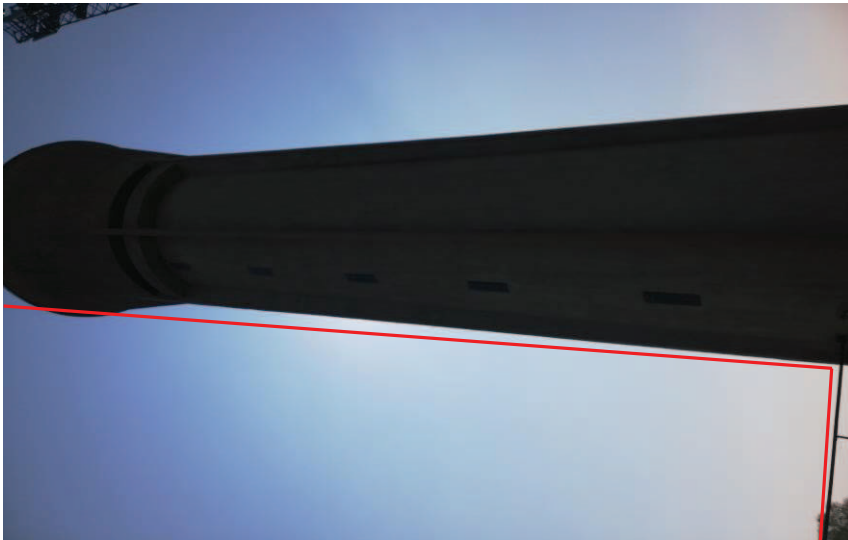
- Création d'un support mat avec platine x2
- Installation 1 antenne enodeB + PowerBeam 500 14°+omni
- 1 switch outdoor
- 3 jarretières
- 1 câble alimentation 4G2,5
- 1 câble de terre
- 1 câble réseau cat 5^e extérieur

Méthodologie de mise en place :


- Pose du support
- Installation des antennes sur le mat
- Passage des câbles en intérieur
- Passage du câblette de terre en intérieur
- Reprise de l'énergie ?
- Raccordement et mise en service des équipements.

Nacelle :

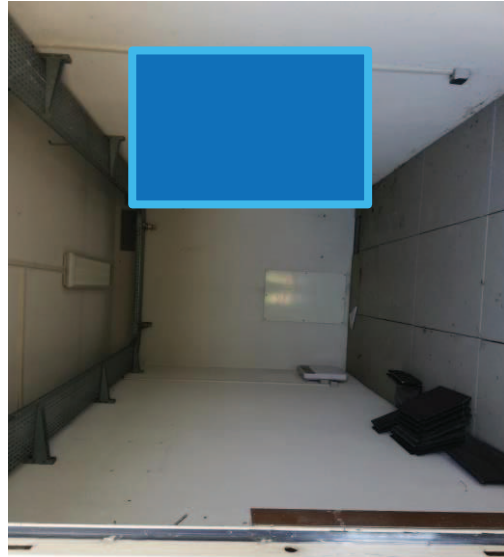
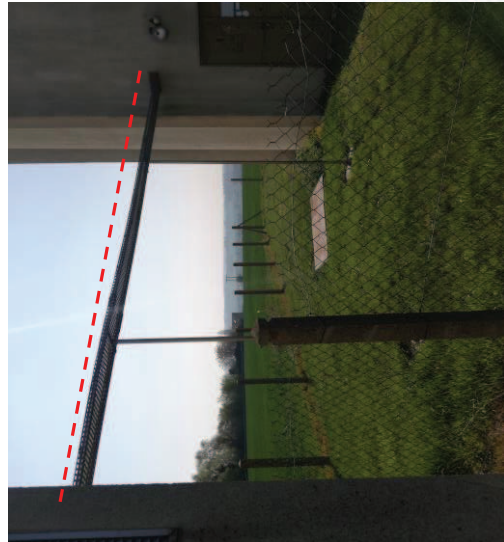
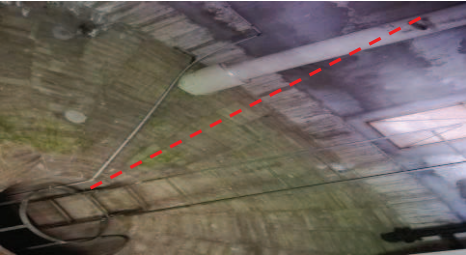
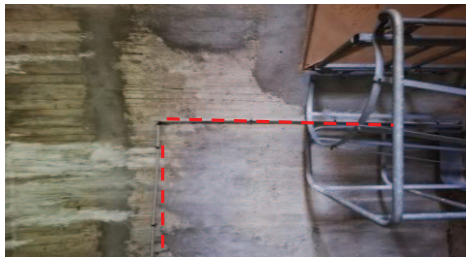
- 40 mètres 4x4 .




Antennes

	<div><div>SRTC</div><div>24 RUE BERNARD PALISSY</div><div>45800 ST JEAN DE BRAYE</div><div>02 38 61 05 89</div></div>	Réseau Hertzien : Site Triguieres		Plan N°: 1 Date : 15/04/19
		Site : Château d'Eau		
		Détail : Installation des équipements		
		Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC		

SITE – « TRIGUERES »




	<p>SRTC 24 RUE BERNARD PALISSY 45800 ST JEAN DE BRAYE 02 38 61 05 89</p>	<p>Réseau Hertzien : Site Trigueres</p> <p>Site : Château d'Eau</p> <p>Détail : Installation des équipements</p> <p>Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC</p>	<p>Plan N° : 2</p> <p>Date : 15/04/19</p>
---	---	--	---

SITE – « TRIGUERES »



Matériel d'installation	Quantité	Fourniture WEACCESS	Fourniture SRTC
Support alu orientable pour acrotère diam 110mm			
Mât alu 2 mètres avec platine diam 110 mm			
Mât alu 2 mètres avec platine diam 50 mm			
Potence alu double 350 mm collier diam 110 / 50	2		
Mât Alu 1,5 m diam 50	2		
Câble RO2V 4G2,5	100		X
Câble Cat 5e	100	X	
Câblote de terre 6 carré	2		X
Colliers de mise à la terre 17,7-114 /lg 400	1		X
Jarretière xx m	3	X	
Etagère 19 pouces			
NACELLE 4x4 - 40 mètres	1 j		X

 <div><i>SRTC</i> 24 RUE BERNARD PALISSY 45800 ST JEAN DE BRAYE 02 38 61 05 89</div>	Réseau Hertzien : Site Triguieres		
	Site : Château d'Eau	Plan N°: 3	
	Détail : Installation des équipements	Date : 15/04/19	
	Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC		

ANNEXE 2 : caractéristiques de la technologie THD Radio (schéma de principe, prix, ...)

La technologie THD Radio est une technologie hertzienne permettant aux particuliers d'un territoire donné (commune ou ensemble de communes) de bénéficier d'un bon haut débit moyennant la souscription à l'abonnement adéquat et un équipement spécifique (voir illustration ci-dessous)

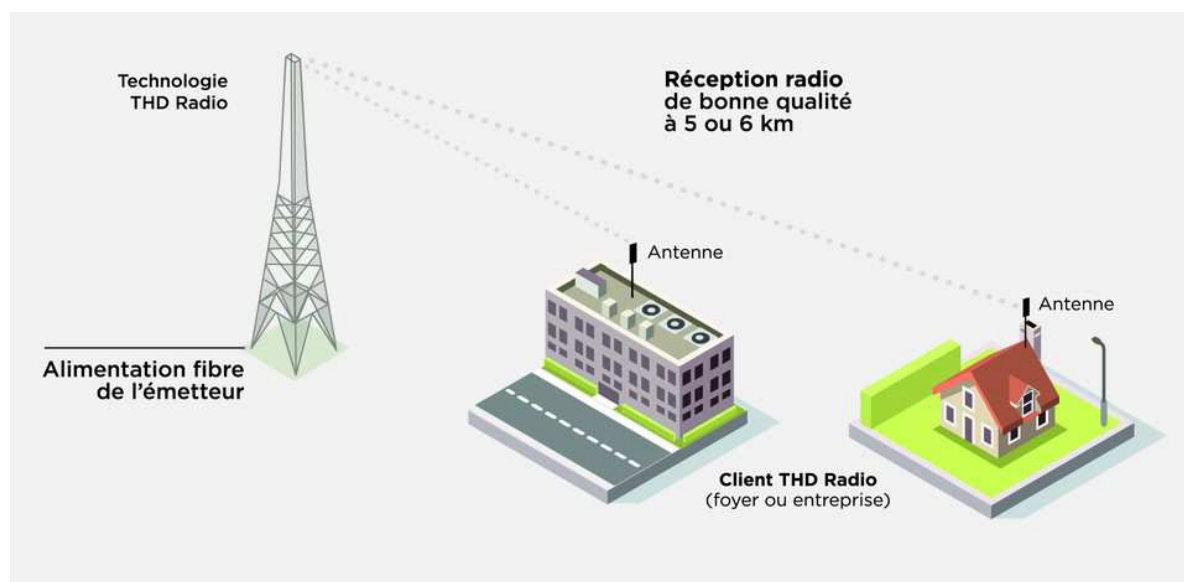


Illustration du fonctionnement de la technologie THD Radio

Le Département du Loiret en tant qu'autorité compétente pour l'aménagement numérique du Loiret à l'exception du territoire de la métropole d'Orléans et de la Ville de Montargis a retenu cette technologie pour sa capacité à apporter à l'horizon fin 2020, une solution d'accès internet de qualité (c'est-à-dire au moins 8 Mbit/s) aux foyers et entreprises qui ne peuvent disposer d'un tel accès via des technologies classiques (fibre ou DSL)

L'opérateur autorisé par le régulateur (ARCEP) à déployer et à exploiter cette technologie est l'opérateur WE ACCESS (voir <https://www.weaccess.fr/>).

Offre de service au 01/05/2019 :

THD radio : Les services

Offre 27.90 € TTC Mois , illimité data triple play

FAS 59 €

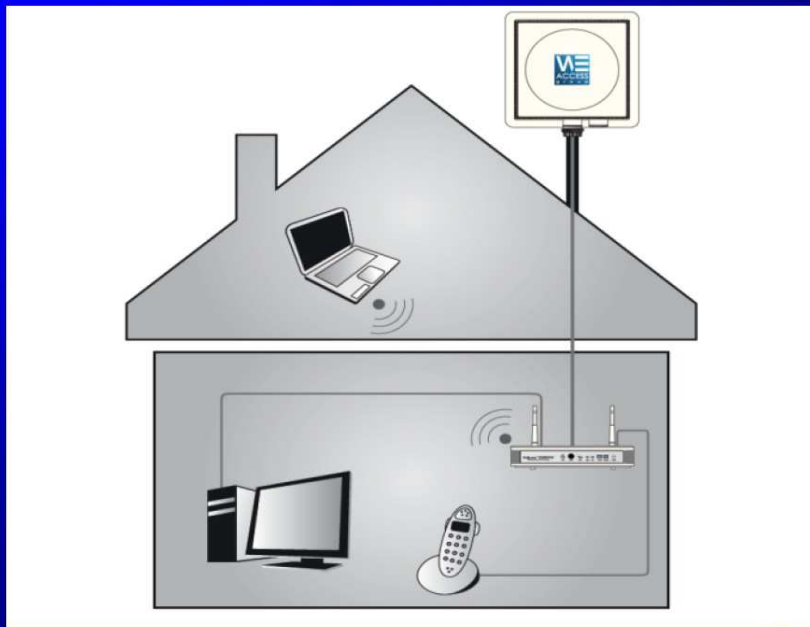
Téléphonie vers les fixes illimités France + 40 pays

Télévision + OTT + Replay

Appel vers les mobiles 0.1 € / mn France .

Equipement nécessaire côté Particulier ou entreprise :

THD Radio : le terminal



Convention THD Radio avec la commune de Jouy en Pithiverais

Convention pour l'utilisation du Château d'eau de Jouy-en-Pithiverais (Loiret) comme point haut pour le déploiement et l'exploitation d'un service « THD Radio ».

Entre les soussignés :

La Mairie de Jouy en Pithiverais – rue de la Mairie – 45480 Jouy-en-Pithiverais, représenté par Monsieur Martial Bourgeois, agissant en qualité de Maire

Ci-après désigné « le gestionnaire », d'une part,

Et

Le Département du Loiret, dont le siège est l'Hôtel du département, 15, rue Eugène Vignat, 45010 Orléans Cedex 1, représenté par Monsieur Marc Gaudet, agissant en qualité de Président.

Ci-après désigné « le Département » d'autre part,

Et

La Société WE ACCESS GROUP, sise 59 rue Caroline Herschel – 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray , représentée par Monsieur François Hédin, agissant en qualité de Président Directeur Général.

Ci-après désigné « l'opérateur », d'autre part,

Préambule :

A horizon 2020, selon les annonces du gouvernement du 14 décembre 2018, l'ensemble du territoire français devrait être couvert en « bon haut débit », soit un seuil de 8 Mbit/s descendant.

Le département du Loiret s'est engagé depuis 2004 dans une importante stratégie d'aménagement numérique de son territoire, qui s'inscrit dans les objectifs du Plan France Très Haut Débit. En particulier, le Département a attribué deux contrats de Délégation de Service Public (Médialys en 2004 puis Lysséo en 2014) permettant d'apporter des solutions de desserte à haut et très haut débit sur le territoire du Loiret.

A l'issue des déploiements actuellement programmés de Lysséo, il restera toutefois dans le département du Loiret, environ 17 000 foyers qui ne bénéficieront pas d'un bon haut débit (en dehors des différentes zones AMII).

Dans l'optique d'offrir une meilleure desserte numérique aux Loirétains, les technologies dites « THD Radio » sont un des moyens envisagés pour améliorer le niveau de service du territoire.

Le projet de We Access, s'inscrit totalement dans cet objectif ; il s'agit d'apporter à l'horizon 2020 un bon haut débit dans 40 communes qui en sont dépourvues actuellement. Cette demande de licence s'inscrit dans un partenariat déjà éprouvé : We Access (ex-Infosat Télécom) est présent sur ce territoire du Loiret depuis plusieurs années.

C'est dans cette logique que la société We Access a obtenu l'autorisation d'émettre sur la bande de fréquences 3410 - 3460 Mhz pour la mise en place d'une offre très haut débit sur le territoire du Loiret jusqu'au 26 juillet 2026.

40 communes ont été ciblées dans ce contexte et une soixantaine de communes seront impactées. Une quarantaine d'émetteurs devront être déployés sur des points hauts à créer ou à utiliser. La commune de Jouy-en-Pithiverais a été identifiée de par ses caractéristiques géographiques et la disponibilité d'un point haut intéressant comme commune d'accueil d'un des émetteurs THD Radio.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit ;

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet d'autoriser le département à occuper les emplacements sur le site du château d'eau de Jouy-en-Pithiverais présentés à l'article 2 afin que l'opérateur puisse en disposer, et y installer et exploiter des équipements destinés à offrir un service « THD Radio » sur les communes suivantes :

- **Jouy-en-Pithiverais (commune ciblée)**
- Châtillon le Roi, Greneville en Beauce, Bazoches les Gallerandes (communes impactées)

Article 2 : Liste des aménagements et équipements spécifiques à mettre en œuvre dans le cadre de la présente convention

Afin de permettre le fonctionnement du service THD Radio, les aménagements et équipements suivants sont nécessaires. Le dossier APD constituant l'annexe 1 précise les caractéristiques et la localisation de ces différents aménagements et équipements.

A l'extérieur du château d'eau :

- Réalisation de tranchées pour permettre l'adduction en fibre optique et le raccordement électrique des équipements électroniques
- Pose de fourreaux dans les tranchées et de chambres aux extrémités des tranchées
- Réalisation d'une dalle en béton pour implanter une armoire technique.
- Pose d'une armoire technique pour héberger les équipements électroniques.
- Réalisation d'un coffret électrique pour l'alimentation des équipements THD Radio.

Au sommet du château d'eau :

- Installation de mats pour accueillir les différents émetteurs
- Pose des antennes sur les mats
- Installation des équipements de mise en sécurité.
- Pose de gaines pour le cheminement des câbles.

Sur toute la hauteur du château d'eau :

- Pose de gaines et de câbles entre l'armoire technique et les antennes.
- Pose de câbles électriques pour la mise à la terre des mats

Article 3 : Listes des tâches à la charge du gestionnaire du site

3.1 : En phase Etudes

Le gestionnaire désignera au sein de ses équipes un ou plusieurs référents qui seront les interlocuteurs de l'opérateur et du Département. Cette désignation s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 6. .

3.2 : En phase Travaux

Le gestionnaire autorisera l'accès au site aux personnes dûment habilités par l'opérateur ainsi qu'aux sous-traitants de l'opérateur préalablement identifiés afin de permettre la réalisation des aménagements et la pose des équipements listés à l'article 2

Le gestionnaire se réserve la possibilité de vérifier la conformité des travaux projetés avec l'APD et d'interrompre les travaux en cas de non-conformité.

3.3 : En phase Exploitation

Le gestionnaire autorisera l'accès au site aux personnels de l'opérateur ou à ses sous-traitants afin qu'ils puissent procéder à toute intervention programmée ou non, rendue nécessaire par l'exploitation des équipements objet de la présente convention. Cet accès s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 9.

Article 4 : Listes des tâches à la charge de l'opérateur

4.1 : Engagements et responsabilités

L'opérateur fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir du fait de son activité. Il est seul responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit du fait de cette activité.

Il contracte à cet effet toutes assurances utiles, notamment en responsabilité civile, et en donne justification au gestionnaire

Une clause de non recours contre le gestionnaire doit être insérée dans ces polices et, systématiquement **l'opérateur** s'engage à garantir le gestionnaire en cas de recours direct contre lui, la responsabilité de la collectivité ne pouvant être recherchée.

L'opérateur présente au gestionnaire pour contrôle, les polices d'assurances ainsi que les avenants éventuels et les quittances de primes.

L'opérateur s'engage à respecter avec rigueur les modalités d'accès au site telles que rappelées à l'article 9

4.2 : En phase Etudes

L'opérateur désignera au sein de ses équipes un ou plusieurs référents qui seront les interlocuteurs du Gestionnaire et du Département. Cette désignation s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 6.

L'opérateur fournira dès l'entrée en vigueur de la présente convention, la liste exhaustive des personnes dûment habilités au sein de ses services ou chez ses sous-traitants, à intervenir sur le

château d'eau objet de la présente convention et pourra produire à la demande du gestionnaire ces habilitations.

L'opérateur informera le gestionnaire au moins 5 jours à l'avance de toute visite préalable à l'installation et s'assurera que les autorisations administratives nécessaires ont bien été obtenues.

Au terme des différentes visites, l'opérateur remettra en préalable aux travaux la version définitive de l'APD annexé à la présente convention.

4.3 : En phase Travaux

Les travaux visant à la réalisation des aménagements et à la pose des équipements décrits en Annexe 1 sont sous la responsabilité exclusive de l'opérateur qui informera le gestionnaire au moins 5 jours à l'avance des interventions programmées et s'assurera que les autorisations nécessaires ont bien été obtenues.

L'opérateur s'engage à implanter l'ensemble des équipements dans le respect de l'environnement et de la qualité architecturale et esthétique des lieux et d'en limiter la perception visuelle, ceux-ci à l'occasion de la première installation ou dans le cadre de travaux de renouvellement ou de modification de l'installation.

Au terme des travaux, l'opérateur remettra aux parties une copie du Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE) matérialisant la réalisation conforme au dossier APD. Ce document précisera notamment le résultat des mesures de champs électromagnétiques et leur conformité aux normes en vigueur. Ces résultats seront remis au gestionnaire avec le DOE.

4.4 : En phase Exploitation

L'opérateur fera son affaire, moyennant le respect des règles d'intervention annexées à la présente convention, de conduire les actions d'exploitation et de maintenance curative ou préventive rendues nécessaires par l'exploitation du service THD Radio

L'opérateur s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations d'émissions aux normes en vigueur et, le cas échéant, à les adapter immédiatement aux nouvelles normes. Il communiquera au gestionnaire les résultats de ces contrôles. Le gestionnaire pourra à tout moment demander à **l'opérateur** le résultat de ces contrôles.

L'opérateur s'engage formellement à maintenir les lieux et toute installation en bon état d'entretien pendant toute la durée de l'occupation, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au gestionnaire et à son exploitation.

Il s'engage à prévenir immédiatement le gestionnaire de toutes dégradations qu'il constaterait dans les lieux, entraînant des réparations à la charge du gestionnaire. Au cas où il manquerait à cet engagement, il ne pourrait réclamer aucune indemnité en raison de ces dégradations et serait responsable vis-à-vis du gestionnaire de l'aggravation du dommage survenu après la date à laquelle il l'a constaté.

L'installation et le fonctionnement des dispositifs d'antennes de **l'opérateur** ne devront engendrer aucune interférence sur les installations radioélectriques en place et à venir du gestionnaire.

Dans l'hypothèse où les installations techniques de **l'opérateur** gêneraient les activités du gestionnaire, les frais occasionnés par l'adaptation technique des matériels seront à la charge de

l'opérateur, pour autant que les équipements techniques d'émissions et réceptions relatifs aux activités de chacun soient conformes aux normes et règlements en vigueur. En cas de conflit, la priorité sera donnée au service public de gestion de l'eau.

L'installation des équipements techniques de **l'opérateur** ne pourra en aucun cas avoir pour conséquence d'empêcher le gestionnaire d'installer ou d'autoriser l'implantation d'autres stations radioélectriques sur le site.

De même après installation des équipements de **l'opérateur**, dans l'hypothèse où un nouvel occupant solliciterait du gestionnaire l'autorisation d'installer des équipements sur le site, le gestionnaire s'engage avant autorisation de ladite installation, à ce que soient réalisées, à la charge financière de ce nouvel occupant, des études de compatibilité avec les équipements techniques déjà existants de **l'opérateur** et leur éventuelle mise en compatibilité.

Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, les équipements techniques projetés par ce nouvel occupant ne pourront être installés.

Dans tous les cas, le gestionnaire ne saurait être tenu pour responsable en cas de perturbations des équipements de **l'opérateur**, consécutives à l'installation, sur le site d'un nouvel occupant. Il appartiendra le cas échéant à **l'opérateur** de se retourner directement contre le nouvel occupant.

L'opérateur devra faire droit avec diligence à toute demande relative à d'éventuelles interférences entre ses équipements et d'autres équipements mis en place par le gestionnaire et qui s'avèreraient incompatibles avec les activités de la commune.

Article 5 : Référents

Les parties désigneront par échange de mail dès l'entrée en vigueur de la présente convention des référents pour la bonne exécution de cette convention. Les parties feront leur affaire d'actualiser cette liste de référents autant que de besoin.

Article 6 : Réception des ouvrages et démarrage de la phase exploitation

Le démarrage de la phase d'exploitation sera matérialisé par la remise par l'opérateur d'un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et par un état des lieux contradictoire tel qu'issu de la phase travaux. Cet état des lieux fera référence pour toute la durée de la convention.

A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra évacuer les lieux occupés, enlever les installations techniques qu'il aura installé et remettre les lieux en l'état à ses frais.

A défaut, le gestionnaire utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet.

Article 7 : Travaux du fait du gestionnaire en phase exploitation

Dans le cas où des travaux de toute nature, notamment d'entretien, de réparation ou de modification effectués par le gestionnaire, réalisés sur l'ouvrage ou le fonds dépendant, nécessiteraient le déplacement ou l'enlèvement de tout ou partie des installations de **l'opérateur**, celui-ci s'engage à effectuer lui-même, à ses frais, et sans aucune indemnité, la dépose, la protection

et la remise en place des installations, après avoir été avisée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le gestionnaire au moins trois mois à l'avance, sauf en cas de d'urgence.

Le gestionnaire précisera la durée prévisionnelle des travaux.

Si les travaux prévus entrent dans le cadre de programmation annuelle, le gestionnaire préviendra **l'opérateur** au moins six mois avant le début des travaux.

Même si le fonctionnement du service devait être suspendu, **l'opérateur** ne pourrait prétendre à aucune indemnité.

Le gestionnaire fera ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux afin de permettre à **l'opérateur** de transférer et de continuer à exploiter ses équipements techniques dans les meilleures conditions.

Si aucune solution de remplacement satisfaisante pour **l'opérateur** n'est trouvée, celui-ci pourra résilier sans contrepartie la présente convention.

De même, à l'occasion de travaux (qui n'aura pas nécessité la dépose du matériel) sur une partie de l'ouvrage exposant le personnel intervenant au champs électromagnétiques , **l'opérateur** sera tenu de suspendre ces émissions aussi longtemps que nécessaire.

A la suite d'éventuels travaux d'embellissement de façade réalisés par le gestionnaire sur son réservoir, **l'opérateur** s'engage à peindre de la même couleur les chemins de câbles et les antennes posées en applique sur les parois.

Article 8: Modalités d'accès au site

L'opérateur et ses sous-traitants ont accès au site sous réserve du respect des mesures arrêtées aux plan de protection issus des directives nationales de sécurité Eau et qui peuvent s'appliquer de façon permanente ou de manière graduée en fonction du niveau de la menace.

L'opérateur s'engage par ailleurs à respecter les règles et principes listés à l'annexe 4.

Article 9 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties

Article 10 : Durée

La présente convention prendra fin au terme de l'autorisation donnée par le régulateur à l'opérateur pour l'exploitation et la commercialisation de la solution THD Radio, c'est-à-dire au 26 juillet 2026.

Article 11 : Conditions financières

La présente convention est conclue à titre gracieux.

Article 12 : Sort des installations au terme de la convention

Dans les 6 mois qui précèdent le terme de la convention, les parties se réuniront pour convenir du sort des aménagements et équipements décrits sommairement à l'article 2 et précisés au sein de l'annexe 1.

Article 13 : Modification et Résiliation

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

Une résiliation anticipée de la convention sans indemnité pourra être demandée par chacune des parties à tout moment et pour quelque motif que ce soit moyennant l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, un an avant la prise d'effet de cette résiliation. Aucune autre formalité n'est requise pour la rendre effective.

Il pourra également être mis fin à l'autorisation d'occupation pour les raisons suivantes :

- non exploitation des équipements techniques, modification de l'exploitation commerciale sans accord du gestionnaire
- non-respect des règlements et normes de sécurité et d'hygiène,
- non-respect des mesures qui pourraient être prises par l'exploitant en application des circulaires Vigipirate et des directives des plans de protection d'opérateur d'importance vitale après confirmation par fax ou par mail,
- non-respect des normes sur l'exposition du public aux champs électromagnétiques,
- en cas de travaux ou de force majeure qui nécessiterait l'occupation de l'espace, sans que **l'opérateur** puisse prétendre à une quelconque indemnité

ARTICLE 14 : IMPOTS ET TAXES

L'opérateur aura à sa charge tous impôts, taxes et redevances sauf impôts fonciers se rapportant à l'espace occupé et acquittés par le département.

ARTICLE 15 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente convention et à ne pas divulguer aucune des informations techniques.

ARTICLE 16 : JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les parties font élection de domicile chacune à l'adresse mentionnée en début de convention. En cas de différends relatifs à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à tenter de résoudre le litige à l'amiable, avant de recourir à la juridiction compétente.

ARTICLE 17 : ANNEXES

Sont annexés à la présente convention :

- les plans de réalisation des travaux – document APD (annexe 1),
- les caractéristiques de la technologie et de l'offre THD Radio (Annexe 2),
- le rapport favorable d'un bureau de contrôle agréé sur les travaux projetés (annexe 3),
- les conditions d'accès au site (annexe 4)

Fait à Le

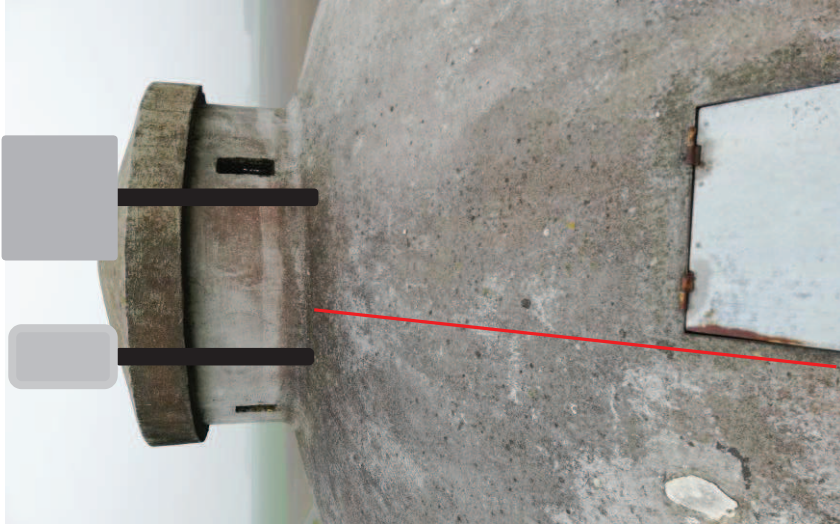
Monsieur Martial BOURGEOIS
Maire de Jouy-en-Pithiverais

Monsieur Marc GAUDET
Le Président du Conseil départemental

Monsieur François HEDIN
Le Président Directeur Général de WE ACCESS
Group

ANNEXE 1 : Détail des aménagements à réaliser et des équipements à installer

SITE – « Jouy-en-Pithivrais »



Implantation des équipements :


- Installation de 2 antennes (enodeB omni + 500 iso 75°)
- 1 switch outdoor
- 1 jarretière
- 1 câble alimentation 4G2,5
- 1 câble de terre
- 1 câble réseau cat 5^e extérieur

Méthodologie de mise en place :

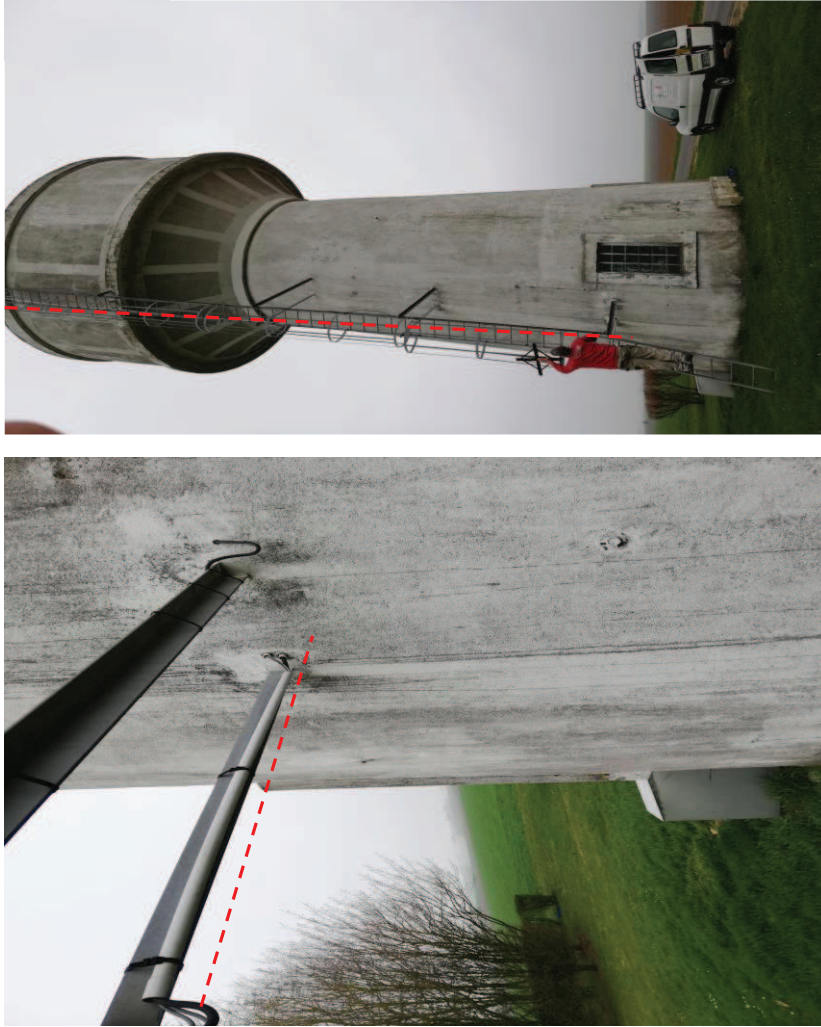
- Installation de 2 Mâts avec supports ascenseurs
- Installations des antennes sur les mâts
- Passage des câbles en extérieur sous tube irl fixer sur les crenolines
- Creation d'un tendu entre les mâts
- Passage d'une cablette de terre
- Pose des équipements dans la baie cegelec
- Raccordements et mise en service des équipements


Nacelle :

- X

	<div><div>SRTC</div><div>24 RUE BERNARD PALISSY</div><div>45800 ST JEAN DE BRAYE</div><div>02 38 61 05 89</div></div>		Réseau Hertzien : Site Jouy en pithivrais		Plan N°: 1 Date : 10/04/19
			Site : Château d'Eau		
			Détail : Installation des équipements		
			Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC		

SITE – « Jouy-en-Pithivrais »




 <i>SRTC</i> 24 RUE BERNARD PALISSY 45800 ST JEAN DE BRAYE 02 38 61 05 89	Réseau Hertzien : Site Jouy- en- pithivrais		Plan N° : 2 Date : 10/04/19
	Site : Château d'Eau		
	Détail : Installation des équipements		
Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC			

SITE – « JOUY EN PITHIVERAIS »



Matériel d'installation	Quantité	Fourniture WEACCESS	Fourniture SRTC
Support alu orientable pour acrotère diam 110mm			
Mât alu 2 mètres avec platine diam 110 mm			
Mât alu 2 mètres avec platine diam 50 mm			
Potence alu double 350 mm collier diam 110 / 50	2		
Mât Alu 1,5 m diam 50	2		
Câble RO2V 4G2,5	75		X
Câble Cat 5e	75	X	
Câblote de terre 6 carré	2		X
Colliers de mise à la terre 17,7-114 /lg 400	1		X
Jarretière xx m	2	X	
Etagère 19 pouces			
Support acenseur	2		
NACELLE 4x4 - 40 mètres	0		X

	<div><div><div>SRTC</div><div>24 RUE BERNARD PALISSY</div><div>45800 ST JEAN DE BRAYE</div><div>02 38 61 05 89</div></div></div>	Réseau Hertzien : Site Nibelle		
		Site : Château d'Eau		Plan N° : 3
		Détail : Installation des équipements		Date : 25/03/19
		Toute reproduction de ce document est interdite sans autorisation écrite de la société SRTC		

ANNEXE 2 : caractéristiques de la technologie THD Radio (schéma de principe, prix, ...)

La technologie THD Radio est une technologie hertzienne permettant aux particuliers d'un territoire donné (commune ou ensemble de communes) de bénéficier d'un bon haut débit moyennant la souscription à l'abonnement adéquat et un équipement spécifique (voir illustration ci-dessous)

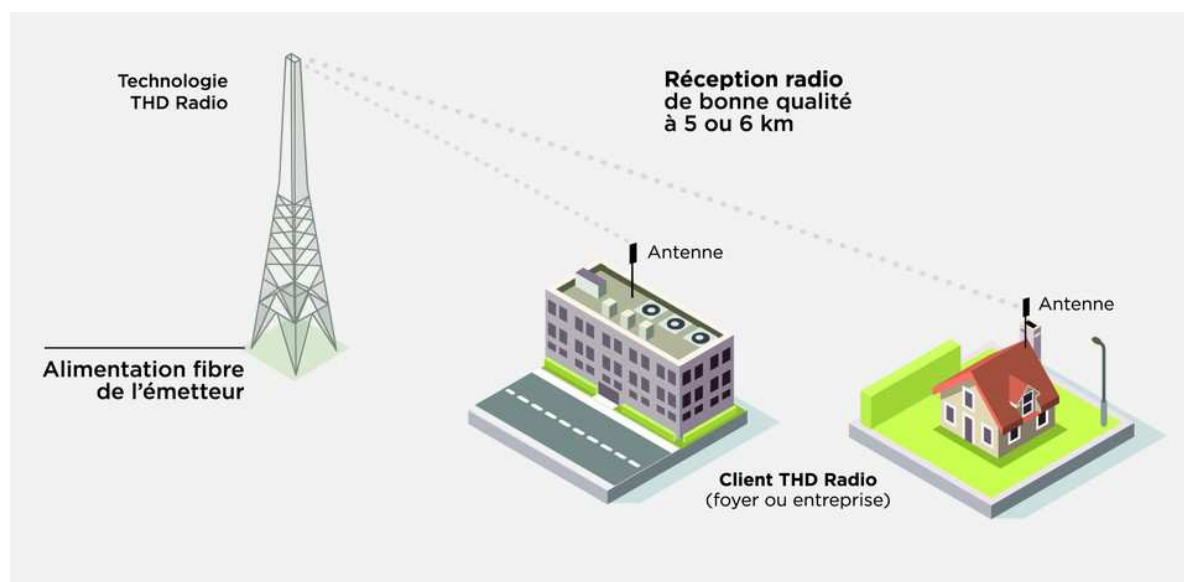


Illustration du fonctionnement de la technologie THD Radio

Le Département du Loiret en tant qu'autorité compétente pour l'aménagement numérique du Loiret à l'exception du territoire de la métropole d'Orléans et de la Ville de Montargis a retenu cette technologie pour sa capacité à apporter à l'horizon fin 2020, une solution d'accès internet de qualité (c'est-à-dire au moins 8 Mbit/s) aux foyers et entreprises qui ne peuvent disposer d'un tel accès via des technologies classiques (fibre ou DSL)

L'opérateur autorisé par le régulateur (ARCEP) à déployer et à exploiter cette technologie est l'opérateur WE ACCESS (voir <https://www.weaccess.fr/>).

Offre de service au 01/05/2019 :

THD radio : Les services

Offre 27.90 € TTC Mois , illimité data triple play

FAS 59 €

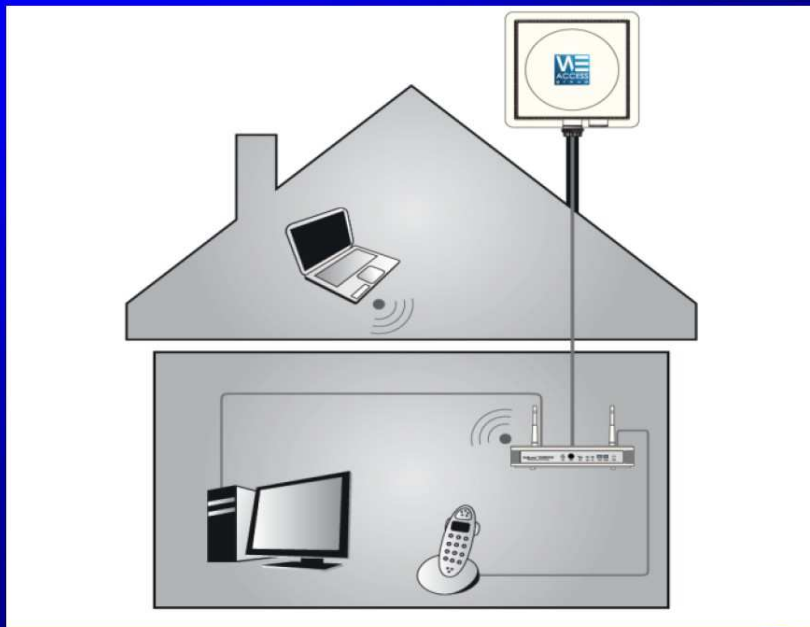
Téléphonie vers les fixes illimités France + 40 pays

Télévision + OTT + Replay

Appel vers les mobiles 0.1 € / mn France .

Equipement nécessaire côté Particulier ou entreprise :

THD Radio : le terminal



D 02 - Convention de programmation et de suivi des déploiements FTTH sur le territoire de la métropole d'Orléans

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention de programmation et de suivi des déploiements FTTH sur le territoire de la métropole d'Orléans, telle qu'annexée à la présente délibération, en lien avec l'Etat, la Région Centre-Val de Loire, Orléans Métropole et l'opérateur SFR sont approuvés, et Monsieur le Président du Conseil départemental est autorisé à la signer.

CONVENTION DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI DES DEPLOIEMENTS FTTH



Plan France Très Haut Débit

2019

Entre :

L'État, représenté par le Préfet de Région, sis 181 rue de Bourgogne, 45042 Orléans Cedex 1, représenté par Monsieur Pierre POUESSEL,

Ci-après désigné l' « État »,

Et

Le Conseil régional du Centre-Val de Loire, sis 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 Orléans Cedex 1, représenté par le Président du Conseil régional, Monsieur François BONNEAU, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente régionale du ... ,

Ci-après désigné la « Région »

Le Conseil Départemental du Loiret (CD45), sis 15 rue Eugène Vignat, 45945 Orléans, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Marc GAUDET, dûment habilité par la délibération de la commission permanente du ... ,

Ci-après désigné le « Département »

La Métropole d'Orléans, sise Espace Saint-Marc, 5 place du 6 juin 1944, BP 95801, 45058 Orléans Cedex 1, représenté par le Président d'Orléans Métropole, Monsieur Olivier CARRE, dûment habilité par la délibération du conseil métropolitain ... ,

Ci-après désignée la « Collectivité »

D'une part,

Et,

SFR, représenté par Monsieur Alain WEILL, Président

Ci-après désigné l' « Opérateur de Réseau Conventionné » ou « ORC »

D'autre part,

Tous ensemble désignés les « Parties »,

Table des matières

Préambule	3
Article 1. Objet	9
Article 2. Définitions	9
Article 3. Engagement réciproque d'information préalable	9
Article 4. Périmètre géographique de la Convention	11
Article 5. Engagement de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné (ORC)	11
Article 6. Engagement de déploiement de l'ORC sur les zones prioritaires	14
Article 7. Engagement de l'ORC relatif à la programmation des déploiements	14
Article 8. Engagement de l'ORC relatif au suivi des déploiements	16
Article 9. Engagements de la Collectivité s'agissant des mesures d'accompagnement aux déploiements des réseaux FttH	17
Article 10. Réunions techniques	19
Article 11. Mise en place d'un Comité de suivi	20
Article 12. Traitement du non-respect des engagements	21
Article 13. Durée	22
Article 14. Évolution des termes de la présente Convention	22
Article 15. Résiliation de la Convention	22
Article 16. Pièces contractuelles et interprétation	23
Article 17. Confidentialité et utilisation des données	23
Article 18. Intuitu Personae	23
Annexes	26

Préambule

1.1 Sur le cadre national et européen dans lequel s'inscrit la convention

1.1.1 Le Plan France Très Haut Débit

La stratégie gouvernementale pour le déploiement du très haut débit a été présentée le 20 février 2013 par le Président de la République. Cette stratégie est déclinée au sein du « Plan France Très Haut Débit » officialisé par un arrêté du Premier Ministre en date du 29 avril 2013 approuvant le nouveau cahier des charges de l'appel à projets « France très haut débit - Réseaux d'initiative publique » du Fonds pour la société numérique (FSN).

L'objectif final du Plan « France Très Haut Débit » est le déploiement de nouveaux réseaux en fibre optique de bout en bout (fibre optique jusqu'à l'abonné ou FttH pour *Fiber to the Home*) sur l'ensemble du territoire national pour doter le pays de nouvelles infrastructures numériques de pointe, en remplacement notamment des réseaux cuivre qui permettent aujourd'hui à l'ensemble des citoyens d'avoir accès à un service téléphonique. A moyen terme, le Plan France Très Haut Débit vise la résorption des zones ne bénéficiant pas d'un bon haut débit (3 à 4 Mbit/s) d'ici fin 2017 ainsi qu'une desserte prioritaire des services publics et entreprises.

Le Plan appréhende l'intégralité du territoire national, quelles que soient les zones considérées et la nature des initiatives de déploiement, publiques comme privées. Il prend pleinement en compte les déploiements et projets crédibles d'investissement des opérateurs privés tout en s'assurant qu'ils s'inscrivent effectivement dans la réalisation de l'objectif de couverture intégrale du territoire national.

En dehors des zones où des projets crédibles de déploiement du très haut débit seront conduits par l'initiative privée, le Plan France Très Haut Débit repose sur l'action coordonnée des collectivités territoriales soutenues opérationnellement et financièrement par l'Etat.

1.1.2 Les dispositifs prévus par les SDTAN et les CRSN

Le Plan France Très Haut Débit fait des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN), définis par la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, la pierre angulaire de la planification locale. Ils doivent être établis sur l'ensemble des territoires dans les meilleurs délais et être régulièrement mis à jour par les collectivités territoriales.

Conformément à l'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), ces schémas, qui ont une valeur indicative, contribuent à la nécessaire articulation entre les initiatives privées des opérateurs et l'intervention des collectivités territoriales.

Les Commissions régionales de stratégie numérique (CRSN) sont le deuxième outil de coordination, auquel le Plan France Très Haut Débit se réfère. Les CRSN ont pour objet, sous l'autorité du Préfet de Région, de favoriser la qualité du dialogue entre les opérateurs privés et les collectivités territoriales, en particulier celles qui portent les SDTAN.

Pour assurer cet objectif de coordination des initiatives privées et publiques poursuivi dans le cadre des SDTAN et des CRSN, le Plan France Très Haut Débit prévoit que les engagements des opérateurs et des collectivités territoriales soient formalisés par une convention signée entre l'Etat, les collectivités territoriales concernées et les opérateurs investisseurs. Ainsi, les travaux de coordination opérés dans le cadre des SDTAN et des CRSN

pourront se baser sur la signature de ces conventions qui ont vocation à être généralisées sur l'ensemble du territoire.

1.1.3 Mise en œuvre du cadre européen

En application du cadre réglementaire européen, il convient de s'assurer de la conformité au régime des aides d'État des subventions dont bénéficieront les collectivités territoriales dans le cadre de la mise en œuvre du Plan France Très Haut Débit.

Les lignes directrices de l'Union européenne pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (2013/C 25/01) précisent que l'intervention publique subventionnée ne doit pas perturber les investissements privés. Pour cela, la Commission européenne invite la puissance publique à vérifier, préalablement à toute subvention, si des investisseurs privés ont « des projets concrets de déploiement de leur propre infrastructure dans un avenir proche ».

La Commission précise également « *qu'un risque existe qu'une simple "manifestation d'intérêt" par un investisseur privé puisse retarder la fourniture de services à haut débit dans la zone visée si, par la suite, aucun investissement n'est réalisé alors que l'intervention publique est bloquée. L'autorité chargée de l'octroi de l'aide pourrait donc exiger, avant de différer l'intervention publique, que l'investisseur privé prenne certains engagements. Ceux-ci devraient avoir pour but de garantir que, dans les trois ans ou le délai supérieur prévu pour l'investissement bénéficiant de l'aide, des progrès significatifs soient accomplis en ce qui concerne la couverture. Il peut aussi être exigé de l'opérateur concerné qu'il conclue un contrat reprenant les engagements de déploiement. Ce contrat pourrait fixer un certain nombre d'échéances à respecter au cours de la période de trois ans [ou un délai supérieur comparable à celui de l'éventuel projet bénéficiant d'une aide publique], ainsi qu'une obligation de faire rapport sur les progrès accomplis. En cas de défaut, l'autorité chargée de l'octroi de l'aide pourrait alors mettre à exécution ses plans d'intervention publique.* »¹

La présente convention s'inscrit dans ce cadre.

1.1.4 Evolution du cadre réglementaire des déploiements FttH

La présente Convention type, élaborée dans le cadre de la mise en œuvre du plan France Très Haut Débit, sera amenée à intégrer les éventuelles évolutions du cadre réglementaire national encadrant les déploiements des réseaux FttH.

Dès lors que le cadre réglementaire des déploiements FttH évoluerait, et que cette évolution aurait des conséquences sur les engagements et les dispositifs prévus par la présente Convention, l'Etat pourrait donc proposer de faire évoluer le présent modèle de Convention et inviter les Parties à se rapprocher, conformément aux stipulations de l'Article 14 de la présente Convention, pour définir les modalités de prises en compte de ces évolutions du cadre réglementaire.

1.2 Sur la complémentarité des initiatives publiques et privées

1.1.5 La définition du périmètre d'intervention des opérateurs et des collectivités

¹ § 65 des « Lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit » (2013/C 25/01)

Compte tenu du subventionnement des projets des collectivités qu'il permet, le Plan France Très Haut Débit suppose une définition précise du périmètre d'intervention respectif de l'investissement privé et de l'investissement public dans les réseaux FttH.

Ainsi, le Plan France Très Haut Débit prévoit que les opérateurs précisent leurs engagements de déploiement dans le cadre de conventions conclues entre l'opérateur impliqué, les collectivités territoriales concernées et l'Etat. Ces engagements doivent être étayés de manière crédible et garantir une information régulière des collectivités territoriales sur l'état des études et des déploiements.

Dès lors, le Plan France Très Haut Débit prévoit que soient précisément identifiées des « zones conventionnées » dans lesquelles au moins un opérateur s'est engagé de manière crédible à déployer un réseau FttH homogène et complet à terme. Dans ces « zones conventionnées », l'Etat et les collectivités territoriales signataires ne soutiendront pas les déploiements de réseaux d'initiative publique (RIP) concurrents dans la mesure où les engagements seront effectivement respectés.

Afin de pallier d'éventuelles défaillances caractérisées d'un ou des opérateurs concernés, et dans les conditions prévues par le Plan France Très Haut Débit, les collectivités territoriales pourront envisager des "déploiements conditionnels" dans les zones conventionnées. De tels projets de déploiements conditionnels pourront, le cas échéant, faire l'objet du soutien financier de l'Etat conformément aux dispositions du cahier des charges France Très Haut Débit, et notamment son point 2.2.

1.1.6 Complémentarité des initiatives publiques et privées

La Convention de programmation et de suivi des déploiements est un outil de coopération entre les collectivités territoriales et les opérateurs déployant, sur fonds propres, des réseaux FttH. Elle vise à ce que leurs initiatives soient complémentaires.

Au regard, d'une part, des engagements crédibles de déploiement pris initialement par l'opérateur signataire, et d'autre part, du respect de leur mise en œuvre, les collectivités territoriales, parties à la Convention, ne conduiront pas de projet de réseaux d'initiative publique en concurrence avec les déploiements FttH de l'Opérateur. L'Opérateur contribuera à la réalisation par les collectivités territoriales de leurs SDTAN qui envisagent, notamment, les réseaux d'initiative publique complémentaires aux déploiements réalisés par les opérateurs privés sur leurs ressources propres.

Etant rappelé que les collectivités territoriales conservent les compétences qui leur sont attribuées par l'article L. 1425-1 du CGCT, cet engagement demeure conditionné :

- au respect des engagements pris par l'opérateur signataire, ceux-ci faisant l'objet d'un mécanisme de suivi dans le cadre de la présente Convention ;
- à l'objet et la nature des déploiements de l'opérateur. En particulier, les collectivités territoriales signataires ne s'interdisent pas de réaliser ou soutenir, dans le respect du cadre réglementaire national et européen, des réseaux d'initiative publique (notamment raccordements FttO, réseaux de collecte) ne consistant pas dans le déploiement de réseaux de boucle locale optique capillaire.

1.3 Sur la stratégie de la Collectivité en matière d'aménagement numérique de son territoire

La Collectivité considère l'aménagement numérique de son territoire comme un élément déterminant de son attractivité, de son développement économique et du cadre de vie de ses habitants.

Au-delà du développement de ces infrastructures, le développement des usages et services numériques représente un enjeu important pour la Collectivité :

- Pour les entreprises qui y gagneront en termes de productivité et de compétitivité en intégrant le numérique dans leurs processus
- Pour les administrations qui y gagneront en efficience
- Pour les habitants qui y gagneront en qualité de vie par l'accès à de nouveaux services.

Dans le cadre d'une collaboration étroite et d'un suivi régulier de l'avancement des déploiements qu'elle a souhaité instaurer avec l'ORC, la Collectivité assure la mise en place et le bon fonctionnement d'un dispositif pour faciliter les déploiements et en particulier l'instruction des demandes de l'ORC en lien avec les services compétents de la Collectivité, de ses communes membres et, le cas échéant, de l'Etat et ses services déconcentrés lorsqu'ils interviennent aux procédures d'autorisations.

1.4 Sur le projet et les objectifs de l'Opérateur signataire pour le territoire de la Collectivité

1.4.1. Rappel des engagements de SFR au titre de l'article L.33-13 du Code des Postes et Communications Electroniques (CPCE)

SFR a pris des engagements de déploiements au niveau national sur fondement de l'article L.33-13 du CPCE, dûment validés par arrêté ministériel du 26 juillet 2018. L'engagement de SFR rend juridiquement opposables, au niveau national, le périmètre et le calendrier du déploiement de la fibre optique jusqu'à l'abonné dans les zones concernées, permettant à l'Autorité de Régulation des Postes et des Communications Electroniques (ARCEP) de sanctionner d'éventuels manquements, dans les conditions prévues à l'article L.36-11 du CPCE.

Cet engagement national de SFR sur fondement de l'article L.33-13 du CPCE s'inscrit dans le cadre des promesses de l'Etat d'un environnement législatif qui doit permettre la simplification et la fluidité des déploiements de l'ensemble des réseaux très haut débit et s'entendent en l'absence de modification substantielle du cadre législatif et réglementaire, SFR se réservant le droit de reconsidérer tout ou partie de ses engagements dès lors qu'il serait en mesure d'en démontrer l'impact substantiel sur son plan d'affaires.

1.4.2. Contexte dans lequel s'inscrit le projet de SFR dans la Métropole d'Orléans

Altice France, société mère de SFR, est le premier acteur de la convergence entre télécoms et médias en France. Altice France est également un groupe médias de premier plan avec 14 chaînes de télévisions, 2 radios, 5 titres de presse, autour de marques emblématiques telles que BFM, RMC, Libération ou encore L'Express. Que ce soit à travers son kiosque numérique, son portefeuille de droits sportifs, la production, le financement ou l'achat de contenus originaux et exclusifs, Altice France invente de nouveaux modèles d'édition et de distribution ouverts à tous.

SFR est un acteur incontournable des télécoms au service de 22 millions de clients et dispose de positions d'envergure sur l'ensemble du marché, que ce soit auprès du grand public, des entreprises, des collectivités ou des opérateurs. Opérateur leader de la 4G en France, SFR continue d'animer le marché par ses investissements massifs, notamment sur le territoire du Département du Loiret en vue d'étendre et densifier sa couverture. SFR est aussi doté du premier réseau Très Haut Débit (FTTB/FTTH) avec plus de 12 millions de prises éligibles en France. C'est donc toute l'expertise nationale et internationale du groupe Altice en matière de Très Haut Débit qui est mise au service du projet de SFR dans la Métropole d'Orléans.

SFR entend ainsi rester un acteur majeur du Très Haut Débit en France et contribuer pleinement à la réussite du Plan gouvernemental France Très Haut Débit.

1.5 Sur les conclusions de la concertation réalisée en amont de la signature de la Convention

En amont de la signature de la présente Convention, une concertation a été conduite par les Parties signataires le 27 mai 2019, associant l'ensemble des collectivités sur les territoires desquels s'inscrit le projet de déploiement de l'opérateur.

Les engagements visés au 1.4.1. pris par SFR au titre de l'article L.33-13 du CPCE rendant juridiquement opposables (au niveau national) le périmètre et le calendrier du déploiement de la fibre optique jusqu'à l'abonné, il est apparu nécessaire de convenir d'une nouvelle Convention de Programmation et de suivi, afin notamment de préciser ces éléments qui n'étaient pas pris en compte dans la précédente Convention signée le 1^{er} avril 2012 entre SFR et la Collectivité Orléans Métropole.

Cette concertation a eu également pour objectif de réexaminer, compte tenu des déploiements déjà initiés par l'ORC dans le cadre de la précédente convention, que les Présentes ont pour objet de remplacer, des critères et la logique de déploiement inhérents à l'Opérateur ; elle a permis de définir une priorisation des déploiements dans certaines zones ne bénéficiant pas, à ce jour, d'un accès à un bon haut débit selon les critères retenus par le Plan France Très Haut Débit, pouvant entraîner, le cas échéant, des délais supplémentaires pour les communes ou zones infra-communales bénéficiant déjà d'un bon haut débit.

1.6 Sur le caractère non discriminatoire de la Convention

La Collectivité signera, dans les mêmes conditions, une convention avec chacun des opérateurs disposés à prendre les mêmes engagements sur des zones géographiques qu'ils arrêteront, c'est-à-dire déployer sur fonds propres un réseau de boucle locale optique neutre et ouvert.

Ceci étant exposé, les Parties ont convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1. **Objet**

La Convention a pour objet :

- D'annuler et de remplacer la précédente Convention de programmation et de suivi des déploiements FTTH signée, pour la même Zone Conventionnée d'Orléans Métropole, le 1^{er} avril 2012
- de confirmer et préciser les engagements de l'Opérateur de Réseau Conventionné (ORC) en matière de déploiements FttH via ses investissements sur fonds propres sur le territoire de la Collectivité ;
- de préciser les engagements de l'ORC sur les zones, qui après concertation des Parties, ont été identifiées comme devant faire l'objet d'un déploiement prioritaire du réseau FttH ;
- de préciser les dispositions prises par la Collectivité pour accompagner et faciliter le déploiement du FttH de l'ORC ;
- d'organiser le suivi des obligations réciproques des Parties pour les opérations de déploiements FttH réalisés par l'ORC afin de s'assurer notamment de leur réalisation dans les conditions et délais faisant l'objet de la présente Convention ;
- de définir les modalités de traitement d'écarts significatifs éventuellement constatés par rapport aux engagements de l'une des Parties ;
- de formaliser le constat que les engagements de déploiements pris par l'ORC aux termes de la présente Convention contribuent, dans leurs modalités et leurs calendriers, aux objectifs de la politique d'aménagement numérique définis par la Collectivité.

Dans les limites de la distinction introduite par l'Article 4 entre certaines communes, la présente Convention a vocation à s'appliquer à la totalité de la « Zone conventionnée », définie comme l'ensemble des communes listées au sein de l'Annexe 2.

Article 2. **Définitions**

Les définitions retenues dans le cadre de la présente Convention sont détaillées dans son Annexe 1.

Article 3. **Engagement réciproque d'information préalable**

Dans les 3 mois à compter de la signature de la Convention, la Collectivité et l'ORC s'engagent à s'informer mutuellement sur leurs organisations et processus internes dans la perspective du déploiement des réseaux FttH.

S'agissant de l'ORC, celui-ci :

- met à la disposition de la Collectivité un document décrivant les méthodes et « pratiques métiers » qu'il met en œuvre dans le cadre de son déploiement : choix d'architecture et d'ingénierie, étapes de déploiement, organisation interne etc.
Ce document est librement communicable par la Collectivité, notamment auprès des différentes communes, et auprès de l'ensemble des acteurs locaux.
- fait connaître la composition de l'équipe dédiée de l'Opérateur et désigne le ou les référents qui seront les interlocuteurs privilégiés de la Collectivité.

S'agissant de la Collectivité, celle-ci :

- informe l'ORC de la « vision prospective » qu'elle peut avoir de son territoire à l'horizon de l'achèvement du déploiement du réseau FttH. En pratique, l'ORC doit ainsi avoir connaissance des dynamiques territoriales à l'œuvre et/ou que la Collectivité entend favoriser (projets d'urbanisme majeurs, dynamiques migratoires observables ou anticipées, projets d'infrastructures, notamment de transports etc.) ;
 - fait connaître à l'ORC son organisation interne s'agissant plus particulièrement des domaines de compétences en lien avec le déploiement de nouveaux réseaux FttH :
 - o l'aménagement numérique du territoire, si un service en charge de cette question a été mis en place ;
 - o l'urbanisme réglementaire (élaboration ou mise à jour du PLU notamment) ;
 - o l'instruction du droit des sols ;
 - o lorsqu'ils existent, les plans des infrastructures du domaine public susceptibles d'être utilisées pour le déploiement du réseau tels que notamment, le génie civil et les poteaux ;
 - o la gestion de la voirie (définition et application d'un règlement de voirie) ;
 - o l'instruction des demandes d'occupation du domaine public, et notamment des demandes de permission de voirie et les autres contraintes pouvant conduire à refuser l'implantation d'équipements de communication électronique sur le domaine public.
- Si la Collectivité n'exerce pas certaines des compétences ainsi listées, celles-ci appartenant aux communes, la Collectivité précise à l'ORC, dans les mêmes formes, comment s'organisent, pour chacun de ces domaines, les communes composant son territoire.
- désigne un ou plusieurs référents, interlocuteurs privilégiés de l'ORC.

Chaque Partie informe l'autre des évolutions majeures sur ces différents points pendant la durée d'exécution de la Convention.

Les Parties conviennent d'organiser conjointement, à l'issue de ces échanges mutuels d'informations, une ou plusieurs réunions d'information à l'attention des communes de la Collectivité. Ces réunions permettront aux Parties de présenter les engagements mutuels qu'elles prennent au terme de la présente Convention.

Article 4. **Périmètre géographique de la Convention**

La Convention porte sur les communes listées en Annexe 2. Celles-ci constituent la « Zone conventionnée ».

Au sein de la Zone conventionnée, deux types de communes peuvent être distinguées :

- les communes de la Zone très dense : ces communes sont listées au sein de l'annexe de la décision n° 2013-1475 de l'ARCEP du 10 décembre 2013 modifiant la décision n° 2009-1106 du 22 décembre 2009 ;
- les communes n'appartenant pas à la Zone très dense, dénommées dans la présente Convention « communes moins denses ».

L'Annexe 2, de la présente Convention, précise l'appartenance des communes de la Zone conventionnée à chacune de ces deux catégories.

Article 5. **Engagement de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné (ORC)**

5.1 **Périmètre géographique**

L'engagement de l'ORC stipulé dans le présent article porte sur les « communes moins denses » telles que définies à l'Article 4.

5.2 **Matérialité de l'engagement de déploiement**

L'engagement que prend l'ORC aux termes de la Convention consiste, dans le respect du droit des tiers, à déployer un réseau suffisamment proche lui permettant de rendre Raccordables les locaux (installation du Point de Branchement Optique ou PBO) dans un délai inférieur à six mois à compter de la signature de la convention l'autorisant à déployer le réseau FttH dans les parties privatives pour un immeuble à usage collectif, ou dans les mêmes délais à compter de la demande d'un Opérateur de services pour une zone pavillonnaire, lui permettant de déployer le réseau FttH sur la propriété privée.

5.2.1 **Engagement général : déployer un réseau FttH vers l'ensemble des logements et des locaux à usage professionnel**

L'ORC s'engage à déployer, sur ressources propres, un réseau FttH, dans le respect de la réglementation et dans le respect du droit des tiers. L'ORC déploie son réseau en opérant ses propres choix concernant, notamment, les tracés de cheminement de ses câbles, et des infrastructures d'accueil de ceux-ci.

D'ici le 31 décembre 2020, l'ORC s'engage à avoir établi l'ensemble des points de mutualisation permettant le raccordement de l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel (ci-après dénommés « locaux »). Aux termes de la réglementation² et sous le contrôle de l'ARCEP, l'ORC doit ainsi déployer, « *dans un délai*

² Décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses

raisonnable à la suite de la déclaration de la zone arrière du point de mutualisation, un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements ».

Le déploiement de l'ORC doit permettre progressivement de rendre « Raccordable » l'ensemble des locaux, sous réserve de difficultés exceptionnelles précisées au 5.2.4. Conformément à la réglementation de l'ARCEP, un local est considéré comme « Raccordable » au sens de la présente Convention dès lors qu'un PBO, situé à proximité immédiate du local, a été installé. Ainsi, le local est Raccordable dès lors qu'il ne reste plus qu'à déployer un câble de fibre permettant de relier le PBO jusqu'à une prise située à l'intérieur de celui-ci (Prise Terminale Optique ou PTO).

5.2.2 Prise en compte du respect du droit des tiers

Dans certaines situations, un local ne pourra être rendu Raccordable que dans la mesure où le réseau FttH déployé par l'ORC aura été établi sur la propriété privée (y compris de personnes publiques). Ce peut être le cas pour des logements collectifs mais également pour l'habitat individuel (pavillon).

Ainsi la pose du PBO dans des conditions techniques raisonnables pourra être conditionnée par l'obtention de l'accord d'une ou plusieurs personnes privées ou publiques pour faire cheminer son réseau jusqu'à l'immeuble collectif ou l'habitat individuel (pavillon). Ce sera, par exemple, le cas lorsque les câbles de desserte cheminent en façade d'un ou plusieurs bâtiments, ou encore, lorsque le PBO doit être installé sur une façade ou accueilli sur un poteau établi sur la propriété privée ou publique.

S'agissant plus spécifiquement des immeubles collectifs pour lesquels les PBO se situent généralement à l'intérieur de la propriété (généralement dans les parties communes) : L'ORC ne pourra rendre Raccordables les locaux concernés sans l'autorisation du ou des propriétaires, ou des syndicats des copropriétaires, stipulée dans une convention envisageant les modalités et conditions de déploiement du réseau au sein de l'immeuble. L'article L. 33-6 du Code des postes et des communications électroniques (CPCE) encadre les termes de ces conventions.

Dans ces hypothèses, l'engagement de l'ORC de rendre Raccordables l'ensemble des locaux ne peut dès lors être stipulé que sous réserve que des conventions, ou des accords avec des particuliers ou des personnes publiques, lui permettant de déployer le réseau FttH sur le domaine privé ou public, ont été préalablement conclus.

Dès lors, pour ces situations, l'engagement que prend l'ORC aux termes de la Convention consiste à déployer un réseau suffisamment proche lui permettant de rendre Raccordables les locaux (installation du PBO) dans un délai maximal de six mois à compter de l'obtention des conventions et/ou des accords nécessaires.

Dans une telle hypothèse le local est qualifié de « Raccordable dès autorisation ».

5.2.3 Achèvement du déploiement en fonction de la souscription effective de services

Dans certaines situations, l'achèvement du déploiement devant être réalisé pour rendre Raccordables certains locaux peut être particulièrement complexe et/ou coûteux. Dans ces situations spécifiques, il importe donc pour l'ORC de s'assurer que l'investissement engagé réponde à une demande effective de services FttH relayée par un Opérateur de service.

L'ORC déploie un réseau lui permettant de rendre Raccordables (installation du PBO) ces locaux dans un délai maximal de six mois à compter de toute commande de raccordement final (PBO-PTO) d'un Opérateur de

service FttH. Les conditions techniques et tarifaires de ces raccordements finaux sont établies et mises en œuvre conformément à la réglementation en vigueur.

Ces locaux sont considérés comme « Raccordables sur demande ».

La Collectivité, et au travers elle, les occupants ou propriétaires concernés, peuvent avoir connaissance du caractère « Raccordable sur demande » de ces locaux, notamment au travers de l'exploitation des informations communiquées par l'ORC en application de l'Article 8.

5.2.4 Réserves liées à des difficultés exceptionnelles

L'engagement de déploiement de l'ORC comprend certaines réserves liées aux difficultés exceptionnelles qui peuvent être rencontrées lors du déploiement de son réseau. Il est retenu que constitueront notamment des difficultés exceptionnelles :

- Les refus ou retards, difficilement prévisibles, dans l'obtention d'un droit de passage ou de délivrance d'une permission de voirie nécessaires au déploiement ;
- le non-respect ou le retard dans la mise en œuvre des engagements pris par la Collectivité au terme de l'Article 9 de la présente Convention ;
- les difficultés exceptionnelles de raccordement de certains locaux présentant des caractéristiques particulières entraînant des surcoûts moyens très importants. Il appartiendra à l'ORC d'apporter les éléments permettant de démontrer le caractère exceptionnel d'une telle situation.

Lorsque l'une des Parties est confrontée à ces difficultés, elle s'engage à en alerter sans délais l'autre Partie selon les modalités prévues à l'Article 10. Les Parties conviennent de se rapprocher afin de déterminer ensemble une solution raisonnable permettant de régler les difficultés rencontrées. En l'absence de solution trouvée par les parties, celles-ci peuvent saisir le Comité de suivi prévu à l'Article 11.

5.2.5 Volumes annuels et délai d'achèvement du déploiement

Compte-tenu des aménagements et réserves décrits précédemment, sur les communes moins denses de la Zone conventionnée, l'ORC :

- s'engage à ce que la totalité des locaux soient « Programmés » avant le 31 décembre 2020, c'est-à-dire qu'ils dépendent de points de mutualisation (PM) établis ;
- s'engage à ce que la totalité des locaux soient rendus « Raccordables » ou « Raccordables sur demande » avant le 31 décembre 2020, exception faite des hypothèses où l'ORC se voit refuser l'accès à la propriété privée pour lesquels les locaux sont « raccordables dès autorisation » ;
- indique en Annexe 3, à la maille de la Zone conventionnée, les volumes annuels minimaux indicatifs de locaux (i) « Programmés », (ii) « Raccordables sur demande » et (iii) « Raccordables » ;

5.2.6 Accès par l'ensemble des Opérateurs de services au réseau déployé par l'ORC

L'ORC procède au déploiement d'infrastructures et réseaux de communications électroniques passifs, neutres, accessibles et ouverts.

Le réseau FttH ainsi déployé en propre par l'ORC est accessible à l'ensemble des Opérateurs de services dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, de l'ensemble des décisions et recommandations prises par l'ARCEP, et dans des conditions opérationnelles et tarifaires non discriminatoires.

Article 6. **Engagement de déploiement de l'ORC sur les zones prioritaires**

L'engagement stipulé au présent article se limite uniquement à des zones identifiées au sein des « communes moins denses » telles que définies à l'Article 4.

Dans le cadre des échanges précédant la signature de la présente Convention, la Collectivité et l'ORC ont conduit une concertation visant à établir en commun une liste des zones nécessitant un déploiement prioritaire du réseau FttH au regard, principalement, de la faiblesse des débits proposés localement aux particuliers et aux entreprises. Une cartographie rapportant les niveaux de débits ainsi que les services disponibles sur le territoire figure en Annexe 4.

S'agissant de ces zones, l'ORC s'engage à déployer son réseau FttH, dans les conditions précisées à l'Article 5, dans un calendrier défini par les Parties. Ce calendrier précise en particulier la date d'achèvement du déploiement.

Les zones prioritaires et la ou les dates d'achèvement du déploiement sont précisées en Annexe 5.

Article 7. **Engagement de l'ORC relatif à la programmation des déploiements**

1.7 Périmètre géographique de l'engagement

L'ORC s'engage à mettre en œuvre une programmation concertée de ses déploiements avec la Collectivité. L'engagement stipulé au présent article se limite aux « communes moins denses » telles que définies à l'Article 4.

1.8 Méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la programmation concertée des déploiements

Le déploiement du réseau FttH de l'ORC est réalisé à la maille d'un « Lot de déploiement ». Le Lot étant un ensemble cohérent de zones arrière de PM, déployées sur une ou plusieurs communes. Le Lot constitue la maille à partir de laquelle l'ORC va conduire une « programmation concertée des déploiements ».

Pour mettre en œuvre cette programmation concertée, l'ORC propose une « Méthodologie » qui peut être définie comme l'ensemble des étapes et interactions avec la Collectivité mises en œuvre en amont du déploiement d'un Lot.

Ainsi, à la maille de chaque Lot de déploiement, l'ORC s'engage à systématiquement mettre en œuvre cette Méthodologie qui permet :

- d'engager une concertation entre les Parties sur la définition des Lots sur lesquels le déploiement sera engagé à moyen terme ;
- de préciser les calendriers de mise en œuvre associés au déploiement sur ces Lots ;
- de mettre en œuvre l'ensemble des interactions (échanges d'information, réunions) devant intervenir entre la Collectivité et l'opérateur en amont du processus de déploiement.

La Méthodologie propre à l'ORC est précisément décrite en Annexe 6 de la présente Convention.

L'ORC peut faire évoluer cette Méthodologie selon les conditions prévues par l'Article 14. La

Méthodologie de l'ORC respecte *a minima* le schéma décrit ci-après :

- Au moins 9 mois avant le début de déploiement d'un Lot :

L'ORC donne, à la Collectivité, et aux communes concernées, un premier niveau d'information sur le ou les Lots pour lesquels il envisage un début de déploiement à 9 mois. Le Comité de suivi, prévu par l'Article 11, reçoit la même information à l'occasion de chacune de ses réunions.

A l'initiative de la Collectivité, l'ORC présente au Guichet prévu par l'Article 9, ainsi qu'aux représentants des communes concernées par le déploiement, les caractéristiques du ou des Lots (zones de couverture).

L'ORC participe, en tant que de besoin, à une réunion d'information et de concertation rassemblant la Collectivité et la ou les communes concernées par la mise en œuvre du ou des Lots de déploiements. Cette réunion permet notamment de discuter d'éventuelles adaptations ou modifications du ou des Lots de déploiement tout en respectant les contraintes propres de l'ORC.

Parallèlement, et conformément aux stipulations de l'Article 9, la Collectivité communique à l'ORC l'ensemble des éléments devant être utilement pris en compte par celui-ci dans le cadre de l'élaboration de son plan de déploiement afin de permettre un dimensionnement adéquat de son réseau.

- Au moins 6 mois avant le début de déploiement d'un Lot :

L'ORC conduit les études préalables au déploiement et communique, à la Collectivité ainsi qu'aux communes concernées, son projet de plan de déploiement. L'ORC communique notamment les lieux d'implantation envisagés pour les points de mutualisation (PM) ainsi que leurs zones arrière, ainsi que le calendrier prévisionnel de ce Lot.

Des discussions sont engagées entre l'ORC, la Collectivité et les communes concernées pour, le cas échéant, modifier les lieux d'implantation des PM et leurs zones arrière.

Enfin, avant de procéder à la consultation sur le Lot de déploiement prévue par l'ARCEP³, l'ORC transmet à la Collectivité et à la ou aux communes concernées, son projet définitif de Lot. Ces mêmes informations sont communiquées aux membres du Comité de Suivi à l'occasion de chacune de ses réunions.

A l'issue de ces différents échanges :

L'ORC :

- procède à la consultation officielle sur le Lot de déploiement prévue par l'ARCEP, à l'issue de celle-ci le plan de déploiement du Lot devient définitif ;
- s'il n'y a pas déjà procédé, sollicite les différents propriétaires ou gestionnaires d'immeubles aux fins d'obtention des accords (conventions immeubles, autorisations de passage ou d'occupation) sur le ou les Lots concernés ;
- s'il n'y a pas déjà procédé, adresse les demandes de permissions de voirie auprès des personnes publiques concernées.
- Sollicite, auprès des collectivités compétentes et en conformité avec le règlement de voirie, les autorisations d'occupation ou d'intervention sur le domaine public (permissions de voirie, arrêtés de circulation...).

Les caractéristiques des différentes informations communiquées par l'ORC dans le cadre de la programmation des déploiements sont décrites en Annexe 7.

³ Au terme de la décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010, l'opérateur de réseau transmet aux opérateurs tiers le découpage des zones arrières des points de mutualisation, ainsi qu'à la collectivité territoriale ou au groupement de collectivités territoriales portant un schéma directeur territorial d'aménagement numérique et, le cas échéant, au groupement de collectivités territoriales compétent au sens de l'article L.1425-1 du CGCT. L'opérateur de réseau tient le plus grand compte des remarques des collectivités concernées.

Par exception et en accord avec la Collectivité, si l'ORC souhaite accélérer ses déploiements ou pour les déploiements déjà programmés à la date de signature de la présente Convention, celui-ci peut adopter un calendrier dérogatoire à celui envisagé par la Méthodologie.

Article 8. **Engagement de l'ORC relatif au suivi des déploiements**

8.1 Périmètre géographique de l'engagement

L'ORC s'engage à transmettre des informations précises permettant le suivi des déploiements en cours et achevés sur l'ensemble de la Zone conventionnée.

8.2 Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements

L'ORC s'engage à communiquer à un rythme semestriel les informations relatives au suivi des déploiements. Ces informations sont transmises un mois avant la tenue du Comité de suivi, prévu à l'Article 11, aux membres de celui-ci ainsi qu'aux communes concernées par les déploiements en cours.

Sur la base des plans de déploiements communiqués dans le cadre de la programmation des déploiements décrite à l'Article 7, l'ORC prépare un bilan de l'état d'avancement de ses déploiements. Il communique *a minima* :

- la cartographie des déploiements réalisés sur le ou les Lots ayant fait l'objet d'une programmation de déploiement. Les cartes communiquées font apparaître les zones arrière de PM, leur assemblage dans le lot de déploiement, les implantations des NRO et des PM ;
Les informations sont transmises dans un format vectoriel permettant le traitement des données par un logiciel de cartographie compatible avec le SIG de la Métropole ;
- le fichier de suivi des déploiements comportant le nombre de locaux « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », et « Raccordables sur demande » à la maille de la commune ;
- le fichier d'Informations Préalables Enrichies (IPE) précisant le caractère raccordable des locaux situés dans zones arrière des PM établis : « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », et « Raccordables sur demande ».
- Conformément à l'Article 97 du règlement de voirie de la ville d'Orléans datant du 09 avril 2013 et approuvé lors du Conseil Municipal le 12 avril 2013, un plan de récolement est établi par l'ORC dans un délai d'un mois maximum à compter de la date de réception des travaux. En cas de réseau nouvellement créé, les raccords sur l'ancienne conduite seront obligatoirement levés. Dans le cas de conduite de section rectangulaire ou carré (dalot, conduite enrobés de béton ou autres), les bords gauche et droit de l'ouvrage seront levés. Les caractéristiques générales des réseaux (diamètre, largeur, hauteur, nature) seront reprises dans un tableau annexé ou intégré aux plans remis. Les informations sont transmises dans un format vectoriel compatible avec le SIG de la Métropole.

Les caractéristiques des données communiquées par l'ORC figurent en Annexe 8. Les conditions d'utilisation des données transmises par l'ORC sont précisées par l'Article 17.

Article 9. **Engagements de la Collectivité s'agissant des mesures d'accompagnement aux déploiements des réseaux FttH**

Les engagements de la Collectivité, objet du présent Article, relèvent d'une proposition générale faite à l'ensemble des opérateurs déployant des réseaux à très haut débit fixes passifs, neutres, accessibles et ouverts.

Dans une situation d'égalité de traitement entre eux, la Collectivité propose à l'ensemble de ces opérateurs la signature de la présente Convention. La Collectivité veille au respect d'un traitement équivalent de l'ensemble des opérateurs ayant signé une convention avec elle.

Par ailleurs, il est rappelé que la Collectivité, respecte une position de stricte neutralité par rapport aux produits et services offerts par l'ensemble des opérateurs de services.

9.1 **Mise à disposition des informations utiles au déploiement des réseaux FttH**

Conformément aux stipulations de l'Article 3, la Collectivité partage, en amont, avec l'ORC sa vision « prospective » de son territoire, et lui indique quelles seront ses politiques d'aménagement et les problématiques urbaines qu'elle entend traiter. Elle l'informe de l'évolution de ces politiques.

La Collectivité s'engage, par ailleurs, à mettre à la disposition de l'ORC l'ensemble des informations, maitrisées directement ou indirectement par elle-même ou par les communes qui la composent, utiles au déploiement des réseaux FttH. Elle portera notamment à connaissance de l'ORC les informations listées ci-après :

- la liste des projets urbains en cours, programmés ou envisagés sur la Zone conventionnée : zones d'aménagement concerté, projets de rénovation urbaine, infrastructures de transport etc. ;
- les différents documents d'urbanisme réglementaires (SCOT, PLU etc.) ;
- le ou les règlements de voirie existants sur la Zone conventionnée, ainsi que les processus et règles à l'œuvre s'agissant de la programmation des travaux sur voirie ;
- le recensement, s'il existe, des infrastructures publiques de génie civil mobilisables sur la Zone conventionnée, ainsi que leurs conditions techniques et tarifaires pour leur utilisation ;
- les servitudes particulières existantes sur la Zone conventionnée et, le cas échéant, les contraintes calendaires particulières devant être prises en compte dans le cadre des déploiements (par exemple, existence de manifestations touristiques).

La Collectivité s'engage à rassembler et tenir à jour ces informations. Ces informations sont mises à la disposition de l'ORC, et lui sont nécessairement transmises dans le cadre de la mise en œuvre la Méthodologie associée à la programmation des déploiements décrite à l'Article 7.

9.2 **Mise en place d'un guichet d'accueil et de traitement des demandes utiles aux déploiements des réseaux FttH**

La Collectivité s'organise pour faciliter les déploiements FttH de l'ORC et met en place un « Guichet » de traitement des demandes utiles à ces déploiements.

Ce Guichet est l'interlocuteur privilégié de l'ORC. Il prend en charge l'ensemble des interactions quotidiennes devant intervenir entre l'ORC et la Collectivité, et suit les échanges entre l'ORC et les communes lorsque ceux-ci sont rendus nécessaires du fait de leurs compétences propres.

Le Guichet a notamment pour mission :

- de proposer à l'ORC un ou plusieurs référents affectés au suivi des déploiements FttH de l'ORC, et à l'instruction et au traitement des éventuelles difficultés particulières rencontrées par l'ORC dans le cadre de ces déploiements ;
- de constituer et animer, au sein de la Collectivité et des communes la composant, un réseau de contacts intervenant directement sur les questions et problématiques rencontrées dans le cadre du déploiement des réseaux FttH (urbanisme réglementaire, servitudes particulières, utilisation de la voirie etc.). Le Guichet s'appuie sur ce réseau de contacts pour répondre aux sollicitations de l'ORC et, dans certains cas, met l'ORC en relation avec le service ou la personne compétente pour régler une difficulté particulière ;
- de mobiliser les communes concernées par une programmation de déploiement, et ensuite de les tenir informées de l'avancée du déploiement ;
- [hypothèse d'une Collectivité détenant la compétence voirie] de recevoir et faire traiter, dans le respect des délais réglementaires, les demandes de l'ORC portant sur les travaux et interventions sur le domaine public et sur l'utilisation du domaine public.
[hypothèse d'une Collectivité ne disposant pas de la compétence voirie] de mettre en place des procédures de travail et d'échanges avec les autres communes permettant le suivi et traitement par les communes des demandes de l'ORC portant sur les travaux et interventions sur le domaine public et sur l'utilisation du domaine public.
Sont notamment concernées les autorisations de travaux, leur programmation en cohérence avec les autres opérations de proximité, la prise en compte des mobiliers urbains et espaces nécessaires au FttH, les autorisations nécessaires à l'occupation du domaine public.
- de soutenir l'ORC dans sa recherche de facilités pour les installations techniques utiles au déploiement et aux infrastructures FttH.

9.3 Mise en place d'actions spécifiques à destination des gestionnaires d'immeubles

L'obtention des accords de déploiement auprès des bailleurs et des syndicats de copropriétaires est indispensable pour permettre l'achèvement du déploiement de l'ORC dans les immeubles.

9.3.1 Actions de sensibilisation mises en œuvre par la Collectivité

La Collectivité s'engage à mettre en œuvre une action de sensibilisation initiale spécifique à destination des gestionnaires d'immeubles, ayant vocation à mettre l'accent sur le caractère neutre et ouvert à tous les autres opérateurs du réseau déployé par l'ORC.

Cette action de sensibilisation est élaborée en concertation avec l'ORC. Par cette action la Collectivité met en avant l'existence d'un Opérateur de Réseau Conventionné sur son territoire et les engagements qu'il a souscrit au travers de la présente Convention. Par la suite, dans ses échanges et négociations avec les gestionnaires d'immeubles, l'ORC peut se prévaloir explicitement de son statut et des engagements et responsabilités qui y sont associés.

Pendant la durée d'application de la Convention, en fonction des problématiques rencontrées par l'ORC, la Collectivité s'engage à mettre en œuvre des actions ciblées à destination des gestionnaires d'immeubles.

9.3.2 Actions spécifiques s'agissant des bailleurs sociaux pour des immeubles appartenant à la Collectivité

La Collectivité apporte, dans les limites de ses attributions, mandats et compétences, son appui à l'ORC pour l'obtention, auprès des bailleurs sociaux, de l'accord pour équiper ses immeubles en fibre optique en désignant un opérateur d'immeuble conformément à l'article L. 33-6 du CPCE.

La Collectivité s'engage à solliciter les autres personnes publiques, propriétaires d'immeubles gérés par des bailleurs sociaux sur son territoire, afin qu'elles mettent en place des actions comparables.

9.3.3 Actions spécifiques s'agissant des autres gestionnaires d'immeubles

Pour chaque commune faisant l'objet du déploiement du FttH de l'ORC, celui-ci communique à la Collectivité, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, la liste des gestionnaires d'immeubles (bailleurs privés) ou syndicats de copropriété dont il a connaissance.

Dans la limite des informations dont elle a connaissance, la Collectivité complète cette liste. A cet effet le Guichet mis en place par Collectivité s'appuie sur son réseau contacts au sein des différentes communes concernées.

9.4 Mise en place d'actions spécifiques à destination des administrés

Pendant la durée de la présente Convention, la Collectivité :

- organise, une communication spécifique, relative aux déploiements des réseaux FttH et aux nouveaux usages, à destination des habitants et des entreprises ;
- publie, au moins une fois par an et dans tout support à sa disposition, une information à destination de l'ensemble de la population de la Collectivité, précisant la disponibilité du FttH sur la Zone conventionnée.

S'agissant de la mise en œuvre des actions de communication, la Collectivité restera neutre par rapport à l'ensemble des Opérateurs de réseaux investisseurs privés actuels ou potentiels qui, le cas échéant, seraient amenés à déployer leur réseau sur le territoire de la Collectivité, et veillera à l'équilibre de traitement entre tous les opérateurs proposant des offres commerciales aux utilisateurs finaux.

Article 10. Réunions techniques

L'ORC et la Collectivité conviennent que leurs représentants organiseront des réunions techniques régulières dans le cadre de la mise en œuvre de leurs engagements respectifs.

Ces échanges contribueront, notamment, à traiter les éventuelles difficultés opérationnelles rencontrées par les Parties dans l'exécution de leurs engagements.

En tant que de besoin, des représentants techniques des communes concernées par le ou les Lots de déploiement objet des travaux, seront invités à participer à ces réunions de travail.

Ces réunions techniques feront systématiquement l'objet d'un compte-rendu validé par l'ORC et la Collectivité.

La Collectivité peut se faire assister par toute personne de son choix sous réserve d'un engagement de confidentialité et avec l'accord de l'ORC. Le Guichet assurera l'organisation des réunions techniques (notamment, invitations, mise à disposition d'une salle de réunion, rédaction des comptes rendus).

Article 11. **Mise en place d'un Comité de suivi**

Un Comité de suivi est institué pour s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention.

11.1 Composition

Le Comité de suivi est composé des signataires (ou de leurs représentants) de la présente Convention.

En tant que de besoin, le ou les maires d'une ou plusieurs communes, ou leurs représentants, peuvent être invités à participer au Comité de suivi.

A titre exceptionnel et sous réserve de l'accord préalable de l'ensemble des membres du Comité de suivi, une personne extérieure peut être invitée à participer à la réunion du Comité, et ce, du fait de sa compétence particulière, présentant un intérêt pour traiter une ou plusieurs des questions inscrites à l'ordre du jour. Dans ce cadre, la Collectivité pourra notamment demander à être accompagnée par une personnalité qualifiée, sous réserve, le cas échéant, de mesures garantissant la confidentialité des échanges du Comité.

11.2 Rôle du Comité de suivi

Le rôle du Comité de suivi est défini comme suit :

- s'assurer de l'exécution de bonne foi des engagements des Parties tels que formalisés dans le cadre de la présente Convention ;
- conformément au cadre européen⁴, suivre annuellement les projets de déploiements de l'ORC dans les trois ans et s'assurer de la capacité de celui-ci à les réaliser ;
- conformément aux stipulations de l'Article 7, prendre connaissance du ou des nouveaux Lots sur lesquels l'ORC souhaite entamer des déploiements d'ici 9 mois ;
- suivre l'avancement des déploiements de l'ORC conformément aux stipulations de l'Article 8. A cet effet l'ORC communique aux membres du Comité de suivi les éléments prévus par ce même article au moins un mois avant la tenue du Comité ;
- constater les écarts éventuels par-rapport aux engagements initiaux et demander à une ou plusieurs Parties d'expliquer la raison des écarts constatés et proposer des solutions correctives ;
- conformément aux stipulations de l'Article 12, être une instance de concertation pour contribuer au règlement de difficultés particulières rencontrées par les Parties n'ayant pas trouvées de solution, ni dans le cadre des réunions techniques prévues à l'Article 10, ni dans le cadre de la mise en place de solutions correctives tel qu'envisagé dans l'alinéa précédent ;
- examiner la nécessité d'une éventuelle modification de la présente Convention et, le cas échéant, préparer cette modification ;

⁴ « Lignes directrices de l'Union européenne pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit » (2013/C 25/01)

- décider de la mise en œuvre d'actions de communication conjointes entre l'ORC et la Collectivité, et le cas échéant, les autres signataires de la Convention.

11.3 Fonctionnement

Le Comité de suivi se réunit au moins chaque semestre, et en tant que de besoin, à la demande des Parties.

Le Guichet mis en place par la Collectivité est responsable de l'organisation des réunions du Comité de suivi. Il adresse des convocations accompagnées d'un ordre du jour pour la réunion du Comité un mois avant la tenue de celui-ci. Il en assure le secrétariat et à ce titre la rédaction des projets de comptes rendus soumis pour validation à l'ensemble des membres du Comité dans un délai de deux semaines suivant la tenue d'une réunion de celui-ci.

Les comptes rendus du Comité de suivi sont adoptés par consensus. Ils reflètent les positions exprimées par chacun de ses membres.

Les documents et pièces devant être examinés lors du Comité de suivi sont adressés à ses membres au moins 15 jours (ouverts) avant la tenue de la réunion du Comité.

Article 12. **Traitement du non-respect des engagements**

Le traitement des éventuels écarts dans l'exécution des engagements respectifs des Parties suit le processus d'escalade décrit-ci-après :

- 1) Lorsqu'une ou plusieurs Parties estiment que l'une des autres Parties ne respecte pas ses engagements (dont la date ne saurait être antérieure au 31 décembre 2020), elles le lui signifient. Les Parties conviennent alors de se concerter dans le cadre d'une réunion technique telle que prévue à l'Article 10 pour identifier les solutions correctives devant être mises en œuvre.

Si ces échanges techniques n'ont pas permis de corriger l'écart constaté, ou si une Partie mise en cause conteste l'écart qui lui est reproché, un point dédié à cette question est inscrit à l'ordre du jour du Comité de suivi, celui-ci, conformément aux stipulations de l'Article 11, pouvant, le cas échéant, se réunir à la demande de l'une des Parties sans attendre la tenue programmée de sa prochaine réunion.

- 2) Conformément aux stipulations de l'Article 11, le Comité de suivi est l'instance de concertation pour contribuer au règlement de difficultés rencontrées entre les Parties n'ayant pas trouvées de solution entre elles.

Dans ce cadre, la Partie, à laquelle il est reproché de ne pas respecter ses engagements, est invitée, soit à :

- démontrer qu'elle respecte bien ses engagements et, le cas échéant, qu'elle n'est pas responsable des éventuels écarts constatés ;
- proposer des mesures correctives, dès lors qu'elle ne conteste pas la responsabilité des écarts qui lui sont imputés ;
- indiquer qu'elle n'est pas en capacité de corriger ces écarts, et par là, de respecter ses engagements. Dans cette hypothèse, le Comité de suivi constate, par consensus, la défaillance de l'une des Parties.

- 3) Dès lors que le processus de concertation, décrit précédemment, n'a pas permis de résoudre les difficultés rencontrées, une ou plusieurs Parties peuvent saisir le Préfet de Région. Celui-ci peut alors entendre les parties, et le cas échéant les réunit dans le cadre de la CRSN.
- 4) En cas de difficulté persistante avérée ou en cas d'absence de solution identifiée dans un délai de six mois à compter de l'échec de la concertation prévue dans le cadre du Comité de suivi, et notamment la saisine du Préfet de Région, les Parties conviennent, par la présente Convention, de solliciter l'avis du Comité national de concertation prévu par le Plan France Très Haut Débit. Au regard de cet avis, le Comité de suivi constate, le cas échéant, la défaillance de l'une des Parties.

Article 13. **Durée**

La présente Convention prend effet à compter de la date de sa signature par les Parties et s'achèvera au 31 décembre 2022.

Six mois avant le terme de la présente Convention, les Parties pourront convenir de la prolonger.

Article 14. **Évolution des termes de la présente Convention**

Toute modification de la présente Convention fait l'objet préalablement d'une concertation, conformément aux stipulations de l'Article 11, aboutissant à la formalisation d'un avenant écrit et signé des Parties, suivant les formes et procédures relevant des règles de fonctionnement interne et conformes au statut juridique de chaque Partie.

Une telle modification pourra intervenir dans l'hypothèse d'un changement législatif, réglementaire ou des conditions économiques du déploiement ayant pour conséquence de modifier les obligations stipulées pour le déploiement du FttH.

Article 15. **Résiliation de la Convention**

L'une des Parties peut souhaiter résilier la Convention pour non-exécution par une autre Partie de ses obligations nées de la présente Convention, dans les conditions décrites ci-après.

La Convention pourra être résiliée, par l'une des Parties après une phase de concertation au sein du Comité de suivi.

Une fois cette concertation réalisée, la Partie souhaitant résilier la présente Convention adresse aux autres Parties un courrier recommandé avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois.

Une fois la présente Convention résiliée, les Parties ne sont plus liées par leurs obligations réciproques.

Article 16. **Pièces contractuelles et interprétation**

La présente Convention et ses 8 annexes constituent l'intégralité de l'engagement des Parties.

En cas de contradiction entre les clauses et les documents annexés, la présente Convention prime sur les Annexes 2 à 8, qui ont elles-mêmes une valeur juridique supérieure aux documents qui y sont joints le cas échéant.

Cependant, par exception au principe stipulé ci-dessus, les Parties accordent à l'Annexe 1 « Définitions » la même valeur juridique que celle accordée aux stipulations de la présente Convention.

Article 17. **Confidentialité et utilisation des données**

S'agissant des « Communes moins denses », la Collectivité est libre d'utiliser les données communiquées par l'ORC après agrégation des informations, notamment cartographiques aux fins de la présente convention. La Collectivité et l'ORC détermineront notamment les éléments couverts par le secret des affaires et les éléments communicables non confidentiels

S'agissant des « zones très denses », les Parties conviennent d'identifier et de respecter les éléments de confidentialité nés de l'exécution de la présente Convention. La Collectivité et l'ORC détermineront notamment les éléments couverts par le secret des affaires et les éléments communicables non confidentiels.

Dans les limites des stipulations précédemment énoncées, la Collectivité et/ou l'Etat peuvent utiliser les données communiquées par l'ORC pour mettre à disposition des administrés un serveur d'éligibilité des locaux afin que ces administrés puissent, sur la base des informations fournies par ce serveur, vérifier le raccordement de leur logement et s'adresser à l'Opérateur de service de leur choix pour faire procéder au raccordement final de leur logement ou local à vocation professionnel.

Article 18. **Intuitu Personae**

Si une personne morale devait être substituée à l'une des collectivités signataires de la présente Convention totalement ou partiellement, l'ORC en sera informé dans les meilleurs délais.

De convention expresse entre les Parties, si la structure juridique devait être dotée d'une compétence d'opérateur déclaré à l'ARCEP au sens de l'article L.32-1 du CPCE, soit lors de sa constitution, soit postérieurement à celle-ci, soit indirectement notamment au moyen d'une structure juridique de quelque forme que ce soit, la Partie la plus diligente saisit le Comité de suivi afin que celui-ci puisse apprécier la matérialité de l'activité que cette structure juridique entend conduire. Le cas échéant, l'ORC pourrait résilier la présente Convention, sans que la Collectivité signataire puisse, à quelque titre que ce soit, se prévaloir d'un quelconque préjudice.

De manière symétrique, si l'ORC devait être l'objet d'un changement de contrôle, la Collectivité peut résilier la présente Convention, sans que l'ORC puisse, à quelque titre que ce soit, se prévaloir d'un quelconque

préjudice. Les Parties conviennent néanmoins que cette faculté de résiliation ne peut être exercée en cas de restructuration interne de l'ORC, lorsque le changement de contrôle est effectué au profit de l'une des sociétés affiliées de l'opérateur.

Fait à , le 2019

En 5 exemplaires,

Pour l'Etat, Pierre POUESSEL, Préfet de Région	Pour la Région, François Bonneau, Président
Pour le Département du Loiret, Marc Gaudet, Président	Pour Orléans Métropole, Olivier Carré, Président
	Pour SFR, Alain Weill, Président

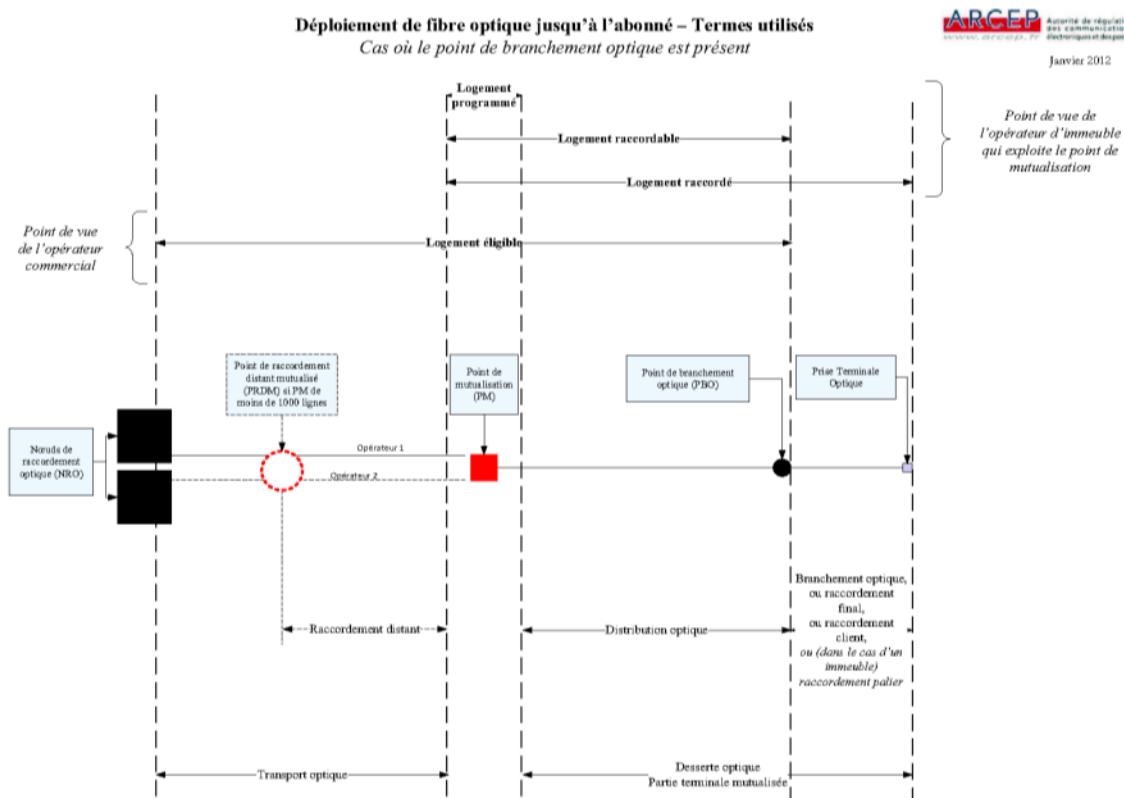
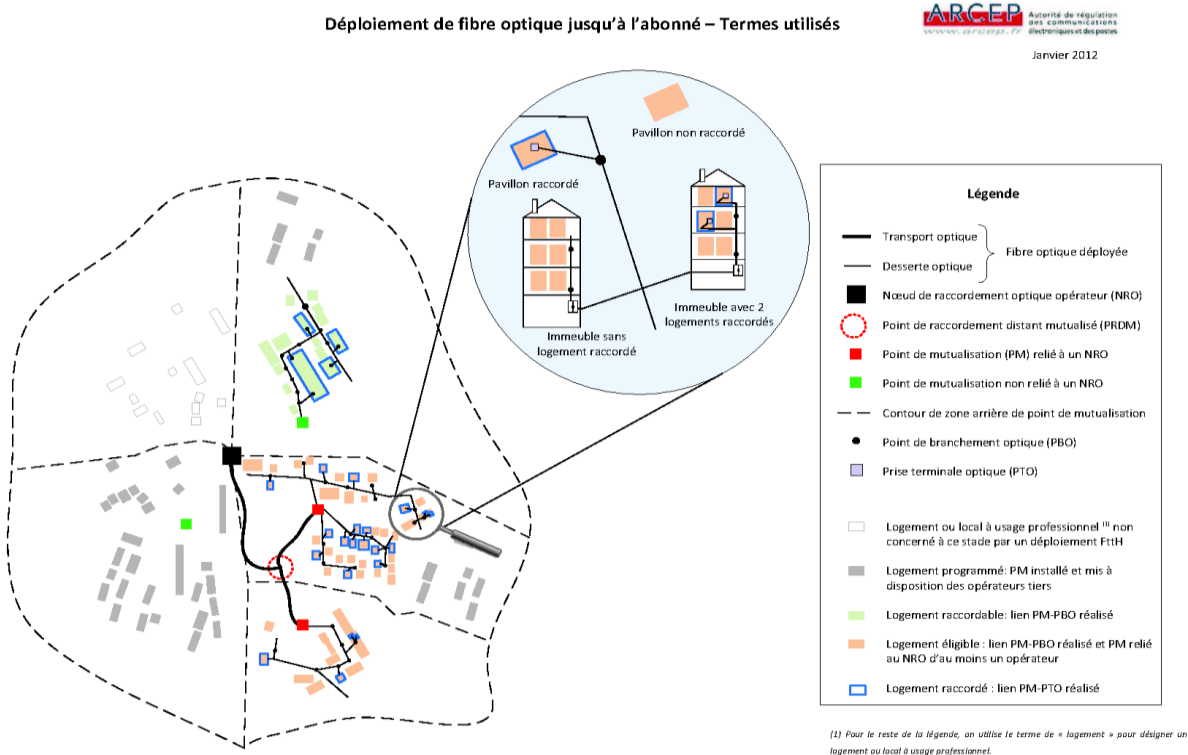
Annexes

Liste des annexes

- Annexe 1 : Définitions
- Annexe 2 : Zone conventionnée
- Annexe 3 : Volumes annuels
- Annexe 4 : Situation initiale en matière de débits et de services disponibles
- Annexe 5 : Zones prioritaires
- Annexe 6 : Méthodologie de programmation concertée des déploiements
- Annexe 7 : Caractéristiques des informations communiquées dans le cadre de la programmation concertée des déploiements
- Annexe 8 : Caractéristiques des informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements

Annexe 1 : Définitions

Synthèse de la terminologie utilisée par l'ARCEP :



Définitions :

CRSN

La CRSN, pour Commission régionale de stratégie numérique, permet une gouvernance régionale de l'action territoriale de l'Etat et des collectivités en matière d'aménagement numérique. Elle réunit notamment, en plus des services de l'Etat et des collectivités, les opérateurs de communications électroniques afin de veiller à la bonne cohérence des projets de déploiements privés et des initiatives publiques.

Collectivité

Désigne dans la Convention la collectivité territoriale sur le territoire de laquelle l'Opérateur de réseau s'engage à déployer, via ses propres investissements, des réseaux FttH. Dans sa rédaction, le modèle de Convention utilise le terme « Collectivité » pour désigner l'échelle intercommunale.

FttH

La fibre optique jusqu'à l'abonné (ou FttH pour Fibre to the Home) correspond au déploiement de la fibre optique depuis le nœud de raccordement optique jusque dans les logements ou locaux à usage professionnel.

FttO

Le FttO (pour Fibre to the Office) désigne généralement les boucles locales dédiées (BLOD) au raccordement de clients d'affaires, sachant qu'une telle boucle peut raccorder non seulement les entreprises mais plus largement tout type de site non résidentiel tel qu'une administration.

Local raccordable dès autorisation

Logement ou local à usage professionnel pour lequel l'Opérateur de réseau conventionné a déployé un réseau lui permettant de le rendre Raccordable (installation du PBO) dans un délai maximal de six mois à compter de la signature de la convention régie par l'article L. 33-6 du code des postes et communications électroniques, ou de l'accord avec un particulier, lui permettant de déployer le réseau FttH sur la propriété privée (ou publique).

Local raccordable sur demande

Logement ou local à usage professionnel pour lequel l'Opérateur de réseau conventionné a déployé un réseau lui permettant de le rendre Raccordables (installation du PBO) dans un délai maximal de six mois à compter de toute commande de Raccordement final (PBO-PTO) d'un Opérateur de service FttH. Les conditions techniques et tarifaires de ces raccordements finaux sont établies et mises en œuvre conformément à la réglementation en vigueur.

Lot de déploiement

Ensemble cohérent de zones arrière de point de mutualisation, déployées sur une ou plusieurs communes.

Local programmé

Logement ou local à usage professionnel situé dans la zone arrière d'un point de mutualisation pour lequel le point de mutualisation a été installé et mis à disposition des opérateurs tiers, au sens de l'annexe II de la décision n° 2009-1106.

Local raccordable

Logement ou local à usage professionnel pour lequel il existe une continuité optique entre le point de mutualisation et le point de branchement optique, ou entre le point de mutualisation et la prise terminale optique si le point de branchement optique est absent.

Local raccordé

Logement ou local à usage professionnel pour lequel il existe une continuité optique entre le point de mutualisation et la prise terminale optique.

Nœud de raccordement optique (NRO)

Point de concentration d'un réseau en fibre optique où sont installés les équipements actifs à partir desquels l'opérateur active les accès de ses abonnés.

Opérateur de réseau

Opérateur de communications électroniques tel que défini à l'article L. 32-15° du Code des Postes et Communications Électroniques (CPCE) qui engage les déploiements d'un réseau en fibre optique FTTH ouvert aux Opérateurs de service.

Opérateur de réseau conventionné

L'Opérateur de Réseau Conventionné (ou ORC) est l'Opérateur de réseau signataire de la Convention de programmation et de suivi des déploiements.

Opérateur de service (ou FAI - fournisseur d'accès internet ou Opérateur commercial)

Désigne un Opérateur commercialisant des services de communications électroniques à très haut débit via les offres d'accès aux lignes FTTH d'un Opérateur de réseau.

Opérateur d'immeuble

Toute personne chargée de l'établissement ou la gestion d'une ou plusieurs lignes dans un immeuble bâti, notamment dans le cadre d'une convention d'installation, d'entretien, de remplacement ou de gestion des lignes signée avec le propriétaire ou le syndicat de copropriétaires, en application de l'article L. 33-6 du code des postes et des communications électroniques ; l'opérateur d'immeuble n'est pas nécessairement un opérateur au sens de l'article L. 33-1 du même code.

Point de branchement optique (PBO)

Dans les immeubles de plusieurs logements ou locaux à usage professionnel comprenant une colonne montante, équipement généralement situé dans les boîtiers d'étage de la colonne montante qui permet de raccorder le câblage vertical avec le câble de branchement. Le point de branchement optique peut également se trouver à l'extérieur de l'habitat à proximité immédiate du logement ou local à usage professionnel, en général à quelques mètres ou quelques dizaines de mètres du local ; dans ce cas, il permet de raccorder le câblage installé en amont dans le réseau avec le câble de branchement.

Point de mutualisation (PM)

Point d'extrémité d'une ou de plusieurs lignes au niveau duquel la personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communication électronique à très haut débit en fibre optique donne accès à des opérateurs à ces lignes en vue de fournir des services de communications électroniques aux

utilisateurs finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du Code des Postes et des Communications Electroniques (CPCE).

Point de terminaison optique (PTO)

Extrémité de la ligne sur laquelle porte l'obligation d'accès imposée par les décisions n° 2009-1106 et n° 2010-1312 de l'ARCEP.

Raccordement final (ou raccordement client)

Opération consistant à installer un câble de branchement comprenant une ou plusieurs fibres optiques entre le point de branchement optique (PBO) et la prise terminale optique (PTO). Par convention, il n'y a pas de raccordement final en l'absence de PBO.

SDTAN

Selon l'article L. 1425-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les schémas directeurs territorial d'aménagement numérique (SDTAN) « (...) recensent les infrastructures et réseaux de communications électroniques existants, identifient les zones qu'ils desservent et présentent une stratégie de développement de ces réseaux, concernant prioritairement les réseaux à très haut débit fixe et mobile, y compris satellitaire, permettant d'assurer la couverture du territoire concerné. Ces schémas, qui ont une valeur indicative, visent à favoriser la cohérence des initiatives publiques et leur bonne articulation avec l'investissement privé (...) ».

Un schéma directeur correspond à un territoire sur lequel il est unique. Ce territoire doit recouvrir un ou plusieurs départements ou une région. Il a pour objectif de permettre aux différents acteurs, notamment aux collectivités, de définir une stratégie concertée de déploiement des réseaux sur le territoire concerné.

L'élaboration d'un schéma directeur constitue un préalable à l'intervention d'une collectivité territoriale en faveur du déploiement du très haut débit sur son territoire.

Zone arrière de Point de mutualisation

Les Points de mutualisation en Zones moins denses se situent hors de la propriété privée ou en local privé accessible aux Opérateurs de réseau dans une plage de temps raisonnable et regroupent les lignes à très haut débit en fibre optique des immeubles bâtis à usage collectif ou logement ou local individuel. L'ensemble des immeubles bâtis à usage collectif ou logement ou local individuel reliés, effectivement ou potentiellement, à ce Point de mutualisation, forment une zone géographique continue. Cette zone géographique constitue la Zone arrière d'un Point de mutualisation.

Zone conventionnée

La Zone conventionnée correspond au périmètre géographique sur lequel l'Opérateur de Réseau Conventionné s'engage, via ses propres investissements, à déployer ses réseaux FttH, en respectant l'ensemble des stipulations de la Convention de programmation et de suivi des déploiements. Si la Zone conventionnée peut regrouper à la fois des communes de la zones très dense et des communes hors la zone très dense, toutefois, les engagements de l'opérateur sur ces deux types de communes différeront. Le périmètre géographique de cette zone conventionnée est défini par l'Annexe 2 de la Convention.

Zones très denses et Zones moins denses (Hors zones très denses ou Zone moyennement denses)

La Zone très dense est constituée des communes dont la liste est définie au sein de l'annexe de la décision n° 2013-1475 de l'ARCEP du 10 décembre 2013, modifiant la décision n° 2009-1106 de l'ARCEP. Les communes ne figurant dans cette liste constituent donc les « communes hors zones très denses ».

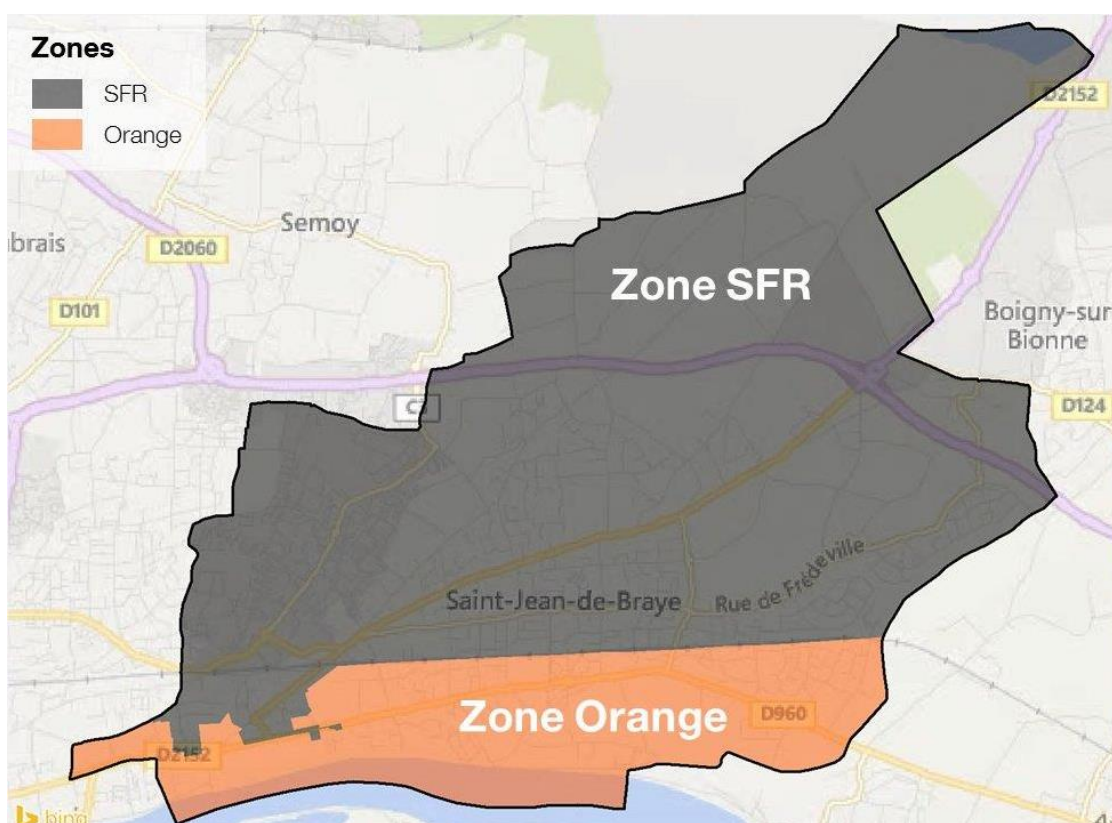
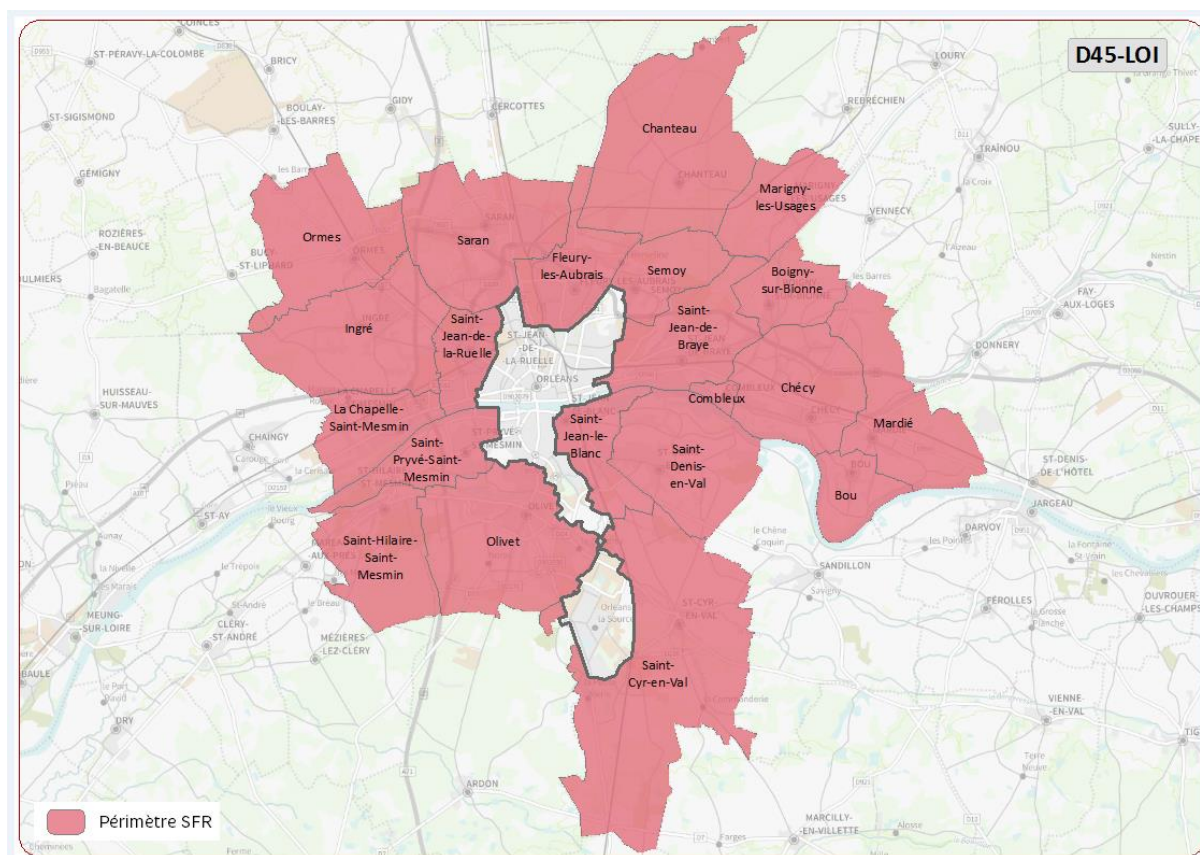
Annexe 2 : Zone conventionnée

Communes hors Zone très dense

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2]
45034	Orléans Métropole	Boigny-sur-Bionne	937	2015	2015	2020
45043	Orléans Métropole	Bou	424	2015	2015	2020
45072	Orléans Métropole	Chanteau	582	2015	2015	2020
45075	Orléans Métropole	La Chapelle-Saint-Mesmin	4 625	2015	2015	2019
45089	Orléans Métropole	Chécy	3 726	2015	2015	2020
45100	Orléans Métropole	Combleux	250	2015	2015	2020
45147	Orléans Métropole	Fleury-les-Aubrais	10 033	2012	2012	2019
45169	Orléans Métropole	Ingré	3 745	2015	2015	2020
45194	Orléans Métropole	Mardié	1 142	2015	2015	2020
45197	Orléans Métropole	Marigny-les-Usages	544	2015	2015	2020
45232	Orléans Métropole	Olivet	11 571	2012	2012	2019
45235	Orléans Métropole	Ormes	1 642	2015	2015	2020
45272	Orléans Métropole	Saint-Cyr-en-Val	1 664	2015	2015	2020
45274	Orléans Métropole	Saint-Denis-en-Val	3 204	2015	2015	2020
45282	Orléans Métropole	Saint-Hilaire-Saint-Mesmin	1 344	2015	2015	2020
45284	Orléans Métropole	Saint-Jean-de-Braye*	5 333	2013	2013	2020
45285	Orléans Métropole	Saint-Jean-de-la-Ruelle	7 938	2013	2013	2019
45286	Orléans Métropole	Saint-Jean-le-Blanc	4 496	2014	2014	2020
45298	Orléans Métropole	Saint-Pryvé-Saint-Mesmin	2 485	2015	2015	2020
45302	Orléans Métropole	Saran	7 126	2015	2015	2020
45308	Orléans Métropole	Semoy	1 407	2015	2015	2020
TOTAL (21 communes)			74 218			

1. Point d'attention : la mise en œuvre d'un lot de déploiement peut conduire à ce que des travaux soient engagés pour traiter une commune sur le territoire d'une commune tiers.
2. Conformément à l'Article 5, les locaux sont 100% programmés, 100% Raccordables ou Raccordable sur demande (le cas échéant certains locaux demeurant néanmoins Raccordables dès autorisation).

Cartographie des zones de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné



Annexe 3 : Volumes annuels

Sur le périmètre de la Zone Conventionnée, l'ORC met en œuvre les moyens nécessaires pour déployer les **volumes indicatifs prévisionnels** suivants :

	Volume de locaux Programmés		Volume de locaux en aval PM non encore raccordables		Volume de locaux Raccordables sur demande		Volume de locaux Raccordables	
	Nombre de locaux	% du total	Nombre de locaux	% du total	Nombre de locaux	% du total	Nombre de locaux	% du total
Situation existante	-	0%	-	0%	-	0%	31 973	43%
2018	62 296	84%	42 245	57%	-	0%	31 973	43 %*
2019	59 108	80%	29 218	39%	-	0%	45 000	61 %*
2020	74 218	100%*	-	0%	5 937	8%	68 281	92 %*
2021	74 218	100%*	-	0%	3 711	5%	70 507	95 %*
2022	74 218	100%*	-	0%	-	0%	74 218	100 %*

- Locaux en aval PM non encore raccordables : locaux programmés mais pas encore raccordables ou raccordables sur demande (par exemple : locaux raccordables dès autorisation, etc.) ;

- Locaux raccordables sur demande : volume maximum indicatif ;

* : voir dispositions des articles 5.2.2 et 5.2.4 relatifs aux refus de tiers ou équivalents

Annexe 4 : Situation initiale en matière de débits et de services disponibles

Issue du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique du département du Loiret (SDTAN 45) d'octobre 2018.





4. Etat des lieux des réseaux de communications électroniques et des infrastructures mobilisables

Pour définir un plan d'action opérationnel visant à améliorer la couverture numérique du territoire, il est indispensable d'analyser en premier lieu le niveau de couverture du département par les différentes technologies mobilisables.

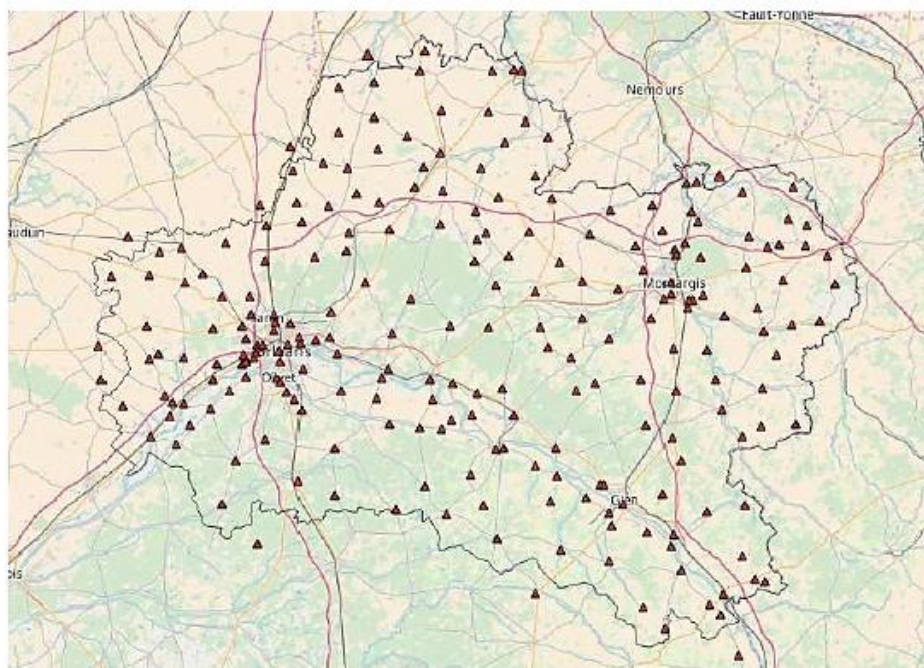
4.1 La couverture DSL

Le département du Loiret comporte à ce jour 252 répartiteurs téléphoniques (dont 10 sont installés dans les départements limitrophes) totalisant plus de 341 000 lignes téléphoniques. Sur ces 251 répartiteurs, 74 sont des NRA-MED installés dans le cadre de la délégation de service public Lysséo. D'ici 2020, ce sont 41 NRA-MED supplémentaires qui seront installés pour venir améliorer la couverture DSL du territoire.

Tous les répartiteurs téléphoniques sont dégroupés par au moins un opérateur. 97% de ces répartiteurs sont dégroupés par au moins deux répartiteurs.

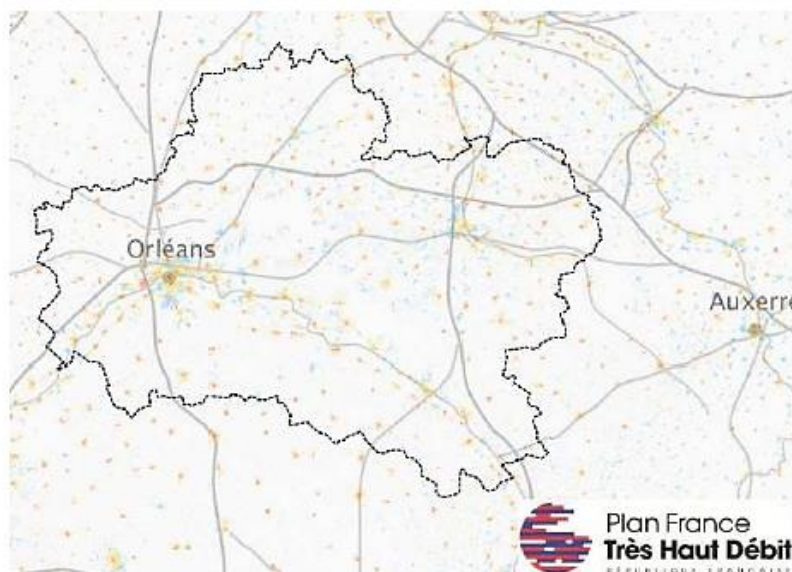
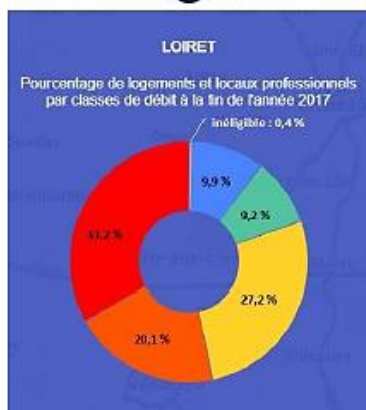
				
	215 NRA	137 NRA	219 NRA	198 NRA
	dont 70 en VDSL 2		dont 218 en VDSL 2	
			(173 en collecte)	(108 en collecte)
NRA dégroupés du département du Loiret	soit	soit	soit	soit
	97,81 % des	89,17 % des	96,49 % des	97,81 % des
	lignes FT	lignes FT	lignes FT	lignes FT
Nombre de NRA dégroupés au niveau national	7673 NRA	9695 NRA	8527 NRA⁽¹⁾	nc
	soit	soit	soit	
	85,06 % des	88,41 % des	80,95 % des	nc des lignes
	lignes FT	lignes FT	lignes FT	FT

⁽¹⁾ dont 6044 via des réseaux partenaires (SFR, collecte Orange, Axione)



Carte des répartiteurs téléphoniques

Au 31 juin 2018, la situation sur le département du Loiret sur la couverture Internet ADSL est la suivante :



Plan France Très Haut Débit
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Source : <https://observatoire.francethd.fr/>

Il est intéressant de constater que :

- 82 % des foyers sont éligibles à un débit supérieur à 8 Mbit/s, mais en revanche, 28% des foyers ne disposent pas de ce bon haut débit fixé à 8 Mbit/s
- En 2018, 13% des entreprises réparties sur tout le territoire du Loiret ne disposent pas d'un accès supérieur à 8 Mbit/s.
- et près de 0,2% de ces foyers ne sont pas éligibles à une offre ADSL ce qui représente près de 6 800 foyers.

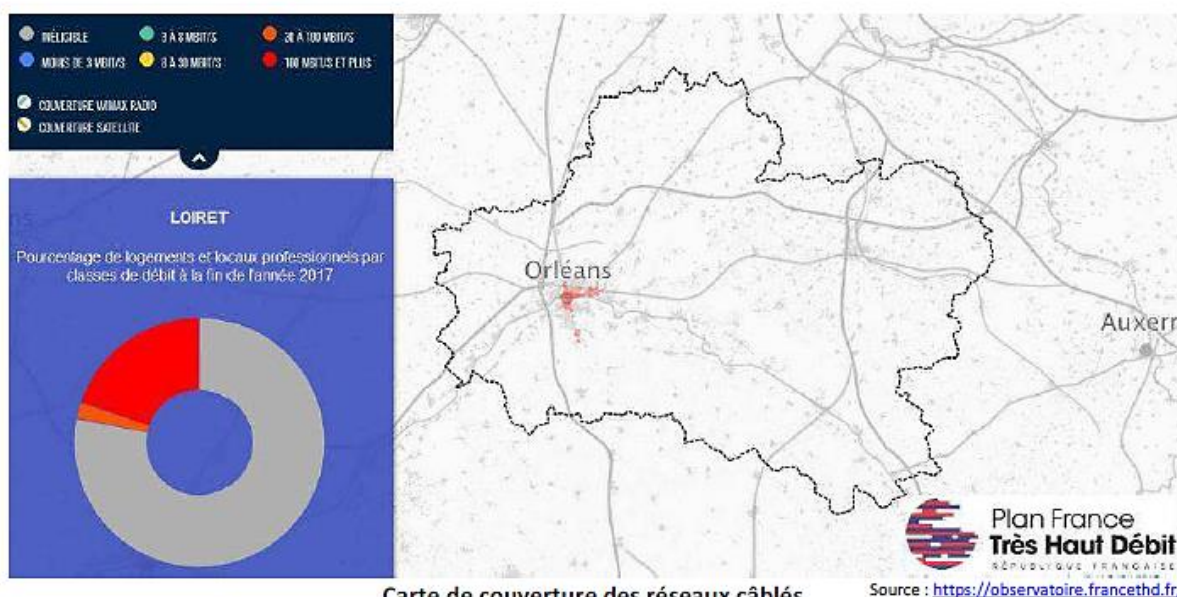
Il existe une forte dépendance entre la présence d'un NRA dans une commune et son niveau de couverture DSL. Les récentes opérations de montée en débit (PRM, opticalisation de NRA) qui vont se

poursuivre jusqu'en 2020 ont contribué à améliorer de façon significative la couverture DSL du territoire en particulier dans les zones rurales.

4.2 Les réseaux câblés

Le département du Loiret ne dispose que de quelques zones câblées permettant à la population y résidant de disposer d'un accès au Très Haut Débit. En effet, ce sont au total 3 communes du département qui sont couvertes par cette technologie :

- Orléans
- Saint-Jean-de-Braye
- Pithiviers qui dispose d'un réseau câblé très ancien que l'opérateur n'a pas souhaité rénover.



Carte de couverture des réseaux câblés

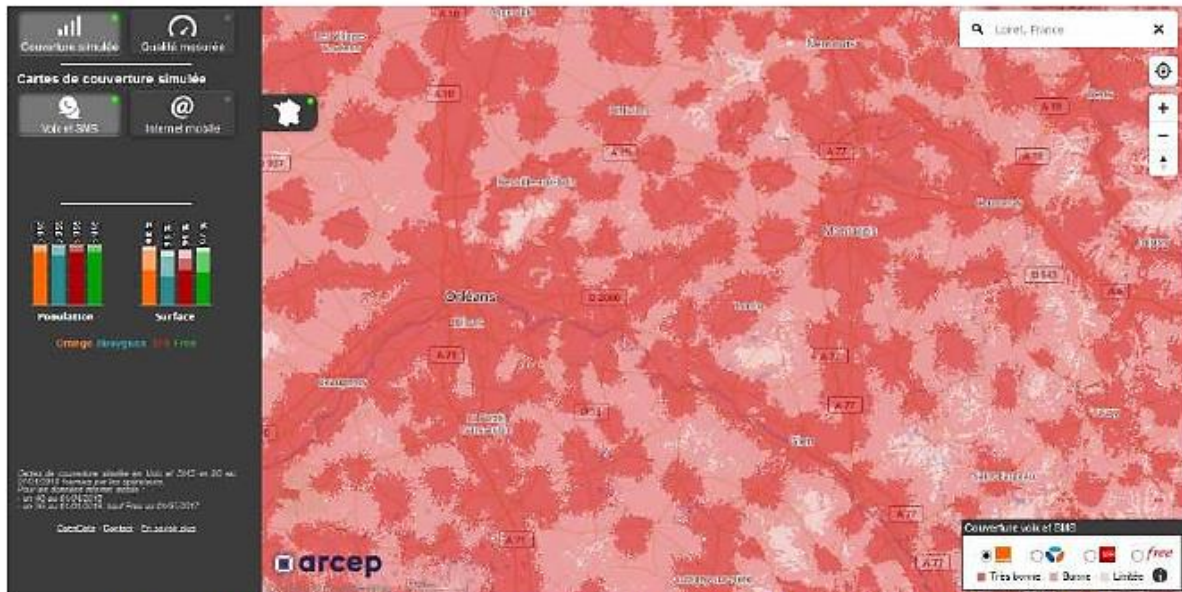
4.3 La couverture mobile du territoire

La technologie mobile est une autre des technologies à étudier pour établir un diagnostic complet de couverture numérique d'un territoire. Dans sa composante « Internet Mobile », cette technologie permet en effet de répondre à plusieurs cas de figure ou besoins :

- L'usage d'Internet en mobilité avec l'essor des outils associés (téléphone portable et tablette)
- L'accès à Internet comme une solution fixe au domicile en attendant l'émergence d'autres technologies et particulièrement le FTTH
- Répondre à des besoins ponctuels (sites touristiques ou économiques)

L'état de la couverture mobile, dans ses composantes voix et internet mobile, est souvent synonyme du dynamisme d'un territoire. C'est donc un enjeu important pour un département comme le Loiret de prendre en considération la couverture mobile dans le cadre de la définition de ce SDTAN.

Les cartes ci-dessous montrent l'état de la couverture mobile de chaque opérateur avec la légende suivante :

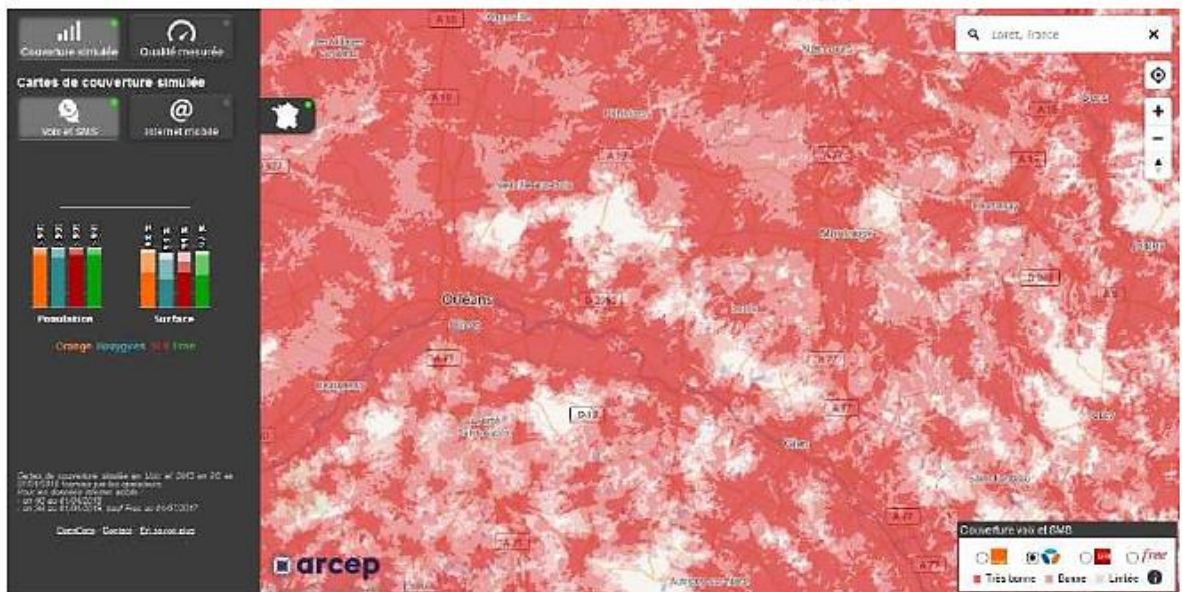


Carte de couverture de l'opérateur Orange (Source : <https://www.monreseauorange.fr/>)

Très bonne couverture
Vous devriez pouvoir téléphoner et échanger des SMS à l'extérieur des bâtiments, et, dans la plupart des cas, à l'intérieur des bâtiments.

Bonne couverture
Vous devriez pouvoir téléphoner et échanger des SMS à l'extérieur des bâtiments, et, dans la plupart des cas, à l'intérieur des bâtiments.

Couverture limitée
Vous devriez pouvoir téléphoner et échanger des SMS à l'extérieur des bâtiments, mais probablement pas à l'intérieur des bâtiments.



Carte de couverture de l'opérateur Bouygues Telecom (Source : <https://www.monreseauorange.fr/>)

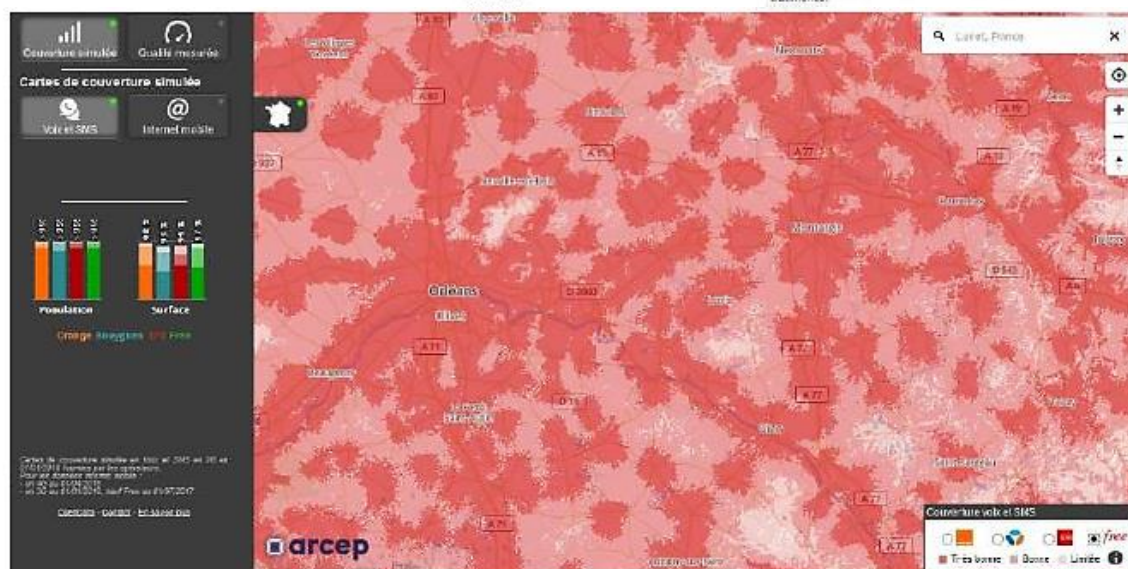


Carte de couverture de l'opérateur SFR (Source : <https://www.monreseau mobile.fr/>)

Très bonne couverture
Vous devriez pouvoir téléphoner et échanger des SMS à l'extérieur des bâtiments, et, dans la plupart des cas, à l'intérieur des bâtiments.

Bonne couverture
Vous devriez pouvoir téléphoner et échanger des SMS à l'extérieur des bâtiments dans la plupart des cas, et, dans certains cas, à l'intérieur des bâtiments.

Couverture limitée
Vous devriez pouvoir téléphoner et échanger des SMS à l'extérieur des bâtiments dans la plupart des cas, mais probablement pas à l'intérieur des bâtiments.



Carte de couverture de l'opérateur Free (Source : <https://www.monreseau mobile.fr/>)

Les différentes cartes de couverture montrent une certaine disparité en fonction des opérateurs. Ces niveaux de couverture seront amenés à évoluer dans les prochaines années au travers du programme « New Deal Mobile » et de l'arrivée de la 5G :

Annexe 5 : Zones prioritaires de déploiement

Proposition de types de zonages :

- Zonage « administratif » : commune, quartier
- Zonage cartographique, fondée principalement un critère de débit disponible permettant de délimiter une zone géographique prioritaire se traduisant par exemple par une zone arrière de SR.

Liste des zones (hors Zone très dense) devant faire l'objet d'un déploiement prioritaire :

Commune	Quartier / zone arrière de SR / [autre délimitation]	Début du déploiement ⁵ [année] (démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	Nombre de locaux [sources et année de référence]	Achèvement du déploiement ⁶ [année]
COMBLEUX	- secteur du cabinet d'architectes			
INGRE	- Secteur du PM06 (quartier des Bleuets, beaucoup de casse de GC...)			
LA CHAPELLE SAINT MESMIN	- Zones des PM 8 à 12			
ORMES	- Collectifs VALLOGIS (conventions déjà signées, secteur en souterrain) - Rue de la Borde à terminer (souterrain)			
SAINT CYR EN VAL	- Petit Ligny => Ce secteur est desservi en câble pleine terre. Nous devons poser des poteaux pour équiper ce secteur (études à réaliser) - Rue d'Olivet - Rue Haute (du fait des travaux programmés) - Rue René Godin			

⁵ Point d'attention : la mise en œuvre d'un lot de déploiement peut conduire à ce que des travaux soient engagés pour traiter une commune sur le territoire d'une commune tiers.

⁶ Conformément à l'Article 5, les locaux sont 100% Programmés, 100% Raccordables sur demande (le cas échéants certains locaux demeurant néanmoins Raccordables dès autorisation).

« Convention de programmation et de suivi des déploiements »

Commune	Quartier / zone arrière de SR / [autre délimitation]	Début du déploiement ⁷ [année] (démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	Nombre de locaux [sources et année de référence]	Achèvement du déploiement ⁸ [année]
SAINT DENIS EN VAL	<ul style="list-style-type: none"> - PM08 : Secteur enterré Domaine de Melleray / Micro tranchée le long de la piste cyclable - Meilleray : passage rue des mautaudins (réfection réseau d'eau potable) - PM04 (ZAPM vierge) - PM01 (zones d'entreprises) 			
SAINT JEAN DE LA RUELLE	<ul style="list-style-type: none"> - Domaine de la Petite Espère (PM18) 			
SAINT JEAN LE BLANC	<ul style="list-style-type: none"> - PM07 : ZAC de la Cerisaille / Secteur Prioritaire / Zone non prévue dans le déploiement initial ; inclut également dans les études l'impasse du clos de la Sicile, desservie depuis la rue de la Rosette pour le téléphone actuel - PM10 : Rue des Carmes 			
SAINT PRYVÉ SAINT MESMIN	<ul style="list-style-type: none"> - Saint Nicolas (PM01) : Rue Claude Joliot, Rue Lucien Péau / Secteur en souterrain - Remontée de la rue Claude Joliot (aérien) vers le couvent et autres maisons en bout de rue - La Nivelles (zone artisans TPE/PME) et la rue de Saint Santin (PM01) - Impasse des vignes : aucune autre solution que la fibre ne leur permet de faire vivre l'entreprise 			
SEMOY	<ul style="list-style-type: none"> - rue Barbara (la fibre s'arrête à quelques mètres rue de la Roquemolle, et ensuite rue Barbara c'est le lotissement des Hautes Bordes avec réseaux enterrés) - rue du Bois Bordier (rue qui vient d'être refaite avec fourreau en attente; la fibre arrive aux deux extrémités) - rue Charlotte Delbo (nouveau lotissement, fourreau en attente) - rue de la Monnerie (du 380 au 550 : la fibre arrive aux 2 extrémités) - rue du Bignon (du 83 au 249 : 4 maisons, portion oubliée) 			
SAINT HILAIRE SAINT MESMIN	<ul style="list-style-type: none"> - Rue de la Bouchetière (ancien numéro 314) au hameau des Muids 			

⁷ Point d'attention : la mise en œuvre d'un lot de déploiement peut conduire à ce que des travaux soient engagés pour traiter une commune sur le territoire d'une commune tiers.

⁸ Conformément à l'Article 5, les locaux sont 100% Programmés, 100% Raccordables sur demande (le cas échéants certains locaux demeurant néanmoins Raccordables dès autorisation).

Annexe 6 : Méthodologie de programmation concertée des déploiements

SFR met en œuvre ses engagements de déploiements de son réseau FttH selon une méthodologie en trois temps :

- organisation en concertation avec la Collectivité d'une réunion d'information préalable en présence des communes situées dans le périmètre de déploiement ;
- lancement des études globales décrites à l'échelle de la Métropole ;
- engagement du processus « EPDC » (Etudes détaillées par lot annuel du déploiement, Plan schéma de déploiement, Discussion avec la collectivité territoriale, Consultation des opérateurs FTTH) avec la Collectivité.

REUNION PREALABLE D'INFORMATION

SFR organise en concertation avec la Collectivité une réunion d'information préalable à l'attention des communes concernées par le calendrier de déploiement.

Cette réunion permettra à SFR de présenter la méthodologie et le calendrier.

LANCEMENT DES ETUDES GLOBALES A L'ECHELLE DE LA METROPOLE

SFR réalise un premier schéma global par grandes zones de déploiement sur la zone concertée en fonction des contraintes de géo-typage et techniques (type d'habitat, appétence client final, éligibilité ADSL, NRA présents et leur zone arrière de couverture, contraintes diverses dont notamment zones inondables, etc.).

Les discussions sont engagées avec la métropole. Dans l'optique de ces réunions, la Métropole rassemble les éléments préparatoires (projets immobiliers et évolutions urbaines prévues).

Sur la base des études globales, SFR présente une étude des NRO choisis et retenus ainsi que leurs zones arrière de couverture à l'échelle de la Métropole, ainsi que la proposition de couverture de la zone correspondant au premier Lot de déploiement (tel que défini en Annexe 1).

Les discussions pourront conduire, le cas échéant, à intégrer, à l'intérieur du territoire de la commune étudiée, certaines adaptations ou modifications sur le contenu du déploiement (nouveaux quartiers, zones d'activités,...) tout en respectant les contraintes propres de SFR. Ces adaptations doivent s'insérer dans le volume de déploiements (ressources, investissements, ...) initialement prévu à l'échelle de la Métropole.

PROCEDURE « EPDC »

Au plus tard 6 mois avant le déploiement de chaque lot de déploiement, SFR met en œuvre la méthodologie décrite ci-dessous :

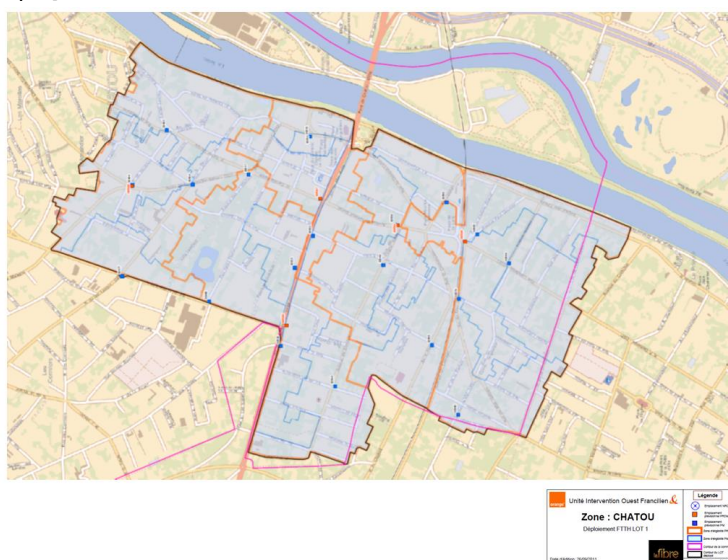
- **Étude précise du Lot de déploiement** (notamment habitat, densité, verticalité, entreprises, ZAE). Cette étude est présentée au référent de la Collectivité, notamment afin de s'assurer qu'elle intègre l'ensemble des projets immobiliers et évolutions urbaines prévues sur le territoire de la Collectivité afin de permettre un dimensionnement adéquat du réseau par SFR
- **Plan schéma de déploiement sur le Lot de déploiement** avec tous les PM et leurs zones arrière, et plan schéma de déploiement NRO avec emplacement prévisionnel des armoires de PM. Ce plan et les études sont envoyés à la Collectivité
- **Discussions au plus tôt entre SFR et la Collectivité pour :**
 - présenter et figer le Plan schéma de déploiement du Lot de déploiement (PM et leurs zones arrière),
 - étudier les lieux d'implantation des armoires des PM présentés,

- En parallèle, lancement des négociations aux fins d'obtention des accords des syndics et bailleurs sur le Lot de déploiement concerné
- **Consultation officielle sur le Lot de déploiement des Opérateurs de services** déclarés à l'ARCEP ;
- En parallèle, SFR envoie à la commune concernée par les déploiements, avec copie pour la Collectivité et le département s'agissant du domaine routier public ou privé, les demandes d'autorisations de voirie pour l'implantation de chaque PM du Lot de déploiement et pour les tirages de câbles chaque fois que nécessaire.

La commune concernée apporte une réponse à SFR dans les délais prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. De même, SFR envoie à la commune concernée par les déploiements avec copie pour la Collectivité et le Département les demandes d'autorisations de voirie officielles pour l'ouverture des chambres et les relevés de leur occupation chaque fois que nécessaire.

- La commune apporte une réponse à SFR dans les délais prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. L'ouverture des chambres et les relevés de leur occupation s'effectuent conformément aux conditions prévues par l'Offre d'Accès au Génie Civil de SFR pour les réseaux FTTx (décision ARCEP n° 2011-0668).
- Dès réception des réponses des Opérateurs de services à la consultation ou à l'issue du délai de réponse à cette consultation, le déploiement sur le terrain commence :
 - installation des armoires des PM avec réalisation de leur adduction,
 - tirage de câbles de raccordement distant avec les armoires des PM,
 - mise à disposition des PM et respect des délais ARCEP,
 - tirage de câbles en aval des armoires des PM.

- Au moins 9 mois avant le début du déploiement d'un Lot :
 - o Délimitation géographique du ou des Lots de déploiement (fichier cartographique)
- Au moins 6 mois avant le début du déploiement d'un Lot :
 - o Cartographie du lot déploiement au format vectoriel faisant apparaître son périmètre, les lieux d'implantation des PM et leurs zones arrière.
- [Exemple]



- | Commune | Référence de la consultation | Référence du PM consultation | Référence du PM IPE | Taille du PM | Date indicative de consultation des tiers sur le Lot de déploiement | Date de mise à disposition (mois) | Achèvement de déploiement de la zone arrière |
|---------|------------------------------|------------------------------|---------------------|--------------|---|-----------------------------------|--|
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

- 43

Annexe 8 : Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements

L'ORC précise dans l'Annexe 8 les caractéristiques de l'ensemble des informations qui seront communiquées dans le cadre du suivi des déploiements. A minima, celles-ci comporteront les éléments suivants :

- Cartographie des déploiements réalisés au format vectoriel compatible avec le SIG de la Métropole (mise à jour du fichier cartographique communiqué dans le cadre de la programmation concertée des déploiements)
- Fichier de suivi des déploiements à la maille de la commune comportant le nombre de locaux « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », « en aval PM non encore raccordables » et « Raccordables sur demande ».

Code INSEE	EPCI	Commune	Nombre total de locaux programmés	Début du déploiement ⁹ [année] (démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	Nombre de PM en cours d'établissement ¹⁰	PM mis à disposition	Nombre total de PM à terme	Nombre de Locaux Raccordables sur demande	Nombre de locaux Raccordables dès autorisation	Nombre de locaux en aval PM non encore raccordables	Nombre de locaux Raccordables

- Fichier IPE précisant notamment le statut de chacun des locaux rattaché au PM (Raccordable sur demande / Raccordable dès autorisation / Raccordable) normé par le groupe de travail Interop

⁹ Point d'attention : La mise en œuvre d'un lot de déploiement peut conduire à ce que des travaux soient engagés pour traiter une commune sur le territoire d'une commune tiers.

¹⁰ Pour desservir la commune. Le ou les PM n'étant pas nécessairement établis sur le territoire de la commune et ne desservant pas nécessairement uniquement la commune

D 03 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : subventions culturelles

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer au titre du programme C-01-03 « Valoriser le patrimoine et les pratiques culturelles » des subventions d'un montant de **23 974 €**, aux bénéficiaires ci-après :

Patrimoine

Dénomination	65309 - FETES HISTORIQUES DE FERRIERES - Canton de COURTENAY	
Objet de la demande	2019-02417 - subvention pour les Nocturnes de Ferrières les 20 et 27 juillet et les 3 et 10 août 2019	Décision 9 000 €

Théâtre - Compagnie professionnelle

Dénomination	2963 - EFFIGIE(S) THEATRE (EX COMPAGNIE DU FAUX COL) - MEUNG-SUR-LOIRE - Canton de MEUNG-SUR-LOIRE	
Objet de la demande	2019-00179 - subvention pour l'organisation d'une exposition "Haut les Bras" Les Temporal et leurs marionnettes	Décision 2 500 €

Chorale

Dénomination	31532 - CHORALE CERDONNAISE - Commune de CERDON - Canton de SULLY-SUR-LOIRE	
Objet de la demande	2019-01805 subvention de fonctionnement pour l'année 2019	Décision 330 €

Dénomination	20981 - CHORALE CHANTEMROY - Commune de SEMOY - Canton de SAINT-JEAN-DE-BRAYE	
Objet de la demande	2019-00477 subvention de fonctionnement pour l'année 2019	Décision 494 €

Manifestations musicales

Dénomination	25005 - ASSOCIATION L'ARTSCENE - Commune de CHATILLON-SUR-LOIRE - Canton de GIEN	
Objet de la demande	2019-02613 subvention pour l'organisation du 18 ^{ème} Strange Festival les 23 et 24 août 2019	Décision 1 500 €

Dénomination	60465 - COMITE DES FETES DE VILLEMANDEUR - Canton de MONTARGIS	
Objet de la demande	2019-02607 subvention pour l'organisation du 9 ^{ème} festival d'orgues de Barbarie les 5 et 6 octobre 2019	Décision 1 000 €

Dénomination	776 - COMMUNE DE BOISCOMMUN - Canton de MALESHERBES	
Objet de la demande	2019-02405 subvention pour l'organisation d'un concert le 30 juin 2019 en l'Eglise de Boiscommun	Décision 4 000 €

Dénomination	80929 - ASSOCIATION DES GRANDES ORGUES DE PITHIVIERS - Canton de PITHIVIERS	
Objet de la demande	2019-03137 subvention pour l'organisation d'un concert le 20 octobre 2019 en l'Eglise de Pithiviers	Décision 1 000 €

Dénomination	65364 - ASSOCIATION POLYSONIK - Commune d'ORLEANS - Canton d'ORLEANS 4	
Objet de la demande	2019-03157 - subvention de fonctionnement pour l'année 2019 dispositif FADER (accompagnement des musiques amplifiées dans le Loiret)	Décision 1 150 €

Animations diverses

Dénomination	50698 - CC GIENNOISES - Commune de GIEN - Canton de GIEN	
Objet de la demande	2019-03142 - subvention pour l'organisation d'un festival de l'humour du 11 au 13 octobre 2019	Décision 2 000 €

Dénomination	30732 - LUMIERE ET SONS D'AUTREFOIS - Commune d'OLIVET - Canton d'OLIVET	
Objet de la demande	2019-02049 subvention pour un spectacle son et lumière « 100 ans après, on se souvient » le 14 septembre 2019	Décision 1 000 €

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont. Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel 02 38 25 45 45 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 45 45.

Article 4 : Les subventions attribuées sont réparties et imputées en fonction de leur nature ainsi :

Au titre de l'action C-01-03-303 « Subventions accompagnement structures culturelles » :

- Aides aux associations : 17 974 € sur le chapitre 65, nature 6574 ;
- Aides aux communes : 6 000 € sur le chapitre 65, nature 65734.

Article 5 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux subventions allouées.

D 04 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité - Subventions aux arts plastiques

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre de l'aide aux salons et expositions artistiques, les subventions suivantes, d'un montant global de 9 642 € :

AIDE AUX SALONS ET EXPOSITIONS ARTISTIQUES (Communes) : 1 800 € alloués

Dénomination	50644 - SEMOY - Canton de Saint-Jean-de-Braye	
Objet de la demande	2019-02 954 - Subvention pour l'organisation des Automnales artistiques du 16 au 17 novembre 2019, au Centre culturel des Hautes Bordes à Semoy	Décision 600 €
Dénomination	781 - BONNY-SUR-LOIRE - Canton de Gien	
Objet de la demande	2019-03227 - Subvention pour l'organisation du salon d'Art d'automne du 26 octobre au 3 novembre 2019, à la salle polyvalente de Bonny-sur-Loire	Décision 1 200 €

AIDE AUX SALONS ET EXPOSITIONS ARTISTIQUES (Associations) : 7 842 € alloués

Dénomination	64732 - ASSOCIATION CLUB PHOTO LOURYMAGE - Canton de Fleury-les-Aubrais	
Objet de la demande	2019-02719 - Subvention pour l'organisation d'une exposition photo du 23 novembre au 1 ^{er} décembre 2019, au Musée de Loury	Décision 600 €
Dénomination	18764 - ASSOCIATION SOCIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUES DE L'ORLEANAIS - Canton d'Orléans 1	
Objet de la demande	2019-02747 - Subvention pour l'organisation d'une exposition de peintures, sculptures, photographies « Cubiosité » du 29 juin au 14 juillet 2019 à l'Eglise Saint-Germain de Sully-sur-Loire	Décision 2 000 €
Dénomination	63604 - ASSOCIATION AMICALE DE SAINT-GONDON - Canton de Sully-sur-Loire	
Objet de la demande	2019-02736 - Subvention pour l'organisation de l'exposition « Couleurs et formes » du 2 au 11 novembre 2019 à la grange du prieuré de Saint-Gondon	Décision 1 000 €
Dénomination	10042 - ASSOCIATION ATELIER CINE AUDIO PHOTO INGRE - ACAP - Canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle	
Objet de la demande	2019-02797 - Subvention pour l'organisation des 18 ^{èmes} rencontres photographiques d'Ingré, du 6 au 11 novembre 2019 à l'espace Lionel Boutrouche	Décision 600 €
Dénomination	22163 - ASSOCIATION ACADEMIE D'ARTS PLASTIQUES D'AUXY - Canton de Malesherbes	
Objet de la demande	2019-02759 - Subvention pour l'organisation du 20 ^{ème} salon d'arts plastiques, du 22 au 30 juin 2019 à la salle des fêtes d'Auxy	Décision 642 €
Dénomination	20501 - ASSOCIATION ARTS ET LOISIRS BELLOCEENS - Canton de Gien	
Objet de la demande	2019-02762 - Subvention pour l'organisation du 33 ^{ème} Salon d'ART, du 30 novembre au 8 décembre 2019 à Beaulieu-sur-Loire	Décision 2 000 €
Dénomination	80384 - ASSOCIATION PHOTO VIDEO CLUB DORDIVOIS - Canton de Courtenay	
Objet de la demande	2019-01077 - Subvention pour l'organisation du 1 ^{er} Festival de Photographies « Festi'phot », du 13 au 15 septembre 2019 à Dordives	Décision 1 000 €

Article 3 : Il est décidé d'attribuer au titre de l'aide aux ateliers de pratique artistique, les subventions suivantes, d'un montant global de **41 394 €** :

AIDE AUX ATELIERS DE PRATIQUE ARTISTIQUE (Communes) : 9 489 € alloués

Canton	Commune	Dénomination de l'atelier	Disciplines artistiques enseignées	Nombre d'élèves	Décision
Châlette-sur-Loing	Amilly	2019-02842 : Ecole d'Arts municipale	Peinture Sculpture	87	3 351 €
Courtenay	Dordives	2019-02975 : Ateliers municipaux d'arts plastiques	Peinture Gravure Sculpture	18	1 140 €
Gien	Gien	2019-02977 : Ecole d'arts plastiques	Peinture Sculpture	72	3 036 €
Saint-Jean-le-Blanc	Saint-Jean-le-Blanc	2019-02963 : Ecole municipale d'arts plastiques	Peinture Sculpture	39	1 962 €
Total					9 489 €

AIDE AUX ATELIERS DE PRATIQUE ARTISTIQUE (Associations) : 31 905 € alloués

Canton	Commune	Dénomination de l'atelier	Disciplines artistiques enseignées	Nombre d'élèves	Décision
Beaugency	Mareau-aux-Prés	2019-02958 : Association L'Art aux Prés	Peinture Sculpture	36	1 899 €
Châteauneuf-sur-Loire	Châteauneuf-sur-Loire	2019-02857 : Châteauneuf Arts et Loisirs	Peinture Sculpture	82	3 246 €
	Fay-aux-Loges	2019-02864 : Fay Loisirs et Culture	Peinture Sculpture	47	2 130 €
Courtenay	Château-Renard	2019-02859 : Maison des Jeunes et de la Culture	Peinture	20	1 182 €
Meung-sur-Loire	Meung-sur-Loire	2019-02969 : Atelier de la Porte d'Amont	Peinture	47	2 130 €
	Sougy	2019-02985 : Détente et Loisirs	Peinture	8	930 €
Olivet	Olivet	2019-02971 : Association Décor'Home	Peinture	65	2 889 €
Orléans 3	Saran	2019-02981 : Maison des Loisirs et de la Culture	Peinture Sculpture	156	4 800 €
Saint-Jean-de-Braye	Saint-Jean-de-Braye	2019-02957 : Art Braye	Peinture Sculpture	59	2 763 €
	Saint-Jean-de-Braye	2019-02959 : Art Plus	Peinture Sculpture	137	4 401 €
Saint-Jean-de-la-Ruelle	Ingré	2019-02866 : Association Phosphène	Peinture Sculpture	191	5 535 €
Total					31 905 €

Article 4 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte-rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont. Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental – tel 02 38 25 45 45 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 45 45.

Article 5 : Les subventions attribuées au titre de la politique culturelle C01-03 sont réparties et imputées en fonction de leur nature ainsi :

- la dépense, d'un montant de 11 289 €, est imputée sur le chapitre 65, la nature 65734, l'action C-01-03-309 « Fonds de soutien aux arts plastiques - Aide aux salons et Aide aux Ateliers de pratiques artistiques (Communes) » du budget départemental 2019 ;
- la dépense, d'un montant de 39 747 €, est imputée sur le chapitre 65, la nature 6574, l'action C-01-03-309 « Fonds de soutien aux arts plastiques - Aide aux salons et Aide aux Ateliers de pratiques artistiques (Associations) » du budget départemental 2019.

Article 6 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs à l'attribution de ces subventions.

D 05 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité : Programme 2019 pour l'aide aux écoles de musique, de danse et de théâtre

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre de l'aide aux écoles de musique, de danse et de théâtre, des subventions d'un montant total de 264 231 € aux bénéficiaires mentionnés dans les tableaux ci-après :

Communes

N° de tiers N° de dossier	Canton	Organisme demandeur	Nb d'élèves en musique	Nb d'élèves en danse	Nb d'élèves en théâtre	Nb total d'élèves	Nb d'élèves éligibles	Subvention en €
50461 2019-02836	BEAUGENCY	COMMUNE BAULE	100	0	0	100	93	2 715
50148 2019-02839	BEAUGENCY	COMMUNE BEAUGENCY	160	0	0	160	145	4 188
50287 2019-02875	BEAUGENCY	COMMUNE CLERY- SAINT-ANDRE	52	0	0	52	43	1 665
50028 2019-02835	CHALETTE- SUR-LOING	COMMUNE AMILLY	306	0	0	306	286	7 149
50290 2019-02927	CHATEAUNEUF- SUR-LOIRE	COMMUNE DARVOY	28	0	0	28	28	1 350
50677 2019-02904	COURTENAY	COMMUNE COURTENAY	166	58	0	224	177	4 860
50641 2019-02947	FLEURY-LES- AUBRAIS	COMMUNE FLEURY- LES-AUBRAIS	412	235	0	647	472	11 436
50633 2019-02772	GIEN	COMMUNE GIEN	306	0	0	306	284	7 107
975 2019-02976	GIEN	COMMUNE OUZOUER-SUR- TREZEE	10	0	0	10	10	972
790 2019-02432	MALESHERBES	COMMUNE BOYNES	41	0	0	41	41	1 623
75857 2019-02606	MALESHERBES	COMMUNE LE MALESHERBOIS	101	0	0	101	91	2 673
50459 2019-02770	MEUNG-SUR- LOIRE	COMMUNE ARTENAY	137	0	0	137	90	2 652
50634 2019-02618	MEUNG-SUR- LOIRE	COMMUNE MEUNG- SUR-LOIRE	169	0	00	159	149	4 482
978 2019-02942	MEUNG-SUR- LOIRE	COMMUNE PATAY	28	0	0	28	28	1 350
939 2019-02970	MONTARGIS	COMMUNE MONTARGIS	425	142	0	567	461	11 205
962 2019-02972	OLIVET	COMMUNE OLIVET	460	0	0	460	408	10 092
50473 2019-02767	ORLEANS 3	COMMUNE ORMES	236	0	0	236	218	5 721
1032 2019-03005	ORLEANS 3	COMMUNE SARAN	314	129	0	443	397	9 861
50472 2019-02973	ORLEANS TOUS CANTONS	COMMUNE ORLEANS	1103	92	98	1293	1212	26 976
982 2019-02978	PITHIVIERS	COMMUNE PITHIVIERS	183	0	0	183	164	4 587
50644 2019-03013	SAINT-JEAN- DE-BRAYE	COMMUNE SEMOY	43	0	0	43	26	1 308
51440 2019-02649	SAINT-JEAN- DE-LA-RUELLE	COMMUNE INGRE	204	0	0	204	160	4 503
814 2019-02870	SAINT-JEAN- DE-LA-RUELLE	COMMUNE LA CHAPELLE-SAINT- MESMIN	129	126	31	286	216	5 679
50298 2019-02443	SAINT-JEAN- DE-LA-RUELLE	COMMUNE SAINT- JEAN-DE-LA-RUELLE	322	124	0	446	403	9 987
1016 2019-02994	SAINT-JEAN- LE-BLANC	COMMUNE SAINT- JEAN-LE-BLANC	252	0	0	252	218	5 049

N° de tiers N° de dossier	Canton	Organisme demandeur	Nb d'élèves en musique	Nb d'élèves en danse	Nb d'élèves en théâtre	Nb total d'élèves	Nb d'élèves éligibles	Subvention en €
846 2019-02900	SULLY-SUR- LOIRE	COMMUNE COULLONS	61	0	0	61	59	2 001
TOTAL								151 191

Communautés de Communes

N° de tiers N° de dossier	Canton	Organisme demandeur	Nb d'élèves en musique	Nb d'élèves en danse	Nb d'élèves en théâtre	Nb total d'élèves	Nb d'élèves éligibles	Subvention possible
50147 2019-02610	COURTENAY	CC DES QUATRE VALLEES	79	11	0	88	60	2 022
77135 2019-02853	MALESHERBES	CC DU PITHIVERAIS GATINAIS	40	0	0	40	32	1 497
77097 2019-02865	SULLY-SUR- LOIRE	CC DU VAL DE SULLY	388	0	21	409	343	8 727
TOTAL								12 246

Associations

N° de tiers N° de dossier	Canton	Commune	Organisme demandeur	Nb d'élèves en musique	Nb d'élèves en danse	Nb d'élèves en théâtre	Nb total d'élèves	Nb d'élèves éligibles	Subvention en €
70938 2019-02838	BEAUGENCY	BAULE	L'ELAN DE MEUNG	0	170	0	170	114	3 537
62945 2019-02896	BEAUGENCY	CLERY-SAINT- ANDRE	ASSOCIATION DIAGONALES	0	42	0	42	28	1 350
51159 2019-02911	BEAUGENCY	CRAVANT	ECOLE DE MUSIQUE DE CRAVANT VILLORCEAU	37	0	0	37	37	1 539
50907 2019-02967	BEAUGENCY	MAREAU-AUX- PRES	ASSOCIATION LA FRATERNELLE	47	0	0	47	43	1 665
50894 2019-02873	CHATEAUNEUF -SUR-LOIRE	CHATEAUNEUF- SUR-LOIRE	ECOLE DE MUSIQUE ET HARMONIE DE CHATEAUNEUF- SUR-LOIRE	98	0	0	98	79	2 421
53259 2019-02872	CHATEAUNEUF -SUR-LOIRE	CHATEAUNEUF- SUR-LOIRE	CHATEAUNEUF ARTS ET LOISIRS	0	0	29	29	29	1 371
51164 2019-02935	CHATEAUNEUF -SUR-LOIRE	DONNERY	SOCIETE MUSICALE DE DONNERY	11	0	0	11	11	993
66755 2019-02937	CHATEAUNEUF -SUR-LOIRE	FAY-AUX- LOGES	ATOUT VOIX	68	0	0	68	56	1 938
51426 2019-02984	CHATEAUNEUF -SUR-LOIRE	SAINT-DENIS- DE-L'HOTEL	UNION MUSICALE MUNICIPALE DE SAINT-DENIS-DE- L'HOTEL	40	0	0	40	36	1 518
13160 2019-02995	CHATEAUNEUF -SUR-LOIRE	SAINT-MARTIN- D'ABBAT	ECOLE DE MUSIQUE ABBATIE	73	0	0	73	50	1 812
51430 2019-03023	CHATEAUNEUF -SUR-LOIRE	VITRY-AUX- LOGES	HARMONIE ET ECOLE DE MUSIQUE LA CIGALE	32	0	0	32	27	1 329
10385 2019-02871	COURTENAY	CHATEAU- RENARD	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	27	73	15	115	24	1 266
66791 2019-02949	FLEURY-LES- AUBRAIS	FLEURY-LES- AUBRAIS	DANS HANDI	0	146	0	146	146	4 209
51428 2019-03016	FLEURY-LES- AUBRAIS	TRAINOU	ECOLE DE MUSIQUE DE TRAINOU	89	0	0	89	81	2 463

N° de tiers N° de dossier	Canton	Commune	Organisme demandeur	Nb d'élèves en musique	Nb d'élèves en danse	Nb d'élèves en théâtre	Nb total d'élèves	Nb d'élèves éligibles	Subvention en €
13185 2019-03018	FLEURY-LES-AUBRAIS	VENNECY	ASSOCIATION VENNECY MUSIC	75	0	0	75	30	1 392
50889 2019-02850	GIEN	BEAULIEU-SUR-LOIRE	FANFARE DE BEAULIEU-SUR-LOIRE	36	0	0	36	35	1 497
50887 2019-02867	GIEN	BONNY-SUR-LOIRE	HARMONIE DE BONNY-SUR-LOIRE	32	0	0	32	30	1 392
37965 2019-02946	LA FERTE-SAINT-AUBIN	LA FERTE-SAINT-AUBIN	AJALFA	0	166	0	166	152	4 335
50888 2019-03058	LA FERTE-SAINT-AUBIN	LA FERTE-SAINT-AUBIN	HARMONIE MUNICIPALE DE LA FERTE-SAINT-AUBIN	164	0	0	164	94	2 736
50851 2019-02964	LA FERTE-SAINT-AUBIN	MARCILLY-EN-VILLETTE	UNION MUSICALE DE MARCILLY-EN-VILLETTE	34	0	0	34	27	1 329
50895 2019-02983	LA FERTE-SAINT-AUBIN	SAINT-CYR-EN-VAL	ASSOCIATION LA SAINT CYRIENNE	77	0	0	77	65	2 127
51163 2019-02860	LORRIS	BELLEGARDE	MAISON DE LA MUSIQUE DE BELLEGARDE	50	0	0	50	50	1 812
37572 2019-02874	LORRIS	CHATILLON-COLIGNY	SOCIETE DE MUSIQUE L'AMICALE	14	0	0	14	9	951
51429 2019-02960	LORRIS	LORRIS	ASSOCIATION MUSICALE ET ARTISTIQUE DE LORRIS	52	0	0	52	50	1 812
3378 2019-02869	MALESHERBES	CHAMBON-LA-FORET	ECOLE DE MUSIQUE LA PASTORALE	30	0	0	30	26	1 308
13222 2019-02609	MALESHERBES	LE MALESHERBOIS	MALESHERBES DANSE MODERNE	0	314	0	314	202	5 385
50892 2019-02979	MALESHERBES	PUISEAUX	ECOLE DE MUSIQUE DES TERRES PUISEAUTINES	80	0	0	80	80	2 442
50905 2019-02868	MEUNG-SUR-LOIRE	CHAINGY	ECOLE DE MUSIQUE DE CHAINGY	108	0	0	108	75	2 337
13181 2019-02936	MEUNG-SUR-LOIRE	EPIEDS-EN-BEAUCE	ECOLE DE MUSIQUE D'EPIEDS-EN-BEAUCE	28	0	0	28	23	1 245
25294 2019-02953	MEUNG-SUR-LOIRE	GIDY	HARMONIE L'ESPERANCE DE GIDY	27	0	0	27	27	1 329
51157 2019-02982	MEUNG-SUR-LOIRE	SAINT-AY	ECOLE DE MUSIQUE DE SAINT-AY	43	0	0	43	37	1 539
50850 2019-02991	OLIVET	SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	SOCIETE MUSICALE DE SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	58	0	0	58	39	1 581
13188 2019-02998	OLIVET	SAINT-PRYVE-SAINT-MESMIN	UNION MUSICALE DE SAINT-PRYVE-SAINT-MESMIN	51	0	0	51	40	1 602
51040 2019-03010	ORLEANS 3	SARAN	ASSOCIATION ARTS DANSE	0	147	0	147	17	1 119
2410 2019-03011	ORLEANS 3	SARAN	THEATRE DE LA TETE NOIRE	0	0	55	55	55	1 917
9620 2019-02623	ORLEANS 4	ORLEANS 4	MUSIQUE ET EQUILIBRE	700	0	0	700	277	6 960

N° de tiers N° de dossier	Canton	Commune	Organisme demandeur	Nb d'élèves en musique	Nb d'élèves en danse	Nb d'élèves en théâtre	Nb total d'élèves	Nb d'élèves éligibles	Subvention en €
51433 2019-02780	PITHIVIERS	DADONVILLE	ASSOCIATION SPORT ET CULTURE DE DADONVILLE	102	0	0	102	83	2 505
51154 2019-02966	SAINT-JEAN-DE-BRAYE	MARDIE	UNION MUSICALE DE MARDIE BOU	50	0	0	50	43	1 812
51648 2019-02993	SAINT-JEAN-DE-BRAYE	SAINT-JEAN-DE-BRAYE	ECOLE DE MUSIQUE ET DE DANSE DE SAINT-JEAN-DE-BRAYE	271	195	0	466	347	8 811
51425 2019-02941	SAINT-JEAN-LE-BLANC	FEROLLES	UNION MUSICALE DE FEROLLES	27	0	0	27	27	1 329
37787 2019-02990	SAINT-JEAN-LE-BLANC	SAINT-DENIS-EN-VAL	K DANSE	0	198	0	198	147	4 230
50845 2019-02986	SAINT-JEAN-LE-BLANC	SAINT-DENIS-EN-VAL	HARMONIE DE SAINT-DENIS-EN-VAL	132	0	0	132	97	2 799
51431 2019-02999	SAINT-JEAN-LE-BLANC	SANDILLON	ASSOCIATION MUSICALE DE SANDILLON	68	0	0	68	64	2 106
50896 2019-03021	SAINT-JEAN-LE-BLANC	VIENNE-EN-VAL	L'ESPERANCE MUSICALE DE VIENNE-EN-VAL	49	0	0	49	42	1 644
TOTAL									100 794

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont. Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel 02 38 25 45 45 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 45 45.

Article 4 : Les subventions attribuées sont réparties en fonction de leur nature ainsi :

- la dépense, d'un montant de 163 437 €, est imputée sur le chapitre 65, fonction 311, nature 65734 de l'action C01-03-304 « Soutien aux pratiques artistiques » - aides aux écoles de musique, de danse et de théâtres - communes ;
- la dépense, d'un montant de 100 794 €, est imputée sur le chapitre 65, fonction 311, nature 6574 de l'action C01-03-304 « Soutien aux pratiques artistiques » - aides aux écoles de musique, de danse et de théâtres - associations.

Article 5 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux subventions allouées par la présente délibération.

D 06 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité - Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre du Fonds d'Accompagnement Culturel aux Communes, 16 subventions pour un montant total de 9 657,50 €, aux bénéficiaires mentionnés dans le tableau ci-après :

N° dossier	Bénéficiaire	Canton	Nbre habitants	Objet de la demande	Discipline	Décision
2019-02789	COMMUNE BAULE	BEAUGENCY	2 058	Concert donné par l'orchestre d'harmonie de la Région Centre de Sully-sur-Loire le 17 novembre 2019 en l'église de Baule	Musique	1 500 €
2019-02765	COMMUNE CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	7 980	Concert donné par l'ensemble vocal "Orléans' Little Song" d'Orléans le 8 juin 2019 à Châteauneuf-sur-Loire	Musique	375 €
2019-02766	COMMUNE CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	7 980	Organisation d'un concert donné par le groupe "Land of Genesis" d'Orléans le 9 juin 2019 à Châteauneuf-sur-Loire	Musique	750 €
2019-03026	COMMUNE DONNERY	CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	2 702	Organisation des "Music'Estivales" par les groupes The Brunettes, Sadya et Big Brothers Band le 25 août 2019 dans le Parc de la mairie à Donnery	Musique	225 €
2019-02790	COMMUNE JARGEAU	CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	4 523	Spectacle de rue donné par la Compagnie La Belle Image de Baule le 20 juillet 2019 à Jargeau	Musique	1 500 €
2019-02778	COMMUNE PANNES	MONTARGIS	3 658	Spectacle musical donné par l'association Beez'Prod de Saint-Brisson-sur-Loire le 6 juillet 2019 à Pannes	Théâtre	550 €
2019-02950	COMMUNE SAINT-AIGNAN-LE-JAILLARD	SULLY-SUR- LOIRE	609	Animation musicale donnée par les Troubadours de Sury et Jean Dumez de Châteauneuf-sur-Loire le 13 juillet 2019 à Saint-Aignan-le-Jaillard	Musique	125 €
2019-03024	COMMUNE SAINT-AIGNAN-LE-JAILLARD	SULLY-SUR- LOIRE	609	Animation musicale donnée par les Echos du Brossillon de Courcy-aux-Loges le 6 octobre 2019 à la salle des fêtes de Saint-Aignan-le- Jaillard	Musique	275 €
2019-02774	COMMUNE SAINT-BENOIT-SUR-LOIRE	SULLY-SUR- LOIRE	2 067	Spectacle musical animé par l'association "Mille et une fêtes" de Montargis le 29 juin 2019 à Saint-Benoit-sur-Loire	Musique	1 300 €
2019-02940	COMMUNE SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL	CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	2 929	Spectacle de marionnettes par l'Association Evasion / Théâtre Exobus de Fleury- les Aubrais le 30 juin 2019 à Saint-Denis-de-l'Hôtel	Théâtre	275 €
2019-03149	COMMUNE SAINT-LOUP-DES-VIGNES	MALESHERBES	409	Animation musicale donnée par l'association Beez'Prod de Saint-Brisson-sur-Loire le 1 ^{er} septembre 2019 à Saint-Loup-de- Vignes	Musique	570 €

N° dossier	Bénéficiaire	Canton	Nbre habitants	Objet de la demande	Discipline	Décision
2019-02938	COMMUNE SEMOY	SAINT-JEAN-DE-BRAYE	3 243	Spectacle "Le roi de Venise" par la Compagnie Krizo Théâtre d'Orléans le 13 novembre 2019 à Semoy	Théâtre	750 €
2019-02939	COMMUNE SEMOY	SAINT-JEAN-DE-BRAYE	3 243	Spectacle "Dingo Bricolo" par la compagnie Amédée Bricolo d'Orléans le 5 octobre 2019 à Semoy	Théâtre	750 €
2019-02943	COMMUNE TREILLES-EN-GATINAIS	COURTENAY	280	Organisation d'une prestation donnée par le Bien Aller Briarois de Dampierre-en-Burly le 25 août 2019 à Treilles-en-Gâtinais	Musique	450 €
2019-03154	COMMUNE VILLEMOUTIERS	LORRIS	479	Animation musicale donnée par l'association Les Echos de Chamerolles de Chilleurs-aux-Bois le 1 ^{er} septembre 2019 à Villemoutiers	Musique	162,50 €
2019-03161	COMMUNE VILLEMOUTIERS	LORRIS	479	Concert donné par l'association So Far So Good de Griselles le 31 août 2019 à Villemoutiers	Musique	100 €
						9 657,50 €

Ces subventions seront imputées sur le chapitre 65 - nature 65734 - fonction 311 de l'action C0103302 « Subvention accueil spectacle vivant » où les crédits disponible s'élèvent à 35 393,50 €.

Le bénéficiaire d'une subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication du Conseil Départemental - tel 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux subventions allouées par la présente délibération.

D 07 - Le Département soutient les pratiques artistiques - Education musicale dans les écoles élémentaires publiques et privées au titre de l'année scolaire 2018-2019

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer, au titre de l' « Aide à l'Education musicale dans les écoles élémentaires publiques et privées » pour l'année scolaire 2018-2019, une subvention aux bénéficiaires du tableau ci-après pour un montant total de **34 297,69 €**.

Canton	Bénéficiaire	N° Tiers	Nombre d'élèves	Durée du cours en minutes	Semaine de cours	Décompte	Décision
BEAUGENCY	BEAUGENCY 2019-03183	50148	182	60	20	616,78 €	616,78 €
			TOTAL :				
BEAUGENCY	SIIS CRAVANT VILLORCEAU 2019-03212	51599	67	30	6	34,06 €	439,46 €
			77	30	30	195,71 €	
			55	45	30	209,69 €	
			TOTAL :				
CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	BOUZY-LA-FORET 2019-03177	789	28	30	34	80,66 €	262,14 €
			42	45	34	181,48 €	
			TOTAL :				
CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE	CHATEAUNEUF-SUR-LOIRE 2019-03176	820	140	45	17	302,46 €	1 613,96 €
			68	45	18	155,55 €	
			110	45	18	251,63 €	
			43	50	18	109,29 €	
			14	55	36	78,28 €	
			235	60	18	716,75 €	
			TOTAL :				
COURTENAY	CORBEILLES 2019-03002	50288	111	60	36	677,10 €	677,10 €
			TOTAL :				
COURTENAY	SIIS ERVAUVILLE 2019-03067	50201	22	30	36	67,10 €	506,30 €
			96	45	36	439,20 €	
			TOTAL :				
COURTENAY	MELLEROY 2019-03048	5126	47	60	36	286,70 €	286,70 €
COURTENAY	SIIS PREFONTAINES 2019-03057	1458	26	60	36	158,60 €	1 207,80 €
			67	60	36	408,70 €	
			105	60	36	640,50 €	
			TOTAL :				
COURTENAY	SIIS SAINT-GERMAIN GY 2019-03071	1109	157	45	36	718,28 €	718,28 €
			TOTAL :				
GIEN	BEAULIEU-SUR-LOIRE 2019-03093	50629	172	60		990,91 €	990,91 €
			TOTAL :				
GIEN	CHATILLON-SUR-LOIRE 2019-03044	825	67	35	32	211,92 €	838,19 €
			154	45	32	626,27 €	
			TOTAL :				
LA FERTE-SAINT-AUBIN	SAINT-CYR-EN-VAL 2019-03219	1002	92	30	34	265,01 €	671,17 €
			94	45	34	406,16 €	
			TOTAL :				
LORRIS	CHATILLON-COLIGNY 2019-03036	823	63	30	32	170,80 €	443,27 €
			67	45	32	272,47 €	
			TOTAL :				
LORRIS	LORRIS 2019-03181	50108	224	60	34	1 290,49 €	1 290,49 €
			TOTAL :				
LORRIS	SIIS MONTBOUY LA CHAPELLE-SUR-AVEYRON 2019-03066	1454	30	30	34	86,42 €	380,24 €
			68	45	34	293,82 €	
			TOTAL :				

Canton	Bénéficiaire	N° Tiers	Nombre d'élèves	Durée du cours en minutes	Semaine de cours	Décompte	Décision
LORRIS	NOGENT-SUR-VERNISSON 2019-03007	50471	68	40	34	261,17 €	620,28 €
			68	55	34	359,11 €	
			TOTAL :				
LORRIS	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS 2019-03051	1008	14	30	36	42,70 €	366,00 €
			53	60	36	323,30 €	
			TOTAL :				
MALESHERBES	SS BEAUNOIS 2019-03063	2712	161	30	17	231,88 €	504,10 €
			126	45	17	272,22 €	
			TOTAL :				
MALESHERBES	BOYNES 2019-03043	790	36	30	34	103,70 €	397,52 €
			68	45	34	293,82 €	
			TOTAL :				
MALESHERBES	SIIS GIVRAINES YEVRE 2019-03070	1933	62	60	36	378,20 €	378,20 €
			TOTAL :				
			TOTAL :				
MALESHERBES	CC PITHIVERAIS GATINAIS 2019-03211	77135	180	30	36	549,00 €	1 526,36 €
			120	45	36	549,00 €	
			24	45	19	57,95 €	
			48	45	20	122,00 €	
			46	60	20	155,89 €	
			26	60	21	92,52 €	
			TOTAL :				
MALESHERBES	SIIS LORCY SCEAUX 2019-03060	10288	69	60	36	420,90 €	420,90 €
			TOTAL :				
			TOTAL :				
MEUNG-SUR-LOIRE	ARTENAY 2019-03215	50459	147	45	28	523,08 €	689,14 €
			70	30	28	166,06 €	
			TOTAL :				
MEUNG-SUR-LOIRE	CHEVILLY 2019-03045	831	94	30	30	238,92 €	673,55 €
			114	45	30	434,63 €	
			TOTAL :				
MEUNG-SUR-LOIRE	MEUNG-SUR-LOIRE 2019-03038	50634	450	60	36	2 745,00 €	2 745,00 €
			TOTAL :				
			TOTAL :				
MEUNG-SUR-LOIRE	CC TERRES DU VAL-DE-LOIRE 2019-03217	77049	98	60	14	232,48 €	1 470,27 €
			127	60	15	322,79 €	
			75	60	15	190,63 €	
			62	60	15	157,58 €	
			132	60	15	335,50 €	
			91	60	15	231,29 €	
			TOTAL :				
MONTARGIS	PANNES 2019-03050	50475	74	30	32	200,62 €	1 262,02 €
			52	45	32	211,47 €	
			152	60	33	849,93 €	
			TOTAL :				
MONTARGIS	VILLEMANDEUR 2019-03055	50011	204	45	36	933,30 €	2 058,75 €
			246	45	36	1 125,45 €	
			TOTAL :				
MONTARGIS	VIMORY 2019-03056	50151	29	60	34	167,07 €	167,07 €
			TOTAL :				
			TOTAL :				
PITHIVIERS	SIRIS GUIGNEVILLE 2019-03069	50207	63	60	34	362,95 €	362,95 €
			TOTAL :				
			TOTAL :				
PITHIVIERS	CC DE LA PLAINE DU NORD LOIRET 2019-03041	52155	127	45	36	581,03 €	581,03 €
			TOTAL :				
			TOTAL :				
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	SEMOY 2019-03034	50644	231	60	36	1 409,10 €	1 409,10 €
			TOTAL :				
			TOTAL :				
SULLY-SUR-LOIRE	COULLONS 2019-03218	846	138	60	26	607,97 €	607,97 €
			TOTAL :				
			TOTAL :				

Canton	Bénéficiaire	N° Tiers	Nombre d'élèves	Durée du cours en minutes	Semaine de cours	Décompte	Décision
SULLY-SUR-LOIRE	CC DU VAL DE SULLY 2019-03035	77097	68	60	35	403,28 €	
			17	60	18	51,85 €	
			47	50	35	232,28 €	
			24	60	35	142,33 €	
			18	50	18	45,75 €	
			18	50	18	45,75 €	
			54	60	18	164,70 €	
			39	50	35	192,74 €	
			57	60	35	338,04 €	
			23	50	19	61,71 €	
			36	60	19	115,90 €	
			45	50	35	222,40 €	
			119	60	35	705,74 €	
			44	50	35	217,45 €	
			43	50	35	212,51 €	
			103	60	35	610,85 €	
			26	50	17	62,41 €	
			29	60	17	83,54 €	
			6	50	35	29,65 €	
			54	60	35	320,25 €	
			45	50	35	222,40 €	
			71	60	35	421,07 €	
			43	50	35	212,51 €	
			99	60	35	587,13 €	
			49	50	35	242,16 €	
			100	60	35	593,06 €	
			22	50	35	108,73 €	
			79	60	35	468,51 €	
						TOTAL :	7 114,69 €
	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS POSSIBLES :						34 297,69 €

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication du Conseil Départemental – tel 02 38 25 43 25 – communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

Article 4 : Cette dépense sera imputée sur le dispositif « Education musicale » du chapitre 65, fonction 311, nature 65734 de l'action C01-03-304 « Soutien aux pratiques artistiques » du budget départemental 2019 où les crédits sont disponibles.

Article 5 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous documents relatifs aux subventions attribuées par la présente délibération.

**D 08 - Le Département encourage l'action culturelle de proximité :
Convention cadre du Théâtre d'Orléans 2019-2020**

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention cadre 2019-2020 du Théâtre d'Orléans et son annexe financière, tels qu'annexés à la présente délibération, sont approuvés.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental du Loiret est autorisé à signer ladite convention cadre 2019-2020 du Théâtre d'Orléans.

CONVENTION CADRE

Théâtre d'Orléans Années 2019-2020

Entre :

Les signataires

- ▣ La Ville d'Orléans, représentée par M Olivier Carré, Maire d'Orléans agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 6 juillet 2015 dont Monsieur le Préfet du Loiret, Préfet de la Région Centre-Val de Loire a accusé réception le 21 juillet 2015
- ▣ Le Département du Loiret, représenté par M. Marc Gaudet, président du Conseil départemental du Loiret, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental dudont Monsieur le Préfet du Loiret, Préfet de la Région Centre-Val de Loire a accusé réception le
- ▣ La Région Centre-Val de Loire, représentée par M. François Bonneau, président du Conseil régional,
- ▣ L'Etat, représenté par M. préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret,

Dénommés ci-dessous « les financeurs publics»,

- ▣ La Scène nationale d'Orléans, association loi 1901, représentée par son Président, M. Jean-Pierre Babel
- ▣ Le Centre Dramatique national d'Orléans, SARL, représenté par sa directrice Mme Séverine Chavier,
- ▣ Le CADO (Centre d'Art dramatique d'Orléans), EURL, représenté par son gérant et directeur M. Christophe Lidon,
- ▣ Le Centre Chorégraphique National d'Orléans, association loi 1901, représenté par sa présidente Mme Anne Poursin

Préambule

Ouverts en février 1975, la Maison de la Culture et le Théâtre Municipal ont connu des transformations institutionnelles périodiques qui ont accompagné et traduit le développement et la diversité artistique et culturelle du lieu. Géré directement par la ville jusqu'en 1986, il est ensuite confié en contrat d'affermage à une Société Anonyme la Société d'Exploitation du Théâtre d'Orléans (SETO).

En 1989, l'association « Carré St Vincent » devient gestionnaire du lieu et reçoit le label Scène Nationale en 1993. A partir de 1985, un Centre Chorégraphique, qui deviendra National en 1995, s'y installe avant d'intégrer ses propres locaux en 2001 ; il est dirigé par Josef Nadj puis Maud Le Pladec depuis le 1^{er} janvier 2017. Parallèlement, le Centre d'Art Dramatique d'Orléans (CADO), formé en 1988, a pour mission la création et la diffusion d'un répertoire populaire et ouvert à tous. Enfin un Centre Dramatique National s'installe en 1993 pour la création et la diffusion du théâtre contemporain. Il est successivement dirigé par Stéphane Braunschweig, Olivier Py, Arthur Nauzyciel et Séverine Chavier depuis le 1^{er} janvier 2017.

Plusieurs associations de la ville sont par ailleurs accueillies pour leurs activités.

Le Théâtre d'Orléans constitue donc un lieu unique et multiple offrant une richesse culturelle de très haut niveau artistique au public d'Orléans, du département du Loiret et de la région Centre, ainsi qu'un lieu de création et de résidence pour les artistes de renommée nationale et internationale.

D'importants investissements ont été réalisés sur le bâtiment ; 3 salles, respectivement de 900, 600 et 200 places, permettent d'accueillir plus de 100 000 spectateurs par an. Une salle de travail, dédiée au CDN, a été aménagée au sein de l'établissement.

Les quatre financeurs (Etat, Région, Département, Ville) souhaitant faciliter la mise en œuvre des moyens techniques et financiers de structures reconnues sur le plan national œuvrant dans ce théâtre ont décidé de s'engager par une convention cadre au côté des structures bénéficiaires du Théâtre d'Orléans.

Considérant les multiples difficultés apparues quant à la gestion de cet ensemble, l'Etat et la ville d'Orléans ont fait réaliser une étude par l'AGECIF sur l'évaluation du coût du Théâtre en Ordre de Marche (TOM). Sur la base de cette étude, remise en mars 2008, une concertation avec les collectivités territoriales, à l'initiative du Préfet de région et coordonnée par la DRAC a été engagée et a permis l'élaboration d'une première convention cadre signée entre les quatre collectivités partenaires, précisant les modalités d'utilisation, de financement et de partage des lieux.

Cette première convention a été suivie d'une seconde, couvrant les années 2012-2013-2014, retravaillée afin de remédier aux dysfonctionnements constatés. Cette seconde convention s'est appuyée sur une étude commandée par le Préfet de la région Centre à la Mission d'Expertise économique et financière (rendue en mars 2012).

En 2014, les partenaires financeurs de la convention cadre ont mené une évaluation de cette dernière, et constaté la persistance du dysfonctionnement. Bien que les équilibres entre les structures aient changé, ils se traduisent par la constante évolution du coût du théâtre en ordre de marche (TOM) et l'affaiblissement des structures de création. Un rapport de l'inspection théâtre sur le Centre dramatique national, rendu par Mme Marie Moreau-Descoings en 2013, fait état d'une nécessaire évolution de l'ensemble Théâtre d'Orléans.

En 2015 un rapport de l'IGAC a mis en exergue les limites du fonctionnement actuel et proposé plusieurs scénarii d'évolution de la gouvernance. En 2016 la MEEF a engagé une étude économique et financière.

A partir de ces récents audits, les tutelles en coopération avec les directeurs de structures doivent construire un nouvel avenir pour le théâtre d'Orléans.

Une convention cadre 2015 suivi d'un avenant pour 2016 a permis de préciser l'organisation interne en cadrant le mode d'intervention de chaque structure.

La présente convention conclue pour les années 2019 et 2020 vise à renforcer la collégialité des décisions.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION CADRE

Les financeurs publics conviennent du maintien sur le site de l'ensemble des structures, citées ci-dessus, qui constituent une offre de spectacles riche et complémentaire, tout en clarifiant et précisant les modalités d'utilisation et de fonctionnement du lieu.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour deux années (2019-2020). Elle prend effet au premier janvier deux-mille-dix-neuf et viendra à échéance le trente et un décembre deux-mille vingt.

A l'issue de la première année de fonctionnement le conseil des financeurs procédera à une évaluation et examinera les ajustements qui pourraient se révéler nécessaires.

Article 3 : PRINCIPES ET INSTANCES DE GOUVERNANCE

A cette fin les principes de gouvernance suivants sont définis :

3-1 Mission de coordination et de gestion du lieu

Il est instauré une mission de coordination et de gestion du lieu. Elle recouvre :

- l'organisation de la saison de spectacles et l'établissement de son calendrier,
- la mise en œuvre d'une communication équilibrée et coordonnée, entre les résidents permanents
- la rationalisation de la répartition des prestations techniques et de l'utilisation des salles.

La gestion du lieu est confiée au directeur de la Scène nationale qui s'assure de la diffusion de l'information et de l'adhésion aux décisions auprès des directeurs de structures. Celui-ci rendra compte au sein de chacun des conseils d'administration de la Scène nationale de la mise en œuvre et du résultat de cette mission. Une mission de coordination et de décisions collégiales est confiée au directoire institué par l'article 2-2.

3-2 Directoire

Les financeurs publics demandent aux directeurs de la Scène nationale, du Centre dramatique national, du CADO et du Centre chorégraphique national de se constituer en directoire qui se réunit au moins une fois par trimestre et au surplus chaque fois que le besoin s'en fait sentir, à l'initiative de l'un des directeurs concernés. Chaque directeur peut se faire représenter et/ou accompagner par un membre de l'équipe de direction, ainsi que par un technicien de sa structure.

Le directeur technique de la Scène nationale est présent en fonction des sujets abordés, [à la demande de l'un des directeurs suite à l'élaboration de l'ordre du jour] et ce afin de renforcer la coordination entre les directions. En outre un tableau trimestriel de suivi du volume horaire des techniciens permanents et intermittents de l'ensemble du Théâtre d'Orléans ainsi que du montant des refacturations à chaque utilisateur résident et extérieur sera communiqué par le directeur de la Scène nationale aux membres du directoire ainsi qu'à l'ensemble des partenaires publics.

Le directoire a pour missions :

- d'échanger sur le projet artistique des directeurs, et de vérifier sa lisibilité ;
- d'évaluer la saison écoulée, par un bilan qualitatif et quantitatif présentant la fréquentation des salles au regard des jauges attendues ;
- d'anticiper l'élaboration des saisons N+1 afin d'établir des collaborations, mutualisations, partenariats financiers entre les structures et éviter la superposition de 2 productions « lourdes » nécessitant un personnel technique important ;
- d'évaluer le fonctionnement du lieu dans sa globalité et la part revenant à chaque utilisateur ;
- le directoire doit permettre d'assurer la transparence des programmations entre les artistes et directeurs artistiques se partageant le lieu.

Les quatre financeurs publics sont consultés sur la date à fixer pour chaque réunion du directoire et y participent.

L'ordre du jour et le compte rendu sont rédigés par la Scène nationale en concertation avec les autres structures et transmis à tous les membres concernés.

3-3 Le conseil des financeurs publics est maintenu

Il est constitué des représentants des collectivités publiques, signataires de la présente convention.

Il se réunit au moins une fois l'an à l'initiative du Directeur Régional des Affaires Culturelles ou à la demande d'une des collectivités signataires pour :

- entendre le rapport du directeur de la Scène nationale, après validation du directoire, notamment sur les comptes rendus des réunions du directoire et sur l'analyse de l'étude annuelle du coût du TOM ;
- examiner la mise en œuvre de la présente convention ;
- examiner le déroulement et les conditions de mise en œuvre de la saison au regard du cahier des charges et des missions de chaque structure de spectacle ;
- veiller au maintien d'un nécessaire équilibre entre les résidents.

Le conseil des financeurs publics peut également, à la demande de l'un de ses membres, entendre le directoire.

Article 4 : PRINCIPES DE FINANCEMENT

4.1. Mise à disposition TOM

En tant que gestionnaire du lieu, la Scène nationale est seul employeur des techniciens permanents et intermittents, ainsi que des agents d'accueil pour l'ensemble des salles du Théâtre d'Orléans recevant du public. L'annexe à la convention définit les modalités et les montants de la prise en charge des surcoûts liés à l'activité des utilisateurs au-delà du coût du Théâtre en Ordre de Marche pris en charge par la Scène nationale. Les financeurs définissent conjointement ces modalités ainsi que celles de refacturations aux utilisateurs résidents et extérieurs.

Il conviendra d'adapter la convention de mise à disposition des locaux passée entre la Ville et la Scène nationale.

Pour un fonctionnement optimum du lieu, des productions ou spectacles qui s'y tiennent, les directeurs de structures peuvent entrer directement en relation avec le directeur technique pour échanger sur les besoins liés à leur programmation. Une réunion des quatre structures avec le directeur technique et la responsable de salles pourra être sollicitée par l'un des quatre directeurs selon les besoins. Le directeur technique et la responsable de salles restent sous l'autorité du directeur de la Scène nationale.

Afin de faciliter l'organisation et la programmation des résidents, le directeur de la Scène nationale assurera l'accès en mode lecture, par tout moyen numérique, du planning des salles pour la saison en cours et la saison en préparation.

4.2. Subventions publiques de fonctionnement des structures

Les financeurs publics ont arrêté en concertation les subventions annuelles de fonctionnement destinées à chacune des structures, sous réserve des contrats d'objectifs à venir et des budgets annuels votés, pour la durée de la convention (2019-2020) telles que présentées dans l'annexe.

Annexe à la convention cadre Théâtre d'Orléans 2019-2020

Etant exposé que :

La Ville d'Orléans, par décision du Maire du 29 septembre 2015, reçue à la préfecture du Loiret le 6 octobre 2015 met à disposition les locaux et équipements du Théâtre d'Orléans dont elle est propriétaire, à l'association Théâtre d'Orléans, Scène nationale d'Orléans, chargée de sa gestion.

Afin de permettre la réalisation des activités des structures culturelles résidentes au sein du Théâtre d'Orléans et des utilisateurs extérieurs, et dans la limite de ses capacités budgétaires, l'association Théâtre d'Orléans assurera la mise à disposition des salles en ordre de marche selon les nécessités des spectacles et temps de résidence :

Jean-Louis Barrault : 604 places

Pierre-Aimé Touchard : 906 places

Antoine Vitez : 213 places

Par ailleurs des espaces communs sont identifiés, hall d'accueil, mezzanine, « tube », bar d'entracte, et pourront être utilisés par les résidents (Scène nationale, CDN, CADO) dans le cadre de leur projet artistique, après concertation entre résidents et vérification des conditions de sécurité par le directeur de la Scène nationale.

Concernant le fonctionnement du bar d'entracte il est recommandé de privilégier les relations avec le restaurant du théâtre, sauf spécificité du projet mené.

L'amplitude de la journée de travail ainsi que le nombre de jours travaillés par semaine tiendront compte de la législation du travail, de la convention collective nationale et des accords spécifiques à la Scène nationale.

Elles devront intégrer les évolutions de la réglementation qui interviendraient postérieurement à la signature de la présente convention.

Il est notamment rappelé que la semaine de travail d'un salarié ne peut dépasser 6 jours consécutifs et que la durée hebdomadaire du travail ne peut être supérieure à 48 heures.

Les services habituels de travail des techniciens sont les suivants :

De 9 h à 12 h / de 14 h à 18 h / de 20 h à 23 h

Le temps de travail des techniciens et personnels est soumis aux accords en vigueur.

Il est convenu ce qui suit :

I- CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION POUR LES UTILISATEURS RESIDENTS SNO ; CDNO ; CADO et PONCTUELLEMENT CCNO

DISPOSITIONS TECHNIQUES

Dans l'objectif de la maîtrise collective du TOM, la configuration suivante est définie. Elle sert de cadre général destiné à assurer le fonctionnement type du lieu. En cas d'impossibilité à assumer ce fonctionnement type – ce qui constituerait une exception – les coûts supplémentaires seront répartis entre les utilisateurs.

Pour des raisons de gestion, les personnels intermittents nécessaires au fonctionnement du théâtre (montage, exploitation, démontage) sont embauchés par la Scène nationale ainsi que le personnel de salle nécessaire à l'accueil du public et à sa sécurité, pour l'ensemble des salles recevant du public.

Tout travail technique sur les plateaux exige l'encadrement d'un technicien de la Scène nationale désigné par le Directeur technique en concertation avec les utilisateurs.

La Scène Nationale ne fournit que le matériel en sa possession ; le parc reste sous sa responsabilité.

Le personnel technique mis à disposition des utilisateurs résidents par la Scène nationale dans le cadre du Théâtre en Ordre de Marche est le personnel permanent de la Scène nationale :

LE PLATEAU

- 3 régisseurs plateau
- 1 chef constructeur – Machiniste
- 1 cintrier – Machiniste

La LUMIERE

- 1 chef électricien
- 4 régisseurs lumière

LE SON

- 2 régisseurs son

Les LOGES

- 2 habilleuses

La Scène Nationale s'engage à mettre à disposition des utilisateurs résidents le personnel permanent minimum suivant :

CAS 1 - 2 SALLES EN FONCTIONNEMENT			
TOUCHARD /BARRAULT		VITEZ	TOTAL /POSTES
1 REGISSEUR PLATEAU		1 REGISSEUR PLATEAU	2
1 REGISSEUR LUMIERE		1 REGISSEUR LUMIERE	2
1 REGISSEUR SON		1 REGISSEUR SON	2
1 CINTRIER (*) / MACHINISTE		(*) Spécialisation non nécessaire dans cette salle	1
1 MACHINISTE/CONSTRUCTEUR			1
1 HABILLEUSE	ou	1 HABILLEUSE	2
CAS 2 - 2 SALLES EN FONCTIONNEMENT			
TOUCHARD	BARRAULT		
1 REGISSEUR PLATEAU	1 REGISSEUR PLATEAU		2
1 REGISSEUR LUMIERE	1 REGISSEUR LUMIERE		2
1 REGISSEUR SON	1 REGISSEUR SON		2
1 CINTRIER/ MACHINISTE	ou		1
1 MACHINISTE/CONSTRUCTEUR	ou		1
1 HABILLEUSE	1 HABILLEUSE		2
CAS 3 - 1 SALLE EN FONCTIONNEMENT			
TOUCHARD / BARRAULT			
1 REGISSEUR PLATEAU			1
1 REGISSEUR LUMIERE			1
1 REGISSEUR SON			1
1 CINTRIER/ MACHINISTE			1
1 MACHINISTE/CONSTRUCTEUR			1
1 HABILLEUSE			1
CAS 3bis - 1 SALLE EN FONCTIONNEMENT			
VITEZ			
1 REGISSEUR PLATEAU			1
1 REGISSEUR LUMIERE			1
1 REGISSEUR SON			1
1 MACHINISTE			1
1 HABILLEUSE			1

Un accord signé entre la Scène nationale et le CDNO / le CADO peut moduler ces listes en fonction des besoins et de la nature de l'occupation des salles. La Scène nationale désigne un interlocuteur technique pour les besoins d'étude des fichiers techniques et devis émanant des structures résidentes.

Le personnel de salle en CDI mis à disposition des utilisateurs résidents par la scène nationale dans le cadre du Théâtre en Ordre de Marche est le suivant:

Salle Vitez: 2 agents d'accueil par représentation sont compris dans le TOM pris en charge par la SNO (sur un total nécessaire de 3 ou 4 agents)

Salle Barrault: 3 agents d'accueil par représentation sont compris dans le TOM pris en charge par la SNO (sur un total nécessaire de 6 agents)

Salle Touchard : 4 agents d'accueil par représentation sont compris dans le TOM pris en charge par la SNO (sur un total nécessaire de 9 agents)

Pour le CDN, au-delà des mises à disposition sus définies, les frais supplémentaires payés par la Scène nationale pour l'embauche d'intermittents techniques et d'agents d'accueil seront re-facturés.

Pour le CADO, la mise à disposition d'un plateau du Théâtre d'Orléans (Touchard, Vitez, Barrault) est refacturée sur la base de 900 € HT par représentation, auxquels viendront s'ajouter les refacturations des frais supplémentaires payés par la Scène nationale pour l'embauche d'intermittents techniques et d'agents d'accueil.

Le taux de refacturation des intermittents, basé sur les coûts salariaux réels, s'établit sur les bases suivantes :

- Montants 2019 HT/heure
- Intermittents : 25,38
- Intermittents régisseur : 28,68€
- Gréeurs (*spécialiste des systèmes d'accrochages*) : 43,45 €
- Prime d'équipement : 2,47 €
- Agent de sécurité en salle : 30,29 €
- Chef cintrier : 26,68€

Montants 2019 du forfait pour 3 heures

- Agent d'accueil : 54,88 €

Sont également refacturés les frais de personnel permanent intermittent et vacataire suivants :

- les surcoûts liés à l'utilisation des plateaux selon le jour de fermeture du Théâtre ;
- la majoration appliquée aux heures de travail de nuit (au-delà de 1 heure) ;
- les primes de panier et de feu ;
- les frais de gardiennage si, en dehors des heures habituelles d'ouverture, le théâtre est ouvert pour les besoins exclusifs de l'un des utilisateurs ;
- les coûts liés à l'application de la réglementation en matière de sécurité (soit un agent de sécurité pour les salles Barrault et Touchard)
- les coûts spécifiques Vigipirate et du fonctionnement de la librairie sont répartis au prorata de l'activité des résidents : nombre de spectacles payants ou gratuits recevant du public

Ces éléments sont applicables au 1^{er} janvier 2019.

DISPOSITIONS DE PROGRAMMATION

1 L'ENSEMBLE DE LA PROGRAMMATION

- Sera limité à 208 levers de rideau, incluant la programmation du CADO ainsi que les propositions soutenues par la ville (Orchestre, ATAO... dont l'activité devra également être contenue.)
- Sera étalée de septembre à juin dans la limite de disponibilité des plateaux et dans une cohérence de l'ensemble de la programmation. **Il est expressément demandé à l'ensemble des structures d'organiser leur saison en ce sens.**
- **Tendra à limiter l'utilisation simultanée des trois salles quelle qu'en soit l'utilisation : création, répétition, représentation. L'augmentation des coûts de TOM étant directement liés à l'utilisation des trois salles, la vigilance des résidents est requise sur ce point. L'étalement de la saison visée ci-dessus doit faciliter l'application de cette règle.**

Ces dispositions liées à la programmation s'appliqueront dès le 1^{er} janvier 2019.

2 LE CDNO

Conformément au cahier des missions et des charges des Centres dramatiques nationaux, institué par l'arrêté du 5 mai 2017, le CDNO aura la possibilité d'accomplir ses missions au sein du Théâtre d'Orléans selon les dispositions suivantes :

Mission création/ accueil

L'utilisation des salles sera établie au sein du Directoire et approuvée par le directeur de la SNO qui devra garantir les conditions effectives du respect par le CDNO de son contrat de décentralisation. Dans tous les cas, le CDNO devra bénéficier dans le TOM de :

- ☞ Périodes de résidences lui permettant de réaliser sa mission de création. A ce titre l'une ou l'autre des salles pourrait être réservée plusieurs semaines de suite.
- ☞ Assurer entre 40 et 45 représentations (hors lectures et spectacles programmés en partenariat avec un autre résident du Théâtre d'Orléans)

Un devis estimatif sera soumis au CDNO pour validation avant tout engagement de prestations, **dans un délai de trois semaines après la transmission de la fiche technique.**

Mission formation, sensibilisation

Les salles ou d'autres lieux du théâtre (galeries, studio de répétition, le Kid...) seront mis à la disposition du CDN pour ses activités de formation et sensibilisation (rencontres, ateliers, présentation saison...) en fonction des disponibilités et avec un délai de prévenance permettant une bonne gestion des plannings et permettant de prévoir, le cas échéant, les équipes de sécurité.

Utilisation de l'atelier

L'atelier est une salle dédiée au CDNO, ses modalités de mise à disposition sont détaillées dans une convention spécifique liant la SNO et le CDNO.

3 LE CADO

Conformément à ses statuts, en date du 26 février 1987 et à ses missions instituées par convention en date du 14 décembre 2015 signée avec la Ville d'Orléans et la convention en date du 2 mai 2019 avec le Département du Loiret, le CADO aura la possibilité d'accomplir ses missions au sein du Théâtre d'Orléans selon les dispositions suivantes :

L'exploitation de chaque spectacle devra s'effectuer sur des jours consécutifs.

L'utilisation des salles sera établie au sein du Directoire et approuvée par le directeur de la SNO. Le CADO pourra bénéficier des dispositions suivantes :

- 1 période de 15 jours de résidence de création
- Assurer entre 73 et 83 représentations, afin de répondre aux attentes de la ville et du conseil départemental du Loiret (hors spectacles programmés en partenariat avec un autre résident du Théâtre d'Orléans)

Un devis estimatif sera soumis au CADO pour validation avant tout engagement de prestations **dans un délai de trois semaines après la transmission de la fiche technique.**

4 LA SNO

La Scène nationale d'Orléans fait partie du réseau des 70 scènes nationales en France. Elle est toutefois atypique dans sa programmation et son fonctionnement, ne programmant des spectacles que dans les champs disciplinaires musique, danse, cirque et étant gestionnaire du TOM du Théâtre d'Orléans.

Conformément au cahier des missions et des charges des Scènes nationales, institué par l'arrêté du 5 mai 2017, la SNO, selon les particularités décrites ci-dessus, aura la possibilité d'accomplir ses missions au sein du Théâtre d'Orléans selon les dispositions suivantes :

- Assurer entre 65 et 70 représentations (sauf programmation hors plateau et coréalisation avec une structure conventionnée localement)
- Le CCN sera consulté à titre de ressource pour la programmation danse afin de garantir en amont la complémentarité des deux structures et dans le respect des missions de chacune
- Conformément à l'article 7 des statuts de l'association, la Scène nationale présente la saison écoulée en CA pour évaluation

5 LE CCNO

Les conditions de mise à disposition des plateaux sont identiques à celles des résidents pour les temps de création, répétitions, résidences.

Conformément au cahier des missions et des charges des Centres chorégraphiques nationaux, institué par l'arrêté du 5 mai 2017, le CCNO aura la possibilité d'accomplir ses missions en partenariat avec le Théâtre d'Orléans selon les dispositions suivantes :

La directrice du CCNO est ressource auprès du directeur de la SNO, pour la programmation danse du Théâtre d'Orléans.

Les spectacles qu'elle crée ont vocation à être présentés au public sur l'une des scènes du Théâtre d'Orléans lorsque leurs caractéristiques techniques ne leur permettent pas d'être montées dans le studio du bâtiment du CCNO, intégrant la prise en compte des capacités financières de la Scène nationale.

Les calendriers et plans de coproduction des créations du CCNO seront exposées en réunion de Directoire au plus tard en décembre de l'année N pour une programmation en saison N+1/N+2

II -CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION POUR LES UTILISATEURS EXTERIEURS

La facturation de l'utilisation des plateaux du Théâtre d'Orléans aux utilisateurs extérieurs s'effectuera sur les bases suivantes :

- salles Barrault et Touchard : 1458.33 € HT soit 1 749.99 € TTC le service
- salle Vitez : 975 € HT soit 1 170 € TTC le service

Ces tarifs s'appliquent pour chaque service de montage, de démontage ou de représentation, pour les années 2019 et 2020. Tout service commencé est dû.

Un devis estimatif sera soumis aux utilisateurs extérieurs pour validation avant tout engagement de prestations.

Autres mises à disposition

Les autres salles (le Kid, les galeries, studio de répétitions) seront mises à la disposition des résidents pour les autres activités (réunions, rencontres, ...) en fonction de la disponibilité des espaces. Les résidents feront en sorte de faire leurs demandes dans un délai permettant une bonne gestion des plannings et permettant de prévenir, le cas échéant, les équipes de sécurité.

III - PRIORITÉ D'UTILISATION

Dans l'élaboration du planning, la priorité sera accordée aux résidents permanents, en prenant toutefois en compte les nécessités de l'Orchestre symphonique d'Orléans.

Un premier planning (utilisation des salles et gestion du réseau d'affichage) sera établi en commun au mois de juin année N pour la saison débutant en N+1 par les utilisateurs résidents.

Le planning définitif de la saison N+1/N+2 sera arrêté en mars N+1, après une première étape de validation conjointe des grandes périodes de résidence et d'occupation des salles en décembre N.

IV - MUTUALISATION

Les directeurs des quatre structures sont invités à travailler ensemble sur l'agencement des espaces communs du Théâtre d'Orléans, pour améliorer la convivialité du lieu.

Un enseignant est par ailleurs mis à disposition des trois scènes labellisées par l'Etat pour le travail de médiation entre les lieux de programmation / création et le milieu scolaire.

V - FINANCEMENTS PUBLICS

Pour leur permettre l'exécution de leurs missions, les collectivités publiques feront bénéficier les résidents permanents des subventions dont le montant est fixé selon le tableau figurant ci-dessous.

Les engagements financiers pris par l'Etat dans la présente convention restent subordonnés à l'inscription des crédits correspondants dans chacune des lois de finance concernées et de la disponibilité effective des crédits au moment où la demande de subvention est présentée.

Les engagements de la Région Centre Val de Loire, du Département du Loiret et de la Ville d'Orléans sont, de la même manière, subordonnés à l'ouverture de moyens suffisants dans leurs budgets annuels votés par leurs assemblées délibérantes.

Les collectivités territoriales indiqueront cependant, chacune en ce qui la concerne, le montant de la subvention, qui sera proposée à leur assemblée délibérante, avant le 31 décembre.

Subventions de fonctionnement au bénéfice des résidents permanents en 2019

	CDN	SN	CCN	CADO	TOTAL
Etat	843 530 €	1 087 840 €	565 000 €	0 €	2 496 370 €
Région	278 000 €	74 300 €	236 425 €	0 €	588 725 €
Département	0 €	0 €	59 322 €	653 498 €	712 820 €
Ville	237 582 €	1 507 000 €	230 326 €	416 373 €	2 391 281 €
TOTAL	1 359 112 €	2 669 140 €	1 091 073 €	1 069 871 €	6 189 196 €

**D 09 - Mobilisation du Département en faveur des territoires (volet 2) -
Contrat départemental de soutien aux projets structurants du
territoire de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives
du Loing - Demandes de subvention de l'AME - Canton de Montargis**

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention de 13 745,20 € à la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du Loing (AME) pour le « génie civil aérodrome de Vimory », projet inscrit au contrat départemental de soutien aux projets structurants de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du Loing et à l'avenant n° 1 du contrat.

Article 3 : Il est décidé d'affecter l'opération correspondante 2019-03171 sur l'autorisation de programme 16-G0402101-APDPRPS du budget départemental 2019.

Article 4 : Il est décidé d'attribuer une subvention de 66 000 € à la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du Loing (AME) pour les « aménagements de la caserne Gudin à Montargis », projet inscrit au contrat départemental de soutien aux projets structurants de la Communauté d'Agglomération Montargoise Et rives du Loing et à l'avenant n° 1 du contrat.

Article 5 : Il est décidé d'affecter l'opération correspondante 2019-03174 sur l'autorisation de programme 16-G0402101-APDPRPS du budget départemental 2019.

D 10 - Manifestations agricoles (politique E01) : demandes de subventions

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 28 voix pour et 1 abstention.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention au Comice Agricole et Société d'encouragement à l'Agriculture de l'ancien arrondissement de Gien, d'un montant de 3 200 €, pour l'organisation du Comice Agricole du Val de Sully dans le Parc du Château de Sully-sur-Loire, les 10 et 11 août 2019.

Article 3 : Il est décidé d'imputer cette dépense (opération 2019-03203) sur le chapitre 65, nature 6574, de l'action E0101202 du budget départemental 2019.

Article 4 : Il est décidé d'attribuer une subvention aux Jeunes Agriculteurs du Loiret, d'un montant de 2 000 €, pour l'organisation de « Terres en fêtes » sur les terres agricoles du Lycée du Chesnoy à Amilly, le 1^{er} septembre 2019.

Article 5 : Il est décidé d'imputer cette dépense (opération 2019-02832) sur le chapitre 65, nature 6574, de l'action E0101202 du budget départemental 2019.

Article 6 : Il est décidé d'attribuer une subvention à l'Association Egreville Loisirs Animations, d'un montant de 500 €, pour l'organisation de la « Foire annuelle à la Volaille » d'Egreville, le 7 décembre 2019.

Article 7 : Il est décidé d'imputer cette dépense (opération 2019-03204) sur le chapitre 65, nature 6574, de l'action E0101202 du budget départemental 2019.

D 11 - Soutien financier aux investissements dans le secteur agricole

Article 1 : Le rapport est adopté avec 28 voix pour et 1 abstention.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer les subventions départementales suivantes conformément à la répartition figurant dans les tableaux ci-dessous :

- Investissements productifs agricoles :

Porteurs de projets	Canton	Type d'exploitation	Libellé de l'investissement	Montant projet	Assiette éligible	Taux aide publique	Montant aide Département	Montant aide FEADER
Monsieur COPPOOLSE	Saint-Jean-le-Blanc	Poulets de chair	Construction et aménagement d'un bâtiment avicole et mélangeuse céréales	379 267,43 €	130 000 €	50 %	32 500 €	32 500 €
Monsieur GIDOIN	Olivet	Arboriculture	Achat de deux filets alt drosophiles	65 055,90 €	65 055,90 €	50 %	16 263,98 €	16 263,98 €
EARL DE MONTIGNY	Châlette-sur-Loing	Autres volailles	Construction d'un bâtiment avicole pour dindes et poulets	306 902,70 €	130 000 €	45 %	29 256,50 €	29 256,50 €
Monsieur DEVOS	Gien	Poulets de chair	Construction et aménagement d'un bâtiment avicole de 400 m ²	97 350,81 €	97 350,81 €	40 %	19 470,16 €	19 470,16 €
Madame BEAUCLAIR MARIOTTI	Beaugency	Caprin lait	Construction et aménagement d'un bâtiment de chèvres	98 551,70 €	90 000 €	30 %	13 500 €	13 500 €
CUMA DE BEAUNE-LA-ROLANDE	Malesherbes	Grandes cultures et herbivores	Achat d'un épandeur	56 000 €	56 000 €	45 %	12 600 €	12 600 €
EARL LA FERME DES PERRIERES	Olivet	Arboriculture	Filets alt carpocapse, broyeur verger éjection latérale, plateforme électrique, bac mélange éplucheuse poireaux, arracheuse légumes, etc...	80 358,60 €	45 765,10 €	40 %	9 153,02 €	9 153,02 €
SAS LES TROIS CHENES	La Ferté-Saint-Aubin	Fleurs et horticulture diverse	Serre multi-chapelle, électricité et régulation thermique	132 400 €	90 000 €	40 %	18 000 €	18 000 €
SARL PEPINIERES DE BEAULIEAU	La Ferté-Saint-Aubin	Fleurs et horticulture diverse	Serre multi-chapelle, électricité et régulation thermique	133 400 €	90 000 €	40 %	18 000 €	18 000 €
EARL LA CHAVANNIERE	Gien	Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	Rénovation d'un poulailler et construction d'un hangar de stockage de paille pour les caprins	44 396,49 €	28 289,49 €	40 %	5 657,90 €	5 657,90 €
CUMA DE FAY-AUX-LOGES	Châteauneuf-sur-Loire	Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	Tonne à lisier, télescopique, bétailière, chargeur	285 135 €	200 000 €	45 %	45 000 €	45 000 €
CUMA DE VARENNES	Lorris	Polyculture	Broyeurs et gyrobroyeurs de couverts	42 650 €	42 650 €	45 %	9 596,25 €	9 596,25 €
CUMA DES LOGES	Châteauneuf-sur-Loire	Bovins lait et viande	Ensileuse	235 750 €	200 000 €	35 %	35 000 €	35 000 €
Monsieur SUARD	Courtenay	Poulets de chair	Rénovation d'un bâtiment avicole	21 182,14 €	21 182,14 €	40 %	4 236,43 €	4 236,43 €
GAEC DU CLOS	Malesherbes	Autres volailles	Rénovation d'un bâtiment avicole	150 095,18 €	130 000 €	40 %	26 000 €	26 000 €
CUMA SEMENCE 2000	Meung-sur-Loire	Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées	Achat ruches, pick up semences, faucheuse andaineuse semences, planteuse pommes de terre, broyeur fanes de pommes de terre	175 787,37 €	175 787,37 €	45 %	39 552,16 €	39 552,16 €

Porteurs de projets	Canton	Type d'exploitation	Libellé de l'investissement	Montant projet	Assiette éligible	Taux aide publique	Montant aide Département	Montant aide FEADER
CUMA DE VITRY-AUX-LOGES	Châteauneuf-sur-Loire	Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	Achat de deux épandeurs et d'un plateau	126 950 €	126 950 €	45 %	28 563,75 €	28 563,75 €
CUMA DES SARMATES	Pithiviers	Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées	Achat d'une faucheuse andaineuse	42 325 €	42 325 €	45 %	9 523,13 €	9 523,13 €
CUMA DE CENANT	Courtenay	Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées	Achat d'un semoir, d'un néo déchaumeur et d'un strip till	188 431,34 €	188 431,34 €	45 %	42 397,05 €	42 397,05 €
CUMA DE LA GATINAISE	Lorris	Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	Achat d'un N-SENSOR	25 000 €	25 000 €	45 %	5 625 €	5 625 €
SCEA LE COLOMBIER	Saint-Jean-le-Blanc	Légumes frais de plein champ	Bineuse 3 planches de 8 rang	49 343 €	49 343 €	40 %	9 868,60 €	9 868,60 €
CUMA DU RONCEAU	Lorris	Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	Achat d'un semoir à semis direct	119 793,20 €	119 793,20 €	45 %	26 953,47 €	26 953,47 €
CUMA DES TROIS HAMEAUX	Malesherbes	Polyculture	Néo-déchaumeur pour semis et destruction des couverts	33 213 €	33 213 €	45 %	7 472,93 €	7 472,93 €
CUMA D'EGRY	Malesherbes	Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	Achat d'un néo déchaumeur	55 000 €	55 000 €	45 %	12 375 €	12 375 €
CUMA LA SOLOGNOTE	Saint-Jean-le-Blanc	Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées	Semoir semis direct	113 000 €	113 000 €	45 %	25 425 €	25 425 €
EARL LA FERME DE VALENTIN	Malesherbes	Bovins lait	Robot racleur et repousse fourrage	61 402 €	61 402 €	20 %	6 140,20 €	6 140,20 €
Monsieur ARNOULT PIERRE	Sully-sur-Loire	Polyculture	Achat d'une arracheuse andaineuse de porte graines	25 000 €	25 000 €	30 %	3 750 €	3 750 €
Monsieur ARNOULT LUCIEN	Sully-sur-Loire	Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées	Achat d'une récolteuse à haricots	55 000 €	55 000 €	30 %	8 250 €	8 250 €
TOTAL AIDE DEPARTEMENTALE « INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS SECTEUR AGRICOLE » 1^{er} AAP 2019 (28 dossiers)							520 130,51 €	520 130,51 €

- Investissements pour sécurisation des filières végétales spécialisées face aux aléas climatiques :

Porteurs de projets	Canton	Type d'exploitation	Libellé de l'investissement	Montant projet	Assiette éligible	Taux aide publique	Montant aide Département
CUMA VITICOLE DU CAS ROUGE	Beaugency	Viticulture	Achats de 4 tours mobiles antigel	142 800 €	140 000 €	35 %	49 000 €

Article 3 : Il est décidé d'affecter l'opération n°2019-03278, d'un montant total de 569 130,51 €, sur l'autorisation de programme 19-E0101106-APDPRAS du budget départemental 2019 (dossier ASP).

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions attributives d'aide afférentes aux dossiers votés.

**COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**E 01 - Le Département anticipe et fait face aux risques majeurs -
Participation du Département aux actions inscrites dans le
Programme d'actions de prévention des inondations (PAPI)
d'intention du Loing**

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'approuver la participation du Département à l'action inscrite dans le Programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) d'intention du Loing, telle qu'annexée à la présente délibération, via le portail départemental de gestion des risques majeurs.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la lettre d'intention engageant le Département à mettre en œuvre l'action inscrite au PAPI d'intention du Loing qui le concerne, telle qu'annexée à la présente délibération.

AXE N°3 : ALERTE ET GESTION DE CRISE



Fiche action n°3.1.4 : Accompagner les collectivités dans la réalisation et/ou la mise à jour des plans communaux de sauvegarde (PCS)

Objectif :

Cette action vise à :

- accompagner les communes du PAPI dans la réalisation et/ou la mise à jour de leurs plans communaux de sauvegarde (PCS), qu'elles soient couvertes ou non par un PPRn ou PPI prescrit ou approuvé ;
- garantir la mise en place de dispositifs de gestion de crise performants et homogènes à l'échelle du PAPI ;
- renforcer la culture du risque d'inondation et inciter les communes à tester leur organisation de crise.

Les communes couvertes par un Plan de Prévention des Risques naturels (PPRn) ou un Plan Particulier d'Intervention (PPI) ont l'obligation de réaliser un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) dans les deux ans suivant l'approbation du plan en question, conformément à l'article L731-3 du Code de la Sécurité intérieure. La mise en œuvre et la rédaction de ce plan relèvent de la compétence du Maire.

Le PCS comporte une partie dédiée à informer les administrés sur les risques auxquels ils peuvent être confrontés sur la commune, et sur les postures à adopter face à ces risques. La rédaction de ce Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et sa diffusion auprès du public sont prescrites par l'article R125-11 du Code de l'Environnement, pour toutes communes couvertes par un PPRn ou un PPI.

Cette action, pilotée par le Conseil départemental du Loiret, comprend :

- La diffusion aux communes de l'outil d'aide à la réalisation de PCS et de DICRIM mis en place par le Département (portail de gestion des risques majeurs - <https://inforisques.loiret.fr>). Cet outil permet aux communes de générer automatiquement un PCS et un DICRIM, comprenant un volet spécifiquement dédiée au risque d'inondations, à partir de pages et de données pré-enregistrées dans l'outil (ex : description des phénomènes, stratégie opérationnelle, cartes des aléas de référence, cartes des enjeux situés sur les communes, exemples de procédures de gestion des risques, exemples de messages d'alerte à diffuser auprès de la population...) et d'informations rentrées par les communes (ex : annuaire des contacts, des lieux et des matériels spécifiques de la commune).

- La mise en place d'un accompagnement par le Conseil départemental pour appuyer les communes dans la mise à jour de leur PCS et de leur DICRIM. Cet accompagnement se concrétise par l'organisation de séances de formation des communes à l'utilisation du portail, et par le biais d'un appui technique ponctuel sur demande des communes.

- Le développement continu par le Conseil départemental de cet outil en s'adaptant aux besoins spécifiques identifiés au cours de la mise en œuvre du PAPI d'Intention.

Par ailleurs, cet outil permettra aux communes de réaliser des exercices de simulation de crise par le biais du module « gestion de crise » du portail des risques. Il permettra ainsi d'inciter les communes à tester leur organisation de crise, de manière à la rendre plus opérationnelle face à un événement réel.

Territoire et public concernés :

Cette action sera mise en œuvre sur les communes loirétaines comprises dans le périmètre du PAPI d'intention du Loing.

Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage de l'action : **Conseil départemental du Loiret**
- Modalités de pilotage et de suivi : **Comité de pilotage du PAPI**

Échéancier prévisionnel :

- **2021 - 2023**

Année	2021	2022	2023
Réalisation de l'opération			

Plan de financement :

- Coût total prévisionnel : **Action conduite en régie**
- Répartition des charges : Maître d'ouvrage (100 %)

Indicateurs de suivi/réussite :

Nombre de communes ayant publié leur PCS et/ou leur DICRIM sur le portail des risques du Département du Loiret.

Nombre de communes disposant d'un PCS et/ou d'un DICRIM mis à jour.



PAPI d'intention du Loing

Lettre d'intention du Conseil Départemental du Loiret sur la maîtrise d'ouvrage des actions

Je, soussigné Marc GAUDET, Président du Conseil Départemental du Loiret, m'engage à réaliser, sous réserve de la labellisation du projet de PAPI d'intention du Loing, l'action suivante :

- Action 3-1-4 : Accompagner les collectivités dans la réalisation et/ou la mise à jour des plans communaux de sauvegarde (PCS)

Fait à Orléans, le

Le Président du Conseil Départemental

Marc GAUDET

E 02 - Le Département, partenaire essentiel des communes et EPCI pour préserver la ressource en eau et en garantir la qualité - Valoriser les milieux aquatiques - Demandes d'aide

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention aux structures porteuses des 3 dossiers, figurant au tableau ci-dessous, au titre de la politique départementale « préserver la ressource en eau et en garantir la qualité », volet « rivières » - section fonctionnement :

Dossier	Bénéficiaire	Objet	Montant du projet	Montant de subvention calculé
2019-03015	Syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement du bassin de l'Ardoux	Indicateurs de suivi 2019/2020 et actions de communication 2019	10 446 €	2 089,20 €
2019-02961	Syndicat intercommunal des bassins versants de la Bionne, du Cens et de la Crenolle et de leurs affluents	Indicateurs de suivi du CTMA - Année 2019	12 308,64 €	3 692,59 €
2019-02651	Syndicat d'entretien du bassin du Beuvron	Travaux d'entretien de la ripisylve - Année 2019	20 000 €	2 000 €
		3 dossiers		7 781,79 €

Article 3 : Il est décidé d'affecter ces opérations n°2019-03015, n°2019-02961 et n°2019-02651, sur l'autorisation d'engagement 19-D0101101-AEDPRAS, aide financière aux acteurs locaux, pour un montant total de 7 781,79 €.

Article 4 : Il est décidé d'attribuer une subvention aux structures porteuses des 6 dossiers, figurant au tableau ci-dessous, au titre de la politique départementale « préserver la ressource en eau et en garantir la qualité », volet « rivières » - section investissement :

Dossier	Bénéficiaire	Objet	Montant du projet	Montant de subvention calculé
2019-03135	Syndicat mixte pour l'aménagement et l'entretien de la rivière la Juine et de ses affluents	Programme de restauration et d'entretien de la Juine et de ses affluents 2019	13 324 €	3 997,20 €
2019-02814	Syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne	Travaux de restauration des cours d'eau et d'aménagement de zone humide pour l'exercice 2019	54 284,02 €	16 285,21 €
2019-03012	Syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement du bassin de l'Ardoux	Restauration du lit mineur et des berges - Année 2019	61 278 €	6 127,80 €
2019-02645	Syndicat d'entretien du bassin du Beuvron	Renaturation légère du lit - Année 2019	29 000 €	2 900 €
2019-02612	Communauté de communes du Val de Sully	Travaux de restauration du lit - Année 3 (2019)	100 000 €	10 000 €
2019-03008	Fédération du Loiret pour la pêche et la protection du milieu aquatique	Restauration de la continuité écologique sur l'Avenelle	39 480 €	3 948 €
		6 dossiers		43 258,21 €

Article 5 : Il est décidé d'affecter ces opérations n°2019-03135, n°2019-02814, n°2019-03012, n°2019-02645, n°2019-02612 et n°2019-03008 sur l'autorisation de programme 19-D0101101-APDPRAS, aide financière aux acteurs locaux, pour un montant total de 43 258,21 €.

Article 6 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions à intervenir avec ces structures, telles qu'annexées à la présente délibération, dont les termes sont approuvés.

Article 7 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer l'avenant n°1 à la convention d'aide pour l'étude de la nouvelle DIG à intervenir avec le Syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne, tel qu'annexé à la présente délibération, dont les termes sont approuvés.

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement
du bassin de l'Ardoux

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le Syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement du bassin de l'Ardoux, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Bertrand HAUCHECORNE, domicilié 94 rue du Maréchal Foch - 45370 CLERY-SAINT-ANDRE, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 30 janvier 2019,

d'autre part,

Vu la demande du Syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement du bassin de l'Ardoux en date du 13 juin 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 27 septembre 2019, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 2 089,80 € au Syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement du bassin de l'Ardoux pour les indicateurs de suivi 2019/2020 et les actions de communication 2019.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour les indicateurs de suivi 2019/2020 et les actions de communication 2019, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Réalisation d'indices (IPR et IBGN) pour le suivi de l'état biologique sur le bassin de l'Ardoux - Années 2019 et 2020 :
 - o Année 2019
 - 2 IPR : amont et aval du Pont Hallée (site concerné par des travaux de restauration de la continuité écologique fin 2019) ;
 - 1 IBGN : amont du Pont Hallée ;
 - 1 suivi topographique en amont du Pont Hallée ;
 - o Année 2020
 - 2 IPR : sites à définir ;
 - 1 IBGN : site à définir ;
- Mise en place d'actions de communication - Année 2019
 - o Supports visuels pour différentes manifestations ;
 - o Panneaux de communication au droit de certains aménagements « phares » ;
 - o Brochures et plaquettes de communication à destination des riverains ;
 - o Création d'un nouveau logo ;
 - o Adhésifs pour le véhicule de service.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les opérations mentionnées ci-dessus :

- Associer le Département au suivi des études,
- Lui remettre un exemplaire de tous les documents se rapportant aux études, les rapports définitifs devant faire apparaître le logotype du Conseil Départemental.

2.2 Le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, et sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 2 089,20 € (soit 20 % du montant global de 10 446 € TTC).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'EPAGE du bassin du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du Syndicat mixte
d'études, de travaux et
d'aménagement du bassin de
l'Ardoux,

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Bertrand HAUCHECORNE

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat intercommunal des bassins versants de la Bionne,
du Cens et de la Crenolle et de leurs affluents

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le Syndicat intercommunal des bassins versants de la Bionne, du Cens et de la Crenolle et de leurs affluents, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Hubert TINSEAU, domicilié 21 route de Chécy - 45470 TRAINOU, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 2 juillet 2019,

d'autre part,

Vu la demande du Syndicat intercommunal des bassins versants de la Bionne, du Cens et de la Crenolle et de leurs affluents en date du 27 mai 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 27 septembre 2019, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 3 692,59 € au Syndicat intercommunal des bassins versants de la Bionne, du Cens et de la Crenolle et de leurs affluents pour les indicateurs de suivi du CTMA - Année 2019.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour les indicateurs de suivi du CTMA - Année 2019, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- 1 IPR sur la commune de Fay-aux-Loges - indication sur le peuplement actuel ;
- 1 I2M2 sur la commune d'Ingrannes - en amont de la vanne d'Ingrannes pour état des lieux avant travaux ;
- 1 inventaire de biodiversité sur les prairies humides de la commune de Donnery - parcelles entre le Cens et le canal d'Orléans et zones de sources sur la commune de Donnery pour état des lieux avant travaux.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les opérations mentionnées ci-dessus

- Associer le Département au suivi des études,
- Lui remettre un exemplaire de tous les documents se rapportant aux études, les rapports définitifs devant faire apparaître le logotype du Conseil Départemental.

2.2 Le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, et sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont,

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des évènements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 3 692,59 € (soit 30 % du montant global de 12 308,64 € TTC).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'EPAGE du bassin du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du Syndicat
intercommunal des bassins versants
de la Bionne, du Cens et de la
Crenolle et de leurs Affluents,

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Hubert TINSEAU

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat d'entretien du bassin du Beuvron

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le Syndicat d'entretien du bassin du Beuvron, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Joël DEBUIGNE, domicilié Place de l'Hôtel de Ville - 41250 BRACIEUX, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 11 octobre 2018,

d'autre part,

Vu la demande du Syndicat d'entretien du bassin du Beuvron en date du 25 avril 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 27 septembre 2019, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 2 000 € au Syndicat d'entretien du bassin du Beuvron pour les travaux d'entretien de la ripisylve - Année 2019.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour les travaux d'entretien de la ripisylve - Année 2019, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Forfait d'entretien en régie sur les secteurs de renaturation légère :
 - o OBJ60005 et 60006 : La Gravotte à Cerdon sur 1,7 km ;
 - o OBJ12686 et OBJ12693 : Le Cosson à La Ferté-Saint-Aubin et Jouy-le-Potier sur 7,3 km ;

Soit un linéaire total de 9 km

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les opérations mentionnées ci-dessus :

- employer des méthodes douces d'entretien des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux, et l'associer à leur suivi.

2.2 Le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, et sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 2 000 € (soit 10 % du montant global de 20 000 € TTC).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'EPAGE du bassin du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du Syndicat d'entretien
du bassin du Beuvron

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Joël DEBUIGNE

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat mixte pour l'aménagement et l'entretien de la rivière la
Juine et de ses affluents

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le Syndicat mixte pour l'aménagement et l'entretien de la Juine et de ses affluents, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Bernard LAPLACE, domicilié Parc industriel SUDESSOR, 1 Avenue Pierre Richier - 91150 BRIERES-LES-SCELLES, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 21 février 2019,

d'autre part,

Vu la demande du Syndicat mixte pour l'aménagement et l'entretien de la Juine et de ses affluents en date du 12 avril 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 27 septembre 2019, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 3 997,20 € au Syndicat mixte pour l'aménagement et l'entretien de la Juine et de ses affluents pour le programme de restauration et d'entretien de la Juine et de ses affluents 2019.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour le programme de restauration et d'entretien de la Juine et de ses affluents 2019, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Travaux d'entretien courant (faucardement du lit 340 ml et entretien ripisylve) ;
- Travaux de restauration et de valorisation sur le bief de la Porte (plantations).

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les opérations mentionnées ci-dessus :

- employer des méthodes douces de restauration et d'entretien des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux, et l'associer à leur suivi.

2.2 Le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, et sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 3 997,20 € (soit 30 % du montant global de 13 324 € HT).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'EPAGE du bassin du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du Syndicat mixte pour
l'aménagement et l'entretien de la
rivière la Juine et de ses affluents

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Bernard LAPLACE

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le Syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Anne-Jacques DE BOUVILLE, domicilié Moulin de la Porte - 45300 ESTOUY, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 18 mars 2019,

d'autre part,

Vu la demande du Syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne en date du 22 mai 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 27 septembre 2019, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 16 285,21 € au Syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne pour les travaux de restauration des cours d'eau et d'aménagement de zone humide pour l'exercice 2019.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour les travaux de restauration des cours d'eau et d'aménagement de zone humide pour l'exercice 2019, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- La restauration de la végétation rivulaire sur la Rimarde (1150 ml en amont de Chemault) ;
- Aménagement de la zone humide des Pâtureaux sur la Petite Rimarde entre Nancray-sur-Rimarde et Chambon-la-Forêt.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les opérations mentionnées ci-dessus :

- employer des méthodes douces de restauration des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux, et l'associer à leur suivi.

2.2 Le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, et sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 16 285,21 € (soit 30 % du montant global de 54 284,02 € HT).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'EPAGE du bassin du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du Syndicat mixte de
l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Anne-Jacques DE BOUVILLE

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement
du bassin de l'Ardoux

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le Syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement du bassin de l'Ardoux, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Bertrand HAUCHECORNE, domicilié 94 rue du Maréchal Foch - 45370 CLERY-SAINT-ANDRE, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 30 janvier 2019,

d'autre part,

Vu la demande du Syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement du bassin de l'Ardoux en date du 13 juin 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 27 septembre 2019, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 6 127,80 € au Syndicat mixte d'études, de travaux et d'aménagement du bassin de l'Ardoux pour la restauration du lit mineur et des berges - Année 2019.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour la restauration du lit mineur et des berges - Année 2019, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Travaux de restauration du lit mineur sur le Petit Ardoux (1200 ml en aval de la STEP et du plan d'eau de Lailly-en-Val) ;
- Travaux de restauration de la végétation des berges sur 5500 ml sur l'ensemble du bassin (partie Loiret).

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les opérations mentionnées ci-dessus :

- employer des méthodes douces de restauration des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux, et l'associer à leur suivi.

2.2 Le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, et sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 6 127,80 € (soit 10 % du montant global de 61 278 € HT).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'EPAGE du bassin du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du Syndicat mixte
d'études, de travaux et
d'aménagement du bassin de
l'Ardoux,

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Bertrand HAUCHECORNE

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat d'entretien du bassin du Beuvron

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le Syndicat d'entretien du bassin du Beuvron, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Joël DEBUIGNE, domicilié Place de l'Hôtel de Ville - 41250 BRACIEUX, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 11 octobre 2018,

d'autre part,

Vu la demande du Syndicat d'entretien du bassin du Beuvron en date du 25 avril 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 27 septembre 2019, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 2 900 € au Syndicat d'entretien du bassin du Beuvron pour les travaux de renaturation légère du lit - Année 2019.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour les travaux de renaturation légère du lit - Année 2019, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Diversification des habitats (travaux en régie)
 - o OBJ60005 et 60006 : La Gravotte à Cerdon sur 300 mètres ;
 - o OBJ12686 et OBJ12693 : Le Cosson à La Ferté-Saint-Aubin et Jouy-le-Potier sur 852 mètres ;

Soit un linéaire total de 1 152 mètres.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les opérations mentionnées ci-dessus :

- employer des méthodes douces d'entretien des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux, et l'associer à leur suivi.

2.2 Le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, et sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 2 900 € (soit 10 % du montant global de 29 000 € HT).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'EPAGE du bassin du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du Syndicat d'entretien
du bassin du Beuvron

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Joël DEBUIGNE

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Communauté de communes du Val de Sully

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

La Communauté de communes du Val de Sully, représenté par Madame la Présidente, Madame Nicole LEPELTIER, domiciliée 28 route des Bordes - 45460 BONNEE, dénommée ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 23 avril 2019,

d'autre part,

Vu la demande de la Communauté de communes du Val de Sully en date du 3 mai 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 27 septembre 2019, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 10 000 € à la Communauté de communes du Val de Sully pour les travaux de restauration du lit - Année 3 (2019).

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour les travaux de restauration du lit - Année 3 (2019), pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Travaux de restauration du lit sur 3,9 km de rivières sur le Bec d'Able et le Soreau sur les communes de Viglain, Villemurlin et Isdes.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les opérations mentionnées ci-dessus :

- employer des méthodes douces d'entretien des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux, et l'associer à leur suivi.

2.2 Le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, et sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 10 000 € (soit 10 % du montant global de 100 000 € HT).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'EPAGE du bassin du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

La Présidente de la Communauté
de Communes du Val de Sully

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Nicole LEPELTIER

CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Fédération du Loiret pour la pêche et la protection
du milieu aquatique

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

La Fédération du Loiret pour la pêche et la protection du milieu aquatique, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Dominique TINSEAU, domicilié 49 route d'Olivet - 45100 ORLEANS, dénommée ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 2019,

d'autre part,

Vu la demande de la Fédération du Loiret pour la pêche et la protection du milieu aquatique en date du 19 juin 2019.

PREAMBULE

Lors de la Session du mois de juin 1998, le Conseil Général du Loiret a décidé d'adopter un dispositif d'aides utilisant les crédits de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Les cours d'eau faisant partie intégrante des espaces naturels sensibles, ce dispositif d'aides a été complété, par l'adoption en Session de juin 2000 de nouvelles modalités d'intervention en leur faveur.

L'octroi de ces aides est soumis à un certain nombre de critères d'éligibilité ainsi qu'à la signature d'une convention avec les bénéficiaires de ces subventions qui notamment garantirait la pérennité des opérations concernées.

Par délibération en date du 27 septembre 2019, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 3 948 € à la Fédération du Loiret pour la pêche et la protection du milieu aquatique pour la restauration de la continuité écologique sur l'Avenelle.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et notamment de fixer les engagements du Bénéficiaire pour la restauration de la continuité écologique sur l'Avenelle, pour lesquels il reçoit une aide départementale, à savoir :

- Effacement de 2 ouvrages situés sur la commune de Beaulieu-sur-Loire :
 - o Dalot du chemin rural n°36 ROE 105134 ;
 - o Seuil rio de l'étang ROE 105135.

Elle fixe également les modalités de versement de cette subvention.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 Le Bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes concernant les opérations mentionnées ci-dessus :

- employer des méthodes douces d'entretien des cours d'eau, respectueuses de l'environnement,
- ne pas effectuer de travaux de recalibrage, de rectification des cours d'eau,
- ne pas employer de traitement chimique,
- de façon générale, s'interdire toute intervention ayant pour conséquence une détérioration de la qualité de l'eau ou du milieu,
- s'assurer de bénéficier des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux cités en objet,
- avertir le Département des dates de début et de fin des travaux, et l'associer à leur suivi.

2.2 Le Bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental :

- à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée,
- à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, et sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le Bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication et de l'Information du Conseil Départemental - tel : 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration.

Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers départementaux concernés. Le Bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1 Montant de la subvention : le Département s'engage à verser au Bénéficiaire une subvention maximale de 3 948 € (soit 10 % du montant global de 39 480 € HT).

3.2 Modalités de versement de la subvention : le Département s'engage à verser à titre d'avance, 50 % de ce montant à compter de la signature de la présente convention, au vu d'une attestation de démarrage des travaux et le solde à la fin de l'opération aidée. Les factures et décomptes à présenter dans ce cadre doivent mentionner qu'ils concernent l'opération aidée.

ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'EXÉCUTION

Conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département se réserve le droit de contrôler, sur pièce ou sur place, que la subvention a été utilisée conformément à son objet.

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage ainsi à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le respect des engagements liés à la communication institutionnelle fera l'objet d'une attention particulière lors de l'exercice du contrôle par le Département.

Toute entrave à ce contrôle ou tout constat de non conformité entraînera le reversement de tout ou partie de la subvention après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DU CONTRAT

Les modifications éventuelles de la présente convention devront systématiquement donner lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à compter de la signature des deux parties.

Elle ne peut pas être reconduite tacitement.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, transmise par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois au moins avant le terme de la convention, les parties pourront expressément convenir de son renouvellement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE RÉSILIATION

Le Département peut, pour des motifs tirés de l'intérêt général, prononcer unilatéralement la résiliation anticipée de la présente convention. Il en avise l'EPAGE du bassin du Loing par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable, avant de recourir, en cas de désaccord persistant, à la juridiction compétente.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président de la Fédération
du Loiret pour la pêche et la
protection du milieu aquatique

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Dominique TINSEAU

Avenant n°1 à la CONVENTION RELATIVE
AUX AIDES PROVENANT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT
DES ESPACES NATURELS SENSIBLES
Syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne

Entre :

Le Département du Loiret représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GAUDET, domicilié 45 945 ORLEANS, et habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 27 septembre 2019, dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

Et :

Le Syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne, représenté par Monsieur le Président, Monsieur Anne-Jacques DE BOUVILLE, domicilié Moulin de la Porte - 45300 ESTOUY, dénommé ci-après « le Bénéficiaire », dûment habilité par délibération en date du 18 mars 2019,

d'autre part,

Vu la demande du Syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne en date du 17 juillet 2019.

PREAMBULE

Par délibération en date du 16 octobre 2017, la Commission permanente du Conseil Départemental a décidé d'octroyer une aide de 17 972,40 € au Syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne pour l'étude de la nouvelle déclaration d'intérêt général (DIG).

Au vu des délais de réalisation de l'étude, le syndicat mixte de l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne sollicite par courrier du 17 juillet 2019 au Département du Loiret, un avenant à la convention d'aide pour prolonger d'un an sa durée de validité.

Par délibération en date du 27 septembre 2019, la Commission permanente du Conseil Départemental a approuvé les termes de l'avenant n°1 à la convention d'aide pour l'étude de la nouvelle DIG du SMORE et autorisé Monsieur le Président du Conseil Départemental à le signer.

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée de validité de la convention d'aide d'un an, à savoir jusqu'au 31 octobre 2020.

Fait à ORLEANS en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,

Le Président du Syndicat mixte de
l'Œuf, de la Rimarde et de l'Essonne

Gérard MALBO
Vice-président,
Président de la Commission de l'Education,
de la Jeunesse, des Sports et de l'Environnement

Anne-Jacques DE BOUVILLE

**E 03 - Le Département, partenaire constant de tous les sportifs -
Subventions de fonctionnement pour les comités départementaux
- Subventions aux associations de haut niveau et soutien aux
manifestations sportives**

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé, au titre de l'action C 03-02-1-05 « Subventions de fonctionnement pour les comités départementaux », du budget départemental 2019, d'attribuer la subvention suivante d'un montant de 700 € :

Discipline	Intitulé de la structure	Objet de la demande	Décision
Hockey	8034 - COMITE DEPARTEMENTAL DE HOCKEY	2019-03046 - Fonctionnement du comité au titre de l'année 2019	700 €
TOTAL			700 €

Cette subvention, d'un montant de 700 €, est imputée sur les crédits disponibles du chapitre 65, la nature 6574.

Article 3 : Il est décidé, au titre de l'action C 03-02-1-01 « Subventions aux associations de haut niveau et soutien aux manifestations sportives », du budget départemental 2019, d'attribuer les subventions suivantes d'un montant de 5 250 € :

STRUCTURE DE FORMATION

Discipline	Intitulé de la structure	Objet de la demande	Décision
Basket-ball	69746 - LIGUE DU CENTRE DE BASKET BALL	2019-03042 - Fonctionnement du Pôle Espoirs Masculin au titre de l'année 2019	4 750 €
TOTAL			4 750 €

MANIFESTATION

NATIONALE MANCHE

Discipline	Intitulé de la structure	Objet de la demande	Décision
Voile	3674 - COMITE DEPARTEMENTAL DE VOILE DU LOIRET	2019-03206 - l'organisation de la Régate Interligue "Manche Est Laser" les 28 et 29 septembre 2019 à l'étang du Puits de CERDON	500 €
TOTAL			500 €

Ces subventions, d'un montant de 5 250 €, sont imputées sur les crédits disponibles du chapitre 65, nature 6574.

Article 4 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ».

Pour l'insertion du logotype du Département, le bénéficiaire pourra le télécharger, ainsi que la charte graphique d'utilisation, sur Loiret.fr / Mon Département / Ressources partenaires / Charte graphique et logos. La maquette pourra être envoyée pour validation à la Direction de la Communication et de l'Information du Département du Loiret (02 38 25 45 45) à l'adresse communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des manifestations sportives.

Les dates des évènements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des Conseillers Départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 45 45.

Article 5 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est habilité à signer tous les documents relatifs aux subventions allouées aux termes de la présente délibération, notamment les conventions constituées sous la forme approuvée par l'Assemblée départementale lors de sa Session des 30, 31 janvier et 1^{er} février 2019.

E 04 - Agir pour nos Jeunes : le Département s'engage en faveur de la jeunesse loirétaine - Appel à Initiative Locale

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 28 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention de 2 500 € à la commune de Meung-sur-Loire pour l'action « découverte des institutions européennes ».

Cette subvention, d'un montant total de 2 500 €, est imputée sur le chapitre 65 - nature 6574 - action C0201204 du budget départemental 2019.

E 05 - Agir pour nos Jeunes : le Département s'engage en faveur de la jeunesse loirétaine - Appels à Projets Jeunes 45 et ECSI

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention, d'un montant total de 9 200 €, aux organismes suivants :

- 4 000 € à la Communauté de communes du Pithiverais pour le séjour en Pologne (ECSI) ;
- 2 500 € à la Ligue de l'enseignement 45 pour le séjour en Italie ;
- 500 € à Léo Lagrange pour le projet « Ciné moi » ;
- 2 200 € à la commune de Villevoques pour le projet « Mascotte de Villevoques ».

Ces subventions, d'un montant total de 9 200 €, sont respectivement rattachées, sur le budget départemental 2019, comme suit :

- 6 500 € sur le chapitre 65 - nature 6574 - action C0402101 ;
 - 2 700 € sur le chapitre 65 - nature 6574 - action C0201104.
-

E 06 - Agir pour nos Jeunes : le Département s'engage en faveur de la jeunesse loirétaine - Appels à Projets et Classes de découverte

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer les subventions suivantes :

- 3 900 € au collège Montabuzard d'Ingré pour la visite du Parlement Européen et Verdun ;
- 492 € au collège Jean Rostand d'Orléans pour l'opération « Atout cœur » ;
- 475 € pour l'AS Basket du collège Jeanne d'Arc d'Orléans ;
- 400 € pour l'AS Futsal du collège Jeanne d'Arc d'Orléans ;
- 740 € au collège Frédéric Bazille de Beaune-la-Rolande pour le déplacement lié à la cérémonie de remise des prix du palmarès départemental du Concours National de la Résistance et de la Déportation - session 2019 ;
- 1 500 € à l'association Jeunesse Arts Martiaux (JAM) pour l'opération de prévention par le sport ;
- 2 000 € à l'association Jeunesse Arts Martiaux (JAM) pour l'opération de prévention à la déviance ;
- 1 500 € à l'association Jeunesse Arts Martiaux (JAM) pour l'opération d'activités de combat dans les collèges ;
- 20 000 € à la Fédération des Maisons Familiales Rurales de Val de Loire pour l'opération « formation par l'alternance » ;
- 920 € à l'école élémentaire de Chailly-en-Gâtinais pour la classe de découverte.

Ces subventions, d'un montant total de 31 927 €, sont respectivement rattachées, sur le budget départemental 2019, comme suit :

- 31 007 € sur le chapitre 65 - nature 6574 - action C0201204 ;
- 920 € sur le chapitre 65 - nature 6574 - action C0201101.

Article 3 : Le bénéficiaire d'une subvention s'engage à fournir une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Par ailleurs et lorsque la subvention est affectée à une dépense prédéterminée, le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000 et à l'arrêté du 11 octobre 2006. Le compte rendu financier est déposé auprès des services départementaux compétents dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire s'engage, en respectant le logo du Conseil Départemental à mentionner le soutien financier du Département sur tous les documents d'étude et les documents officiels destinés à des tiers, relatifs à l'action subventionnée, à l'affichage de ce soutien, sur les supports de signalétique, dès la phase de chantier et ensuite sur les supports pérennes, sur les communiqués de presse, lors des manifestations officielles et des autres temps forts liés à cette opération auxquels le Département sera associé en amont.

Tout document édité ou numérique faisant la promotion de l'opération subventionnée devra porter le logo départemental et la mention « opération financée par le Département du Loiret ». Pour l'insertion d'un logotype du Département, le bénéficiaire prendra contact auprès de la Direction de la Communication du Conseil Départemental - tel 02 38 25 43 25 - communication@loiret.fr.

Le bénéficiaire s'engage à prendre contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental pour programmer les dates des initiatives médiatiques ayant trait à l'opération : première pierre, visite, inauguration. Les dates des événements seront arrêtées en concertation avec le Département pour permettre la participation des conseillers départementaux concernés. Le bénéficiaire prendra contact avec le Cabinet du Président du Conseil Départemental au 02 38 25 43 21.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est habilité à signer les conventions de partenariat et tous documents relatifs aux subventions allouées par la présente délibération.

E 07 - Agir pour nos Jeunes : le Département s'engage en faveur de la jeunesse loirétaine - Classes de découverte

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'attribuer une subvention d'un montant total de 7 057 € pour les cinq demandes suivantes :

- 1 495 € pour l'école élémentaire Louis Guilloux d'ORLÉANS ;
- 1 428 € pour l'école élémentaire Jean Bonnet de SAINT-JEAN-LE-BLANC ;
- 2 015 € pour l'école élémentaire d'INGRANNES ;
- 624 € pour l'école élémentaire des Goths à AMILLY ;
- 1 495 € pour l'école élémentaire Bernadette Desprès de PUISEAUX.

La subvention, d'un montant total de 7 057 €, est rattachée sur le chapitre 65 - nature 6574 - action C0201101 du budget départemental 2019.

E 08 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : versement de l'aide aux repas en faveur des élèves des collèges privés pour la période d'avril à juillet 2019

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 26 voix pour et 3 abstentions.

Article 2 : Il est décidé d'accorder une participation départementale d'aide aux repas aux 12 OGEC des 12 collèges privés, pour un montant de 136 662 €, selon la répartition présentée en annexe de la délibération, pour la période d'avril à juillet 2019.

La dépense est imputée au chapitre 65 - nature 65512 - action F0102106 du budget départemental 2019.

SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL -RESTAURATION SCOLAIRE

Avril-Mai-Juin-Juillet 2019

Etablissement	Ville	Nbre de repas	Subv. C.G
OGEC Maitrise Notre Dame	BEAUGENCY	7 723	7 723,00 €
OGEC Maitrise Notre Dame	MEUNG-SUR-LOIRE	10 072	10 072,00 €
OGEC Saint François de Sales	GIEN	7 100	7 100,00 €
OGEC Saint Louis Saint Charles	MONTARGIS	9 775	9 775,00 €
OGEC La Providence	OLIVET	15 745	15 745,00 €
OGEC La Croix Saint Marceau	ORLEANS	10 822	10 822,00 €
OGEC Saint Charles ND de Recouvrance	ORLEANS	12 856	12 856,00 €
AGEA Saint Marc Saint Aignan	ORLEANS	8 352	8 352,00 €
OGEC Saint Paul Bourdon Blanc	ORLEANS	20 537	20 537,00 €
OGEC Sainte Croix Sainte Euverte	ORLEANS	18 797	18 797,00 €
OGEC Beauce Gatinais	PITHIVIERS	7 174	7 174,00 €
OGEC Saint Joseph	SAINT BENOIT-SUR-LOIRE	7 709	7 709,00 €
		136 662	136 662,00 €

E 09 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : Tarification des repas et taux de contribution des convives en 2020

Article 1 : Le rapport et ses annexes sont adoptés avec 28 voix pour et 1 abstention.

Article 2 : Il est décidé de l'augmentation des tarifs des repas de 1,2 %, en référence à l'indice INSEE des prix à la consommation - IPC - du mois d'avril 2019, au 1^{er} janvier 2020.

Article 3 : Il est décidé de l'actualisation annuelle de ces tarifs, selon l'indice IPC d'avril.

Article 4 : Il est décidé de fixer, au 1^{er} janvier 2020, le prix du repas à l'élève à 3,40 € pour les 4 forfaits demi-pensionnaires, les tarifs des repas des convives et des prestations internat, tels que présentés en annexe à la délibération.

Article 5 : Il est décidé de fixer les seuils de rationnaires et les taux par tranche de rationnaires pour déterminer la participation des convives, pour l'année 2020, sur l'ensemble des recettes perçues, tels que présentés en annexe.

La recette est imputée sur le chapitre 74 - action F0102202 du budget départemental 2020.

Tarifs applicables à la demi-pension et à l'internat en 2020

Tarification Internat des collèges de Pithiviers et de Villemandeur

collège Denis Poisson à Pithiviers		Tarifs 2020		Tarifs 2019		Tarifs 2018
lycéens internes	Forfait nombre de jours	Prix unitaire	Total	Prix unitaire	Total	
Petit déjeuner (4 jours)	140	1,65 €	230,94 €	1,63 €	228,20 €	224,00 €
Dîner (4 jours)	140	3,40 €	476,00 €	3,35 €	469,00 €	462,00 €
Déjeuner (5 jours)	177	3,40 €	601,80 €	3,35 €	592,95 €	584,10 €
Nuitée et ménage fixés par le Conseil Régional			271,00 €		271,00 €	271,00 €
TOTAL					1 561,15 €	1 541,10 €
reversement CD45 2019			22%	22%	343,45 €	

collège Lucie Aubrac à Villemandeur		Tarifs 2020		participation familles 2020	Tarifs 2019		participation familles 2019	Tarifs 2018
collégiens internes	Forfait nombre de jours	Prix unitaire	Total	Taux	Prix unitaire	Total	Taux	
Petit déjeuner - goûter - dîner (4 jours)	140	4,11 €	575,22 €	21%	4,06 €	568,40 €	21%	560,00 €
Déjeuner (5 jours)	177	3,40 €	601,80 €	73%	3,35 €	592,95 €	73%	584,10 €
Nuitée et ménage (4 jours)	140	2,57 €	359,87 €	21%	2,54 €	355,60 €	21%	350,00 €
Reversement Internat CD 45 2019			1 536,89 €	41%		1 516,95 €	41%	1 494,10 €

	Tarifs 2020	Tarifs 2019	Tarifs 2018
Forfaits demi-pensionnaires	3,40 €	3,35 €	3,30 €
5 jours / 177 jours	601,80 €	592,95 €	584,10 €
4 jours / 140 jours	476,00 €	469,00 €	462,00 €
3 jours / 105 jours	357,00 €	351,75 €	346,50 €
2 jours / 70 jours	238,00 €	234,50 €	
Tarifs repas Convives			
élèves externes	4,15 €	4,10 €	4,00 €
commensaux - indice < 360	2,68 €	2,65 €	2,60 €
commensaux indice 360<450	4,15 €	4,10 €	4,00 €
commensaux indice >450 - agents du CD45	5,15 €	5,10 €	5,00 €
hôtes extérieurs	8,10 €	8,10 €	5,00 €

Détermination des taux de reversement 2020 par collège

Collège	CP VILLE	mode de gestion du SRH	TAUX DE PARTICIPATION 2018	TAUX DE PARTICIPATION 2019	Recettes nettes SRH compte 7062 COR 2018	nbre théorique de convives en 2018	TAUX DE PARTICIPATION 2020
ROBERT SCHUMAN	45200 AMILLY	Régie	20%	22%	306 366	663	22%
JEAN MOULIN	45410 ARTENAY	Régie	20%	21%	180 671	391	21%
LOUIS JOSEPH SOULAS	45480 BAZOCHES LES GALLERANDES	Unité Relais	85%	85%	202 179	438	85%
ROBERT GOUPIL	45190 BEAUGENCY	Régie	20%	22%	242 409	525	73%
FREDERIC BAZILLE	45340 BEAUNE LA ROLANDE	Régie	20%	22%	251 366	544	22%
CHARLES DESVERGNES	45270 BELLEGARDE	Régie	20%	21%	157 181	340	21%
ALBERT CAMUS	45250 BRIARE	Régie	20%	21%	149 007	323	21%
PAUL ELUARD	45120 CHALETTE SUR LOING	Régie	20%	15%	107 458	233	15%
PABLO PICASSO	45120 CHALETTE SUR LOING	Régie	20%	21%	148 990	322	21%
JEAN JOUDIOU	45110 CHATEAUNEUF SUR LOIRE	Régie	20%	22%	246 513	534	22%
LA VALLEE DE LOUANNE	45220 CHÂTEAU-RENARD	Régie	85%	85%	182 402	395	85%
PIERRE DEZARNAULDS	45360 CHATILLON SUR LOIRE	Régie	20%	15%	121 883	264	15%
PIERRE MENDES FRANCE	45430 CHECY	Unité Relais	85%	85%	210 880	456	85%
JACQUES DE TRISTAN	45370 CLERY SAINT ANDRE	Régie	20%	21%	167 722	363	21%
ARISTIDE BRUANT	45320 COURTENAY	Unité Relais	20%	22%	234 721	508	22%
PIERRE AUGUSTE RENOIR	45210 FERRIERES EN GATINAIS	Régie	85%	85%	266 117	576	85%
CONDORCET	45400 FLEURY LES AUBRAIS	Régie	20%	21%	230 036	498	21%
ANDRE CHENE	45400 FLEURY LES AUBRAIS	Unité Relais	20%	21%	158 494	343	21%
ERNEST BILDSTEIN	45500 GIEN	Liaison Froide	20%	15%	135 659	294	15%
JEAN MERMOZ	45500 GIEN	Régie	20%	12%	60 617	131	12%
MONTABUZARD	45140 INGRE	Régie	20%	22%	275 693	597	22%
CLOS FERBOIS	45150 JARGEAU	Régie	20%	21%	226 464	490	21%
LOUIS PASTEUR	45380 LA CHAPELLE SAINT MESMIN	Régie	20%	15%	140 564	304	15%
LE PRE DES ROIS	45240 LA FERTE SAINT AUBIN	Régie	73%	68%	194 482	421	68%
G. DE GAULLE - ANTHONIOZ	45460 LES BORDES	Régie	20%	22%	209 572	454	22%
GUILLAUME DE LORRIS	45260 LORRIS	Régie	20%	21%	170 991	370	21%
GUTENBERG	45330 MALHERBES	Régie	20%	21%	188 543	408	21%
GASTON COUTE	45130 MEUNG SUR LOIRE	Liaison Froide	85%	85%	189 029	409	85%
LE CHINCHON	45200 MONTARGIS	Régie	20%	15%	100 910	218	15%
LE GRAND CLOS	45200 MONTARGIS	Régie	20%	12%	72 076	156	12%
LEON DELAGRANGE	45170 NEUVILLE AUX BOIS	Régie	20%	21%	215 976	467	21%
CHARLES RIVIERE	45160 OLIVET	Régie	20%	22%	270 475	585	22%
L ORBELLIERE	45160 OLIVET	Régie	20%	21%	166 989	361	21%
JEAN DUNOIS	45000 ORLEANS	Régie	20%	21%	189 116	409	21%
JEANNE D ARC	45000 ORLEANS	Régie	20%	21%	194 481	421	21%
JEAN ROSTAND	45000 ORLEANS	Régie	20%	12%	63 712	138	12%
JEAN PELLETIER	45000 ORLEANS	Liaison Froide	73%	68%	110 003	238	68%
ETIENNE DOLET	45000 ORLEANS	Régie	20%	15%	117 863	255	15%
ALAIN FOURNIER	45000 ORLEANS	Régie	20%	12%	58 283	126	12%
MONTESQUIEU	45100 ORLEANS	Régie	20%	12%	66 778	145	12%
ALFRED DE MUSSET	45310 PATAY	Régie	20%	21%	180 916	392	21%
DENIS POISSON	45300 PITHIVIERS	Régie	20%	22%	459 840	995	22%
LES CLORISSEAUX	45500 POILLY LEZ GIEN	Liaison Froide	73%	73%	181 484	393	73%
VICTOR HUGO	45390 PUISEAUX	Régie	20%	21%	184 441	399	21%
MONTJOIE	45770 SARAN	Liaison Froide	20%	15%	117 145	254	15%
NELSON MANDELA	45130 SAINT AY	Régie	85%	85%	147 692	320	80%
VAL DE LOIRE	45560 SAINT DENIS EN VAL	Unité Relais	20%	21%	215 967	467	21%
PIERRE DE COUBERTIN	45800 SAINT JEAN DE BRAYE	Régie	20%	22%	298 979	647	22%
SAINT EXUPERY	45800 SAINT JEAN DE BRAYE	Régie	20%	15%	109 607	237	15%
MAX JACOB	45140 SAINT JEAN DE LA RUELE	Liaison Froide	20%	12%	92 061	199	12%
ANDRE MALRAUX	45140 SAINT JEAN DE LA RUELE	Régie	73%	65%	47 873	104	65%
JACQUES PREVERT	45650 SAINT JEAN LE BLANC	Régie	20%	21%	147 327	319	15%
HENRI BECQUEREL	45230 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	Régie	85%	85%	193 361	419	85%
MAXIMILIEN DE SULLY	45600 SULLY SUR LOIRE	Régie	20%	21%	136 150	295	15%
LA SOLOGNE	45510 TIGY	Régie	20%	21%	177 748	385	21%
LA FORET	45470 TRAINOU	Unité Relais	85%	85%	299 156	648	85%
LUCIE AUBRAC	45700 VILLEMANDEUR	Unité Relais	73%	73%	227 238	492	73%

E 10 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : évolution du règlement départemental relatif aux logements de fonction

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé de modifier le règlement départemental relatif aux logements de fonction : « *Sont logés par NAS d'une part les personnels de direction, d'administration, de gestion et d'éducation (principal, principal adjoint, adjoint gestionnaire, directeur de SEGPA et conseiller principal d'éducation dans le cadre d'un internat), dans les limites fixées à l'article R. 216-6, selon l'importance de l'établissement et d'autre part les personnels de santé dans les conditions définies aux articles R. 216-5 et suivants.* ».

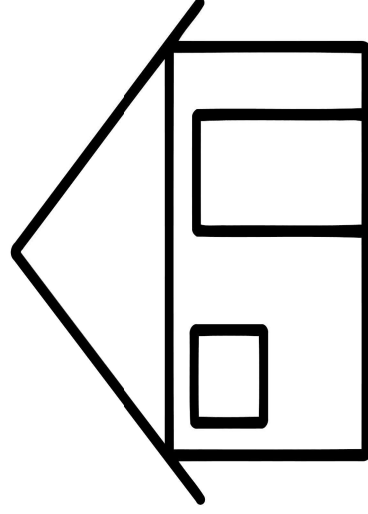
Article 3 : Il est décidé de la possibilité de mise à disposition d'un logement en COP « *aux personnels de l'Etat de l'Education Nationale, en raison de leurs fonctions et aux personnels de Département exerçant leurs fonctions au sein de l'établissement* ».

Article 4 : Il est décidé de continuer l'action de solidarité en faveur des sinistrés et de la mentionner dans le règlement départemental.

Article 5 : Il est décidé de la poursuite de l'action d'accueil d'internes en médecine, lors de leur stage en médecine générale, et de mentionner cette action dans le règlement départemental.

Article 6 : Il est décidé d'adopter le règlement départemental relatif aux logements de fonction, tel que présenté en annexe à la délibération.

REGLEMENT RELATIF AUX LOGEMENTS DE FONCTION DANS LES COLLEGES DU LOIRET



Introduction

La jouissance d'un logement de fonction à titre gratuit ou onéreux est un élément important pour les personnels de direction et les personnels techniques des collèges dans l'exercice de leurs fonctions. Le Département a toujours eu à cœur de rendre leur utilisation la plus pratique et facile possible.

Le présent règlement a pour objectif de rappeler quelques règles sur l'attribution des logements de fonctions qui vous seront particulièrement utiles lors de la prochaine rentrée scolaire.

Il est chargé notamment de rappeler les différents types d'attribution des logements de fonction dans les collèges du Département du Loiret ainsi que la procédure et les conditions d'attribution de ces logements pour les agents de l'Education Nationale comme pour ceux du Département.

FICHE I : La procédure d'attribution des logements de fonction

La procédure d'attribution des logements de fonction comprend ainsi six phases :

1- Le chef d'établissement soumet au Conseil d'administration

- les emplois dont les agents de l'Etat ou de la collectivité de rattachement susceptibles de bénéficier d'une concession de logement par nécessité absolue ;
- la situation et la consistance des locaux concédés (appartement, maison, garage, cave, jardins...) ;
- les conditions financières de chaque concession ;
- la possible attribution par convention d'occupation précaire, des logements demeurés vacants.

2- Le Conseil d'administration de l'EPLE émet un avis sur cette proposition de répartition des logements de fonction.

3- Le chef d'établissement recueille l'avis du Service des Particuliers – SIP – compétent pour les logements occupés en NAS et du Pôle Evaluations Domaniales pour les logements attribués en COP

- la nature des logements ;
- les conditions financières des logements.

4- Le chef d'établissement :

- soumet la proposition du Conseil d'administration, assortie de l'avis du SIP ou du Pôle Evaluations Domaniales, au **Conseil Départemental du Loiret** ;
- en informe la DSDEN.

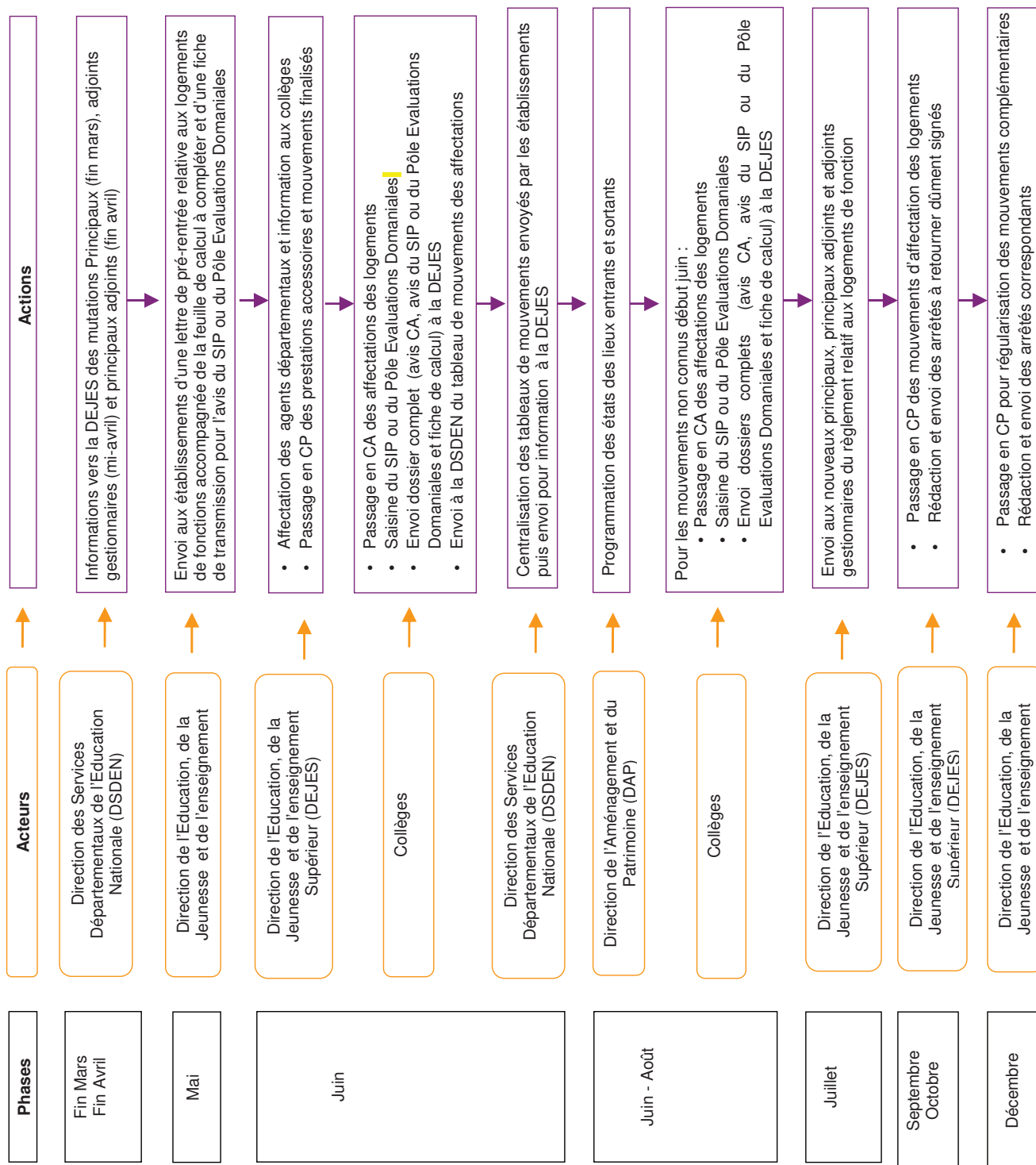
5- Le Conseil Départemental du Loiret procède à la délibération sur la proposition. Celle-ci précise les avantages accessoires liés à l'usage du logement.

6- Le président du Conseil Départemental du Loiret signe :

- les arrêtés de concessions de logement par nécessité absolue de service ;
- les conventions d'occupation précaire avec le/la bénéficiaire.

A noter : Toute modification dans la répartition des logements doit faire l'objet d'une nouvelle proposition du CA, d'un nouvel avis du SIP ou du Pôle Evaluations Domaniales, d'une nouvelle délibération de la collectivité de rattachement et d'un nouvel arrêté.

FICHE II : CALENDRIER ET MISE EN OEUVRE



FICHE III : LOGEMENT NAS

I - Attribution d'un logement par nécessité absolue de service (N.A.S.)

A titre des dispositions réglementaires, « *il y a nécessité absolue de service, lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service sans être logé dans les bâtiments où il doit exercer ses fonctions* ».

Les logements sont attribués **en raison des fonctions** exercées par un personnel au sein de l'établissement. Il ne s'agit donc pas d'une attribution liée à la situation personnelle de l'agent et elle ne répond pas à des critères sociaux.

La concession est de nature précaire et révocable.

Elle doit donc être retirée dès lors que l'agent n'exerce plus les dites fonctions (mutation, retraite, détachement, congé parental, sanction disciplinaire comme l'exclusion temporaire des fonctions ou la révocation) ou lorsque l'emploi est enlevé de la liste de ceux ouvrant droit à un logement par N.A.S.

Il en est de même pour les personnels en congé de longue maladie ou de longue durée : ces derniers sont tenus de quitter le logement si leur présence dans les lieux fait courir des dangers au public ou agents, ou bien si elle est incompatible avec la bonne marche du service.

Principe de gratuité

L'article R. 216-11 du Code de l'Education précise que « Seules les concessions de logement accordées par nécessité absolue de service comportent la gratuité du logement nu ».

La mise à disposition d'un logement de fonction est un avantage en nature, soumis à cotisations sociales et à l'impôt sur le revenu. L'évaluation de la valeur locative cadastrale doit être demandée au Service des Impôts des Particuliers – SIP, territorialement compétent.

Le personnel logé doit cependant s'acquitter de la taxe d'habitation et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Il doit souscrire un contrat d'assurance multirisque couvrant sa responsabilité civile et être en mesure de fournir annuellement un justificatif à l'adjoint gestionnaire ou sur demande au Conseil départemental, propriétaire des lieux.

Prestations accessoires

Les fluides (chauffage, eau, gaz et électricité exclusivement) sont pris en charge sur le budget du Département à concurrence des franchises fixées par délibération. Les contrats demeurent toutefois souscrits par les établissements. Au-delà de ces montants, le paiement de ces charges est assuré par le bénéficiaire du logement par NAS qui s'en acquitte auprès du personnel comptable de l'établissement ou au Département pour les collègues en PPP.

La valeur des prestations accessoires accordées gratuitement aux personnels concessionnaires est actualisée, chaque année, par vote du Conseil Départemental. La revalorisation de ce forfait ne peut être inférieure au taux d'augmentation de la dotation générale de décentralisation.

L'octroi d'une concession par nécessité absolue de service fait l'objet d'une déclaration d'avantages en nature par les services académiques pour les personnels d'Etat et par la direction des ressources humaines de la Collectivité de rattachement pour les personnels territoriaux.

Dispositions pour l'entretien des parties communes et privatives

Le Conseil Départemental du Loiret ne prend pas en charge l'entretien journalier des logements et des parties privatives, y compris le jardin privatif lorsqu'il existe. S'agissant de dépenses incombant exclusivement au bénéficiaire, les agents départementaux n'ont pas vocation à intervenir, sauf dérogation accordée par écrit par le Département du Loiret. Toutefois dans le cadre de logements demeurant vacants, l'agent technique polyvalent peut être sollicité par l'établissement pour assurer la pérennité du patrimoine bâti et l'entretien des espaces verts afférents au logement vacant.

Les espaces communs (y compris jardins) qui existeraient devront être entretenus en état de propreté en accord avec l'ensemble des utilisateurs ou donneront lieu à remboursement à l'établissement, le cas échéant sur sa demande, si celui-ci a souscrit des contrats dans les domaines concernés.

Dans l'intérêt du bon fonctionnement du service des EPLE, les logements de fonction sont repartis entre les agents de l'Education nationale et ceux du Département.

A / Pour les personnels d'Etat

Les règles applicables sont fixées dans les articles R. 216-4 à R. 216-19 du Code de l'Education relatifs aux concessions de logements accordées au personnel de l'Etat dans les EPLE. Le nombre de concessions de logements pouvant être accordé par NAS au service des agents de l'Education nationale est déterminé par l'effectif pondéré.

Le nombre de concessions de logements pouvant être accordé par NAS au service des agents de l'Education nationale est déterminé par l'effectif pondéré.

L'effectif pondéré est la somme des informations suivantes :

- Effectif total de l'établissement : 1 point par élève
- Nombre d'élèves handicapés : 2 points par élève
- Nombre de demi-pensionnaires : 1 point par élève
- Nombre d'élèves internes : 3 points supplémentaires

Classement pondéré de l'établissement	Nombre de logement par NAS
moins de 400 points	2
de 400 à 800 points	3
de 801 à 1 200 points	4
de 1 201 à 1 700 points	5
de 1 701 à 2 200 points	6
de 2 201 à 2 700 points	7
Au-delà, à raison d'un agent supplémentaire logé par nécessité absolue de service par tranche de 500 points.	

Sont logés par NAS d'une part les personnels de direction, d'administration, de gestion et d'éducation (Principal, Principal adjoint, adjoint gestionnaire, directeur de SEGPA et Conseiller Principal d'Education dans le cadre d'un internat), dans les limites fixées à l'article R. 216-6, selon l'importance de l'établissement et d'autre part les personnels de santé dans les conditions définies aux articles R. 216-5 et suivants.

Annexe 1 à renseigner : Fiche de calcul

B/ Pour les agents départementaux

L'attribution d'une concession par NAS est justifiée :

- *par des contraintes spécifiques* liées à l'exercice des missions. Celles-ci doivent être des missions planifiées, réalisées en dehors des heures d'ouverture de l'établissement ou pendant des périodes de congés scolaires dans la limite maximale de 116 heures annuelles :
 - ouverture et fermeture des accès ;
 - mise en route et coupure des alarmes ;
 - ronde de surveillance pendant les périodes d'ouverture de l'établissement ;
- toute autre activité planifiable (réunions, conseil de classe, réunion parents-professeurs, accueil des entreprises...) et réalisées en dehors des horaires d'ouverture de l'établissement.

Liste des emplois et ordre de priorité des concessions

Lorsque le nombre de logements disponibles le permet, le Département du Loiret souhaite pouvoir loger un certain nombre d'agents départementaux exerçant dans les collèges selon la priorité suivante :

- Agent exerçant les fonctions d'accueil ;
- Agent technique polyvalent (ATP) exerçant les fonctions de maintenance.

La mise en place généralisée de cet ordre de priorité intervient progressivement au fur et à mesure du départ des agents. En effet, les agents départementaux actuellement logés en NAS dans les établissements scolaires selon une répartition différente de l'ordre de priorité défini ci-dessus n'ont pas vocation à quitter leur logement avant le départ dans le cadre d'une mobilité, mutation, retraite ou autre.

Une concession de logement a un caractère précaire et révocable à tout moment. Il pourra toutefois être mis fin à leur concession de logement avant ce terme s'ils ne respectent pas les conditions d'occupation du logement fixées dans l'arrêté de concession ou encore en cas de changement de destination du logement (désaffectation, aliénation, nouvelle affectation du logement).

Contrepartie au logement attribué par nécessité absolue de service

Le temps de travail annuel d'un agent technique départemental des collèges est de 1 607 h soit 1 593 h après déduction des 2 jours de fractionnement. La durée annuelle des agents logés par nécessité absolue de service est majorée de 116 heures. Ce volume horaire réparti librement au début de chaque année scolaire par l'autorité fonctionnelle correspondant aux contreparties à effectuer par l'agent logé, sur l'ensemble de l'année, en fonction des nécessités de service.

Ces missions sont considérées comme du temps de travail.

Les missions confiées à un agent départemental logé, le sont nécessairement sous l'autorité d'un cadre de référence appartenant à l'établissement, et qui doit être sinon présent sur le site, du moins immédiatement joignable par l'agent.

Les agents logés par nécessité absolue de service, n'ont pas vocation à intervenir entre 22 heures et 5 heures du matin, sauf cas de force majeure ou intervention d'urgence.

II/ Les cas de fin d'attribution de logement par NAS

Plusieurs situations conduisent à mettre un terme à l'occupation par NAS d'un logement :

- l'affectation ou la mutation sur un autre poste ;
- la retraite ;
- l'absence prolongée liée à un congé parental ou un congé de formation ;
- le congé de longue maladie et le congé de longue durée mais uniquement si, la présence de l'agent bénéficiaire du congé fait courir des dangers au public ou à d'autre personnel ou offre des inconvénients pour la bonne marche du service. Dans cette hypothèse, il appartient au chef d'établissement en lien avec le Département, d'étudier chaque situation particulière ;
- Le non-respect des conditions d'occupation du logement fixées dans l'arrêté de concession ;
- Le changement de destination du logement (désaffectation, aliénation, nouvelle affectation).

L'occupant du logement en est informé trois mois à l'avance.

FICHE IV : LOGEMENTS COP

1 – personnels de l'Etat de l'Education Nationale, en raison de leurs fonctions, et agents départementaux exerçant leurs fonctions au sein du collège

Ce type de convention concerne les logements demeurés vacants, une fois les besoins en NAS satisfaits. Les logements proposés par COP sont destinés aux personnels d'Etat de l'Education Nationale, en raison de leurs fonctions, ou aux personnels du département exerçant leurs fonctions au sein de l'établissement. Les bénéficiaires doivent être en exercice.

Les logements demeurés vacants, pour quelque motif que ce soit (dérogation ou non affectation), ne peuvent être attribués par la collectivité que dans le cadre d'une convention d'occupation précaire.

Ils font l'objet au préalable d'une délibération spécifique et nominative en Conseil d'administration qui prévoit le versement d'une redevance d'occupation fixée à partir de l'évaluation locative réelle effectuée par le Pôle Evaluations Domaniales.

Il est rappelé que les recettes (redevances et fluides) perçues à ce titre sont intégralement laissées au bénéfice du collège afin qu'il assure, par exemple l'entretien du parc immobilier. A l'exception des collèges en PPP pour lesquels le Département les perçoit directement.

Le personnel logé doit également s'acquitter de la taxe d'habitation et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Les conventions d'occupation sont consenties à titre précaire et révocable, au plus tard jusqu'au 31 juillet de l'année scolaire en cours.

Si le logement occupé en COP (logement du principal, principal adjoint ou adjoint gestionnaire) est libre suite à une dérogation, l'occupant devra expressément solliciter le collège pour pouvoir bénéficier du renouvellement.

Il doit souscrire un contrat d'assurance multirisque couvrant sa responsabilité civile et être en mesure de fournir annuellement un justificatif à l'adjoint gestionnaire ou sur demande au Conseil départemental, propriétaire des lieux.

Dispositions pour l'entretien des parties communes et privées

Le Conseil Départemental du Loiret ne prend pas en charge l'entretien journalier des logements et des parties privées, y compris le jardin privatif lorsqu'il existe. S'agissant de dépenses incombant exclusivement au bénéficiaire, les agents départementaux n'ont pas vocation à intervenir, sauf dérogation accordée par écrit par le Département du Loiret. Toutefois dans le cadre de logements demeurant vacants, les agents polyvalents peuvent être sollicités, par l'établissement, pour effectuer l'entretien ménager et l'agent technique polyvalent pour assurer la pérennité du patrimoine bâti et l'entretien des espaces verts afférents au logement vacant.

Les espaces communs (y compris jardins) qui existaient devront être entretenus en état de propreté en accord avec l'ensemble des utilisateurs ou donneront lieu à remboursement à l'établissement, le cas échéant sur sa demande, si celui-ci a souscrit des contrats dans les domaines concernés.

2 – accueil en faveur de sinistrés du territoire

Dans le cadre de l'action de solidarité et dans l'urgence d'une situation particulière, des logements de fonction demeurés vacants peuvent être mis à disposition de sinistrés.

Après instruction du CCAS ou du maire de la commune et avis du chef d'établissement, une solution de mise à disposition temporaire d'un logement de fonction vacant peut être proposée à des sinistrés.

Une convention d'occupation précaire précise les engagements des parties, l'occupant s'acquittera d'une redevance qui est fixée forfaitairement à 8€/m², et des charges de fluides et souscrit également un contrat multirisque habitation.

3 – accueil d'internes en médecine lors de leurs stages

Dans le cadre de la lutte contre la désertification médicale et en vue d'inciter les futurs médecins à installer leur cabinet dans le Loiret, des logements de fonction vacants, après l'accord du chef d'établissement, sont proposés aux étudiants lors de leur choix de stage, pour la période du 1^{er} novembre au 30 avril et, exceptionnellement, entre le 1^{er} mai et le 31 octobre.

Une convention d'occupation précaire, à titre gracieux, est signée par le collège, l'occupant et le Département. L'étudiant règle un forfait de 40 € pour les charges, au collège en MOP et au Département pour les collèges en PPP, et souscrit un contrat multirisque habitation.

FICHE V : RECAPITULATIF DES FLUX FINANCIERS

LOGEMENTS DANS COLLEGE MOP :

Nécessité Absolue de Service :

- Aucun loyer
- Fluides payables au collège en cas de dépassement de la franchise

Convention d'Occupation Précaire :

- Paiement d'un loyer au bénéfice du collège
- Fluides payables au collège (les contrats demeurent souscrits par l'EPL)

LOGEMENTS DANS COLLEGE PPP :

Nécessité Absolue de Service :

- Aucun loyer
- Fluides payables au Département du Loiret en cas de dépassement de la franchise

Convention d'Occupation Précaire :

- Paiement d'un loyer au bénéfice du Département du Loiret
- Fluides payables au bénéfice du Département du Loiret

E 11 - Le Département, acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret : Attribution de subventions exceptionnelles aux collèges Alain Fournier et Val de Loire, d'une dotation complémentaire au collège Pablo Picasso pour les frais de transport vers les installations sportives

Article 1 : Le rapport est adopté avec 29 voix pour.

Article 2 : Il est décidé d'accorder une subvention exceptionnelle de 7 200 € pour des équipements de la classe ULIS 4, au collège Alain Fournier d'Orléans.

La dépense est imputée au chapitre 204 - nature 20431 - action F0101204 du budget départemental 2019.

Un premier acompte de 6 400 € est versé à la notification et le solde sur présentation des factures, avant le 1^{er} décembre 2019.

Article 3 : Il est décidé de reconduire le partenariat d'éco-pâturage et d'accorder une subvention exceptionnelle de 400 €, pour participation aux frais d'éco-pâturage, au collège Val de Loire de Saint-Denis-en-Val, pour l'année 2019.

La dépense est imputée au chapitre 65 - nature 65511 - action F0102101 du budget départemental 2019.

Article 4 : Il est décidé d'attribuer une dotation complémentaire d'un montant de 3 000 €, au collège Pablo Picasso de Châlette-sur-Loing, pour les frais de transport vers les installations sportives.

Cette dépense d'un montant de 3 000 € est imputée au chapitre 65 - nature 65511 - action F0102104 du budget départemental 2019.

E 12 - Le Département acteur incontournable de la réussite scolaire des jeunes du Loiret (F01) - Convention cadre concernant l'échange d'informations nécessaires au pilotage du système éducatif entre le Ministère de l'Education nationale et le Département du Loiret

Article 1 : Le rapport et son annexe sont adoptés avec 29 voix pour.

Article 2 : Les termes de la convention cadre concernant l'échange d'informations nécessaires au pilotage du système éducatif entre le Ministère de l'Education nationale et le Département du Loiret, sont approuvés.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention cadre, telle qu'annexée à la présente délibération.

Convention cadre
concernant l'échange d'informations nécessaires au pilotage du système éducatif

Entre, d'une part,

Le Ministère de l'Education nationale, représenté par Madame la Rectrice de l'Académie d'Orléans-Tours

et, d'autre part,

Le département du Loiret, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental

Date de notification :

Convention n°

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE ENTRE :

La Rectrice de l'académie d'Orléans-Tours

Ci-après désignée par le terme « l'Académie »

d'une part,

et le Président du Conseil départemental du Loiret

Ci-après désigné par le terme « le Conseil départemental »

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

La gestion du service public d'éducation est partagée entre l'Etat et les collectivités territoriales, chacun dans son domaine de compétences.

Il est d'importance pour chaque partenaire de disposer des informations nécessaires au pilotage de ses actions.

La loi relative aux libertés et responsabilités locales attribue des responsabilités aux collectivités territoriales et renforce le besoin d'échange de données et d'informations pour le pilotage entre les services déconcentrés du Ministère de l'Education nationale et les collectivités territoriales.

Cette convention dresse la liste des informations que l'Académie envisage de fournir, ainsi que les modalités de transmission. Ces informations, qui permettent d'avoir une vision globale et précise de l'enseignement, dans le ressort de la collectivité, sont décrites en annexe.

Dans le cadre de l'organisation des échanges de données, le décret 2007-572 du 18 avril 2007 complète le dispositif relatif à la réalisation, par les collectivités territoriales, de statistiques liées à l'exercice des compétences qui leur sont transférées. Il est prévu que ces statistiques soient transmises à l'Etat.

Aussi, cette convention organise également la fourniture à l'Académie des données prévues par le décret n°2007-572 du 18 avril 2007 relatif à la transmission à l'Etat par les collectivités territoriales d'informations « statistiques relatives à l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien dans les collèges et lycées ».

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'autoriser et d'organiser l'échange de données entre l'Académie et le Conseil départemental, le périmètre et les modalités de transmission des données mises à disposition ainsi que le fonctionnement des relations partenariales.

La description technique des données fait l'objet d'une annexe à la convention.

Compte tenu du règlement du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, qui instaure le Règlement Général sur la Protection des Données, la finalité des traitements issus de la mise à disposition des données individuelles collectées par l'académie doit être strictement décrite aux points 2.4, 2.6 et 2.8 de cette annexe afin qu'ils puissent être inscrits au registre des traitements de l'académie. Les parties s'engagent à respecter les éléments décrits dans l'annexe.

Article 2 : Accès aux informations et outils produits par l'Education Nationale - Besoins du Conseil départemental

Dans le cadre de ses champs de compétences ou en accompagnement de politiques éducatives académiques, le Conseil départemental a besoin d'accéder à différents niveaux de sources d'informations détenues par l'éducation nationale : informations synthétiques, accès aux bases de données nationales, académiques et départementales et communication de fichiers standards de nature administrative ou statistique :

- systèmes d'information nationaux (Infocentre ministériel, décrit en annexe),
- liste des écoles et établissements avec code UAI,
- tables de nomenclatures - Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS), Modules Elémentaires de Formation (MEF) académiques,
- constats de rentrée des effectifs d'élèves par niveau et âge pour les écoles, par établissement, niveau et MEF pour les collèges,
- fichiers de comptage du nombre de boursiers,
- résultats aux examens,
- fichiers de géolocalisation des collégiens, anonymisés.

Afin d'accompagner la prise en main de l'ensemble de ces éléments, l'Académie peut dispenser, à la demande du Conseil départemental, une action de formation auprès des utilisateurs. La Division de l'Evaluation et de la Prospective en serait en charge.

Article 3 : Transmission des données

Le mode de transmission se fait, selon la complexité des données, par :

- accès libre ou réservé via internet, aux systèmes d'information de l'Education nationale : ACCÉ, BCN, BCP, APAE,
- mise à disposition, via un serveur sécurisé, de fichiers dont la description technique est présentée en annexe à la convention.

Les données ne pourront faire l'objet d'aucune cession à un tiers, que ce soit à titre gracieux ou payant.

Article 4 : Modalités de réciprocité - Besoins des services académiques

Il est fait référence aux dispositions de l'article 130 de la loi du 13 août 2004 complétées par le décret n°2007-572 du 18 avril 2007 relatif à la transmission à l'Etat par les collectivités territoriales d'informations « statistiques relatives à l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien dans les collèges et lycées ».

Ces données sont à intégrer dans l'« Enquête Parc Immobilier » (EPI) via une application nationale. Les chefs d'établissement renseignent les informations relevant de leurs compétences et les collectivités locales valident et enrichissent avec les informations décrites en annexe.

Dans ce cadre légal, le Conseil départemental disposera d'un accès réservé en visualisation et en modification à l'application nationale. Il veillera à renseigner l'enquête de façon exhaustive et particulièrement qualitative.

En outre et dans le cadre conventionnel, le Conseil départemental transmet les informations concernant :

- les documents relatifs à la programmation des constructions et rénovation d'établissements, y compris les évolutions du mode de restauration,
- les données actualisées sur la sectorisation.

Article 5 : Date d'effet, durée et renouvellement de la convention, mode de résiliation

La présente convention prend effet à sa date de notification pour une durée de validité d'une année, renouvelable par tacite reconduction. Elle pourra faire l'objet d'avenants suivant l'évolution des besoins exprimés par les parties.

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation prend effet un mois après réception de cette lettre.



Fait à Orléans en deux exemplaires originaux, le

Pour le Conseil départemental,

Le Président,

Marc Gaudet

Pour l'Académie,

La Rectrice,

Katia Béguin

<p style="text-align: center;">ANNEXE TECHNIQUE Description des données mentionnées dans la convention</p>
--

1) Accès aux bases

1.1- Base centrale des nomenclatures - BCN

Accès en consultation par Internet sans restriction

Les nomenclatures constituent le langage commun des systèmes d'information : nomenclatures et règles de gestion et de contrôle ainsi que certaines nomenclatures interministérielles et internationales. Elles sont mises à jour régulièrement et historisées au moyen de mention des dates d'ouverture et de fermeture.

1.2- Base centrale de pilotage du ministère de l'Education nationale - BCP

Accès réservé : ouverture des droits d'accès par le ministère à partir d'une liste nominative (adresses mails)

Cette base est structurée en domaines ou « univers » (élèves, examens, établissements, premier degré, second degré...).

1.3- Application de consultation et cartographie des établissements du système éducatif français - ACCÉ

Accès en consultation par Internet sans restriction

Base centrale des établissements de formation, tous ministères, tous secteurs.

1.4- Aide au Pilotage et à l'Auto-Evaluation - APAE 1^{er} & 2nd degrés

Accès réservé : ouverture des droits d'accès par l'administrateur académique (DEP) à partir d'une liste nominative. Ouverture assujettie à la signature d'un engagement individuel de chaque utilisateur, à destination du Ministère (Direction de l'Evaluation, de la Prospective et de la Performance - DEPP).

Les applications d'aide au pilotage et à l'auto-évaluation, pour le premier degré (APAE_1D) et le second degré (APAE_2D), mettent à disposition des informations et des indicateurs pour chaque école, RPI et circonscription du premier degré et chaque établissement du second degré, public ou privé sous contrat, en France métropolitaine ou dans les DOM.

Ces indicateurs concernent les caractéristiques de l'entité étudiée, la population scolaire accueillie, les personnels et les moyens, les parcours et la performance.

1.5-Enquête Parc Immobilier - EPI

Accès réservé : ouverture des droits d'accès par l'administrateur académique (DEP).

Accès en consultation et en modification pour les informations à saisir (personnels TOS et surfaces).

Période d'enquête : d'octobre à décembre de chaque année.

2) Fichiers mis à disposition par l'Académie

Format : fichiers .txt,

Transmission par serveur sécurisé,

Disponibilité : à compter de novembre.

2.1- Liste des écoles et effectifs d'élèves du premier degré.

- ☐ Année scolaire,
- ☐ Code UAI,
- ☐ Patronyme,
- ☐ Secteur (public, privé),
- Type école (maternelle, élémentaire, primaire, spéciale),
- Adresse complète,
- Code commune INSEE,
- Libellé commune,
- Canton,
- ☐ Niveau.

2.2- Fichier des MEF académiques et des matières académiques.

Mise à disposition sur serveur sécurisé en novembre de chaque année

2.3-Fichiers du constat des effectifs d'élèves par établissement, par niveau et par MEF

Mise à disposition sur serveur sécurisé en novembre de chaque année

- ☐ Année scolaire,
- ☐ Code UAI,
- ☐ Formation,
- ☐ Année de naissance,
- ☐ Régime scolaire (demi-pensionnaire, interne, externe),
- ☐ Code PCS,
- ☐ Libellé PCS,
- ☐ Etablissement fréquenté en N-1,
- ☐ Formation suivie en N-1.

2.4- Fichier anonymisé d'adresses des collégiens :

- Année scolaire,
- Code UAI,
- ☐ Niveau,
- ☐ Adresse complète.

Finalité principale du traitement :

Géolocalisation des collégiens dans le cadre des études de la sectorisation des collèges du Loiret.

Transfert hors UE : oui / non

2.5- Fichier de comptage du nombre de boursiers

Champ : enseignement secondaire sous tutelle du MEN, collèges publics et privés sous contrat

Echéance particulière : disponible en mai pour l'année scolaire en cours.

2.6- Géo référencement des élèves

Echéance particulière : disponible en mars de l'année N pour l'année scolaire N-2/N-1.

Mise à jour réalisée par le Ministère tous les 2 ans.

Finalité principale du traitement :

Géolocalisation des collégiens dans le cadre des études de la sectorisation des collèges du Loiret.

Transfert hors UE : ~~oui~~ / non

2.7- Dérogations à l'entrée en 6^{ème}

Nombre de dérogations demandées, accordées, entrantes et sortantes, à l'entrée en 6^{ème} pour les collèges publics

3) Fichiers et données mis à disposition par le Conseil départemental

3.1- Données à transmettre listées dans le décret n° 2007-572 du 18 avril 2007 (à intégrer dans EPI) :

- ☞ « L'effectif en nombre de personnes physiques et en équivalent temps plein affecté dans chaque établissement au 1^{er} janvier pour chacune des fonctions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique » ;
- ☞ « Si ces fonctions d'accueil, de restauration, d'hébergement ou d'entretien général et technique sont assurées, en tout ou partie, par un opérateur extérieur, le montant de la dépense annuelle, pendant l'année civile précédente, correspondant aux prestations de service fournies à l'établissement au titre de chacune de ces fonctions. Pour les contrats de service couvrant plusieurs établissements ou services, une estimation est faite de la part imputable à l'établissement ».

3.2-données sur les capacités d'accueil et les surfaces des bâtiments des établissements.

Le Conseil départemental extrait un fichier « Données du patrimoine » à partir de l'application EPI, renseigne ou corrige les informations idoines dans les onglets « Infosgen » et « Bâtiments », retourne le fichier amendé à la Division de l'Evaluation et de la Prospective, qui en assurera l'intégration dans l'application.

3.3-documents relatifs à la programmation des constructions, rénovations et restructurations d'établissements

3.4-fichier de données actualisées sur la sectorisation, composée des variables suivantes :

- Code postal,
- Code commune INSEE,
- Type et libellé de voie (*vide si commune entière*),
- Numéro de voie de début inclus,
- Indice de répétition de début (*B pour Bis, T pour Ter, Q pour Quater... ou A, B, C, D*),
- Numéro de voie de fin inclus (*9999 si jusqu'au bout de la rue*),
- Indice de répétition de fin (*B pour Bis, T pour Ter, Q pour Quater...ou A, B, C, D*),
- Parité (*P pour pair, I pour impair, PI pour pair impair*),
- Code UAI collège,
- Secteur unique pour la commune (*O pour OUI, N pour NON*),
- Identifiant unique (*code interne Education nationale, ne pas modifier*),
- Type d'opération (*A pour ajout, M pour modification, S pour suppression*), ne sera à compléter qu'à compter de la deuxième année de transmission.

Les actes administratifs publiés
dans ce recueil peuvent être consultés
à l'Hôtel du Département
15, rue Eugène Vignat – 45000 ORLEANS